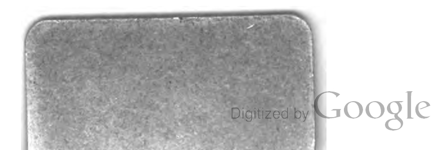

NYPL RESEARCH LIBRARIES
3 3433 06661001 9





MÉMOIRES

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET LITTÉRAIRE

DE

TOURNAI.

Cpl. m. 1 Portrait

MÉMOIRES

DE LA

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET LITTÉRAIRE

DE

TOURNAI.

TOME 10.



TOURNAI
MALO ET LEVASSEUR, IMPRIMEURS DE LA SOCIÉTÉ

JANVIER 1871.

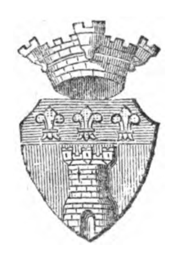
LA MAGISTRATURE TOURNAISIENNE

(1179-1871),

SUIVIE DE LA LISTE ALPHABÉTIQUE DES MAGISTRATS COMMUNAUX,
DEPUIS LA RÉFORME DE LA LOI PAR CHARLES-QUINT,
EN 1522,

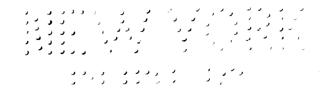
par H. VANDENBROECK,

Archiviste de la ville, Conservateur des archives de l'État, Membre de la Commission provinciale de statistique du Hainaut, de la Société historique et littéraire de Tournai, etc.



TOURNAI,
IMPRIMERIE DE MALO ET LEVASSEUR,
rue de l'Écorcherie, 4.

1871



INTRODUCTION.

—

Parmi les précieux documents que possèdent nos archives communales, il faut citer en première ligne les 18 registres dits *de la loi*, dont 16 en parchemin (1), dans lesquels sont inscrits les noms des magistrats qui se sont succédé depuis 1313 (2) jusqu'en 1792, époque de la première entrée des Français à Tournai.

Le Conseil communal avait, à plusieurs reprises, témoigné le désir de voir continuer ce travail; mais l'exécution de ce vœu présentait des difficultés sans nombre, attendu la mauvaise tenue des registres et le désordre qui règne dans les papiers de l'époque républicaine.

En 1851, après plusieurs années de recherches, nous avons eu l'honneur de soumettre au Conseil un registre sur vélin contenant la liste des magistrats communaux depuis 1792 et faisant suite à ceux qui existent dans nos archives. Nous avons complété ce travail jusqu'à nos jours et, à la demande d'un grand nombre de personnes notables qui s'intéressent

---

(1) M. le comte de Nédonchel a donné une description détaillée de ces 18 registres dans son intéressant ouvrage sur les *Lois de Tournai* (Mémoires de la Société historique et littéraire, tome IX).

(2) Au moyen du dépouillement des chirographes et des documents transcrits dans les anciens cartulaires, M. B.-C. Du Mortier a pu établir, d'une manière à peu près complète, la liste des magistrats de 1198 à 1313.

à l'histoire locale, nous croyons devoir le livrer à la publicité.

Mais avant de donner les noms de ces hommes qui, généralement, se sont montrés à la hauteur de la mission qui leur avait été confiée par l'autorité publique ou leurs concitoyens, et parmi lesquels certaines natures d'élite ont fait preuve de talents administratifs des plus remarquables, il n'est pas sans intérêt de faire connaître de quelle manière était organisée l'administration communale pendant les grandes périodes qui ont précédé l'ère républicaine. Nous puisons ces indications dans le remarquable rapport, fait en 1834 par notre savant concitoyen M. B.-C. Du Mortier, au nom de la section centrale pour l'organisation communale.

PÉRIODE GAULOISE.

En Belgique, le droit d'élire les magistrats de la cité est antérieur à la domination romaine ; il remonte jusqu'à la période gauloise et se perd dans la nuit des temps. L'histoire nous apprend que, dans toutes les assemblées générales, les cités envoyaient leurs députés. On ne peut concevoir de cité qui serait représentée par des délégués pour les affaires générales et qui n'aurait pas de représentant pour traiter de ses intérêts particuliers. Or, il est incontestable qu'il y avait des cités en Belgique antérieurement à l'invasion romaine. Dans ces cités, il existait un sénat choisi parmi les citoyens les plus distingués et délibérant sur les intérêts communs. (Strabon, lib. 4, cap. 2). Après la bataille sanglante que les Nerviens soutinrent contre l'armée romaine, ils exposèrent à César que, de six cents sénateurs, trois seulement avaient survécu.

PÉRIODE ROMAINE.

Lorsque Rome eut soumis la Belgique à sa domination, elle établit dans les cités sa magistrature curiale, qui consacrait encore la liberté de la commune. La curie, institution essentiellement municipale, comprenait le corps entier des curiales ou décurions ; elle était composée des fils des décurions et de tous ceux que le suffrage de la curie y introduisait, sous la condition essentielle de posséder un domaine d'une certaine étendue et d'être âgé de 25 ans au moins. A l'époque des calendes de mars, l'assemblée générale de la curie élisait les magistrats de la commune parmi les décurions les plus honorables, comme plus tard les éwardeurs renouvelaient les magistrats au mois de février de chaque année. Ces élus du peuple étaient chargés de tout ce qui était d'intérêt communal, et ils intervenaient dans les actes authentiques entre particuliers. Jamais, sous la domination romaine, les préfets ni les comtes ne se mêlèrent de l'administration de la cité, jamais ils n'intervinrent dans les actes municipaux qui étaient exclusivement dans les attributions des magistrats locaux.

Indépendamment de ces magistrats, chaque cité avait un tribun qui portait le titre de *défenseur du peuple*. Ce magistrat était élu directement par tous les habitants ; ses devoirs consistaient à protéger les citoyens contre l'injustice et l'oppression, à arrêter toute imposition illégale ; en un mot, le défenseur était le père et le tuteur du peuple.

Enfin, les diverses catégories de citoyens exerçant des métiers dans la cité choisissaient eux-mêmes leurs chefs et s'assemblaient pour délibérer librement sur leurs droits et leurs intérêts respectifs.

Telle était l'organisation municipale sous la domination

romaine; elle consacrait, dans la cité, la liberté la plus absolue; le pouvoir ne demandait que des hommes et de l'argent ; quant au surplus, il ne s'en préoccupait nullement.

PÉRIODE FRANQUE.

Les impôts et les vexations fiscales ayant rendu la domination romaine odieuse aux populations, les Belges s'unirent aux Francs et reprirent leurs anciens usages et leurs coutumes. Lorsque, plus tard , les chartes de commune furent accordées aux villes par le souverain, elles n'étaient point la collation d'un droit nouveau, mais bien la consécration des droits antérieurs. L'existence, sous la domination franque, d'une magistrature municipale élue par le peuple ne saurait être contestée; seulement, dans les affaires judiciaires, le souverain était représenté par un comte. Un acte de 744, signé par un échevin, prouve l'existence de cette magistrature municipale en Belgique antérieurement à Charlemagne et décide la question de l'origine des échevins. L'échevinage est donc une institution d'origine belge, et c'est de notre pays qu'elle se répandit, par la suite des temps, dans toute l'Europe.

Quant à la part que le peuple prenait à l'élection des magistrats de la cité, elle a varié suivant les temps et les lieux, mais elle n'a jamais cessé d'exister. C'est ce que prouve la charte de la seconde année du règne du roi Dagobert (an 630), qui défend à qui que ce soit de prononcer des jugements, si ce n'est à celui qui a été établi juge par le prince *d'après la convention du peuple*. Or, ces juges élus par la convention du peuple et institués par le prince, n'étaient autre chose que les magistrats municipaux qui exerçaient le pouvoir judiciaire. Il y a plus, non-seulement le peuple élisait les magistrats de la cité, mais il concourait

encore avec eux à l'élection des évêques. Il est vrai que les évêques avaient aussi une grande part à l'administration de la cité comme protecteurs du faible et réparateurs des abus.

PÉRIODE FÉODALE.

Les villes jouissaient donc de certains priviléges, seulement c'était plutôt une tolérance qu'un droit ; mais vint une époque où les souverains sentirent le besoin de se fortifier contre l'ambition des grands feudataires de la couronne. Afin d'affaiblir la puissance des grands vassaux qui cherchaient à lutter d'influence contre leurs suzerains, ceux-ci firent cause commune avec les municipalités, et, pour encourager ou récompenser leur dévouement, ils leur accordèrent des franchises qui, pour la plupart, n'étaient que la reconnaissance de l'ancien état de choses. Les princes abolirent les restes de servitude, reconnurent aux communes le droit de se gouverner par des magistrats de leur propre choix, qui administraient la cité et rendaient la justice, levaient les taxes et les hommes. De leur côté, les villes étaient tenues de fournir directement des soldats et souvent des prestations pécuniaires annuelles au souverain qui, par ce moyen, s'affranchissait de la dépendance de ses vassaux et augmentait considérablement sa puissance. Les grands barons, épuisés par les dépenses des croisades, suivirent à leur tour l'exemple des monarques, et souvent on les vit vendre les chartes de commune à prix d'argent.

Mais, dans tous les cas, sous le rapport de l'administration, le droit de commune ne fit qu'affermir les habitants des villes dans les droits dont ils jouissaient ; il était un privilége nouveau, un acte de reconnaissance qui consacrait ce droit, mais ne le créait pas. Aussi la plupart des chartes de commune n'établissent ni le droit, ni la magistrature municipale; elles

se bornent à modifier ces institutions conformément à l'esprit du temps.

L'histoire de Tournai fournit une preuve incontestable de cette vérité. En 1187, Philippe-Auguste accorde à cette ville une charte de commune, tout en déclarant qu'il ne fait que sanctionner les us et coutumes dont les bourgeois jouissaient avant l'institution de la commune. En effet, on possède des actes bien antérieurs à cette charte passés devant les sénateurs, le prévôt de la commune, les jurés et les échevins.

Mais si les chartes de commune accordées par les souverains n'étaient que la consécration d'un droit antérieur, elles n'en constituaient pas moins un précieux avantage pour les cités qui les obtenaient. Elles assuraient les droits de la magistrature et la débarrassaient de l'agent du souverain; elles affranchissaient de toute espèce de servitude les personnes des habitants et de tous ceux qui venaient se fixer dans la localité; enfin, elles autorisaient les citoyens à s'associer pour la défense des intérêts communs contre les vexations des seigneurs. A l'ombre de cette liberté communale, les cités s'accrurent rapidement en population et en richesse; les fabriques et les manufactures y prirent un essor extraordinaire; les communes construisirent des beffrois, des halles, des édifices d'une grande magnificence, et ces dépenses, celles de la milice locale et tant d'autres, étaient supportées par les habitants de la cité sans l'intervention du trésor du souverain.

PÉRIODE FÉDÉRALE. — ASSERVISSEMENT DES COMMUNES.

L'anéantissement de la féodalité et la création des armées permanentes furent la cause première de la chute du pouvoir communal. Délivrés du lien féodal, ne devant plus opposer les communes aux barons, les princes sentirent le

besoin de s'affranchir des communes et saisirent toutes les occasions pour restreindre ou anéantir leurs droits. D'un autre côté, les villes abusèrent quelquefois des priviléges qui leur avaient été octroyés. Nous en trouvons encore un exemple dans notre histoire locale. En 1522, Charles-Quint réforma à Tournai le régime municipal, en abolissant les priviléges dont les Tournaisiens jouissaient depuis plusieurs siècles. Ce souverain prit pour prétexte que les priviléges communaux donnaient lieu à des *abus dommageux aux bourgeois* et obéraient considérablement le trésor; que les gens de métier négligeaient de vaquer à leurs affaires privées pour briguer les emplois publics, et qu'au lieu d'élire les plus capables, les éwardeurs *appelaient aux offices de simples gens de métier ne sachant lire ni écrire*. Mais par la suite, de simples prétextes suffirent pour modifier le régime municipal de la plupart des villes et bientôt l'asservissement des communes devint la politique dynastique. Au moyen de ces empiétements, les magistrats cessèrent d'être élus par le peuple; ils ne furent plus qu'une délégation du souverain. Indépendamment du magistrat, le souverain était souvent représenté par un lieutenant. Lorsque les échevins siégeaient comme corps judiciaire, ce lieutenant pouvait les présider, mais en affaires d'administration, les magistrats communaux étaient indépendants de l'action du pouvoir. Cet état de choses subsista sous la domination espagnole et autrichienne.

Autant les communes avaient été florissantes sous le régime de la liberté communale, autant elles devinrent chétives et misérables sous le régime de l'absolutisme. La plupart des magistrats ne devant leur nomination qu'à la faveur du souverain, se préoccupèrent peu des moyens de rendre prospères les villes qu'ils administraient. A ces causes, il faut joindre les guerres civiles qui ne contribuèrent pas peu à

dépeupler nos cités: bientôt elles perdirent toute leur splendeur. Tournai, par exemple, d'après les auteurs anciens, n'avait pas moins de 80,000 habitants au XIVe et XVe siècle. Or, d'après des recensements officiels, le nombre n'était plus, en 1687, que de 25,596, et, en 1747, de 21,380. En 1786, il était remonté à 25,726.

ÉTAT DES COMMUNES A LA FIN DU 18e SIÈCLE.

La composition des administrations communales était, à cette époque, aussi variable que les communes elles-mêmes. En règle générale, les élections n'étaient pas directes et la durée des fonctions n'était pas déterminée. A Tournai, par exemple, les magistrats nommés en 1774 continuèrent leur mandat jusqu'en 1789, et, dans l'intervalle de ces 15 années, le souverain ne fit que pourvoir à une place devenue vacante par suite du décès du titulaire. La magistrature nommée par l'Empereur, le 24 août 1789, était à peine entrée en fonctions lorsqu'éclata la révolution brabançonne.

A partir du mois de décembre 1789, les événements politiques soumirent l'organisation communale à des changements très-fréquents. Nous les expliquerons à mesure qu'ils se présenteront. C'est cette époque que nous avons choisie pour point de départ de notre publication.



LA
MAGISTRATURE
TOURNAISIENNE
(1789-1870).

RÉVOLUTION BRABANÇONNE.

Le 26 décembre 1789, les trente-six bannières, formant le peuple de la ville de Tournai, déclarent l'empereur Joseph II déchu de sa souveraineté, et confirment provisoirement les magistrats dans leurs fonctions. Voici leurs noms :

GRAND PRÉVOT.

M. De la Hamaide de Soubrechies, *Jean-Charles.*

JURÉS :

MM. De Cazier de la Fontaine, *Philippe-Albert-Joseph ;*
Marlier, *Hubert-Géry ;*
Perdu de Lespinois, *Benoît ;*
Bonaert, *François-Joseph-Ghislain ;*
Morel, *Charles-Ernest-Joseph ;*
Longueville, *Nicolas-Alexandre.*

ÉCHEVINS.

MM. De le Vingne d'Angy, *Henri-Louis-Joseph-Ignace;*
De Lossy de Warmée, *Jean-Baptiste-Charles;*
Ysebrant de Lendonck de Douvrin;
Drogart, *Louis-Bernard-Joseph*, avocat;
Pepin, *Albert-Honoré-Joseph;*
Perrier, *Jean-Baptiste*, banquier.

Le même jour, le serment suivant est prêté à la cathédrale, en présence d'un grand nombre de citoyens :

« Nous grands souverains doyens, doyens, sous-doyens et les membres des bannières, prévôt et jurés, mayeur et échevins, conseillers, officiers, les baillis, lieutenans et gens de loi du nouveau district Tournésis, avec les corps et personnes invitées, les chefs et les officiers tant des associations que sermens armés ci-présens, manans et habitans, clergé, ecclésiastiques et gentils-hommes de cette ville et de son nouveau district, tant en notre nom qu'en celui de la commune de ladite ville et des communautés du nouveau district, promettons, par l'organe et voix de Messire le comte de Vanderdilft, doyen de la cathédrale, et jurons à Dieu et à la nation, sur les saints évangiles déposés sur cet autel, de maintenir invariablement notre sainte religion catholique, apostolique et romaine, les constitutions, lois, usages, franchises, indépendances de ce pays, que nous en éviterons et éloignerons le dommage, que nous avancerons son profit et aiderons à garder son étendue et limites, selon toute notre puissance; enfin, que nous ferons tout ce que bons citoyens sont tenus de faire pour leur patrie. Ainsi

nous le jurons et le garderons, Dieu aidant, à l'intercession de ses saints. »

Le même jour encore, au retour de la messe chantée à la cathédrale, le Magistrat décide que chacun de ses membres se rangera sous une des 36 bannières, à son choix.

Le 11 mars 1790, les trois consistoires des prévôt et jurés, mayeur et échevins, grand souverain doyen, doyens et sous-doyens de la Chambre des arts et métiers, modifient de la manière suivante la constitution de la magistrature locale :

1° Les Consaux seront formés : A. du consistoire des prévôt et jurés ; B. de celui des mayeur et échevins ; C. d'une députation du consistoire de la Chambre des arts et métiers, composée de onze doyens, y compris les deux grands souverains doyens ; D. de six notables ou autres habitants des paroisses de cette ville, ecclésiastiques ou laïques, choisis parmi les éwardeurs ; E. d'un membre des quatre représentants du nouveau district ; F. enfin, d'un des quatre représentants d'Antoing et de Vaulx.

2° Les chefs de famille seront convoqués par les connétables à l'effet d'élire les trente éwardeurs qui, à leur tour, nommeront les magistrats. Ces éwardeurs seront choisis dans les diverses paroisses de la ville, dans la proportion suivante :

St-Brice . . .	5		18
St-Piat. . . .	4	St-Quentin . .	2
St-Pierre . . .	2	St-Jacques. . .	3
Notre-Dame . .	3	Ste-Marie-Magd. .	3
St-Nicaise. . .	2	St-Nicolas. . .	2
Ste-Marguerite .	2	St-Jean. . . .	2
	18		30

3° Les baillis et gens de loi du nouveau district nommeront leurs quatre représentants, et ces derniers désigneront l'un d'eux pour assister aux séances des consaux.

4° Les gens de loi d'Antoing et de Vaulx procéderont de la même manière pour le choix de leur délégué aux consaux.

Le 13 avril 1790, le peuple de la ville et cité de Tournai, en vertu de l'art. 2 de la nouvelle constitution, procède à l'élection de trente éwardeurs, dont un maire. Voici les noms des élus dans chaque paroisse :

St-Brice.

MM. Liénart-Daluin, *Pierre;*
Goblet, *Guillaume-Albert-Joseph;*
Dufour, *Alexandre-Joseph;*
Chaffaux, *Julien-Joseph;*
Thiéfry, *Jacques-Antoine-Joseph*, notaire.

St-Piat.

Levasseur, *Charles-Joseph* (choisi pour *Maire*);
Desplanques, *Charles-Joseph*;
Douelle, *Jean*;
Delebury, *Pierre-François-Joseph.*

St-Pierre.

Didier, *Charles;*
Allard, *Louis.*



Notre-Dame.

— MM. Lefebvre-Capron, *Charles-Joseph ;*
Vanhaesendoncq, *Pierre-Philippe-François*, chanoine ;
De la Bassée, *Pierre-Cornil.*

St-Nicaise.

— Dumilatre, *Pierre-François-Joseph ;*
Equennez, *Antoine-Joseph.*

Ste-Marguerite.

Gobert, *Martin-Joseph* ;
— Rose, *Eugène-François-Joseph.*

St-Quentin.

— Lefebvre, *Marc-François*, père ;
Dorez, *Ferdinand-Joseph*, notaire.

St-Jacques.

— Verdure, *Gérard ;*
Poutrain, *Jean-François* ;
D'Ath-Bergé, *Jean-Baptiste.*

Magdelaine.

— Lefebvre, *Jacques-François-Joseph*, fils, artiste ;
— Dion, *François-Joseph*, greffier ;
Mouchon, *Adrien-Joseph.*

St-NICOLAS.

MM. CAUCHY, *Noël-Joseph ;*
PESIN, *Louis-François,* bailli de Corbion.

St-JEAN-BAPTISTE.

POUTRAIN, *François-Magloire ;*
RUTTEAU, *Nicolas-Xavier.*

Le même jour, les maire et éwardeurs se réunissent pour procéder à l'élection des membres de la nouvelle magistrature. Sont nommés :

GRAND PRÉVOT :

M. le Marquis D'ENNETIÈRES, *Joseph-Marie-Baltazard-Alexandre,* comte d'Hust, de Mouscron et du St-Empire Romain.

JURÉS :

MM. DUVIVIER, *Pierre-Joseph,* père ;
PERDU DE LESPINOIS, *Philippe-Charles ;*
BOUCHER-PETILLON, *Pierre-François ;*
CATERS, *Jean,* père ;
TRIBOU, *Félix-François ;*
HOVERLANT, *Adrien.*

MAYEUR.

M. VAN DER GRACHT DE GRAND RIEU, *Idesbalde-Marie-Louis-Joseph.*

ÉCHEVINS :

— MM. De le Vingne d'Angy, *Henri-Louis-Ignace ;*
De Clippele, *Jean-Baptiste ;*
De Cazier du Breucq, *René-Albert-Joseph ;*
Davenne, *Jean-Baptiste-François ;*
– De Rasse de la Faillerie, *Denis-Jean-Baptiste-Charles-Joseph ;*
Longueville, *Nicolas-Alexandre.*

Le 15, les nouveaux magistrats prêtent, pardevant les maire et éwardeurs, le serment dont la formule suit :

Serment des Prévot et Jurés.

« Vous jurez et créantez, comme loyaux chrétiens baptisés que vous êtes, sur le corps de notre Seigneur dont » vous voyez la remembrance, sur les saints évangiles qui » là sont écrits, le cresme et baptême que vous rapportâtes » des fonts, sur la damnation de vos âmes et par votre part » de paradis, que vous porterez foi et loyauté au peuple souverain de cette ville et cité de Tournai, ses anciennes et » nouvelles banlieues, garderez et soutiendrez loyaument, » à vos sens et pouvoirs, les droits, franchises, noblesses, » priviléges, usages, coutumes, paix, union et tranquillité » de ladite ville et banlieues, viendrez en halle aux jours » et heures à ce ordonnés, ferez bonne justice aussi bien » aux pauvres qu'aux riches et aux riches qu'aux pauvres, » sans faveur, haine ni dissimulation, célerez le secret, » garderez l'avoir desdites ville et banlieues, la conseillerez, réglerez et gouvernerez selon vos pouvoirs, bien et » loyaument, observerez fidèlement et exactement le traité

» d'union contracté entre les provinces belgiques unies, le
» onze janvier 1790, donnerez conseil aux enquêtes de
» dehors *et ferez tout entièrement qu'à justes, vrais et*
» *loyaux jurés appartient de faire, toutes excusations ces-*
» *santes. Si vous aide Dieu et ses saints.* »

Le serment des Mayeur et Échevins est semblable au précédent, sauf que les mots soulignés sont remplacés par les suivants : « *garderez les rejets et héritages de ladite*
» *ville, aussi les droits des veuves, des orphelins, des*
» *insensés et expatriés d'icelle ville, et ferez tout ce entière-*
» *ment qu'à justes, vrais et loyaux échevins appartient de*
» *faire, toutes excusations cessantes. Si vous aide Dieu et*
» *ses saints.* »

SERMENT DE RELIGION DES PRÉVÔT ET JURÉS, MAYEUR ET ÉCHEVINS, ENTRE LES MAINS DU MAIRE DES ÉWARDEURS.

» Vous jurez aussi par le Dieu tout puissant et sur la
» damnation de vos âmes, que vous croyez tout ce que
» croit l'église catholique, apostolique et romaine et que
» vous tenez la doctrine qu'elle a tenue et tient sous l'obéis-
» sance de notre saint Père le Pape, — détestant toutes
» doctrines contraires à icelle, si comme des luthériens, des
» calvinistes, des anabaptistes et de tous autres hérétiques
» et sectaires, et qu'en tant qu'en vous sera, vous oppo-
» serez et contrarierez à icelles. Ainsi vous aide Dieu et ses
» saints. »

Les maire et éwardeurs conduisent ensuite les magistrats à la cathédrale où ceux-ci prêtent un nouveau sermen selon la formule suivante :

SERMENT DES PRÉVÔT ET JURÉS A LA CHAPELLE DE St-VINCENT.

» Nous, prévôt et jurés de la ville et cité de Tournay, » élus au gouvernement de la ville, cité et communauté de » Tournay, jurons ès saints évangiles de Dieu, pour nous et » pour ladite communauté, que nous garderons sûreté, » fidélité en matière spirituelle et loyauté à Monseigneur » l'Évêque de Tournay, qui ores est et à ses successeurs » évêques de Tournay que pour le temps seront. Item » jurons que les immunités de la grande église et de toutes » les églises de Tournay nous garderons et jamais nous les » enfreindrons en aucune manière, au péril de droit en » cas d'infraction, et ce tant que lesdites immunités ne » reçoivent changement par puissance compétente. Ainsi » Dieu nous aide et ses saints. »

SERMENT DES MAYEUR ET ÉCHEVINS EN LA SALLE CAPITULAIRE.

« Nous, mayeur et échevins de la ville et cité de Tour- » nay, jurons ès saints évangiles de Dieu que nous serons » féaux à l'église de Tournay, et comme échevins garde- » rons et conserverons les droits d'icelle et des autres égli- » ses de la dite ville. Ainsi nous aide Dieu et les saints » évangiles de Dieu et tous les saints. »

Le 16, la chambre des arts et métiers, en conformité du § C de l'acte constitutionnel du 11 mars, dénomme pour la représenter aux consaux, savoir :

MM. Mourcou, *Gaspard*, premier grand doyen ;
— Roussel, *Pierre*, second grand doyen ;
— Sacqueleu, *Laurent-François-J.*, premier doyen des épiciers-apothicaires ;

MM. Debonnaire, *Pierre-Antoine*, premier doyen des filetiers ;
Manesse, *Louis-François*, premier doyen des chaussetiers ;
- Desplanque, *François-Joseph*, doyen des aiguilletiers ;
Tassart, *Fidèle*, doyen des boulangers;
Preud'homme, *Pierre-Juste*, premier doyen des laboureurs ;
Ghislain, *François-Joseph*, doyen des hautelisseurs ;
Pelman, *Pierre*, doyen des tailleurs d'habits ;
- Midavaine, *Henri*, doyen des bateliers.



PREMIÈRE RESTAURATION AUTRICHIENNE.

Les États-Généraux des provinces belgiques unies, assemblés extraordinairement à Bruxelles, le 21 novembre 1790, proclament Souverain héréditaire et grand duc de la Belgique, l'archiduc Charles d'Autriche, 3e fils de l'Empereur, sous la réserve expresse des anciennes constitutions, lois fondamentales, droits et usages de la nation et de chaque province en particulier.

Le 23, les consaux agréent cette proclamation, sous certaines conditions et notamment les deux suivantes : 1° La représentation du peuple de Tournai par ses consistoires, comme ils existaient dans le commencement du XVIe siècle, et l'élection de ses magistrats comme elle avait lieu à cette époque ; — 2° Le rétablissement, comme au quatorzième siècle, de la procédure des délits par jurés, rempart de la liberté civile du citoyen.

Le 5 décembre, les consitoires envoient des députés (1) au maréchal autrichien Baron de Bender, à Bruxelles, pour faire leur soumission et réclamer la faveur de l'amnistie.

Par sa lettre en date du 20 janvier 1791, le comte de Mercy Argenteau, au nom de l'Empereur, charge M. Mailliet, le plus ancien des conseillers du Conseil de Tournai-Tournaisis, de procéder au rétablissement et à l'installation du Magistrat de la ville de Tournai, dans l'état où il se trouvait avant les troubles du mois de décembre 1789. — Les prévôt et jurés, mayeur et échevins, qui étaient en fonctions à cette époque (2), sont réunis le 26 janvier, à 9 1/2 heures du matin, à l'Hôtel-de-ville, et renouvellent, entre les mains de M. Mailliet, le serment qu'ils ont prêté lors de leur première nomination, à l'exception de MM. *de Cazier de la Fontaine*, *de Lossy de Warmée*, *Pepin* et *Bonaventure*, conseiller pensionnaire (3), malades ou absents, et de MM. *Morel* et *Drogart* qui n'ont pas prêté serment aux États.

Le 27, la Chambre des arts et métiers fait distribuer une proclamation au peuple, par laquelle, reconnaissant la nécessité et la convenance de recevoir, avec une résignation pacifique, la réintégration de l'ancienne magistrature, comme le moyen de voir les réclamations du peuple accueillies par S. M., elle requérait et priait tous ses concitoyens de *porter, tant à l'acte de réintégration qu'aux personnes réintégrées,*

---

(1) Ces députés étaient le marquis d'*Ennetières*, grand prévôt; *Levasseur*, maire des éwardeurs; *Mourcou*, grand doyen; *Hoverlant*, uré, et *Bonaventure*, conseiller pensionnaire.

(2) Voir leurs noms à la page 1.

(3) M. Bonaventure prête serment quelques jours après.

toute révérence, paix et tranquillité, tant par le fait que par la circonspection des discours.

La même Chambre adresse, le 14 février, une lettre au ministre plénipotentiaire, pour demander que *sept individus* pris dans l'universalité des doyens ou chefs de bannières, forment un corps représentatif pour intervenir aux consaux sur le même pied et avec les mêmes attributions dont jouissent les prévôt et jurés, mayeur et échevins (1).

Par suite de la mort de M. Marlier, juré, le comte de Mercy Argenteau fait connaître que M. Van Rode, *Robert-Narcisse*, est désigné pour le remplacer. Ce dernier prête serment le 1er mars 1791.

---

(1) Dans une lettre datée de Bruxelles, le 25 mai 1791, M. Bonaventure, député des consaux, conjointement avec le grand prévôt, pour le réglement des dépenses de la révolution, dit que, dans une conférence avec les commissaires du gouvernement, il a été question de la constitution de Tournai ; les députés tournaisiens ont exposé que le peuple n'est pas suffisamment représenté et ont rappelé les mémoires adressés au Gouvernement par la Chambre des arts et métiers. Les commissaires ont répondu qu'ils reconnaissent l'utilité d'une plus ample représentation, que le Gouvernement n'est pas éloigné d'admettre le grand et deux ou trois autres doyens, mais ils paraissent rejeter formellement le plan des éwardeurs et leur réintégration. C'est en vain que les députés ont objecté que, de cette manière, une classe notable de citoyens ne serait pas représentée ; rien n'a pu dissuader les commissaires ; cela devait trop, selon eux, participer d'une assemblée nationale. — Dans une note remise par les députés aux commissaires du Gouvernement, on voit que les premiers demandaient, si pas de restituer aux éwardeurs la nomination des magistrats, au moins de leur permettre la présentation de candidats en nombre double ou triple.

A l'occasion de cette nomination, les consaux prennent la décision d'écrire à S. E. pour lui faire connaître que deux places sont encore vacantes dans la magistrature et *de lui rémémorer les motifs qui doivent engager S. M. d'organiser la représentation du peuple par l'influence de ce peuple, et qu'entre temps, pour les nominations qui pourraient encore être faites, S. E. daigne, suivant ce qui se pratiquait autrefois, consulter le corps ou son chef avant les nominations.*

Le 3 mai, la Chambre des arts et métiers rappelle au Gouvernement la supplique qu'elle lui a adressée, aux fins d'être représentée aux consaux par sept de ses membres. Elle fait valoir que, de tout temps, les bannières seules ont formé la commune de Tournai; que les chefs de ces bannières, qui sont les doyens, ont de tout temps représenté cette commune; que ce sont eux seuls qui, au jour de l'inauguration, viennent, au nom de la commune, jurer fidélité au Souverain; que c'est des bannières seules qu'on requiert le consentement, soit pour l'accord des subsides, soit pour impositions ou levées nouvelles, soit enfin pour toutes affaires majeures de l'administration.

Le 18 juin 1791, le grand bailli de Tournai annonce aux consaux qu'il a reçu de M. le comte Mercy Argenteau trois dépêches portant nominations aux places devenues vacantes dans la magistrature. Ces nominations sont :

1° M. Drogart, échevin actuel, est nommé *juré*, en remplacement de M. Cazier, décédé;

2° M. DE SOURDEAU DE CHIN remplace M. Drogart comme échevin (1);

3° M. DE RASSE DE LA FAILLERIE est nommé *échevin*, en remplacement de M. Pepin, démissionnaire.

N. B. — Nous avons mentionné ci-dessus plusieurs réclamations de la Chambre des arts et métiers, relativement à son intervention dans l'administration de la commune. Pour donner une idée de l'ordre qui régnait dans les réunions de cette assemblée, nous citerons le fait suivant que nous rapportons d'après le registre aux délibérations :

Le Conseiller pensionnaire de cette Chambre, M. Benoît Vinchent, avait été injurié, en pleine assemblée, et à plusieurs reprises, par un doyen qui a été jusqu'à lui reprocher *d'avoir donné un avis contre sa conscience*. Il voulut avoir une réparation authentique de cette injure, et, le 23 juin, il écrivit à la Chambre qu'il n'assisterait plus aux assemblées, jusqu'à ce qu'il eût un acte constatant que c'était *méchamment* et *calomnieusement* que ce doyen avait tenu le propos ci-dessus. Cette lettre contient les paragraphes suivants :

« Je préfère de vous dire ma façon de penser par écrit
» que de la dire verbalement en Chambre, dans la crainte
» qu'on ne me réponde encore que les membres de la
» Chambre ne sont pas des enfans, comme on m'a déjà

(1) M. de Sourdeau de Chin, étant allié avec M. Bonaert, juré, qui a épousé sa cousine germaine, les Archiducs leur accordent la dispense de siéger ensemble aux consaux. (Lettres du 4 juillet 1791.)

» répondu, quand je donnais mon avis pour établir un
» certain ordre dans les discussions.

« Votre Chambre, Messieurs, doit se faire respecter. Je » crois que la généralité ne pourra pas me reprocher d'avoir » négligé cet objet. Pour que la Chambre soit respectée, il » faut que les membres qui la composent se respectent et » que ces membres se fassent eux-mêmes respecter; mais, » Messieurs, je vois avec douleur qu'il n'en est rien, et » cette douleur que je ressens ne vient que de l'attache- » ment que j'ai toujours eu pour votre Chambre. Je ne » vous parlerai pas des indiscrétions qui se commettent » journellement hors de la Chambre, malgré le serment » prêté, à l'avènement au décanat, de tenir secret tout ce « qui se passe ou se délibère dans la Chambre. Je ne vous » parlerai pas de l'abus qui existe, de laisser sortir de vos » Messieurs après un jugement et avant que la sentence » soit prononcée : vous savez que souvent les parties con- » naissent leur sentence avant qu'elle soit lue. »

Plus loin, M. Vinchent se plaint que les affaires se divulguent dans les cabarets; il cite quelques faits, puis il continue ainsi :

» De pareils procédés, Messieurs, n'honorent certaine- » ment pas la Chambre; ils la font plutôt mépriser. Vous » demandez une intervention aux consaux; comment le » Gouvernement pourrait-il vous l'accorder? Il connaît de » quelle façon quelques-uns de vos membres agissent et » traitent les affaires de votre Chambre. Ne doit-il pas » craindre que ces membres ne soient élus pour intervenir » aux consaux? Car il s'y agit souvent d'affaires majeures » qui exigent le plus grand secret et qui cependant, selon

» la marche que quelques-uns de vos membres tiennent à » présent, pourraient être discutées ou divulguées publi- » quement dans les cabarets.

» Vous reconnaîtrez, j'espère, Messieurs, dans ce que j'ai » l'honneur de vous écrire, la franchise d'un honnête » homme qui ne désire que le bien-être de votre Chambre » et d'en soutenir tous les droits ; cette franchise va encore » augmenter le nombre de mes ennemis ; mais il est si » beau, pour un homme intègre, d'avoir dit ce que son de- » voir et sa conscience lui dictent (1). »

Cette affaire n'eut pas de suite, le doyen dont il est question s'étant rétracté.

---

(1) M. Benoît Vinchent, qui, en 1791, faisait entendre un langage aussi digne, appartenait, par lui-même et par ses alliances, aux familles qui occupaient un rang distingué dans la magistrature tournaisienne. Il mourut en 1852, à l'âge de 87 ans, après avoir été successivement juge-de-paix, notaire et échevin. Dans toutes ces fonctions, M. Vinchent se montra aussi capable qu'intègre, et c'était à juste titre qu'il jouissait de la considération publique la plus élevée. Il ne laissa qu'un fils, aujourd'hui (1870) président du conseil des mines. — M. Benoît Vinchent était doué d'une mémoire prodigieuse, il aimait à raconter tous les événements dont il avait été témoin, et c'est grâce à son obligeance qu'en 1851, l'auteur de cet opuscule a pu se procurer les renseignements nécessaires pour combler plusieurs lacunes existant dans les archives de l'administration communale.



PREMIÈRE INVASION FRANÇAISE.

Le 6 novembre 1792, l'armée française, commandée par le général Dumouriez, gagne la bataille de Jemmapes sur les Autrichiens. Le 8, le général Labourdonnaye s'empare de Tournai.

Par proclamation faite au quartier général de Tournai le 10 novembre, le général Labourdonnaye ordonne aux Mayeurs, Bourgmestres et autres officiers publics, soit électifs, soit à la nomination du ci-devant Souverain, de continuer à remplir leurs fonctions jusqu'à ce que les citoyens assemblés aient jugé convenable de les remplacer.

Le 12 novembre, deux députés du comité des Belges et Liégeois, les citoyens Digneff et Balza, font convoquer, au son du tambour, le peuple à la cathédrale, pour nommer une administration provisoire, *par acclamation* (1).

Sont nommés *administrateurs provisoires* les citoyens :

Bonaventure, *Nicolas-Melchior,* président ;
Cornet-Dezau, *Jean-Baptiste ;*
Chaffaux, *Constantin-Joseph,* avocat ;
Davenne, *Jean-Baptiste-François ;*
Paris, *Philibert ;*

(1) 300 personnes environ répondirent à cet appel. Il y avait un citoyen dans la chaire de la cathédrale et un en bas ; celui-ci proposait les candidats ; à chaque proposition, le peuple criait *bravo* ou *nous n'en voulons pas.*

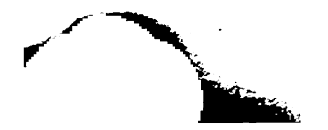
Levasseur-Guelton ;
Boucher-Pétillon, *François;*
Carbonnelle-Midavaine, chaufournier ;
Deflines-Detombes, *Alexandre-Henri-Joseph* ;
Hoverlant, *Adrien*, avocat ;
Lefebvre, *Jacques ;*
Martel, *Benoît-Gaspard-Joseph*, avocat ;
Sacqueleu, *Laurent-François-Joseph;*
Garin, père, *Gilbert-Joseph;*
Midavaine-Boucher ;
Longueville, *Nicolas-Alexandre ;*
Dubus, *François-Joseph*, avocat ;
Poutrain, fils, *François-Magloire ;*
Hayoit, *Pierre* (1).

Vers 6 heures, les nouveaux administrateurs se réunissent à la Petite-Nef; de là ils se rendent, accompagnés des députés Balza et Digneff et escortés d'une foule considérable, à l'Hôtel-de-ville où se trouvent les deux consistoires des Prévôt-Jurés et des Mayeur-Echevins. Au nom du peuple, les secrétaires Chaffaux et Hayoit déclarent à ces consistoires que leurs fonctions ne pouvant se concilier avec la récupération de la liberté, cessent entièrement. Les mêmes secrétaires installent ensuite le corps administratif.

Le lendemain, les administrateurs *Houzé* et *Carbonnelle* sont désignés par leurs collègues pour porter au comité des amis de la liberté les témoignages de sensibilité de l'assemblée, au sujet de la part que ces bons amis ont bien voulu prendre à la nomination de l'administration provisoire.

---

(1) Il était natif de Londres.



Le 14, à midi, les nouveaux élus se transportent au balcon de la bourse où chacun de ses membres prête le serment qui suit, en présence du peuple convoqué et assemblé sur la place :

« Au nom du peuple souverain, nous déclarons, à la
» face du ciel et de la terre, que tous les liens qui nous
» attachaient à la maison d'Autriche-Lorraine sont brisés;
» jurons de ne plus les renouer et de ne reconnaître en qui
» que ce soit aucun droit à la souveraineté de la
» Nation. »

Le même jour après-midi, l'avocat *Deflines* est nommé *secrétaire-actuaire* de l'administration provisoire. Il prête serment le lendemain, ainsi que les commis-secrétaires *Plateau*, *Poutrain*, *Gylles* et *Carette*.

Le 19, sur la motion de la société des amis de la liberté et de l'égalité, afin que les administrateurs provisoires portent en fonctions une écharpe tricolore, il leur est répondu que le corps administratif ne croyait pas pouvoir se décorer lui-même, qu'il croyait même que l'adoption d'un signe municipal dépendait d'une résolution générale pour les nouvelles organisations; qu'entretemps il marcherait tranquillement, au milieu du peuple, décoré de son amour pour la patrie et de son zèle pour ses intérêts.

Le 16 novembre, les habitants des communautés du Tournaisis et des terres adjointes, invités par les États du Tournaisis à nommer des députés pour former une *administration provisoire*, s'assemblent à l'ancien hôtel des États et désignent les citoyens dont les noms suivent :

Macau, *François-Joseph*, de Jollain;
Glorieux, *Théodore-Antoine-Joseph*, d'Howardries;
Landrieu, *Dominique-François-Joseph*, d'Ère;
Vranx, *Théodore-Antoine-Joseph*, de Tournai;
Prevost, *Jean-Thomas*, de Templeuve;
Prevost, *Jacques-Ferdinand-Joseph*, d'Estaimbourg;
Dubus, *Antoine-François-Joseph*, de Leers;
Delemazure, *Pierre-François-Joseph*, d'Helchin;
Houssier, *Antoine-Amand*, de Kain;
Herrier, *Pierre-Antoine*, de Tournai;
Doignon, *Antoine*, d'Havinnes;
Vion, *Pierre-Joseph*, de Wasmes;
Dusart, *Pierre-Joseph*, de Callenelle;
De Sourdeau, *Nicolas-Ghislain-Joseph*, de Tournai;
Goblet, *François-Magloire-Joseph*, de Tournai.

Ces administrateurs, après s'être mis en rapport avec ceux de Tournai, adressent, le 19, une proclamation à leurs concitoyens (1). Ils maintiennent provisoirement les gens

---

(1) Cette proclamation, dans laquelle on reconnaît les principes et le style de M. Goblet, Président de l'administration provisoire du Tournaisis, était remplie de sagesse et de bons raisonnements. Elle ne contenait aucune de ces déclamations virulentes et démagogiques si ordinaires à cette époque. On y parlait de la *Liberté* et de *l'Égalité*, chose indispensable alors, mais voici dans quels termes :

« L'égalité entre les hommes ne consiste que dans l'égalité de sou-
» mission à la loi, dans l'égalité de puissance de celle-ci sur eux, et
» dans l'égalité de répartition de ses faveurs. L'inégalité des fortunes
» et des talents, le plus ou le moins d'influence dans l'administration
» des affaires d'une république, ne porte aucune atteinte à cette
» égalité entre les hommes, parce qu'également les riches comme les
» pauvres, ceux constitués en autorité comme ceux qui ne le sont
» pas, sont également soumis à la loi, qui ne fait aucune exception de
» personnes. »

le loi dans leurs fonctions, ainsi que la perception des tailles, impôts, droits de chaussée et autres existants.

Le 24 novembre, les électeurs choisis par les communautés du Tournaisis nomment quatre députés chargés de représenter le nouveau district au sein de l'administration provisoire de Tournai. Les élus sont les citoyens :

- Brunin, *Benoît*, d'Ére;
  Bouvier, *Philippe-Joseph*, de Calonne;
- Cousinne, *Pierre-Dominique-Joseph*, de Froyennes;
  Dancoine, *Hermès*, de Chercq.

Ces quatre députés sont immédiatement admis dans le sein de l'administration provisoire et prêtent serment.

N. B. — Depuis son installation, le corps administratif a eu régulièrement deux assemblées par jour, le matin et le soir, mais il est arrivé assez fréquemment que plusieurs membres ne s'y sont pas rendus, ce qui a donné lieu à des réclamations. Pour y obvier, il prend, le 1er décembre, les dispositions suivantes :

1° Le président et l'ex-président, auxquels seront adjoints deux membres de semaine, s'assembleront chaque jour, de 9 heures jusqu'à 11 ;

2° Ces quatre membres, après avoir couché les appointements des matières simples, prépareront la discussion sur les autres pièces et faciliteront, par un rapport verbal, le travail de l'assemblée;

3° L'assemblée, formée à 11 heures, ne pourra délibérer

qu'au nombre de treize membres. (Ce chiffre a été réduit, le 20 décembre, à onze);

4° L'assemblée du matin déterminera s'il y a nécessité de se réunir le soir ou les jours de dimanches et fêtes.

La société des amis de la liberté et de l'égalité ayant adressé à l'administration une motion pour l'admission aux séances de deux de ses membres, il lui est répondu, le 16, que les séances ont toujours été publiques pour les membres de la société, et que l'administration verra avec plaisir qu'ils lui envoient des députés, la pureté de ses sentiments lui faisant un devoir que toutes ses opérations soient connues (1).

Dans sa séance du 27 décembre, l'administration, considérant les malheurs dont la Nation Belge est menacée par le décret de la Convention nationale du 15 décembre, qui charge les généraux de l'armée d'invasion de supprimer les autorités établies et de convoquer le peuple en assemblées primaires pour l'organisation d'une administration et d'une justice provisoires; considérant au surplus qu'il est temps que sa mission, purement provisoire, fasse place à une représentation librement élue par le peuple, arrête une proclamation par laquelle le peuple est convoqué, pour le 31 décembre, par assemblées de quartiers de paroisses, à l'effet de nommer trente administrateurs pour un an.

Cette proclamation est transmise au général Omoran. Par

(1) Par la suite, quatre membres de cette société assistèrent régulièrement aux séances de l'administration.



sa lettre du 29, ce dernier ordonne aux administrateurs de, sur le champ, faire biffer et annuller la proclamation qu'ils ont fait afficher dans toute la ville et sa banlieue. Le général motive sa résolution sur le décret du 15 décembre qui, pour cette fois, délègue aux généraux de la république le droit de convoquer le peuple. L'administration, ne voulant pas compromettre la tranquillité des habitants, avertit le peuple que la convocation est prorogée à deux mois.

Le 16 janvier, les administrateurs, considérant que la chose publique ne peut rester plus longtemps dans l'état de vacillation, de crise et d'incertitude où elle se trouve, adressent des représentations au général Omoran pour la prompte convocation des assemblées primaires.

Par proclamation du 27 janvier 1793, signée d'Aubourg, F.-J. Dorez et P.-A.-J. Auverlot, commissaires civils délégués, au nom de la République française, par le général Omoran, les citoyens de la ville de Tournai et de son ancienne banlieue sont convoqués en assemblées primaires dans les paroisses de la ville, pour le lundi 28, à effet de nommer 57 électeurs répartis comme suit : Notre-Dame, 8; St-Quentin, 3; St-Piat, 7; St-Jacques, 6; Ste-Marie-Magdelaine, 3; Ste-Marguerite, 3; St-Pierre, 3; St-Brice, 12; St-Jean, 2; St-Nicolas, 2; banlieue, 8. — Ces 57 électeurs se rendront, le 30 janvier, à l'Hôtel-de-ville, pour y opérer, conjointement avec ceux des villages de l'arrondissement, en conformité des instructions du général Omoran (1).

---

(1) Nous n'avons pu trouver ces instructions; il est probable que le général aura jugé inutile de les communiquer, après avoir annulé l'élection des 57 électeurs.

Le 27 janvier, le citoyen Bonaventure donne sa démission; le 29, il consent à rester en fonctions huit jours encore.

Proclamation du général Omoran :

« A Tournai, le 28 janvier 1793.

« Les assemblées primaires qui avaient été convoquées pour aujourd'hui dans la ville de Tournay, n'ayant pas donné le résultat que l'amour du bien public faisait désirer et qu'il était si naturel d'attendre des citoyens sages de cette ville, nous déclarons ces assemblées nulles et nous annonçons, citoyens, qu'il en sera incessamment convoqué de nouvelles.

(Signé) « Omoran.

(Signé) » Thiébault } Commissaires nationaux.
» Beaumez }
» Thiébault, commissaire national adjoint. »

Le 29 janvier, le général et les Commissaires nationaux requièrent l'administration de publier ce document, mais elle s'y refuse, pour le motif que les publications et tout ce qui concerne les assemblées primaires ont été confiés uniquement au général et que lui seul y ayant procédé, il s'ensuit que les opérations subséquentes sont du même ressort.

Le 31 janvier 1793, les administrateurs provisoires par une proclamation, font connaître au peuple que leurs pouvoirs viennent à cesser et sont révoqués de droit; que cependant ils continueront leurs fonctions pour les affaires



purement courantes, pendant dix jours, afin que, durant cet intervalle, il puisse être pourvu à une nouvelle administration.

Un arrêté du général Omoran convoque les assemblées primaires pour le 6 février. A cet effet et sur la réquisition impérative du général et des commissaires nationaux, un bureau est établi à l'Hôtel-de-ville pour recevoir les renonciations prescrites par l'art. 3 du décret du 15 décembre et en délivrer le certificat (1).

Sur la même réquisition, le corps administratif arrête que le 6, avant l'ouverture des assemblées primaires, il sera établi à chacune d'elles un bureau pour enregistrer les bulletins des citoyens qui en sont munis et recevoir les renonciations et serments de ceux qui n'en auront point. Tout individu qui n'aura pas satisfait à l'une ou à l'autre de ces obligations, ne pourra être reçu à l'assemblée primaire.

Le 5, le général et les commissaires, ayant appris que les hommes qui ont répandu des protestations liberticides lors des premières élections primaires, se sont présentés pour prêter le nouveau serment, enjoignent aux bureaux de ne pas les recevoir, à moins qu'ils ne se soien purgés du décret qui les inculpe (2).

---

(1) Cet article était ainsi conçu : « Nul ne pourra être admis dans » les assemblées primaires et communales, et ne pourra être nommé » administrateur ou juge provisoire, sans avoir prêté le serment à la » liberté et à l'égalité, et sans avoir renoncé par écrit à tous priviléges. »

(2) Cette mesure despotique était dirigée contre les habitants de St-Quentin, de Notre-Dame et des autres paroisses qui, le 28 janvier, n'avaient pas voté dans le sens des démagogues.

Le 9, sur la réquisition des commissaires nationaux, le corps administratif désigne trois de ses membres, les citoyens *Garin*, *Chaffaux* et *Levasseur*, pour procéder de suite, conjointement avec les présidents des assemblées primaires (1), au dépouillement des votes émis le 6.

Ce dépouillement est terminé le 16. Voici les noms des administrateurs élus :

Longueville père, *Nicolas-Alexandre ;*
Cornet-Dezau, *Jean-Baptiste* ;
Bonaventure, *Nicolas-Melchior* ;
Levasseur-Guelton ;
Boucher-Petillon, *Pierre-François ;*
Davenne, *Jean-Baptiste-François*, avocat ;
Lefebvre-Capron, *Charles-Joseph* ;
Hoverlant du Carnois ;
De Clippele, *Jean-Baptiste ;*
Deflines-Detombes, *Alexandre-Louis-Joseph* ;
Vandergracht, *Idesbalde ;*
De la Bassée, *Pierre-Cornil* ;
Bonaert, *François-Joseph-Ghislain* ;
Perdu de Lespinois, *Philippe-Charles ;*
Prayé, *Bruno-Louis-Joseph ;*
Hersecap, *Joseph-François ;*
Dupré-Longueville, *Gaston-François-Joseph ;*
Lossy de Warmée, *Jean-Baptiste-Charles* ;
Drogart-Derasse, *Romain-François-Joseph ;*
D'Ennetières, *Joseph-Marie-Balthasar-Alexandre*.

(1) Ces présidents étaient les citoyens Sacqueleu, J.-F. Midavaine, De la Bassée, Péterinck père, Laigneaux, Hersecap, Comans, Delannoy, Piat Lefebvre, Dufour, François Dufour, Wicart et Merlin.

N. B. Il est à remarquer que, malgré le changement apporté dans le système de l'élection qui eut lieu le 28 janvier, les administrateurs élus le 6 février appartenaient presque tous à l'ancienne magistrature.

Par leur lettre du 20, les commissaires nationaux requièrent le corps administratif de continuer à siéger et ses membres être à leur poste, sous la responsabilité la plus sévère. — Les administrateurs, sur l'assurance verbale des commissaires que l'administration nouvelle sera incessamment proclamée, se rendent à cette réquisition.

L'élection du 6 février est annulée par la proclamation dont la teneur suit :

« Liberté. « Égalité.

« Du 19 février 1793, l'an 2 de la République française.

« Au nom de la République française,

« Les députés de la convention nationale,

« Vu les procès-verbaux des assemblées primaires tenues le 6 du présent mois, pour l'élection des membres d'une administration provisoire, dans les paroisses de Notre-Dame, de la Magdelaine, St-Jean, St-Jacques, St-Martin, St-Piat et St-Brixe de la ville de Tournay;

» Attendu qu'il résulte de ces actes que le décret des 15 et 17 décembre n'a pas été exécuté, notamment en ce que, dans la paroisse Notre-Dame, les votants n'ont pas prêté de serment à la liberté et à l'égalité; que dans quelques autres paroisses, les listes ont été formées par des cabales anti-civiques, ainsi que plusieurs des votants l'ont

eux-mêmes déclaré ; que dans presque toutes, on a procédé avec une telle négligence, que le nombre des votants au scrutin n'a pas même été constaté ;

» Arrêtent que l'élection d'une administration provisoire pour la ville de Tournay, faite le 6 février présent mois, est nulle et de nul effet ; font défense aux citoyens élus de prendre la qualité d'administrateurs et d'en faire aucunes fonctions ; requièrent les citoyens Thiébault et Beaumé, commissaires nationaux du pouvoir exécutif provisoire de la République française dans le Tournésis, de nommer des citoyens, au nombre qu'ils jugeront convenable, pour exercer les fonctions d'administrateurs, provisoirement et jusqu'à l'élection qui sera faite d'une administration, conformément au décret des 15 et 17 décembre dernier ;

» Requièrent pareillement les généraux et commandants de la force publique de prêter main forte pour l'exécution du présent arrêté.

» Fait à Bruges, les jour, mois et an que dessus.

» (Signé) Treillard et Camus. »

ARRÊTÉ DES COMMISSAIRES NATIONAUX :

» Nous, Commissaires nationaux du pouvoir exécutif provisoire de la République française dans le Tournésis :

» En nous conformant à la réquisition énoncée dans l'arrêté ci-dessus, nommons, pour exercer les fonctions d'administrateurs de la ville de Tournay et ses banlieues, provisoirement et jusqu'à l'élection qui sera faite d'une administration, conformément au décret des 15 et 17 décembre dernier, les citoyens dont les noms suivent :

Davenne, *Jean-Baptiste-François,* avocat ;
Dorez, *Ferdinand-Joseph,* notaire ;
Manesse, *Louis-François-Joseph* ;
Douelle, *Jean* ;
Auverlot, *Pierre-Albert-Joseph* ;
Lefebvre-Capron, *Charles-Joseph* ;
Levasseur, *Charles,* vice-président ;
Chaffaux, *Constantin-Joseph,* avocat ;
Vandergracht, *Idesbalde* ;
Bonaert, *François-Joseph-Ghislain* ;
Prayé, *Bruno-Louis-Joseph* ;
Lossy de Warmée, *Jean-Baptiste-Charles* ;
Drogart-Derasse, *Romain-François-Joseph* ;
Hayoit, *Pierre* ;
De Braffe, *Charles-François-Joseph ;*
Bonaventure, *Nicolas-Melchior,* président;
Cornet-Dezau, *Jean-Baptiste* (1);
Bonnet, *Louis-Adrien* ;
Houzé, *Denis-François-Joseph* ;
Du Bus, *François-Joseph.*

» Ordonnons que le présent arrêté sera imprimé, affiché et publié à Tournay et dans ses banlieues, et copie remise à chacun de ceux que nous avons nommés, pour qu'ils n'en ignorent. Invitons, au nom de la Patrie, lesdits citoyens à s'assembler dans les 24 heures après cette publication, pour s'installer et consacrer, sans autre délai, leurs talents et leurs vertus au service de l'ordre public.

---

(1) Il n'accepte pas et est remplacé par le citoyen Debonnaire-Commar.

» Fait à Tournay ce 25 février 1793, l'an 2e de la République française.

» (Signé) DIEUDONNÉ-THIÉBAUT, Cre national;
DESFORGES-BEAUMÉ, Cre national;
P. THIÉBAUT fils, Cre national adjoint. »

Le 27 février, les administrateurs ci-dessus nommés sont installés et prêtent le serment suivant :

« Je jure d'être fidèle à la liberté et à l'égalité, de mourir en les défendant et de remplir fidèlement les fonctions d'administrateur qui me sont confiées. Au surplus, je déclare renoncer à tous privilèges. »

Le même jour, l'assemblée, à l'unanimité, nomme pour *Président* le citoyen *Bonaventure*, et pour *Vice-Président* le citoyen Charles *Levasseur*.

Le 28 mars 1793, l'administration, « considérant que ses » membres étant moins administrateurs des droits du peu» ple que des agents nommés par les commissaires du pou» voir exécutif, qu'ils n'avaient accepté une semblable » commmission que pour ne pas laisser la machine publique » dans l'anarchie; que le peuple, librement assemblé en » grand nombre, avait fait un choix incontestable qui n'a » pas plu aux commissaires; qu'il est instant, pour la paix » publique et ce qu'on doit à l'opinion, que les administra» teurs aient dans ces moments toute la confiance, prient » le général Dumouriez d'agréer la démission qu'ils donnent » au peuple et d'inviter, ou de les permettre d'inviter, par » proclamation, les citoyens librement nommés à les rem» placer à l'instant. »



SECONDE RESTAURATION AUTRICHIENNE.

L'armée française, vaincue à Nerwinde le 18 mars 1793, est forcée d'évacuer la Belgique; Tournai est la dernière ville occupée par les Français et Dumouriez ne la quitte que le 30 mars.

Le lendemain 31, les personnes qui composaient la magistrature avant l'entrée des Français, reprennent leurs fonctions. Voici leurs noms :

Grand Prévôt : DE LA HAMAYDE DE SOUBRECHIES, *Jean-Charles.*

Jurés :
- PERDU DE L'ESPINOIS, *Philippe-Charles ;*
- BONAERT, *François-Joseph-Ghislain ;*
- MOREL, *Charles-Ernest-Joseph ;*
- LONGUEVILLE, *Nicolas-Alexandre ;*
- VAN RODE, *Robert-Narcisse ;*
- DROGART, *Louis-Bernard-Joseph*, avocat.

Grand Mayeur : VAN DER GRACHT DE GRAND RIEU, *Idesbalde.*

Échevins :
- DE LE VINGNE D'ANGY, *Henri-Louis-Joseph ;*
- DE LOSSY DE WARMÉE, *Jean-Baptiste-Charles;*
- YSEBRANT DE LENDONCQ DE DOUVRIN ;
- PERRIER, *Jean-Baptiste ;*
- DE SOURDEAU DE CHIN ;
- DE RASSE DE LA FAILLERIE , *Denis-Jean-Baptiste-Jacques-Joseph.*

1er Conseiller pensionnaire : HERSECAP, *Joseph-François ;*
2e id. : CORNET-DEZAU (1) ;
3e id. : BONAVENTURE, *Nicolas-Melchoir*.
Procureur-général et fiscal : DU PRÉ DU FALU ;
Second fiscal : PLATEAU (2).

N. B. Les nouveaux magistrats ne pouvaient entrer en fonctions qu'après avoir remboursé les engagères de leurs prédécesseurs. Les engagères étaient, dans ces derniers temps, de 12,000 florins pour le grand Prévôt, de 8,000 pour le Mayeur, de 5,000 pour chaque Juré et de 3,000 pour chaque échevin (décret de l'empereur Charles VI du 17 mai 1721).

Ensuite d'une dépêche du Ministre plénipotentiaire datée du 2 avril, le Grand Prévôt convoque, le 16, les magistrats pour leur faire abjurer formellement et à tous égards le serment qu'ils ont prêté lors de l'occupation des Français, et leur faire prêter, entre ses mains, un nouveau serment de fidélité à S. M. I.

Le 14 mai, M. POUTRAIN est nommé *Secrétaire des Consaux*.

---

(1) Il offre sa démission au mois d'août 1793 ; le 17 septembre, les consaux l'acceptent et décident que cette charge sera retraite sur le pied du décret du 28 mars 1775 et convertie en engagère (la finance était de 22,400 florins). Ils offrent la collation à l'avocat *Lefebvre* qui accepte; celui-ci meurt trois jours après. Ils nomment alors à sa place Charles-François-Hyacinthe *Lehon*, qui est installé le 27 septembre.

(2) Le 30 avril, il cesse ses fonctions pour cause d'infirmités ; le 17 mai, il est remplacé provisoirement par l'avocat *Cresteau*. Bientôt après, Plateau étant décédé, l'office de second procureur fiscal est *retrait*; le 30 juillet, Cresteau est confirmé dans la charge, ayant nanti 7,040 florins chez le receveur des consignations.

Le 4 novembre 1793, M. Gaston-François-Joseph Du Pré, conseiller au Conseil provincial de Tournai-Tournaisis, procède, en qualité de Commissaire de l'Empereur, au renouvellement de la magistrature nommée par arrêté de S. A. R. du 16 octobre précédent. Les Magistrats choisis par le Gouverneur sont :

Prévôt : De Bonaert, *François*.

Jurés :
- Perdu de l'Espinois, *Philippe-Charles* ;
- Hoverlant du Carnois, *Michel-Gabriel* ;
- De la Hamayde, *Jean-Charles* (1) ;
- Van Rode de Lescaillerie ;
- Dath-Bergé, *Jean-Baptiste* ;
- Rose-Verdure, *Jean-Baptiste-Joseph*.

Mayeur : Van der Gracht de Grandrieu, *Idesbalde*.

Echevins :
- De le Vingne d'Angy, *Henri-Louis-Joseph* ;
- De la Motte de Bourquembray, *Lamoral-Antoine* ;
- De Flines Destombes, *Alexandre-Henri-Joseph* ;
- De la Croix d'Ogimont, fils aîné, *Chrétien-François-Joseph* (2) ;
- Macau, *Guillaume-Joseph*, avocat ;
- Delwart, *Louis-François*, avocat (3).

---

(1) Précédemment *Grand Prévôt*, il n'accepte pas les fonctions de *juré* et est remplacé par M. *de Lendoncq de Douvrin*.

(2) Il refuse et est remplacé par M. *Longueville*.

(3) L'avocat *Delwart* était de Mons. Les chartes et usages ne tolérant pas les étrangers dans la magistrature, sauf par réciprocité à l'égard des natifs du Tournaisis, les Consaux firent des représentations au gouvernement au sujet de la nomination de M. Delwart ; toutefois ils ne s'opposèrent pas à son installation provisoire. — La chambre des arts fit, de son côté, des représentations, non-seulement contre l'admission de M. Delwart, mais encore contre celle de M. *Macau* qui

Conformément aux chartes, la Chambre dès arts et métiers procède, le 6 novembre, à l'élection des premier et second Grands Souverains Doyens. Sont respectivement élus à ces fonctions, MM. *Léonard Pollet*, doyen des graissiers et *Pierre-Juste Preud'homme*, doyen des laboureurs.

Le 9 avril 1794, les Consaux ordonnent qu'une députation solennelle se rendra à Bruxelles pour complimenter l'Empereur et désignent, pour la composer, MM. le grand-prévôt *Bonaert*, le mayeur *Vander Gracht*, le juré *de Lendoncq de Douvrin*, l'échevin *De le Vingne d'Angy* et le conseiller *Bonaventure*.

De son côté, la Chambre des arts et métiers choisit, pour constituer sa députation, les deux grands doyens *Pollet* et *Preud'homme* et le procureur callengeant *Vinchent* (1).

était de Jollain. Elle se prévalait des chartes de la commune, notamment de celle du 16 mars 1424 (1425, n. st.)

(1) Dans son discours à l'Empereur, la Chambre suppliait S. M. de lui accorder l'intervention de sept de ses membres aux Consaux. On a vu plus haut que plusieurs tentatives faites dans ce but échouèrent. Elle les renouvela par la suite, mais sans plus de succès. Elle fit même imprimer, pour être distribuée, la charte de 1424. Les Consaux, jugeant cette publication intempestive, puisqu'elle ne pouvait avoir pour résultat que d'échauffer les esprits, firent saisir tous les exemplaires et défendirent à l'imprimeur d'en continuer l'impression. Enfin, le 12 juin 1794, elle adressa de nouvelles plaintes aux Consaux sur ce que les bannières n'étaient consultées que lorsqu'il s'agissait de nouvelles taxes, et qu'on ne daignait même pas concerter avec leurs chefs, quand il s'agissait d'objets nécessitant de nouvelles impositions. Les Consaux n'ayant pas jugé à propos de répondre, la chambre s'en trouva offensée, et, le 16 juin, elle s'en plaignit, par un mémoire, à l'archiduc Charles qui était alors à Tournai. Quelques jours après, les Consaux appelèrent à leurs conférences des députés de la chambre.



SECONDE INVASION FRANÇAISE.

L'armée française entre à Tournai le 3 juillet 1794. — Les Prévôt et Jurés, Mayeur et Echevins continuent leurs fonctions.

Par un arrêté du représentant du peuple, Richard, donné à Ypres le 26 messidor an II (14 juillet 1794), les fonctionnaires du pays conquis, qui ont fui à l'approche des armées de la République et qui sont depuis rentrés dans leurs communes en vertu des arrêtés ou des capitulations, sont déclarés déchus dans leurs fonctions. De ce nombre sont les citoyens *Du Pré du Falu*, fiscal, *Rose-Verdure* et *De la Motte de Bourquembray*, dont l'un est à Ath et les autres à Bruxelles. — Les Consaux répondent qu'il n'y a pas lieu d'appliquer cet arrêté à la ville de Tournai. — Le 12 août, ils envoient à M. *Rose-Verdure* l'ordre de ne plus siéger parmi eux.

Le 13 septembre 1794, le général Custère adresse au Magistrat de Tournai un arrêté des représentants du peuple, Haussman et Briez, en date du 26 fructidor an II (12 septembre 1794), qui nomme adjoints aux Consaux, savoir :

Adjoints aux Prévôt et Jurés.

- De Clippele, *Jean-Baptiste;*
- De Gaest de Braffe, *Charles-François-Joseph;*
- Lefebvre, *Jacques;*
- Chaffaux-Moncheur, *Constantin-Joseph;*
- Verdure-Maisonfort, *Pierre-Antoine-Joseph.*

Adjoints aux Echevins	DROGART-DE RASSE, *Romain-François-Joseph*; TONNELIER, *Dominique-Joseph*; DE LE VINGNE-DUVIVIER, *Jacques-François-Joseph*; LAIGNEAUX, *Pierre-Louis-Joseph*.
Adjoints aux Conseillers pensionnaires (1)	CORNET-DEZAU, ci-devant conseiller; HOUZÉ, *Denis-François-Joseph*.

Par arrêté des mêmes représentants du peuple, en date du 28 fructidor an II (14 septembre 1794), le citoyen AUVERLOT est nommé fiscal et accusateur public, avec le citoyen CRESTEAU, déjà en activité.

Le 16 septembre, les citoyens de Clippele, Chaffaux, Drogart-De Rasse, De Bonnaire-Commar et Tonnelier sont installés et prêtent, entre les mains du général Custère, le serment de remplir loyalement les fonctions qui leur sont respectivement attribuées, de maintenir les usages établis dans cette province en tout ce qui n'y sera pas dérogé par les représentants du peuple, et de soutenir et défendre de tout leur pouvoir les intérêts de la République et ceux du peuple de Tournai qui leur sont également confiés. — Quant aux citoyens Verdure-Maisonfort, de Gaest de Braffe, Laigneaux, De le Vingne-Duvivier (2), Cornet-

(1) Les conseillers pensionnaires en activité étaient MM. *Bonaventure* et *Lehon*.

(2) Ils sont installés le 21 septembre.

Dezau (1), Houzé (2) et Jacques Lefebvre; leur installation est ajournée, les six premiers étant absents et le dernier étant malade au lit.

Un arrêté des représentants du peuple près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, en date du 14 frimaire an III (4 décembre 1794), compose de la manière suivante l'administration de l'arrondissement de Tournai et du Tournaisis :

Les citoyens DROGART-DE RASSE ;
DOREZ, notaire à Tournai;
PREVOST, cultivateur à Estaimbourg,
PERRIER, ci-devant avoué au tribunal de commerce de Lille;
DURIEZ-GOSSART, négociant à Lille;
HOVYN, homme de loi à Lille, pour *agent national.*

Le 28 nivôse an III (17 janvier 1795), l'agent national Hovyn écrit aux Magistrats que, par suite de la nomination faite par le représentant du peuple deux jours auparavant, leurs fonctions viennent à cesser.

Le même jour, à 5 heures du soir, la cloche du beffroi annonce l'installation des nouveaux Magistrats. A cet effet, les membres composant l'administration de Tournai-Tour-

---

(1) Le 16, il écrit de Pommerœul que sa faible santé et ses 30 années de services ne lui permettent pas d'accepter; on insiste, il persiste; enfin, le 25 septembre, il accepte sous certaines réserves.

(2) Il est installé le 21 septembre.

naisis ; le général Despaux et le commandant de la place Custère se rendent à la maison commune et y installent les citoyens ci-après :

PRÉVOT.

Le citoyen VERDURE, *Pierre*.

JURÉS.

Les citoyens DE LE VINGNE-DUVIVIER, *Jacques-François*, négociant ;
DE BONNAIRE-COMMAR; *Pierre-Antoine-Joseph;*
CHAFFAUX, *Constantin-Joseph*, avocat ;
HEBBELINCK-PHILIPPART, *Antoine-Benoit-Joseph*, négociant ;
DE VILLERS DE GHISEGNIES, *Charles ;*
DE LOSSY DE WARMÉE, *Jean-Baptiste-Charles*.

CONSEILLER PENSIONNAIRE.

Le citoyen HOUZÉ, *Denis-François-Joseph*.

MAYEUR.

Le citoyen SACQUELEU, *Laurent-François-Joseph*, négociant.

ÉCHEVINS.

Les citoyens PARIS, *Philibert*, négociant ;
LEFEBVRE, *Jacques*, fabricant de tapis ;
POUTRAIN, *François-Magloire*, filtier ;
DELWART, *Louis-François*, avocat ;
WICART, *Jean-Baptiste*, fabricant de tabac ;
RUELLE, *Michel*, avocat et négociant.

FISCAL.

Le citoyen AUVERLOT, *Pierre-Albert-Joseph*.

COMITÉ RÉPUBLICAIN DE SURVEILLANCE.

Les citoyens MANESSE, *Louis-François-Joseph*, orfèvre ;
LECLERCQ, *Georges-Noël-Joseph*, avocat ;
RENARD-DECHAUX, *Vincent-Henri ;*
GAULTIER, *Pierre-Joseph*, fils ;
DOREZ, *Maximilien*.

Par arrêté du représentant du peuple près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, Perès, en date du 4 ventôse an III (22 février), sont nommés Membres du Magistrat :

Les citoyens MANESSE, *Louis-François-Joseph* ;
RENARD-DECHAUX, *Vincent-Henri* ;
GAULTIER, fils, *Pierre-Joseph*.

Les deux premiers, en remplacement des citoyens *Paris* et *Lefebvre* qui n'avaient point accepté, le dernier à la place du citoyen *Ruelle,* si celui-ci ne s'est pas rendu à son poste dans le délai de quinzaine, à partir de ce jour.

Par arrêté de l'administration centrale en date du 7 germinal an III (27 mars 1795), approuvé le 8 par les représentants du peuple, sont nommés :

PRÉVOT.

Le citoyen LOSSY DE WARMÉE, *Jean-Baptiste-Charles*.

MAYEUR.

Le citoyen De Braffe, *Charles-François-Joseph.*

JURÉS.

Les citoyens De Bonnaire-Commar, *Pierre-Antoine-Joseph ;*
Chaffaux, *Constantin-Joseph*, avocat;
De Villers, *Charles;*
Hoverlant, *Adrien-Marie*, avocat;
Cresteau, *Charles ;*
Verdure, *Pierre.*

ÉCHEVINS.

Les citoyens Manesse, *Louis-François-Joseph*;
Delplanque, *François-Joseph*, avocat;
Auverlot, *Pierre-Albert-Joseph;*
Mourcourt, *Gaspard-Joseph*, brasseur;
Hebbelinck-Bruneau, *Henri;*
Renard-Dechaux, *Vincent-Henri.*

CONSEILLERS PENSIONNAIRES.

Les citoyens Lehon, *Charles*, (1re chambre);
Marlière, *Charles-Aimé-Joseph*, (2e chambre).

FISCAUX.

Les citoyens Houzé, *Denis-François-Joseph*, fiscal actuel;
Bettignies, *Jean-Maximilien-Joseph.*

Le 14 germinal, l'agent national annonce aux magistrats que les nombreuses démissions qui lui sont parvenues, l'obligent à ajourner l'installation de l'administration ci-

dessus nommée. Il invite, en conséquence, les membres non démissionnaires à continuer leurs fonctions jusqu'à ce qu'il soit autrement ordonné.

Le 5 floréal an III (14 avril 1795), à 3 heures, l'administrateur *Dorez* installe la nouvelle municipalité nommée par arrêté de l'administration centrale et supérieure de la Belgique du 18 germinal et composée des citoyens ci-après, savoir :

MAIRE.

Verdure-Maisonfort, *Pierre-Antoine-Joseph.*

AGENT NATIONAL.

Houzé, *Denis-François-Joseph.*

SUBSTITUT.

Marlière, *Charles-Aimé-Joseph.*

MUNICIPAUX.

Hoverlant, *Adrien-Marie,* homme de loi ;
De Bonnaire-Commar, *Pierre-Antoine-Joseph,* négociant;
Hebbelinck-Philippart, *Antoine-Benoit-Joseph,* id.
De Villers, *Charles ;*
Renard-Déchaux, *Vincent-Henri ;*
Chaffaux, *Constantin-Joseph ;*
Manesse, *Louis-François-Joseph ;*
Auverlot, *Pierre-Albert-Josph ;*
Poutrain, *Jean-François,* filtier ;
Deleplanque, *François-Joseph,* avocat ;
Willaumez-Herrier, *Adrien-Dominique-Joseph,* procureur.

24 prairial an III (12 juin 1795). — Arrêté des Représentants du peuple, organique des administrations locales de la Belgique. Cet arrêté donne à toutes les administrations des villes et villages le titre commun de *municipalité.* Chaque municipalité est administrée par un *corps municipal* et un *conseil général de la commune.* Le corps municipal de Tournai se compose d'un *Maire*, qui en est le chef, de onze *officiers municipaux*, d'un *agent national* et d'un *substitut.* — Le conseil général est composé du corps municipal et d'un nombre de *notables* double de celui de la municipalité. Dans les chefs-lieux, tous les fonctionnaires sont nommés par les Représentants du peuple, et, dans les petites communes, par les administrations d'arrondissement.

Par arrêté du 12 messidor an III (30 juin 1795), les Représentants du peuple près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, J. Lefebvre de Nantes et Meynard, et sur la présentation de l'administration centrale, sont nommés, pour composer le *Conseil général* de la ville de Tournai, savoir :

Les citoyens De Bettignies, *Jean-Maximilien-Joseph*;
De le Vingne, *Bon-Gaspard-Joseph*, rue des Clairisses;
Marlière, *Charles-Aimé-Joseph*, homme de loi, substitut de l'agent national;
De Rasse, *Denis-Jean-Baptiste-Charles-Joseph*, homme de loi;
Cresteau, fils, *Charles*;
Lehon, *Charles*, homme de loi;
De Lendoncq, *Idesbalde-François-Ghislain;*

Hebbelinck-Philippart, *Antoine-Benoît-Joseph*, négociant (1);
De Braffe, *Charles-François-Joseph*;
De le Vingne-Duvivier, *Jacques-François-Joseph*;
Bonaert, *François-Joseph-Ghislain*;
De Clippele, *Jean-Baptiste*, dépositaire;
Peterinck, *François-Joseph*;
Lefebvre, *Piat*, père;
Simon, *Louis-Dominique-Joseph*, apothicaire;
Douay, fils, architecte;
Hebbelinck-Bruneau, *Henri*;
Boucher-Pétillon, *Pierre-François*, négociant;
Midavaine-Boucher, *Jean-Baptiste-Joseph*;
De Vincourt, (il est dispensé de se rendre au conseil général (Messidor an III);
Tonnelier, *Dominique-Joseph*, médecin;
Mourcourt, *Gaspard-Joseph*, brasseur;
Paris, *Philibert*.

Et pour compléter l'administration d'arrondissement de Tournai et Tournaisis, en remplacement des citoyens *Duriez-Gossart*, *Perrier*, *Douelle* et *Dorez*, démissionnaires :

Les citoyens De Lossy de Warmée, *Jean-Baptiste-Charles*;
Herrier, *Antoine-Joseph*, rue de Morelle;
De Hults-Lefebvre, *André-François-Joseph*;
Vranx, *Théodore-Antoine-Joseph*.

---

(1) Nommé officier municipal ou notable, il accepte cette dernière place.

AGENT NATIONAL :

Le citoyen Becquet, ci-devant agent national de l'administration d'arrondissement du Brabant.

RÉUNION A LA FRANCE. -- GOUVERNEMENT DIRECTORIAL.

Le 5 fructidor an III (22 août 1795), la Convention nationale promulgue une nouvelle constitution qui divise les départements en *cantons* et les cantons en *communes*. — Chaque canton est administré par une *municipalité de canton* composée de la réunion des Agents municipaux des communes du ressort et d'un Président choisi dans tout le canton. — Chaque commune dont la population excède 5,000 âmes, a, pour elle seule, une *administration municipale*, composée de cinq à neuf officiers municipaux et d'un président, de sorte qu'elle forme à elle seule un canton. — Il y a auprès des municipalités de canton un *commissaire du gouvernement*. — Les *assemblées primaires*, composées de la réunion des électeurs de chaque canton, élisent le président de l'administration municipale du canton et les officiers municipaux des communes de plus de 5,000 âmes. — Les administrations municipales se renouvellent par moitié tous les deux ans. — Le Commissaire du gouvernement est nommé et révocable par le Directoire exécutif.

La loi de 9 vendémiaire an IV (1er octobre 1795) ayant prononcé la réunion de la Belgique à la France, les Représentants du peuple décident, le 13 du même mois, que, provisoirement et jusqu'à ce que les lois françaises soient publiées dans les neuf départements réunis de la Belgique, les autorités existantes resteront en fonctions. La Convention nationale approuve cette décision et la loi du 3 brumaire suivant ordonne que les autorités constituées seront provisoirement nommées et installées par les Représentants du peuple.

En exécution de cette dernière loi et par arrêté des Représentants du peuple, Perès et Portiez, en date du 22 frimaire an IV (13 décembre 1795), sont nommés ;

OFFICIERS MUNICIPAUX :

Les citoyens De Bonnaire, *Pierre-Antoine*, officier municipal actuel ;
De Felleries-Dopchy, *Emmanuel-François-Xavier* ;
Drogart-de Rasse, *Romain-François-Joseph*, administrateur actuel ;
Hebbelinck-Philippart, *Antoine-Benoît-Joseph*, ci-devant officier municipal ;
Donker, *Philippe*, homme de loi ;
Midavaine-Boucher, *Jean-Baptiste-Joseph* ;
Wicart, *Jean-Baptiste*, ancien officier municipal.

COMMISSAIRE DU POUVOIR EXÉCUTIF :

Le citoyen Auverlot, *Pierre-Albert-Joseph*, officier municipal.

Par arrêté du Commissaire du Gouvernement, Bouteville, en date du 9 nivôse an IV (30 décembre 1795), sont nommés, en remplacement des citoyens *De Bonnaire*, *Drogart-De Rasse*, *Hebbelinck-Philippart*, *Donker*, *Midavaine* et *Wicart* qui n'ont point accepté (1), savoir :

MUNICIPAUX :

Les citoyens DE VILLERS, *Charles*, officier municipal actuel;
DE LOSSY DE WARMÉE, *Jean-Baptiste-Charles*, ex-administrateur;
CARVIN, *Jean-Baptiste*, médecin ;
LEMAIRE, *Jean-François*;
DROGART-MORAND, *Philippe-Joseph*;
MANESSE, *Louis-François-Joseph*, officier municipal actuel.

Par sa lettre du 15 nivôse an IV (5 janvier 1796), le Commissaire du Directoire exécutif près de la municipalité de Tournai informe le Magistrat que l'installation de la nouvelle administration municipale, qui devait se faire le matin, n'aura pas lieu, attendu que des six nouveaux élus, quatre ont envoyé leur démission. Il ajoute qu'il ne croit pas possible de créer fructueusement une municipalité en cette ville qu'à l'aide des arrêtés, non rapportés, des Représentants du peuple des 10 et 13 prairial an III. — Les

(1) Ces démissions étaient motivées, tant sur le défaut de santé ou de temps, que sur le désir, de la part de ceux qui avaient déjà occupé des fonctions publiques, de se reposer ou de s'occuper de leurs propres affaires.

officiers municipaux, voulant donner une preuve de leur dévouement à la chose publique, consentent à siéger provisoirement deux jours encore, terme endéans lequel ils espèrent que l'installation aura lieu, et même, le cas échéant, 8 jours en sus, de sorte que le 25, ils abandonneront leurs fonctions municipales, soit qu'il y ait ou non à cette époque un renouvellement de municipalité.

Par une autre lettre en date du 25 nivôse, le même fonctionnaire, après avoir exposé que, par suite de démissions ou de nominations à divers emplois, le corps municipal se trouve réduit à quatre membres, enjoint aux membres anciens restants, sous la plus sévère responsabilité, de demeurer assidus à leur poste jusqu'à autre disposition.

Le 14 pluviôse an IV (3 février 1796), par suite de la nomination du citoyen *Verdure,* Maire, à la place d'assesseur du juge-de-paix de la 1re section, le conseil municipal nomme le citoyen *De Villers,* pour le remplacer dans les fonctions de *Maire,* jusqu'à l'installation de la municipalité.

Le 1er germinal an V (19 mars 1797), en exécution de la loi du 23 ventôse qui appelle les Belges à prendre part aux élections générales et à nommer leurs administrateurs, les assemblées primaires choisissent pour municipaux, savoir :

Les citoyens Hoverlant, *Adrien-Marie,* homme de loi ;
Cresteau, fils, *Charles,* homme de loi ;
Bonnet-Mailliet, *Louis-Adrien,* ex-greffier ;
Delehaye, *Louis-Hubert-Joseph,* homme de loi ;
Hersecap, *Joseph-François,* ex-conseiller ;
Clavareau, *Augustin,* ex-receveur principal des douanes ;
Hebbelinck-Bruneau, *Henri,* rentier.

Un arrêté de l'administration centrale du département de Jemmapes, en date du 27 ventôse an V (18 mars 1797), fixe à deux le nombre des *assemblées primaires* du canton de Tournai : l'une portera le nom d'*assemblée du midi* et se tiendra au Temple des lois (église de St-Quentin); l'autre, celui *du Septentrion* et se tiendra à St-Brice.

Le 16 germinal, le Commissaire du Directoire exécutif procède à l'installation de la nouvelle administration : les nouveaux membres jurent haine à la royauté et à l'anarchie, attachement à la République et à la constitution de l'an III ; déclarent, en outre, n'être portés sur aucune liste d'émigrés, n'être parents ou alliés, aux degrés déterminés par la loi, d'émigrés non définitivement rayés.

Le même jour, le citoyen *Hoverlant* est nommé Président de l'administration municipale, et le citoyen *Poutrain* (Michel-Joseph) est maintenu dans ses fonctions de Secrétaire.

Le 6 floréal an V (25 avril 1797), le citoyen Lehon, *Charles*, homme de loi, est nommé officier municipal, en remplacement du citoyen *Clavareau*, nommé Administrateur du département. Par sa lettre du 10, le citoyen *Lehon* déclare ne pouvoir accepter.

Le 17 (6 mai 1797), le citoyen Cuvelier-Delebury, *François*, homme de loi, est nommé officier municipal, en remplacement du citoyen *Clavareau*. Il est installé le 19.

Le 26 (15 mai 1797), le citoyen *Hoverlant*, appelé aux fonctions de Législateur par le corps électoral, donne sa démission de Président de l'administration municipale.

Le 29 (18 mai), le citoyen Ysebrant, *Idesbalde-François-Ghislain*, l'aîné, est proclamé *Officier municipal*, en remplacement du citoyen *Hoverlant*. Il n'est pas installé.

Le 1er prairial (20 mai), le citoyen Delehaye, *Louis-Hubert-Joseph*, est nommé, au scrutin secret, *Président* de l'administration municipale, en remplacement du citoyen *Hoverlant*. Le 3, ce dernier est remplacé dans ses fonctions d'Officier municipal par le citoyen *Alexandre* Longueville, négociant, qui est installé le 5 du même mois.

Par sa lettre du 30 fructidor an V (16 septembre 1797), adressée au Président de l'administration municipale, le commissaire du Directoire exécutif expose que les citoyens *Hersecap* et *Hebbelinck* se trouvent compris dans l'exclusion prononcée par l'art. 2 de la loi du 3 brumaire an IV (1), et qu'ils ont été invités par lui à cesser leurs fonctions.

Le 15 vendémiaire an VI (6 octobre 1797), le citoyen Martel-Riquez, *Benoît-Constant-Gaspard*, négociant, est nommé *Officier municipal*, en remplacement du citoyen *Hersecap*. Il est installé le 18.

Le Directoire exécutif, par arrêté du 15 brumaire an VI

(1) Cet art. 2 est ainsi conçu : « Tout individu qui a été porté sur une liste d'émigrés et n'a pas obtenu sa radiation définitive ; les pères, fils et petits-fils, frères et beaux-frères, les alliés au même degré, ainsi que les oncles et neveux des individus compris dans la liste d'émigrés et non définitivement rayés, sont exclus, jusqu'à la paix générale, de toutes fonctions législatives, administratives, municipales et judiciaires, ainsi que de celles de haut juré près la haute cour nationale, et de juré près les autres tribunaux. »

(5 novembre 1797), destitue les membres de l'administration municipale, à l'exception des citoyens *Bonnet* et *Cuvelier*. Par le même arrêté, sont nommés, en remplacement des destitués, savoir :

Les citoyens DEPUYDT, *Ambroise*, rentier;
DEBONNAIRE-COMMAR, *Pierre-Antoine-Joseph*, négociant;
DEFACQZ, *Henri-Joseph*, homme de loi;
SELLE, *Ferdinand-Joseph*, négociant;
CHAFFAUX, *Constantin-Joseph*, notaire.

Ils sont installés le 26 brumaire, à l'exception du citoyen *Depuydt*, absent (1).

Le même jour, le citoyen François *Cuvelier* est nommé *Président* de l'administration municipale.

LISTE DES ÉLECTEURS NOMMÉS PAR LES ASSEMBLÉES PRIMAIRES DE L'AN V :

Les citoyens HEBBELINCK-BRUNEAU, *Henri*, négociant;
HOVERLANT, *Adrien-Alexandre-Marie*, homme de loi;
DE RASSE, *Denis*;
HERRIER, *Antoine-Joseph*, receveur, rue de Morelle;
VINCHENT, *Benoît-Joseph-Vincent*;
WUESTEN, *Jacques-Joseph*.

(1) Il est installé le 18 nivôse (5 janvier 1798).

Le 8 germinal an VI (28 mars 1798), sont élus Officiers municipaux par les assemblées primaires :

Les citoyens CUVELIER, *François* ;
DEFACQZ, *Henri-Joseph* ;
DEPUYDT, *Ambroise* ;
RENARD-DECHAUX, *Vincent-Henri*, en remplacement du citoyen *Debonnaire-Commar*;
VILLERS, *Charles*, en remplacement du citoyen *Selle* ;
CHAFFAUX, *Constantin*, (élu le 9).

Les nouveaux élus sont installés le 1er floréal (20 avril 1798).

Le 18 germinal an VI (7 avril 1798), le citoyen *Depuydt, Ambroise*, officier municipal, est nommé *Commissaire du Directoire exécutif*, pour en remplir les fonctions pendant l'absence du citoyen *Auverlot*.

Le lendemain, le citoyen *Bonnet*, *Louis-Adrien*, officier municipal, est nommé *Président*, pour en remplir les fonctions en l'absence du citoyen *Cuvelier*, nommé électeur par les assemblées primaires.

Le 29 floréal an VI (18 mai 1798), le citoyen *Bonnet-Mailliet* est nommé provisoirement *Commissaire du Directoire exécutif*, jusqu'à ce que le gouvernement ait désigné un successeur au citoyen *Auverlot*, nommé représentant du peuple. Le 6 prairial suivant (26 mai 1798), le citoyen *Bonnet* est remplacé provisoirement par le citoyen *Depuydt*. Celui-ci est à son tour remplacé, aussi provisoirement, le 21 prairial, par le citoyen *Chaffaux*.

Le 16 prairial (4 juin 1798), le citoyen *Villers, Charles*, donne sa démission d'officier municipal. Il est remplacé le 29 par le citoyen RUELLE, *Michel*, homme de loi.

Par arrêté du Ministre de l'intérieur en date du 17 thermidor an VI (4 août 1798), le citoyen *De Bonnaire-Commar* est nommé *Commissaire du Directoire exécutif* près de l'administration municipale du canton de Tournai.

Le 22 thermidor an VI (9 août 1798), le citoyen VILLERS, *Charles*, est nommé *administrateur municipal*, en remplacement du citoyen *Cuvelier*, nommé Commissaire du Directoire exécutif près le tribunal correctionnel. Il est installé le lendemain. Le 24, il est nommé *Président*, en remplacement du citoyen *Cuvelier*.

Par arrêté de l'administration centrale du département de Jemmapes du 8 vendémiaire an VII (29 septembre 1798), le citoyen *Charles Villers* est suspendu de ses fonctions de Président de la municipalité.

Le 18 vendémiaire (19 octobre 1798), le citoyen *Ambroise Depuydt* est nommé *Président* par intérim.

Par arrêté du Directoire exécutif du 13 brumaire an VII (3 novembre 1798), le citoyen *Charles Villers* est destitué de ses fonctions de Président de la municipalité (1). — Le 29, le citoyen *Bonnet* est nommé *Président* par intérim.

---

(1) Cette destitution n'entachait en rien l'honorabilité du citoyen Villers, mais elle caractérise parfaitement les idées de l'époque. M. de Villers était un administrateur actif, capable et sincèrement

Le 11 frimaire an VII (1er décembre 1798), le citoyen

---

dévoué à la chose publique, mais il était coupable..... d'être noble ! — Voici d'ailleurs l'arrêté que le Directoire exécutif approuva en prononçant la destitution du Président de la municipalité :

« L'administration centrale du département de Jemmapes,

» Vu sa lettre du 9 floréal de l'année dernière, relative à l'imputation faite au citoyen Charles De Villers, ex-noble, d'être beau-frère ld'un officier, belge d'origine, entré au service d'Autriche depuis 'émission du vœu de la ci-devant Belgique pour sa réunion à la République, la lettre ci-dessus contenant invitation à la municipalité de Tournay de répondre par le retour du courrier ;

» Vu la lettre de la municipalité de Tournay, sous la date du 17 des mêmes mois et an, par laquelle cette administration s'abstient de faire une réponse positive ;

» Vu enfin la lettre du Ministre de l'intérieur du 5e jour complétaire de l'année dernière, énonciative *qu'il est étonnant que l'administration municipale de Tournay se soit adjoint un homme que le Corps législatif n'a pas jugé digne de la confiance publique, puisqu'il l'a exclu positivement par la loi du 22 floréal dernier*,

» Considérant qu'il est de notoriété publique que le citoyen Charles Devillers est ex-noble et qu'il ne se trouve dans aucune des exceptions de la loi du 9 frimaire an VI ;

» Considérant qne le citoyen Devillers, en sa qualité de président de la municipalité de Tournay, aurait dû s'empresser de détruire les préventions qui se sont élevées relativement à son affinité avec des émigrés ; que son silence sur des imputations de cette importance opèrent, sinon la certitude, au moins une très-forte présomption que les soupçons jetés sur ce fonctionnaire ne sont pas sans fondement ;

» Considérant encore que les motifs de la loi du 22 floréal dernier, qui exclut nominativement le citoyen Devillers des fonctions de haut juré, sont applicables aux fonctions publiques de tous les genres ;

Desquels faits, motifs et présomptions il résulte que le citoyen Devillers n'offre point la garantie que le gouvernement exige des citoyens appelés aux fonctions publiques ;

Arrête :

» Le citoyen Charles Devillers, Président de l'administration municipale de Tournay, est et demeure suspendu de ses fonctions. »

Selle, Ferdinand-Joseph, est nommé *Président* de la municipalité en remplacement du citoyen *Charles Villers*, destitué. — Il refuse.

Par sa lettre du 12 frimaire, le citoyen *Chaffaux, Constantin*, déclare faire choix de la place de receveur des hospices, au lieu de celle d'officier municipal, à laquelle il avait été nommé par les assemblées primaires.

Le 21 frimaire an VII (11 décembre 1798), sont nommés officiers municipaux, en remplacement des citoyens *Villers* et *Chaffaux*, savoir :

Les citoyens LONGUEVILLE, *Jean-Baptiste* ;
GARIN-MONCHEUR, *Gilbert*.

Ils prêtent serment et sont installés le 23.

Le 26 nivôse an VII (13 janvier 1799), le citoyen *Bonnet* est nommé *Président*, en remplacement du citoyen *Depuydt*.

16 ventôse an VII (7 mars 1799). Installation de la nouvelle municipalité nommée par l'arrêté du Directoire exécutif en date du 7 ventôse, savoir :

Les citoyens HURÉ, *Philippe-Théodore-Magloire-Joseph*, notaire ;
BONNET, *Louis-Adrien* ;
DEWANTE-BARBIEUX, *Augustin*, négociant ;
WICARD, *Jean-Baptiste*, marchand ;
MAZURE, le père *Amand* ;
TONNELIER, *Alexandre*, fils.

Ils remplacent les citoyens *Depuydt*, *Renard-Dechaux*, *Garin*, *Longueville* et *Ruelle*, destitués. Les citoyens *Bonnet* et *Defacqz* sont maintenus. Les nouveaux nommés prêtent serment, à l'exception des citoyens *Bonnet* (1) et *Wicard*, absents.

Dans la même séance, l'administration municipale choisit, pour son *Président*, le citoyen *Defacqz*, Henri-Joseph.

5 germinal an VII (25 mars 1799). Les assemblées primaires-scissionnaires (2) se réunissent pour procéder à l'élection de six *officiers municipaux*. Le nombre des votants est de 100. Sont élus :

Huré, *Philippe-Théodore-Magloire-Joseph;*
Dewante-Barbieux, *Augustin-Ghislain;*
Mazure, *Amand;*
Vandestienne, *Louis-Joseph.*

Le 7, les dites assemblées procèdent à l'élection des deux autres *officiers municipaux*. Les votants sont au nombre de 76. Sont nommés :

Les citoyens Paris, *Philibert;*
Midavaine-Boucher, *Jean-Baptiste-Joseph.*

Le même jour, les assemblées primaires-mères procè-

---

(1) Il donne sa démission le lendemain.

(2) Ces assemblées scissionnaires étaient composées des citoyens qui, deux jours auparavant, avaient protesté contre les opérations des assemblées-mères du midi et du septentrion.

dent, à leur tour, à l'élection des six *officiers municipaux*. Le nombre des votants est de 117. Sont élus :

Les citoyens Depuydt, *Ambroise*;
Longueville, *Jean-Baptiste*;
Bonnet-Mailliet, *Louis-Adrien*;
Garin, *Gilbert*;
Donker, *Philippe*, homme de loi.

Aucun autre n'ayant obtenu la majorité des suffrages, et l'élection du citoyen *Donker*, étant annulée, attendu qu'il n'est ni votant ni éligible, il est procédé le lendemain à l'élection de deux *officiers municipaux*. Sont nommés :

Les citoyens Renard-Dechaux, *Vincent-Henri*;
Ruelle, *Michel-Joseph*.

Le 17 germinal an VII (6 avril 1799), l'administration municipale, en vertu de l'article 188 de l'acte constitutionnel (1), nomme, en remplacement des citoyens *Bonnet* et *Tonnelier*, savoir :

Les citoyens Allard-Vinchent, *Lactance-Louis-Joseph*;
Piens, *Liévin-Henri*.

Ils sont installés le même jour.

---

(1) Cet article dispose que, dans le cas où une administration municipale perdrait un ou plusieurs de ses membres par mort, démission ou autrement, les administrateurs restants peuvent s'adjoindre des administrateurs temporaires qui exercent ces fonctions jusqu'aux élections suivantes.

Le 3 floréal an VII (22 avril 1799), le citoyen *Mazure* demande sa démission d'*officier municipal*. L'acceptation en est ajournée.

11 fructidor an VII (28 août 1799). Installation des citoyens *Jean-Baptiste Longueville*, *Bonnet-Mailliet*, *Gilbert Garin*, *Renard-Dechaux* et *Ruelle*, administrateurs nommés par les assemblées primaires des 7, 8 et 9 germinal précédent, en remplacement de ceux dont les fonctions devaient cesser, le citoyen *Defacqz* étant le seul qui ne devait pas être remplacé.

Le même jour, le citoyen *Michel-Joseph Poutrain* est maintenu dans ses fonctions de *Secrétaire-général* de la ville.

GOUVERNEMENT CONSULAIRE ET IMPÉRIAL.

La Constitution consulaire, décrétée le 22 frimaire an VIII, et la loi organique du 28 pluviôse suivant, divisent les départements en *arrondissements communaux*, et ceux-ci en *cantons* et en *municipalités* ou *communes*. Chaque municipalité est administrée par un *Maire*, un ou plusieurs *Adjoints*, et un *Conseil municipal* de 10 à 30 membres, qui s'assemblent une fois seulement par année, et pendant 15 jours au plus. — Le Maire est seul chargé de l'administration proprement dite; les Adjoints n'ont qu'une voix

consultative; les fonctions du conseil consistent à arrêter le compte des dépenses municipales et à délibérer sur les affaires importantes qui intéressent la localité. — Les membres des administrations municipales de plus de 5,000 âmes sont nommés par le 1er Consul. Leur nomination n'est faite que pour trois années, mais ils peuvent être continués dans leurs fonctions. — Le peuple choisit les *notables*, parmi lesquels les fonctionnaires sont choisis. Ces listes de notables, appelées *listes de confiance*, contiennent les noms des citoyens propres à gérer des fonctions *communales*, *départementales* ou *nationales;* chaque liste ne peut comprendre qu'un nombre de noms égal au dixième du chiffre des citoyens ayant droit de suffrage.

Par arrêté du Préfet du département de Jemmapes en date du 26 prairial an VIII (15 juin 1800), sont nommés *Membres du conseil municipal* :

Les citoyens 1° Prayé, *Bruno;*
2° Boisacq, père, *Philippe-Michel-Balthasar*;
3° Chuffart-Parfait, *Louis-Joseph;*
4° Delabassée, *Pierre-Cornil*, homme de loi;
5° De Rasse, *Charles-Henri*, fils, rentier;
6° De Clippele, *Jean-Baptiste*, négociant;
7° Du Pré, *Gaston-François-Joseph,* ex-conseiller;
8° Preud'homme, *Pierre-Juste,* cultivateur;
9° Lefebvre, *Léopold-Henri-Joseph*, négociant;
10° Manesse, *Louis-François-Joseph*, orfèvre;
11° Longueville, *Alexandre*, négociant;

12° MONCHEUR, *Gaston-Joseph*, brasseur ;
13° STEENHUYS, *Antoine-Bruno-François*, père;
14° DUFOUR, *Gabriel-Alexandre-Joseph*, père;
15° DE BETTIGNIES, *Jean-Maximilien-Joseph*, homme de loi ;
16° DE LE VINGNE, *Jacques*, père, négociant ;
17° LIÉTAR, *François-Denis-Joseph* ;
18° MOURCOURT, *Gaspard-Joseph*, rentier ;
19° NÈVE, *Pierre-François-Dominique*, officier de santé ;
20° MAILLIET-LECLERCQ, *Henri*, négociant ;
21° RENARD-DECHAUX, *Vincent-Henri ;*
22° GARIN, *Gilbert*, ex-officier municipal ;
23° JOSSON, *Nicolas-Joseph*, ex-conseiller ;
24° BOUCHER-PÉTILLON, *Pierre-François-Joseph*, négociant ;
25° DAPSENS, *Louis ;*
26° LEHON, *Charles*, homme de loi ;
27° COURTECUISSE, *Cassiodore-Marie-Ghislain*,
28° SACQUELEU-DECHAUX, *Laurent-Joseph ;*
29° MIDAVAINE, *Jean-François*, chaufournier ;
30° RENARD, *Mathieu-Jean-Baptiste-Joseph* (1).

3 messidor an VIII (22 juin 1800). Installation du citoyen DE LOSSY-PRESIN, *Jean-Baptiste-Charles*, membre de la commission des hospices civils, nommé *Maire* de la ville de Tournai par l'arrêté du premier Consul du 14 prairial précédent, en remplacement du citoyen *Defacqz*, maire provisoire.

---

(1) Aïeul de M. le lieutenant-général *Renard*, Ministre de la Guerre.

Le même jour, le citoyen CRESTEAU, *Charles-Jean-Baptiste-Joseph*, homme de loi, nommé *Adjoint-Maire* par le même arrêté, est installé, en remplacement du citoyen *Allard-Vinchent*, adjoint provisoire.

Le même jour encore, le citoyen *Poutrain* est maintenu dans ses fonctions de *Secrétaire en chef.*

Par arrêté du 1er Consul du 2 thermidor an VIII (21 juillet 1800), le citoyen BONNET, *Louis-Adrien*, est nommé *Maire-adjoint.* Il est installé le 20 du même mois.

Par arrêté du Préfet du 1er frimaire an IX (22 novembre 1800), sont nommés *Membres du conseil municipal*, savoir :

Les citoyens LEFEBVRE-BOUCHER, *Piat-François-Joseph ;*
ALLARD-VINCHENT, *Lactance-Louis-Joseph*, ex-officier municipal ;
BOURLA-SIMON, *Philippe ;*
SIMON, *Louis-Dominique-Joseph*, père, pharmacien ;
DELEHAYE-VIFQUIN, *Louis-Hubert-Joseph*, homme de loi ;
SELLE, *Ferdinand-Joseph*, négociant ;
ROUSSEL-LIÉNART, *Ernest* ;
POLLET-DATH, *Simon.*

Ils remplacent les citoyens *Du Pré*, *Steenhuys*, *Dufour*, *De Bettignies*, *Liétar*, *Nève*, *Josson* et *Boucher-Pétillon*, nommés le 26 prairial an VIII, et non acceptants.

11 frimaire an IX (1er janvier 1801). Installation des

membres du conseil municipal nommés le 26 prairial an VIII et le 1er frimaire an IX. — Le même jour, le citoyen *De Lossy* est installé dans ses fonctions de *Maire*, et les citoyens *Cresteau* et *Bonnet* dans celles d'*Adjoints*.

En conformité de l'arrêté du Consul du 2 pluviôse an IX portant que le Maire de chaque commune est membre du conseil municipal et le préside de droit, il est procédé, en séance du 21 du même mois et pour le cas prévu par les art. 5 et 6 dudit arrêté, à l'élection d'un président et d'un secrétaire. Sont nommés : *Président,* le citoyen *Lehon*, homme de loi ; *Secrétaire,* le citoyen *Delehaye*.

Par arrêté du premier Consul du 13 brumaire an IX (4 novembre 1801), le citoyen De Rasse, *Charles-Henri*, est nommé *Maire-Adjoint*, en remplacement du citoyen *Cresteau*, appelé à d'autres fonctions. Le citoyen *De Rasse* est installé le 8 frimaire suivant.

Par arrêté du premier Consul de germinal an X, le citoyen Marlier, *Charles-Aimé-Joseph*, est nommé *Maire-adjoint*.

Par décret impérial du 11 prairial an XII (31 mai 1804), sont nommés *Membres du conseil municipal*, savoir :

Les citoyens De Clippele, *Jean-Baptiste,* conseiller municipal, (mort le 18 février 1810);
- D'Ennetières, *Joseph-Marie-Balthasar-Alexandre*, propriétaire ;
- De Rasse, *Denis-Jean-Baptiste-Charles-Joseph*, président du canton et du tribunal ;

De Cazier, *Réné-Albert-Joseph*, propriétaire;

Boucher-Pétillon, *Pierre-François*, négociant (1);

Dapsens, *Louis*, négociant;

Vandergracht, *Idesbalde-Louis-Joseph*, propriétaire;

Dubois-Pontus, *Alexandre*, marchand de charbon;

Pifry, *Gaspard*, tanneur;

Dath, *Charles*, receveur du bureau de bienfaisance;

Delabassée, *Pierre-Cornil*, agent d'affaires;

Simon, *Dominique*, père, rentier;

Thiéfry, *Jacques-Antoine-Joseph*, notaire;

Delwart-Dapsens, *Louis-François*, propriétaire;

Deflines-Destombes, *Alexandre-Henri-Joseph*, propriétaire.

Ils remplacent les citoyens *Renard-Dechaux, De Clippele, Bourla-Simon, Lehon, Alexandre Longueville, Henri De Rasse, Roussel, Garin, Dapsens, Preud'homme, Chuffart, Allard-Vinchent, Delabassée* et *Simon* père, dont les fonctions viennent à cesser par suite du tirage du 5 brumaire an XI, et *Prayé* décédé. Les nouveaux membres sont installés le 3 fructidor suivant.

---

(1) M. Boucher-Pétillon, nommé pour la 6e fois administrateur communal (V. pp. 6, 18, 26, 43 et 59), mourut en 1814, à l'âge de 79 ans. Il était le père de M. *Gabriël Boucher,* que nous verrons plus tard conseiller communal et sénateur, et l'aïeul de MM. *Jules* et *Simon Boucher,* aujourd'hui propriétaires de vastes établissements industriels à Tournai et à Warchin.

Par décret impérial du 25 prairial an XII (14 juin 1804), le citoyen De Rasse, *Charles-Henri*, est nommé *Maire* de la ville de Tournai, en remplacement du citoyen *De Lossy*, démissionnaire. Le citoyen *De Rasse* est installé le 12 thermidor suivant.

Par décret impérial du 10 septembre 1807, sont nommés *Membres du conseil*, en remplacement des citoyens *D'Ennetières* (démissionnaire), *Simon* père (décédé) et *Courtecuisse* (qui a changé de domicile), savoir :

Les citoyens De le Vingne-Miroult, *Bon-Gaspard-Joseph*, négociant;
Lefebvre-Caters, *Jacques-François-Joseph*, négociant;
Lehon, *Charles*, homme de loi.

Ils sont installés le 17 juin 1808.

Par décrets impériaux du 18 mars 1808, le citoyen De Rasse, *Charles-Henri*, est maintenu dans ses fonctions de *Maire* de la ville de Tournai, et le citoyen De Béthune, *Bernard*, est nommé *Maire-adjoint*.

Le 10 avril 1813, le citoyen Du Bus, *Léonard* (1), est appelé aux fonctions de *Maire-adjoint*.

---

(1) Le citoyen Léonard Du Bus, né à Dottignies, était un administrateur des plus distingués. Nommé, en 1815, commissaire du district de Courtrai, il devint ensuite Gouverneur de la province d'Anvers, puis du Brabant. Il était président de la première Chambre des Etats-Généraux, lorsque le roi Guillaume le nomma vice-roi des Indes. — Il a laissé deux fils, les vicomtes Bernard et Albéric Du Bus, tous les deux aujourd'hui Sénateurs (1870).



GOUVERNEMENT HOLLANDAIS.

Les Alliés prennent possession de Tournai, le 18 février 1814.

Le lendemain, les notables assemblés choisissent pour *adjoint-Maire*, M. le comte DE BÉTHUNE, Bernard, et pour le remplacer dans ses fonctions, M. le baron LE CLÉMENT DE TAINTEGNIES fils, son beau-frère.

Le 6 mars, le Conseil communal choisit, dans son sein, les personnes qui composeront l'ambassade solennelle qui doit se rendre à La Haye, pour reconnaître, au nom de la ville, le roi Guillaume comme Souverain des Pays-Bas. Sont désignés à l'unanimité :

MM. DE RASSE, *Charles-Henri*, Maire;
DE RASSE DE LA FAILLERIE, *Denis*;
LEFEBVRE, *Léopold*;
DU MORTIER-WILLAUMEZ, *Barthélemi* (1).

(1) Chose digne de remarque, les quatre administrateurs dont nous citons plus haut les noms, ont, par eux-mêmes et par leurs descendants, rempli des fonctions très-importantes. En effet, de M. le Maire *De Rasse*, sont issus M. le baron *Jules De Rasse,* ancien commissaire d'arrondissement et ancien Représentant, et M. le baron *Alphonse De Rasse*, ancien bourgmestre et actuellement Sénateur; — M. le baron *De Rasse de la Faillerie* et M. le baron *Léopold Lefebvre* ont été également tous les deux Sénateurs; — enfin, M. *Du Mortier-Willaumez* était le père de M. B.-C. Du Mortier, Représentant, membre de l'Académie de Belgique, etc., et de M. Louis Du Mortier que nous verrons plus tard échevin pendant trente années (de 1836 à 1866), et qui est encore conseiller communal.



13 mars 1814. Par arrêté du sous-intendant de l'arrondissement de Tournai, M. Goblet, *Albert*, est nommé *suppléant du 1er adjoint*, et M. De Hults, *Désiré*, *suppléant du 2e adjoint.*

20 mars 1814. M. le marquis De Brias est nommé *adjoint-maire* en remplacement de M. *Le Clément de Taintegnies*, démissionnaire. M. *De Brias* donne sa démission au mois d'avril suivant.

Le 22 mars 1814, M. De Clippele, *Idesbalde*, est choisi pour remplacer M. *De Brias* (1), adjoint-maire, pour le cas où la démission de celui-ci serait acceptée par le gouvernement.

Le même jour, le conseil émet le vœu que M. De Rasse, *Charles-Henri*, propriétaire, Maire de la ville, soit accrédité auprès du gouvernement de la Belgique, en qualité de *Représentant de la ville de Tournai.*

Par arrêté de M. le lieutenant-général De Borstell, en date du 12 mars 1814, sont nommés, pour composer le *conseil municipal*, en remplacement des membres décédés et de ceux qui, par leur insouciance, ne se rendent presque jamais aux assemblées, savoir :

MM. 1. Boisacq, *Philippe*, fils ;
2. Boucher-Lefebvre, *Gabriël* (2);

---

(1) M. de Brias est devenu depuis Maire de Bordeaux et a fait partie de la Chambre des députés en France. — Il est mort en 1868.

(2) Décédé le 1er janvier 1833. Il était Sénateur depuis l'année précédente et Membre de l'administration des hospices.

3. **Chuffart-Parfait**, *Louis* ;
4. **Cuvelier**, *François*, procureur civil ;
5. **Dath**, *Charles* ;
6. **De Clippele**, *Idesbalde* ;
7. **De Hults**, *Désiré* ;
8. **Delbroucq**, *Jean-Baptiste-Parfait*, avocat ;
9. **Delehaye**, *Louis* ;
10. **De le Vingne-Miroult**, *Bon-Gaspard-Joseph* (1);
11. **De Rasse**, *Denis*, président du tribunal civil ;
12. **De Villers-Autertre**, *Charles* ;
13. **De Ste-Aldegonde**, *Albert* ;
14. **De Wignacourt**, *Adrien* ;
15. **Dubois-Pontus**, *Michel-Alexandre-Joseph* ;
16. **Du Bus**, *François*, ancien conseiller (2);
17. **Du Mortier-Willaumez**, *Barthélemi-François* ;
18. **Goblet**, *François-Magloire*, ancien conseiller (3);

---

(1) Aïeul de M. De le Vingne-Du Mortier, aujourd'hui Président du bureau de bienfaisance et également Président du tribunal de commerce.

(2) M. du Bus était le père de M. *François du Bus*, jurisconsulte distingué, qui fut membre du Congrès, puis Vice-Président de la Chambre des Représentants et Président du Tribunal de première-instance de Tournai, de 1832 à 1868 ; — père également de M. *Edmond du Bus*, conseiller provincial et conseiller communal.

(3) M. F.-M. Goblet, dont nous avons fait apprécier la haute intelligence politique (v. p. 20), fut successivement conseiller, procureur-général au conseil de Tournai-Tournaisis, sous-préfet de l'arrondissement de Tournai, député au Corps législatif de France, membre de la Régence, de la Commission des hospices et du Bureau de l'Athénée. Il mourut en janvier 1819. Son oraison funèbre fut prononcée par M. l'échevin Le Hon qui, un an auparavant, avait également prononcé l'oraison funèbre de M. le bourgmestre de Rasse. Ces deux discours ont été imprimés chez M. Casterman, — M. Goblet était le père de M. le

19. Goblet, *Albert* (1);
20. Lecocq, *Charles* (2);
21. Lefebvre-Boucher, *Gabriël*;
22. Lefebvre-Farin, *Léopold*;
23. Lefebvre-Mailliet, *Piat*;
24. Liénart-Sacqueleu, *Léopold-Joseph*;
25. Pifry-Midavaine, *Gaspard*;
26. Pollet-Dath, *Simon*;
27. Selle, *Ferdinand-Joseph* (3);
28. Thiéfry, *Jacques-Antoine-Joseph*, notaire;
29. Trentesaux, *Pierre-Joseph*, juge (4);
20, Vandergracht, *Idesbalde*.

Cette administration n'est pas installée.

23 mai 1814. Par arrêté du gouverneur général de la Belgique, M. De Hults, *Désiré*, est nommé *adjoint-maire*.

---

lieutenant-général *comte Goblet d'Alviella* et l'aïeul maternel de M. *De le Vingne-Du Mortier*, aujourd'hui Président du bureau de bienfaisance.

(1) Décédé à Tournai le 8 septembre 1834. Il était alors Substitut du Procureur du Roi et membre de l'administration des hospices.

(2) M. Charles Lecocq, ancien membre de la seconde Chambre des États-généraux, remplaça, au Congrès, le 18 novembre 1830, M. Hipp. Paillot, dont l'élection avait été annulée. Il fut ensuite nommé Consul-général de Belgique en Espagne et mourut à Bordeaux le 1er janvier 1846. — Il publia, en 1817, un ouvrage très-intéressant sous le titre de : *Coup-d'œil sur la statistique commerciale de la ville de Tournay et de son arrondissement.*

(3) Père de M. le général *Selle*.

(4) M. Trentesaux, décédé le 7 juin 1847, fut membre de la seconde Chambre des États-généraux, juge au tribunal de Tournai, conseiller à la Cour d'appel de Bruxelles, membre du Congrès et Représentant de 1833 à 1843.

25 juin 1814. Arrêté qui nomme M. Le Hon, *Charles*, *Maire-adjoint*, en remplacement de M. *Du Bus*, appelé à d'autres fonctions.

29 novembre 1814. Arrêté de S. A. R. le Prince Souverain des Pays-Bas qui nomme onze nouveaux *Membres du conseil*. Ils sont installés le 5 janvier 1815, à l'exception de MM. *De la Motte-Baraffe*, *Du Mortier-Willaumez* (il assiste à la séance du 9 janvier) et *Detez-Criquillon*. — La nomination faite par le général De Borstell est regardée comme nulle.

Les nouveaux nommés sont :

MM. 1. De Lossy de Froyennes, *Jean-Baptiste-Charles* ;
2. De la Motte-Baraffe, *Lamoral-Antoine-François-Joseph*, propriétaire ;
3. De la Croix, *Chrétien*, propriétaire ;
4. Du Mortier-Willaumez, *Barthélemi-François-Joseph*, négociant ;
5. Leman, *Benoît*, négociant ;
6. Goblet, *François-Magloire-Joseph*, propriétaire ;
7. Martel, *Benoît-Gaspard-Constant*, négociant ;
8. Declercq, *Xavier*, négociant ;
9. Josson, *Nicolas*, propriétaire ;
10. Detez-Criquillon, *Denis-Joseph*, propriétaire.

Ils remplacent MM. *De Clippele*, *Boucher-Pétillon*, décédés, *Louis Dapsens*, démissionnaire, *Lefebvre-Caters*, *Louis Delwart*, *Deflines-Destombes*, *Manesse*, décédés, *Gaston Moncheur*, qui a changé de domicile, *Maillet*, id., *Charles Le Hon*, décédé, et *Réné De Cazier*, démissionnaire.

Par sa lettre du 7 janvier 1815, M. *De la Motte-Baraffe* déclare ne pouvoir accepter les fonctions de Membre du conseil, attendu qu'il vient d'être nommé Maire de la commune de Lesdain.

En vertu d'un règlement constitutif de la Régence, approuvé par arrêté royal du 12 mai 1817, l'administration de la ville de Tournai est composée :

1° D'un conseil de 21 membres.

2° D'un collége de cinq membres, dont un Bourgmestre et quatre Echevins, choisis par le Roi dans le sein du conseil et sur une liste triple présentée par ce conseil.

Le collége électoral, établi en conformité de l'art. 133 de la loi fondamentale, est composé de 42 membres, nommés par les habitants établis, habiles à voter et payant en impôt foncier et autres contributions directes la somme de trente florins au moins, non compris le droit de patente.

Les Bourgmestre et Echevins font distribuer aux ayant-droits de voter la liste des personnes habiles à faire partie du collége électoral, la liste indicative du nombre des électeurs à nommer ou à remplacer, et, enfin, un bulletin destiné à l'inscription des votes. Ces bulletins, qui doivent être signés et cachetés, sont ensuite recueillis à domicile de la part des Bourgmestre et Echevins, le quatrième jour après leur distribution, et le dépouillement en est fait par le conseil de régence. Le collége électoral, ainsi composé, se réunit une fois par année, à l'hôtel-de-ville, dans la première semaine de novembre, et nomme les membres du conseil de régence.

Uu tiers des membres du collége électoral sort tous les deux ans, et la première sortie aura lieu le 2 janvier 1820.

Les attributions du conseil consistent dans la nomination des Députés de la ville aux Etats provinciaux et dans la direction des intérêts particuliers de la ville. Le collége des Bourgmestre et Echevins est chargé de l'administration journalière.

Par arrêté royal en date du 16 août 1817, sont nommés *Membres de la Régence* de Tournai, savoir :

MM. 1. Cuvelier, *François,* Procureur du Roi près le tribunal civil ;
2. De Clippele-De Beer, *Idesbalde*, négociant ;
3. De Hults-Reinders, *Désiré*, adjoint-maire ;
4. De la Motte-Baraffe, *Auguste* ;
5. Delbroucq-Criquillon, *Jean-Baptiste-Parfait*, ancien avocat ;
6. Delehaye, *Louis*, membre des Etats provinciaux et de l'administration des hospices ;
7. De Lossy de Warmée, *Jean-Baptiste-Charles*, membre du conseil municipal et des États provinciaux ;
8. De Rasse, *Charles-Henri*, maire ;
9. De Rasse De la Faillerie, *Denis*, membre du conseil municipal ;
10. Du Pré, *Gaston*, juge-de-paix ;
11. Goblet, *François-Magloire*, membre du conseil municipal ;
12. Haccart, *Charles*, membre du bureau de bienfaisance ;

13. Hubert, *Augustin*, membre des Etats provinciaux ;
14. Liénart-Sacqueleu, *Léopold-Joseph*, négociant ;
15. Lecocq, *Charles*, membre des Etats provinciaux ;
16. Lefebvre, *Léopold*, membre du conseil municipal et des Etats provinciaux ;
17. Lefebvre-Meuret, *Marc*, négociant ;
18. Le Hon, *Charles*, adjoint-maire ;
19. Martel-Riquet, *Benoît-Constant-Gaspard*, président du tribunal de commerce ;
20. Morel, *Louis*, juge au tribunal civil ;
21. Vandergracht, *Idesbalde*, membre du conseil municipal.

BOURGMESTRE.

M. De Rasse, *Charles-Henri*, chevalier de l'ordre royal du Lion Belgique.

ÉCHEVINS.

MM. Vandergracht, *Idesbalde* ;
Le Hon, *Charles* ;
Delehaye, *Louis* ;
De Hults-Reinders, *Désiré*.

SECRÉTAIRE.

M. Drogart, *Romain*, secrétaire actuel.

RECEVEUR.

M. Garin, *Gilbert*, receveur actuel.

Le 11 septembre suivant, les membres nommés ci-dessus sont installés, à l'exception de MM. *Cuvelier*, *De la Motte*, *Delbroucq*, *Léopold Lefebvre* et *Lefebvre-Meuret.*

Le 16, installation de M. *Cuvelier.*

Le 18 octobre, installation de M. *De la Motte Baraffe.*

Par arrêté royal du 26 mars 1818, sont nommés *Membres du conseil*, savoir :

MM. LEMAN, *Benoît*, négociant et ci-devant membre du conseil municipal ;

DU MORTIER-WILLAUMEZ, *Barthélemi-François*, négociant et ci-devant membre du conseil municipal ;

DEWOLF DE CLERBOIS, *Dominique-Marie-Louis-Joseph*, membre de la commission du soutien et d'encouragement du service militaire ;

En remplacement de MM. *Lefebvre-Meuret*, *Léopold Lefebvre* et *Delbroucq-Criquillon*, qui n'ont point accepté.

M. DEWOLF est installé le 18 avril suivant.

Par arrêté royal du 3 avril 1818, M. VANDERGRACHT, *Idesbalde*, est nommé *Bourgmestre*, en remplacement de M. *Charles-Henri* chevalier *de Rasse*, décédé le 31 janvier précédent (1).

---

(1) La Société historique et littéraire de Tournai a publié (tome 3, pp. 146-159 de ses *Bulletins*) une Notice biographique du premier bourgmestre de la ville.

Par leurs lettres du 18 avril 1818, MM. *Leman* et *Du Mortier-Willaumez* expriment les motifs qui les empêchent d'accepter les fonctions auxquelles ils ont été appelés par l'arrêté royal du 26 mars.

Par arrêté royal du 14 juin 1818, M. Du Pré, *Gaston*, est nommé *échevin*, en remplacement de M. *Vandergracht*, nommé *bourgmestre*. — M. Du Pré est installé le 4 juillet suivant.

Par arrêté royal du 17 août 1818, MM. Trentesaux, *Pierre-Joseph*, et De Formanoir, *Hubert*, sont nommés *Membres du conseil*, en remplacement de MM. *Du Mortier* et *Leman*. — Ils sont installés le 14 octobre suivant.

28 octobre 1819. — Le résultat des bulletins recueillis au domicile des votants donne pour *Membres du collége électoral*, savoir :

MM. 1. Lefebvre, *Léopold*, propriétaire et négociant ;
2. Dath, *Charles*, receveur de l'administration de bienfaisance ;
3. Cuvelier, *François*, Procureur du Roi ;
4. Chuffart-Parfait, *Louis*, brasseur ;
5. De Hults, *Désiré*, échevin ;
6. De Béthune, le comte *Bernard*, commissaire du district ;
7. Boisacq, *Philippe*, fils, fabricant ;
8. Delehaye, *Louis*, échevin ;
9. Du Mortier-Willaumez, *Barthélemi-François*, négociant ;
10. Lecocq, *Charles*, greffier du tribunal de commerce ;

11. Pollet-Dath, *Simon*, négociant ;
12. Leman, *Benoît*, négociant ;
13. Allard-Drogart, *Lactance*, avocat ;
14. Du Pré, *Gaston*, échevin ;
15. Le Hon, *Charles*, échevin ;
16. Vandergracht, *Idesbalde*, bourgmestre ;
17. Goblet, *Albert*, substitut du Procureur du Roi ;
18. De Rasse de la Failleríe, *Denis*, Président du tribunal civil ;
19. Macau-Josson, *Charles-François*, marchand de charbon ;
20. Lahure, *Nicolas*, inspecteur des accises ;
21. Trentesaux, *Pierre-Joseph*, juge au tribunal civil ;
22. Morand-Robinet, *Dominique-Antoine-Joseph*, négociant ;
23. Boucher, *Gabriël*, négociant ;
24. Du Bus, *François-Joseph*, avocat et ancien conseiller ;
25. Liénart-Sacqueleu, *Léopold-Joseph*, négociant ;
26. Thiéfry-Goblet, *Jean-Baptiste*, avocat ;
27. De Lossy de Warmée, *Jean-Baptiste*, propriétaire ;
28. Martel-Riquet, *Benoît-Constant-Gaspard*, Président du tribunal de commerce ;
29. Du Mortier, *Paul*, brasseur ;
30. Lefebvre-Mailliet, *Piat*, propriétaire ;
31. Spreux-Dumonceau, *Pierre-Joseph*, brasseur ;
32. Delbroucq, *Jean-Baptiste*, avocat ;
33. Tonnelier-Spreux, fabricant ;
34. De le Vingne-Périer, *Jean-Baptiste*, fabricant ;
35. Henry-Haghe, *Charles-Louis-Joseph*, notaire ;
36. Vinchent, *Vincent*, notaire ;

37. RUTTEAU-CAMARTE, *Louis*, propriétaire ;
38. DE LA MOTTE BARAFFE, le baron *Auguste ;*
39. GARIN, *Gilbert*, receveur de la ville ;
40. LEFEBVRE, *Auguste*, propriétaire et membre du bureau de bienfaisance ;
41. DOIGNON, *Charles*, avocat ;
42. GRULOIS, *Prudent*, agent d'affaires.

Dans sa séance du 5 novembre 1819, le collége électoral nomme *Membres du conseil*, en remplacement de MM. *De Rasse* et *Goblet*, décédés, savoir :

MM. 1° LEFEBVRE, *Léopold*, propriétaire et négociant ;
2° LAHURE, *Nicolas*, inspecteur des accises (1).

M. *Lahure* est installé. — L'installation de M. *Lefebvre* est ajournée, pour la raison que son neveu, M. *Désiré De Hults*, étant échevin, la loi l'empêchait de siéger avec lui dans le conseil sans avoir obtenu, à cet effet, des lettres de compatibilité.

Dans la même séance électorale, sont élus pour occuper les places vacantes au 2 janvier 1820, savoir :

MM. DE HULTS, *Désiré* ;
DU PRÉ, *Gaston ;*
POLLET-DATH, *Simon* ;

---

(1) Frère du baron *Lahure*, lieutenant-général au service de France, et père de MM. les généraux *Victor*, *Camille* et *Paulin Lahure*. Le lieutenant-général *Lahure*, aide-de-camp du Roi, appartient également à cette famille qui est originaire de Mons.

Vinchent, *Vincent*;
Boisacq, *Philippe*;
De le Vingne-Périer, *Jean-Baptiste*;
Trentesaux, *Pierre-Joseph*.

Par sa dépêche en date du 31 décembre 1819, M. le Gouverneur de la province informe que S. M. a appelé de nouveau aux fonctions d'*échevins*, MM. De Hults, *Désiré*, et Du Pré, *Gaston*, qui avaient été désignés par le sort pour faire partie de la sortie ordinaire du 2 janvier 1820. — Ces Messieurs prêtent serment le 11 janvier 1820, ainsi que MM. *Pollet-Dath*, *Boisacq-Spreux* et *De le Vingne-Périer*, nommés pour le renouvellement par tiers.

Le 11 janvier 1820, est installé M. *Lefebvre*, *Léopold*, nommé le 3 novembre 1819 *membre du conseil*. — M. Lefebvre avait obtenu des lettres de dispense (21 décembre 1819) de l'application de l'art. 4 du règlement organique, par lesquelles il était autorisé à siéger au conseil avec M. *De Hults*, son neveu.

15 janvier 1820. Installation de M. *Trentesaux*, réélu *membre du conseil* le 3 novembre précédent.

26 janvier 1820. Installation de M. *Vinchent*, nommé *membre du conseil* le 3 novembre 1819.

3 mars 1821. M. *Lahure*, *Nicolas*, donne sa démission de *membre du conseil*. Elle est acceptée par les États-Députés le 31 même mois.

29 octobre 1821. Le tiers sortant des *membres du col-*

lége électoral est renouvelé pour le terme de six années, à partir du 2 janvier 1822. Ce sont :

MM. 1. Lefebvre, *Léopold;*
2. Cuvelier, *François*, Procureur du Roi;
3. Le Hon, *Charles*, Echevin;
4. Du Pré, *Gaston*, Echevin;
5. Trentesaux, *Pierre-Joseph*, Membre des États-Généraux;
6. Lefebvre-Mailliet, *Piat*, propriétaire;
7. Boisacq-Spreux, *Philippe*, fabricant;
8. De Rasse de la Faillerie, *Denis*, Président du Tribunal civil;
9. Du Mortier-Willaumez, *Barthélemi-François*, négociant;
10. Lefebvre, *Auguste*, propriétaire;
11. Boucher, *Gabriël*, négociant;
12. Tonnelier-Spreux, *André-Ernest-Joseph*, fabricant;
13. Vinchent, *Vincent*, notaire;
14. Doignon, *Charles*, avocat.

Dans la séance électorale du 3 novembre 1821, MM. De Rasse de la Faillerie et le comte de Béthune, *Bernard*, sont nommés *membres du conseil*, chacun respectivement en remplacement de MM. *Dewolf* (décédé) et *Lahure* (démissionnaire). Le 8, M. De Rasse est installé. M. le comte de Béthune est installé le 17.

Dans la même séance électorale, sont nommés *Membres du conseil*, en remplacement de ceux dont les fonctions expirent le 2 janvier suivant (MM. De Formanoir, De la Motte-

Baraffe, Delehaye, De Lossy de Warmée, Le Hon, Liénart-Sacqueleu et Martel-Riquet), savoir :

MM. De Formanoir, *Hubert*;
De la Motte-Baraffe, le baron *Auguste*;
Delehaye, *Louis-Hubert*;
Le Hon, *Charles*;
Allard-Drogart, *Lactance* (1);
Liénart-Sacqueleu, *Léopold-Joseph*;
Martel-Riquet, *Benoît-Constant-Gaspard.*

Ces messieurs sont installés le 3 janvier, savoir : MM. *Le Hon* et *De Formanoir*, comme *échevins* (arrêté royal du 19 décembre 1819) et les autres comme *conseillers.*

Dans la séance électorale du 6 novembre 1822, M. Leman, *Benoît*, est nommé *membre du conseil*, en remplacement de M. *Martel-Riquet*, décédé. — M. Leman est installé le 21 décembre suivant.

Par arrêté royal du 5 septembre 1825, S. M. a statué qu'en attendant la prochaine introduction des nouveaux règlements sur l'administration des villes, il ne sera pas donné de suite ultérieure à la convocation et à la réunion des assemblées des électeurs ni à la confection des listes de candidats pour les places de Bourgmestre et d'Échevins, et qu'il sera également sursis au complétement ou renouvellement partiel des colléges électoraux.

---

(1) M. Lactance Allard devint échevin, membre du Congrès et vice-président du Conseil provincial. Il mourut en 1844.

Par arrêté royal du 22 janvier 1824, l'administration communale est composée d'un *Bourgmestre*, de trois *échevins* et d'un *conseil.* Le conseil est composé de quinze membres, indépendamment du Bourgmestre quand celui-ci est nommé hors du sein du conseil. — Les membres du conseil sont nommés par le *collége électoral* qui, à son tour, est nommé par les habitants de la ville ayant le droit de voter (art. 1er).

Le collége électoral, pour la nomination des membres du conseil, est composé de 30 membres (art. 21). — Un tiers des électeurs sortira, à tour de rôle, tous les trois ans; la première sortie aura lieu le 30 septembre 1827; le sort désignera les électeurs qui feront partie de la première, de la seconde et de la troisième sortie (art. 22).

Les membres du conseil seront élus à vie; mais si, pendant qu'ils siégent, ils perdent l'une des qualités requises ou s'ils tombent dans l'un des termes d'exclusion, ils cessent d'être membres et sont remplacés. — Le Roi fait la première nomination (art. 55).

Le collége des Bourgmestre et échevins sera renouvelé tous les six ans, à commencer au 2 janvier 1827; de sorte qu'au 2 janvier 1827, un des échevins; au 2 janvier 1829, les deux autres sortiront d'après la désignation du sort; enfin, au 2 janvier 1831, sortira le Bourgmestre.

Par arrêté royal du 8 mars 1824, sont nommés :

MEMBRES DU CONSEIL:

MM. 1. De Béthune, le comte *Bernard,* chambellan de S. M., chevalier du Lion Belgique et de St-Jean de Jérusalem;

2. De Hults, *Désiré*;
3. Le Hon, *Charles*;
4. Du Pré, *Louis*;
5. De Rasse, *Réné-Ghislain-Joseph;*
6. Allard, *Lactance;*
7. Boucher, *Gabriël;*
8. Du Bus, *François-Louis-Joseph;*
9. Rutteau-Camarte, *Louis;*
10. De la Motte Baraffe, le baron *Emmanuël-Auguste-Marie-Joseph*;
11. Delehaye, *Louis;*
12. De le Vingne, *Jean-Baptiste*;
13. Presin, *Jean-Baptiste-Charles-Joseph;*
14. Lefebvre, *Léopold*;
15. Lecocq, *Charles*.

Et parmi eux aux fonctions de

BOURGMESTRE :

M. de Béthune, le comte *Bernard*.

ÉCHEVINS :

MM. De Hults, *Désiré;*
Le Hon, *Charles*;
Du Pré, *Louis*.

SECRÉTAIRE :

M. Drogart, *Romain*, secrétaire actuel.

Le 27 mars, M. *de Béthune* prête serment entre les mains du Gouverneur.

8 avril 1824. Prestation de serment par MM. *De Hults*, *Le Hon*, *Du Pré*, *Lecocq*, *Lefebvre*, *De le Vingne*, *De la Motte*, *Delehaye*, *Allard*, *Rutteau*, *Presin*, *Du Bus* et *De Rasse*. Le 19, M. *Boucher* prête également serment (1).

19 avril 1824. Installation de la nouvelle administration de la ville, nommée par arrêté royal du 8 mars 1824.

1er juin 1826. M. *De la Motte Baraffe* donne sa démission de membre du conseil.

17 août 1826. Nomination des Membres du collége électoral. Sont proclamés :

MM. 1. Le Hon, *Charles*, échevin ;
2. De Hults, *Désiré*, id. ;
3. De Béthune, le comte *Bernard*, bourgmestre ;
4. Dath, *Charles* ;
5. Cuvelier, *François*, Procureur du Roi ;
6. Lecocq, *Charles*, conseiller de régence ;
7. Du Pré, *Gaston*, juge-de-paix ;
8. Boisacq, *Philippe* ;
9. Delehaye, *Louis*, conseiller de régence ;
10. De le Vingne, *Jean-Baptiste*, id. ;
11. Du Bus, *François*, id. ;

(1) Voici la formule de ce serment : « Je jure que je concourrai, autant qu'il est en moi, au bien-être et à la prospérité de la ville, conformément à la loi fondamentale, aux lois générales et à ce qui est prescrit par le règlement de la ville ; que j'assisterai fidèlement aux assemblées du conseil ; que, pour me faire nommer, je n'ai promis ou donné et ne donnerai à qui que ce soit aucuns dons ou présens, directement ou indirectement. »

12. Boucher-Lefebvre, conseiller de régence;
13. Allard, *Lactance*, id.;
14. Macau, *Charles*, négociant;
15. Leman, *Benoît*, négociant;
16. Rutteau-Camarte, *Louis*, conseiller de régence;
17. Goblet, *Albert*, capitaine du génie (1);
18. Du Mortier, *Barthélemi-François*;
19. Bron, *Pierre-Joseph*, marchand de vin;
20. Liénart-Sacqueleu, *Léopold-Joseph*, propriétaire;
21. Crepin, *Léopold*, avocat;
22. De Rasse, *Réné*, conseiller de régence;
23. Doignon, *Charles*, avocat (2);
24. Lefebvre, *Auguste*, propriétaire;
25. Chaffaux, *Constantin*;

(1) C'est aujourd'hui le lieutenant-général, comte Goblet d'Alviella, dont M. Théod. Juste vient de publier la biographie. M. le comte Goblet est né à Tournai le 26 mai 1790; après avoir servi la France, de 1811 à 1815, et les Pays-Bas, du 27 janvier 1815 au 14 octobre 1830, il entra au service belge comme colonel-directeur du génie et fut, peu de temps après, nommé général de brigade, inspecteur-général des fortifications et du génie; envoyé en mission auprès de la Conférence de Londres, il fut ensuite nommé Commissaire-général de la guerre sous le Gouvernement provisoire, puis Ministre de la guerre dans le premier ministère du Régent. Il fut successivement Ministre d'État, Ministre des affaires étrangères, à deux époques différentes, lieutenant-général (5 juillet 1835), membre de la Chambre des Représentants pour Tournai (1831-1833), pour Bruxelles (1833-1834 et 1836-1837), de nouveau pour Tournai (1843-1848) et enfin, après sa mise à la retraite comme lieutenant-général (24 février 1854), il reçut un nouveau mandat de Représentant, au mois de juin suivant, par les électeurs de l'arrondissement de Bruxelles.

(2) Plus tard Membre de la Chambre des Représentants de 1833 à 1842, puis Commissaire des monnaies. Il mourut, en 1864, chanoine de Tournai.

26. DE FORMANOIR, *Hubert* (1);
27. TONNELIER, *Ernest;*
28. HENRY, *Charles*, notaire ;
29. CROMBÉ, *Auguste,* marchand de vin ;
30. VINCHENT, *Vincent*, notaire.

Par sa lettre du 1er septembre, M. *Barthélemi Du Mortier* déclare ne pouvoir accepter les fonctions de *Membre du collége électoral.*

Le 7 octobre 1826, le collége électoral nomme M. VINCHENT, *Benoît-Vincent*, notaire royal, aux fonctions de *Membre du conseil*, en remplacement de M. De la Motte Baraffe, dont la démission a été acceptée. — M. Vinchent est installé le 13 du même mois.

Par arrêté royal du 25 décembre 1826, M. DE HULTS, *Désiré*, désigné par le sort pour la sortie du 2 janvier 1827, est maintenu dans ses fonctions d'*Echevin*.

Résultat des élections qui ont eu lieu au mois d'août 1827 pour le remplacement du tiers sortant du *collége électoral*, et pour la nomination à la place vacante par la démission de M. *Du Mortier-Willaumez.*

Sont proclamés pour le terme de neuf ans :

MM. 1. DE BÉTHUNE, le comte *Bernard,* Bourgmestre ;
2. CUVELIER, *François*, Procureur du Roi ;
3. DU BUS, *François*, avocat et conseiller de régence;

(1) Père de MM. les échevins *Alphonse* et *Eugène de Formanoir*.

4. **Leman**, *Benoît*, négociant;
5. **Boisacq-Spreux**, *Philippe*, fabricant;
6. **Boucher**, *Gabriël*, conseiller de régence;
7. **Allard-Drogart**, *Lactance*, avocat et conseiller de régence;
8. **De Rasse**, *Réné*, conseiller de régence;
9. **Pollet-Dath**, *Simon*, négociant;
10. **Savart-Martel**, *Auguste*, avocat (1);
11. **Goblet**, *Albert*, capitaine et commandant du génie à Menin.

Ce dernier, pour le terme de six ans, en remplacement de M. *Du Mortier-Willaumez*.

8 novembre 1828. M. Boisacq-Spreux, nommé *Membre du conseil* en remplacement de M. Presin du Hennocq, décédé le 23 septembre, prête serment et est installé.

Par sa lettre du 31 décembre 1828, M. le Gouverneur informe que S. M. a maintenu dans leurs fonctions d'*Echevins*, MM. Le Hon, *Charles*, et Du Pré, *Louis*, que le sort avait désignés pour la sortie du 2 janvier 1829.

1er octobre 1829. M. Thiéfry-Goblet, *Jean-Baptiste*, avocat, est élu *Membre du conseil*, en remplacement de M. *Delehaye* (décédé).

---

(1) M. Savart-Martel, né à Troyes en 1779, mourut à Tournai le 3 décembre 1846. Il était Membre de la Chambre des Représentants et du bureau de bienfaisance. Il a laissé deux fils : l'aîné, M. *Victor Savart*, Sénateur de 1848 à 1857, est mort Représentant et Échevin de Tournai; le plus jeune, M. *Auguste Savart*, est Bourgmestre de Kain.

Le 18 septembre 1830, sont élus *Membres du collége* électoral, savoir :

1° Pour le terme de neuf ans, en remplacement du tiers sortant,

MM. 1. Crombé, *Auguste*, marchand de vin ;
2. Chaffaux, *Constantin*, receveur des hospices ;
3. Du Pré, *Gaston*, juge-de-paix ;
4. Lecocq, *Charles*, conseiller de régence ;
5. De Hults, *Désiré*, échevin ;
6. Lefebvre-Meuret, *Marc-Robert-Ghislain*, propriétaire (1) ;
7. Doignon, *Charles*, avocat ;
8. Liénart-Sacqueleu, *Léopold-Joseph*, avocat ;
9. Henry-Haghe, notaire ;
10. De le Vingne-Perier, *Jean-Baptiste*, conseiller de régence.

2° Pour le terme de trois ans, en remplacement de MM. *Delehaye*, *Auguste Lefebvre* et *Macau-Josson*, décédés,

MM. Des Enffans du Ponthois, *Philippe*, propriétaire ;
Delmarle, *Léopold*, négociant ;
Errembault du Maisnil, *Adolphe*, propriétaire.

3° M. Crepin, *Léopold*, avocat, en remplacement de

---

(1) Sénateur de Roulers de 1831 à 1839, et père de M. *Lefebvre-Rose*, aujourd'hui Conseiller communal et Président du Conseil des prud'hommes.

M. *Goblet*, *Albert*, mais éventuellement et si le Roi décide que ce dernier, dont la sortie a été fixée au 30 septembre 1833, a perdu à Tournai ses droits électoraux, à cause de son changement de domicile.

GOUVERNEMENT NATIONAL.

Le 28 septembre 1830, les bourgeois de Tournai s'emparent de toutes les portes de la ville (1).

Le lendemain, les délégués du Gouvernement provisoire, MM. le chevalier Hotton et le vicomte de Nieuport, autorisent la régence à s'adjoindre quinze membres.

L'élection de ces 15 membres a lieu le même jour. Sont nommés :

MM. 1. Leman, *Benoit ;*
2. Dumon-Du Mortier, *Auguste ;*
3. Du Mortier-Rutteau, *Barthélemi-Charles ;*
4. Dath, *Charles* ;
5. Cuvelier, *François ;*
6. Paris, *Henri ;*

(1) La garnison, qui s'était renfermée dans la citadelle, ne se rendit que le 3 octobre.

7. Hubert-Freniau, *Augustin;*
8. Brédart, *Léopold;*
9. Savart-Martel, *Auguste* ;
10. Pollet-Dath, *Simon ;*
11. Crombé, *Auguste ;*
12. Lefebvre-Meuret, *Marc ;*
13. Doignon, *Charles,* avocat ;
14. Delehaye-Verdure, *Louis ;*
15. Liénart-Lefebvre, *Victor-Aimé-Joseph.*

Quinze nouveaux membres étant adjoints aux anciens, le conseil prend la résolution de renforcer aussi le collége de quatre membres nommés dans son sein. Sont nommés :

MM. Lecocq, *Charles* ;
Dumon-Du Mortier, *Auguste ;*
Du Bus, *François* ;
Lefebvre, *Léopold.*

Le lendemain, il est donné connaissance au public de la nouvelle administration de la ville.

Dans la séance du conseil du 12 octobre 1830, M. *Lefebvre-Meuret*, commissaire-spécial faisant fonctions de Gouverneur de l'arrondissement de Tournai, donne lecture d'un arrêté du Gouvernement provisoire qui révoque M. le comte de Béthune de ses fonctions de Bourgmestre.

Le commissaire fait ensuite lecture d'un second arrêté qui nomme M. *Dumon-Du Mortier* aux fonctions de Bourgmestre de la ville de Tournai. M. Dumon proteste de n'avoir pas demandé cette place et se réserve de faire connaître s'il accepte. — Le lendemain, il déclare ne pas accepter.

Enfin, un troisième arrêté nomme provisoirement *échevin* M. Du Bus, *François*, en remplacement de M. *Le Hon* qui pourra reprendre ses fonctions à son retour. M. Du Bus déclare formellement qu'il n'accepte pas.

31 octobre 1830. Installation des Membres de la nouvelle administration, nommés la veille par les électeurs.

Les élus du peuple prennent séance aux places que leur assignent leurs fonctions et leurs suffrages, savoir :

BOURGMESTRE :

M. Le Hon, *Charles*.

ÉCHEVINS :

MM. De Hults, *Désiré* ;
Allard, *Lactance* ;
Vinchent, *Vincent*.

MEMBRES DU CONSEIL :

MM. Leman, *Benoît*;
Lefebvre, *Léopold*;
Lecocq, *Charles* ;
De le Vingne-Périer, *Jean-Baptiste*;
Savart-Martel, *Auguste*;
Pollet-Dath, *Simon* ;
Hubert, *Augustin*;
Des Enffans du Ponthois, *Philippe* ;
Gilson-Rasez, *Louis* ;
Thiéfry-Goblet, *Jean-Baptiste* ;
Sacqueleu, *François*, père.

Le 8 mars 1831, M. *Le Hon* donne sa démission de *bourgmestre* (1).

Le 12 mars 1831, M. *De Hults* donne sa démission d'*Echevin* pour raison de santé, offrant de ne se retirer que dans un mois, lorsqu'il sera remplacé. — Le 19, M. De Hults annonce qu'il restera en fonctions jusqu'au 1er mai, mais qu'il ne pourra les prolonger au-delà, quel que soit alors l'état de sa santé.

Le 7 avril, les Membres du conseil, présents à la séance, prêtent serment entre les mains du bourgmestre.

18 mai 1832. Installation de MM. DE HULTS, *Désiré*, DUMON-DU MORTIER, *Auguste*, et DELEHAYE-VERDURE, *Louis*, respectivement nommés *Bourgmestre, Échevin* et *Membre du conseil*, les deux premiers par l'assemblée électorale du 13 du même mois, et le dernier par celle du 14.

Dans la même assemblée électorale du 13 mai, M. LECOCQ-DALUIN, *Charles*, est nommé *suppléant du Bourgmestre*, et M. DE LE VINGNE-PERIER est nommé *suppléant des Échevins*. M. De le Vingne n'accepte pas.

Dans la séance électorale du 14 même mois, M. DE FORMANOIR, *Hubert*, propriétaire, est nommé *Membre suppléant* du conseil de régence.

---

(1) M. le comte Charles Le Hon, né en 1792, fut membre de la seconde chambre des États-Généraux, Ministre belge auprès du Gouvernement français de 1830 à 1841, membre de la Chambre des Représentants de 1831 à 1833 et de 1846 à 1856. Il est mort à Paris en 1868.

Le 20 août 1831, M. *Lactance Allard*, échevin, donne sa démission.

Dans l'assemblée électorale du 5 décembre 1831, MM. De le Vingne-Perier et Allard-Drogart, *Lactance*, sont respectivement nommés *Échevin* et *Membre du conseil.* M. De le Vingne est installé le même jour, et M. Allard, le 24.

Le même jour, MM. Delehaye-Verdure, *Louis*, et Rutteau-Camarte, *Louis*, sont respectivement nommés *suppléants* de l'échevin et du conseiller qui viennent d'être élus.

Par sa lettre du 11 août 1835, M. *Dumon-Du Mortier*, échevin, donne sa démission.

Dans l'assemblée électorale des notables du 12 octobre 1835, MM. Neve, *François*, négociant, et Chuffart-Parfait, *Louis*, sont respectivement nommés *Echevin* et *Membre du conseil*, en remplacement de M. *Dumon-Du Mortier*, démissionnaire, et de M. *Leman*, décédé. Ils sont installés le 31 octobre.

Dans la même assemblée électorale, M. Du Mortier, *Louis*, est nommé *suppléant* de l'échevin nommé le même jour, et M. Dumon-Du Mortier, *suppléant* du conseiller de régence, également nommé le même jour.

En vertu de la loi communale promulguée le 30 mars 1836, l'administration de la ville de Tournai est confiée à un *corps communal* composé d'un *Bourgmestre*, de quatre *Échevins* et de treize *Conseillers*. Les conseillers commu-

naux sont élus directement par les habitants ; le bourgmestre et les échevins sont choisis par le Roi, mais dans le sein du conseil. Tous ces administrateurs restent en fonctions pendant six années et se renouvellent par moitié tous les trois ans. Le secrétaire et le receveur sont nommés et peuvent être suspendus et révoqués par le conseil, sous l'approbation de la Députation permanente du conseil provincial.

27 août 1836. Installation de l'administration instituée par la loi du 30 mars 1836.

Sont installés, savoir : MM. les échevins dans l'ordre de leur nomination (arrêté royal du 19 août 1836), et MM. les conseillers dans l'ordre des suffrages des élections qui ont eu lieu les 14 et 15 juillet, ainsi qu'il suit :

BOURGMESTRE :

M. De Hults, *Désiré*.

ÉCHEVINS :

MM. De le Vingne-Périer, *Jean-Baptiste* ;
Neve, *François*, négociant ;
Thiéfry, *Jean-Baptiste*, avocat ;
Du Mortier, *Louis*, négociant.

CONSEILLERS :

MM. Chuffart, *Louis*, brasseur ;
Hubert, *Augustin*, juge ;
Savart-Martel, *Auguste*, avocat ;
Sacqueleu, *François*, négociant ;

Dumon-Du Mortier, *Auguste*;
Gilson, *Louis*, avocat et négociant;
Du Bus, *Edmond*, avocat;
Dereine, *Eugène*, juge d'instruction au tribunal civil;
Cambier, *Etienne*, docteur en médecine;
Duquesnoy, *Louis*, avocat;
Lepez, *Edouard*;
Henry, *Charles*, docteur en droit et notaire;
Quevauxvillers, *Louis*, banquier.

Par sa lettre du 23 novembre 1836, M. *Lepez-Désevré* donne sa démission de *Membre du conseil.*

Par arrêté royal du 6 février 1837, M. Drogart, *Romain-Hubert-Joseph,* secrétaire actuel, est nommé *secrétaire* de la ville.

Le 3 avril 1837, M. Lefebvre, *Léopold*, fils, est élu *Membre du conseil*, en remplacement de M. *Lepez-Désevré*, démissionnaire. M. Lefebvre est installé le 29.

19 janvier 1839. M. Fineau, *Emile*, avocat, est nommé *secrétaire-adjoint*, en remplacement de M. *Bélin*, *Antoine*, appelé aux fonctions de juge au tribunal civil.—Cette nomination est confirmée par le conseil, le 7 décembre, même année.

Par sa lettre du 22 juillet 1839, M. *Lefebvre*, *Léopold* fils, donne sa démission de *Membre du conseil.*

7 décembre 1839. Installation de M. De Rasse, *Alphonse*,

élu le 30 octobre *Membre du conseil*, en remplacement de M. Lefebvre, Léopold, fils (1).

2 janvier 1840. Installation des conseillers élus par le collége électoral, à cause du renouvellement triennal, les 28 et 30 octobre 1839. Ce sont :

MM. NEVE, *François;*
DU MORTIER, *Louis ;*
SAVART-MARTEL, *Auguste ;*
SACQUELEU-TONNELIER, *François ;*
DUMON-DU MORTIER, *Auguste ;*
DU BUS, *Edmond ;*
DEREINE, *Eugène ;*
HENRY, *Charles*, fils ;
GILSON, *Louis.*

Par arrêté royal du 27 janvier 1840, MM. NEVE, *François*, et DU MORTIER, *Louis*, sont nommés *Echevins* pour le terme de six ans.

---

(1) Voici les paroles que M. le bourgmestre adressa à M. Alphonse De Rasse : « Je vous prie d'agréer mes félicitations pour la marque de » confiance que viennent de vous accorder vos concitoyens, en vous » appelant au conseil communal. J'ai la certitude que vous répondrez, » par votre zèle et votre dévouement, à ce qu'ils sont en droit d'atten- » dre de vous. Vous avez plus que tout autre un noble exemple à sui- » vre, celui de M. votre père qui a laissé dans cette cité les souvenirs » les plus honorables, pour les importants services qu'il y a rendus. » C'est pour les reconnaître que le conseil décida que son buste serait » placé dans la salle de ses séances, et je ne doute nullement que sa » vue ne soit pour vous l'objet d'une noble émulation dans la carrière » que vous allez parcourir. »

18 septembre 1840. M. *Quevauxvillers* donne sa démission de *Membre du conseil.* Elle est acceptée.

12 décembre 1840. Installation de M. Le Maistre d'Anstaing, *Idesbalde* (1), élu *Membre du conseil* le 5 novembre, en remplacement de M. *Quevauxvillers*, démissionnaire.

13 février 1841. M. *Allard-Drogart* donne sa démission de *Membre du conseil.*

24 juillet 1841. Installation de MM. Allard-Kuppens, *Adolphe*, et De Bettignies, *Henri*, nommés *Membres du conseil* le 22 juin précédent, en remplacement de MM. *Lactance Allard*, démissionnaire, et *Jean-Baptiste De le Vingne*, décédé (2).

Par arrêté royal du 13 août 1841, M. De Rasse, *Alphonse*, est nommé *Echevin*, en remplacement de M. *De le Vingne*, décédé. — M. De Rasse est installé en cette qualité le 23 du même mois.

Par suite de la loi du 30 juin 1842, qui modifie celle du 30 mars 1836, le Conseil communal détermine le fraction-

(1) M. Le Maistre d'Anstaing est décédé, en 1867, Président du bureau de bienfaisance, Membre de la Commission royale des monuments, Membre de la Commission directrice des travaux de restauration de la cathédrale, et Bourgmestre de Braffe. Il fut conseiller provincial pendant plusieurs années. M. d'Anstaing publia, en 1842, un ouvrage très-remarquable, intitulé : *Recherches sur l'histoire et l'architecture de l'église cathédrale de Notre-Dame de Tournai*, 2 vol. in-8°.

(2) M. l'échevin De le Vingne-Périer était le père de M. *Adolphe De le Vingne*, conseiller à la Cour d'appel de Bruxelles.

nement de la ville en trois sections électorales, qui se composeront de la manière suivante : La première, de la 1re et de la 5e section territoriale ; — la seconde, de la 2e section territoriale ; — la troisième, de la 3e et de la 4e section territoriale. Les quartiers électoraux ainsi formés comprennent : le premier, 8,751 habitants, — le second, 8,277, — le troisième, 7,495. La moyenne des habitants à élire un conseiller étant de 1,290, la répartition des nominations à faire s'est opérée de la manière suivante : pour le premier quartier, sept conseillers, dont quatre pour la première série ; pour chacun des deux autres quartiers, six conseillers, dont trois pour la première série.

Par arrêté royal du 28 décembre 1842, M. De Hults, *Désiré*, est nommé *Bourgmestre*. Le 4 janvier suivant, M. De Hults prête serment entre les mains de M. le Commissaire d'arrondissement délégué par M. le Gouverneur.

Par arrêtés royaux du même jour, MM. Thiéfry, *Jean-Baptiste* et De Rasse, *Alphonse*, sont nommés *Échevins* pour le terme de 8 ans.

5 janvier 1843. Installation des *Membres du conseil*, réélus le 25 octobre précédent. Ce sont :

MM. Thiéfry, *Jean-Baptiste* ;
De Rasse, *Alphonse*;
Cambier, *Étienne*, } nommés par deux sections,
Allard-Kuppens, } ils optent pour la première.

7 janvier 1843. Installation de M. De Bettignies, *Henri*, élu conseiller le 25 octobre précédent par deux sections, et qui a depuis opté pour la seconde.

27 janvier 1843. Installation de MM. Bélin, *Antoine* et De Formanoir, *Alphonse*, élus *Membres du conseil* par la 3e section électorale, le 23 décembre précédent, en remplacement de MM. *Allard-Kuppens* et *Cambier*, qui ont opté pour la première section.

3 février 1843. Installation de M. Crombez, *Victor*, élu *Membre du conseil*, le 23 décembre, en remplacement de M. *De Bettignies*, élu dans deux sections et qui a opté pour la seconde.

29 septembre 1843. M. Fineau, *Émile*, secrétaire-adjoint, est nommé *Secrétaire* de la ville, en remplacement de M. *Drogart*, admis à la pension. Cette nomination est ratifiée par un arrêté de la Députation permanente du 13 octobre. M. Fineau est installé le 20 octobre suivant.

20 janvier 1844. Installation de M. le comte Le Hon, *Charles*, élu *Membre du conseil* par la première section électorale, le 14 décembre précédent, en remplacement de M. *Chuffart*, décédé.

6 septembre 1845. M. *Crombez*, *Victor*, donne sa démission de *Membre du conseil*.

3 janvier 1846. Installation des *Membres du conseil*, réélus le 25 octobre, par suite du renouvellement de la 2e moitié. Ce sont :

MM. Neve, *François* ;
Du Mortier, *Louis*;
Sacqueleu-Tonnelier, *François*;

DUMON-DU MORTIER, *Auguste;*
DU BUS, *Edmond;*
DEREINE, *Eugène;*
HENRY, *Charles;*
GILSON-RASEZ, *Louis.*

17 janvier 1846. Installation de M. *Savart-Martel*, conseiller réélu le 25 octobre.

28 février 1846. MM. NEVE, *François*, et DU MORTIER, *Louis*, nommés *Échevins* par arrêté royal du 24 janvier, prêtent serment et sont installés en cette qualité.

Le 8 août 1846, la démission de Membre du conseil de M. *Victor Crombez-Durot* est acceptée.

30 janvier 1847. Installation de M. le baron DELFOSSE D'ESPIERRES, *Ghislain*, élu *Membre du conseil* par la 3e section électorale, le 8 décembre 1846, en remplacement de M. *Victor Crombez*, démissionnaire.

Par résolution du conseil du 14 août 1847, la démission de *Membre du conseil* de M. DUMON-DU MORTIER, nommé Gouverneur dn Hainaut, est acceptée.

Le 22 août 1848, il est procédé au renouvellement intégral du conseil communal, conformément à l'arrêté royal du 1er du même mois. Le nouveau conseil se trouve composé de 21 membres, au lieu de 19 qui formaient l'ancienne administration. Cette augmentation du nombre des conseillers est la conséquence de la loi du 18 avril 1848, qui a donné une nouvelle classification aux communes pour la formation des conseils communaux.

Les membres élus sont :

MM. Dumon-Du Mortier, *Auguste* ;
De Bettignies, *Henri ;*
Neve, *François ;*
Rose-Boucher, *Pierre-Louis-Joseph* ;
Delfosse d'Espierres, le baron *Ghislain ;*
Henry, *Charles ;*
Du Mortier, *Louis ;*
Gilson-Rasez, *Louis ;*
De Formanoir, *Alphonse ;*
Du Bus, *Edmond ;*
De Rasse, *Alphonse* ;
Pollet, *Raphaël ;*
Cambier, *Etienne ;*
Dereine, *Eugène ;*
Thiéfry-Goblet, *Jean-Baptiste* ;
Crombez-Feyerick, *Louis ;*
Buffin-De Hults, *Achille ;*
Overman, *Gustave* ;
Bélin, *Antoine ;*
Allard-Kuppens, *Adolphe ;*
Cherequefosse, *Louis.*

Par arrêté royal du 9 octobre 1848, sont nommés :

BOURGMESTRE :

M. Dumon-Du Mortier, *Auguste.*

ÉCHEVINS :

MM. Neve, *François ;*
Thiéfry-Goblet, *Jean-Baptiste* ;

Du Mortier, *Louis*;
De Rasse, *Alphonse*.

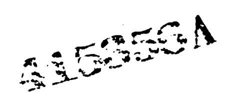
17 octobre 1848. Installation des *Membres du conseil* élus le 22 août, à l'exception de M. *Allard-Kuppens*, qui est installé le 21 du même mois.

Le 28 octobre 1851, il est procédé à la nomination de dix conseillers en remplacement de MM. *Neve*, *De Rasse*, *De Bettignies*, *Henry*, *Gilson* (décédé le 25 avril 1849), *De Formanoir*, *Cambier*, *Overman*, *Bélin* et *Allard-Kuppens*, qui ont été désignés par le sort pour faire partie de la première série des membres sortants du conseil, dont le mandat expire le 31 décembre. Sont élus :

MM. De Bettignies, *Henri*;
Bélin, *Antoine*;
Henry, *Charles*;
De Rasse, *Alphonse*;
Overman, *Gustave*;
Allard-Kuppens, *Adolphe*;
De Formanoir, *Alphonse*;
Neve, *François*;
Cambier, *Etienne*;
Chuffart, *Louis*.

Le lendemain, M. Théry, *Julien*, est élu *Membre du conseil*, en remplacement de M. le baron *Ghislain Delfosse d'Espierres*, démissionnaire. M. Théry est installé le 5 décembre.

Par arrêté royal du 18 janvier 1852, MM. *De Rasse*, *Alphonse*, et *De Formanoir*, *Alphonse*, sont nommés *éche-*



vins, ce dernier en remplacement de M. *François Neve*, directeur du mont-de-piété. — Ces Messieurs sont installés le 28 du même mois.

Le 28 décembre 1852, MM. Dumon, *Henri*, et Pirson, *André*, sont élus *Membres du conseil*, le premier en remplacement de son père, M. *Dumon-Du Mortier*, décédé (1), le second, en remplacement de M. *Eugène Dereine*, également décédé (2).

31 octobre 1854. Il est procédé au renouvellement de la seconde moitié du conseil communal. Voici, selon l'ordre des suffrages obtenus, les noms des Conseillers réélus :

ÉLECTION DU MATIN :

M. Dumon, *Henri* (pour la section extra-muros).

ÉLECTION DE L'APRÈS-MIDI :

MM. Pirson, *André*;
Du Mortier, *Louis*;
Du Bus, *Edmond*;

---

(1) M. Dumon-Du Mortier, décédé le 28 janvier 1852, faisait partie du Sénat depuis 1835 et en était le Président depuis 1848. Il était le père de M. *Auguste Dumon*, ancien Représentant et ancien Ministre des travaux publics, et de MM. *Henri* et *Édouard Dumon*, respectivement conseiller communal et juge au tribunal de première instance. M. Henri Dumon est, en même temps, Président de la Chambre de commerce. M. Dumon-Du Mortier était, par sa femme, neveu de M. le Maire De Rasse.

(2) M. Eugène Dereine était le père de M. *Victor Dereine*, avocat et membre de l'administration des hospices, et de M. *Charles Dereine*, conseiller communal, membre du bureau de bienfaisance et vice-président du tribunal de première instance.

CROMBEZ, *Louis* ;
THÉRY, *Julien* ;
POLLET, *Raphaël* ;
ROSE-BOUCHER, *Joseph* ;
THIÉFRY, *Jean-Baptiste* ;
BUFFIN-DE HULTS, *Achille* ;
CHEREQUEFOSSE, *Louis*.

Par arrêté royal du 17 janvier 1855, sont nommés :

BOURGMESTRE :

M. DE RASSE, *Alphonse*.

ÉCHEVINS :

MM. THIÉFRY, *Jean-Baptiste* (1) ;
DU MORTIER, *Louis* ;
ALLARD-KUPPENS, *Adolphe*.

26 janvier 1855. Installation des conseillers réélus le 31 octobre et de MM. *Thiéfry* et *Du Mortier*, échevins.

1er février 1855. Installation de MM. *Alphonse De Rasse* et *Allard-Kuppens*, nommés respectivement bourgmestre et échevin par l'arrêté royal du 17 janvier. M. De Rasse avait, le 27 janvier, prêté serment entre les mains de M. le Gouverneur.

---

(1) Depuis la mort de M. Dumon, c'est-à-dire pendant trois ans, M. Thiéfry-Goblet, le plus ancien des échevins, avait rempli les fonctions de Bourgmestre.

Le 29 juillet 1856, sont élus *Membres du conseil*, en remplacement de MM. *Cherequefosse*, *Théry* et *Rose*, décédés :

MM. Savart, *Victor*, sénateur ;
Chaffaux, *Constantin*, receveur des hospices ;
Dupret, *Louis*, notaire.

Ils sont installés le 30 août.

Le 27 octobre 1857, les dix conseillers sortants par suite d'expiration de mandat sont réélus. Voici leurs noms, classés d'après le nombre de suffrages qu'ils ont obtenus :

MM. Henry, *Charles;*
Bélin, *Antoine* ;
Overman, *Gustave;*
De Rasse, *Alphonse;*
Allard-Kuppens, *Adolphe* ;
De Bettignies, *Henri;*
Neve, *François* ;
De Formanoir, *Alphonse* ;
Chuffart, *Louis;*
Cambier, *Etienne*.

Le même jour, M. Renard-Van Iseghem, *Louis*, est élu *Membre du conseil*, en remplacement de M. *Raphaël Pollet*, décédé le 30 mai précédent, et dont le mandat devait expirer le 31 décembre 1860. M. Renard est installé le 5 décembre.

Des arrêtés royaux, en date du 9 janvier 1858, nomment :

BOURGMESTRE :

M. De Rasse, *Alphonse*.

ÉCHEVINS :

MM. De Formanoir, *Alphonse* ;
Allard-Kuppens, *Adolphe*.

Le 16, M. De Rasse prête serment entre les mains de M. le Gouverneur, et le même jour il procède à l'installation des conseillers réélus le 27 octobre.

Le 30 octobre 1860, les dix conseillers, dont le mandat expire le 31 décembre suivant, sont réélus. Ce sont :

MM. Dumon, *Henri* (pour la section extra-muros) ;
Du Mortier, *Louis ;*
Du Bus, *Edmond ;*
Crombez, *Louis* ;
Dupret, *Louis ;*
Goblet-Thiéfry, *Firmin*, en remplacement de M. *Thiéfry-Goblet* (1);
Savart, *Victor ;*
Renard-Van Iseghem, *Louis ;*
Pirson, *André ;*
Buffin, *Achille* ;
Chaffaux, *Constantin*.

---

(1) M. Thiéfry-Goblet, membre de l'administration depuis 31 ans, avait décliné le renouvellement de son mandat.

Par arrêté royal en date du 17 décembre 1860, sont nommés :

BOURGMESTRE :

M. De Rasse, le baron *Alphonse.*

ÉCHEVINS :

MM. Du Mortier, *Louis* ;
Savart, *Victor.*

Le 31, M. De Rasse prête serment entre les mains de M. le Gouverneur, et, le 4 janvier, il procède à l'installation des conseillers élus le 30 octobre.

5 octobre 1861. M. Semet, *Jean-Baptiste*, chef de bureau, est nommé *Secrétaire-adjoint.*

19 octobre 1861. M. Dubiez, *Emile*, avocat, est nommé *Secrétaire communal*, en remplacement de M. *Fineau*, nommé Commissaire de l'arrondissement de Tournai. Cette nomination est approuvée par la Députation permanente le 25 du même mois. M. Dubiez est installé le 3 novembre suivant.

Par arrêté royal en date du 24 mai 1862, M. Goblet, *Firmin*, est nommé *échevin*, en remplacement de M. *Savart*, décédé. M. Goblet est installé le 31 du même mois.

27 octobre 1863. Sont élus *Membres du conseil :*

MM. De Bettignies, *Henri ;*
Bélin, *Antoine ;*

De Rasse, le baron *Alphonse*,
Allard-Kuppens, *Adolphe* ;
De Formanoir, *Alphonse* ;
Henry, *Charles* ;
Overman, *Gustave* ;
Nève, *François* ;
Fontaine, *Léopold* ;
Le Ray, *Adolphe*.

Les 8 premiers, par suite de l'expiration de leur mandat, et MM. *Fontaine* et *Le Ray*, en remplacement de MM. *Chuffart* et *Cambier*.

Le lendemain, MM. Roger, *Émile*, et Delwart, *Louis*, sont élus *Membres du conseil*, en remplacement de MM. *Savart* et *Dupret*, décédés. Ils sont installés le 14 novembre.

Par arrêté royal en date du 17 décembre 1863, sont nommés :

BOURGMESTRE :

M. De Rasse, le baron *Alphonse*.

ÉCHEVINS :

MM. Allard-Kuppens, *Adolphe* ;
Delwart, *Louis* (en remplacement de M. *De Formanoir*, décédé) (1).

---

(1) M. Delwart est le petit-fils de M. Louis-François Delwart, échevin de Tournai en 1793, 1795 et conseiller communal en 1804. (V. pp. 33, 38 et 62.)



Le 19, M. *Delwart*, échevin, est installé.

2 janvier 1864. Installation des conseillers élus le 27 octobre précédent.

Par arrêté royal du 10 juin 1864, M. Fontaine, *Léopold*, est nommé *Échevin*, en remplacement de M. *Allard-Kuppens*, décédé. Il est installé le 14 du même mois.

25 juin 1864. M. Canler, *Adolphe*, avocat, est nommé *Secrétaire communal*, en remplacement de M. *Dubiez*, décédé le 17 mars 1863. Cette nomination est approuvée par la Députation permanente le 30 du même mois, et M. Canler est installé le 19 juillet.

16 janvier 1865. Sont élus *Membres du conseil*, en remplacement de MM. *De Formanoir* et *Allard-Kuppens*, décédés, et de M. *Henry*, démissionnaire :

MM. Delye, *Charles* (1);
Macau, *Edmond*;
De Formanoir, *Eugène*.

Le même jour, après-midi, M. Wattiez, *Philippe*, est également nommé *Conseiller*, en remplacement de M. *Pirson*, démissionnaire, dont le mandat expirait le 31 décembre 1866.

---

(1) M. Charles Delye est le petit-neveu et filleul de M. Charles Marlier (et non Marlière), cité à la page 61 comme Maire-adjoint. M. Hebbelinck-Philippart, ancien magistrat, était l'aïeul maternel de M. Delye.

3 février 1865. Installation de MM. *Delye*, *Macau*, *De Formanoir* et *Wattiez*, conseillers élus le 16 janvier.

8 avril 1865. M. Semet, *Jean-Baptiste*, secrétaire-adjoint, est nommé *Receveur communal*, en remplacement de M. le comte *Errembault de Dudzeele*, décédé. Il est installé le 6 mai.

30 octobre 1866. Les membres du conseil dont le mandat expire le 31 décembre, sont réélus. Ce sont :

MM. Goblet, *Firmin* ;
Buffin-De Hults, *Achille* ;
Crombez, *Louis* ;
Roger, *Emile* ;
Chaffaux, *Constantin* ;
Renard-Van Iseghem, *Louis* ;
Wattiez, *Philippe* ;
Du Mortier, *Louis* ;
Du Bus, *Edmond* ;
Delwart, *Louis*.

Le même jour, M. Dereine, *Charles*, est élu *Membre du conseil*, en remplacement de M. *F. Neve*, décédé. Il est installé le 24 novembre.

9 novembre 1867. M. Wattiez, *Jules*, avocat, est nommé *Secrétaire communal*, en remplacement de M. *Canler*, démissionnaire (1). Cette nomination est approuvée le 15 par

(1) M. Canler est aujourd'hui chef de division au Ministère de la Justice,

la Députation permanente, et M. Wattiez est installé le 30 du même mois.

Le 9 novembre 1868, il est procédé à l'élection de trois *Membres du conseil*, en remplacement de MM. *Renard* et *Du Bus*, décédés, et de M. *Buffin*, démissionnaire, dont le mandat expirait le 31 décembre 1872. Sont nommés :

MM. Allard-Pecquereau, Représentant;
Carbonnelle, *Victor;*
Du Bus-Quevauxvillers, *Antoine.*

Le même jour, M. Delvigne, *Laurent*, est nommé *Membre du conseil*, en remplacement de M. *Bélin*, décédé, dont le mandat expirait le 31 décembre 1869.

5 décembre 1868. Installation des quatre conseillers ci-dessus nommés.

Le 26 octobre 1869, il est procédé au renouvellement de la première moitié du conseil. Sont élus pour le terme de six ans :

MM. Dereine, *Charles;*
Dapsens, *Léon;*
De Formanoir, *Eugène;*
Delye, *Charles;*
Lefebvre-Rose, *Henri;*
Macau, *Edmond;*
Delvigne, *Laurent;*
Fontaine, *Léopold;*
Wilbaux, *Alphonse;*
Leschevin-Carette, *Adolphe.*

N. B. Cette élection présente ceci de particulier, que M. *Fontaine* reste seul des membres qui avaient été nommés le 28 octobre 1863. En effet, des 9 autres conseillers, six sont décédés, savoir :

MM. *De Formanoir, Alphonse*, le 30 octobre, deux jours après sa réélection ;
Allard-Kuppens, le 13 mai 1864 ;
Neve, François, le 1er avril 1866 ;
Henry, Charles, le 21 mai 1866;
Bélin, Antoine, le 13 décembre 1867 ;
Overman, Gustave, le 16 avril 1869.

Quant à MM. *De Rasse, De Bettignies* et *Le Ray*, ils avaient décliné l'honneur d'un nouveau mandat. Nous avons vu que M. De Rasse était entré au Conseil en 1839 (V. p. 92), M. De Bettignies en 1841 (V. p. 94), et M. Le Ray en 1863 (V. p. 105).

Par arrêté royal en date du 31 décembre 1869, sont nommés *échevins :*

MM. Fontaine, *Léopold*;
De Formanoir, *Eugène*;
Carbonnelle, *Victor*, en remplacement de M. *Goblet*, démissionnaire (1).

---

(1) MM. *De Rasse* et *Delwart* avaient, comme M. *Goblet*, en novembre 1866, décliné le renouvellement de leur mandat respectif de Bourgmestre et d'Échevin. A la demande du Gouvernement et pour ne pas entraver l'expédition des affaires, ces trois magistrats continuèrent à exercer provisoirement leurs fonctions, savoir : M. Goblet, jusqu'au

8 janvier 1870. Installation des conseillers élus le 26 octobre et des échevins ci-dessus nommés.

1er mars 1867; M. De Rasse, jusqu'au 12 mai 1868, et M. Delwart, jusqu'au 1er septembre de la même année.

Il reste donc à pourvoir, à ce jour, pour compléter le collége, à la nomination du Bourgmestre et d'un échevin. Entre temps, conformément à l'art. 107 de la loi communale, M. Fontaine remplit les fonctions de Bourgmestre.

Tournai, le 20 février 1870.

APPENDICE.

Comme supplément à la Notice qui précède, nous croyons bien faire en publiant la liste alphabétique des Magistrats de Tournai depuis la réforme que Charles-Quint opéra, en 1521, dans la composition du Corps communal. Ce travail, outre l'intérêt historique qu'il peut présenter, sera surtout utile à ceux de nos concitoyens appartenant aux familles de l'ancienne Magistrature, et pouvant, par conséquent, prétendre à la fondation faite, en 1858, par le chevalier Adolphe de Ferrare, en faveur des descendants des Magistrats de Tournai avant 1790. C'est dans l'intérêt des personnes appelées à jouir des revenus de cette fondation que, sur la demande du bureau de bienfaisance, nous avons formé la liste qui suit :

LISTE ALPHABÉTIQUE DES MAGISTRATS DE TOURNAI, DE 1521 A 1790.

N. B.—L'astérisque placé au-devant des noms indique les Magistrats qui ont occupé les fonctions de *Grand Prévôt*. — Les deux dates sont celles de la première et de la dernière nomination.

ALLEGAMBE, *Jehan*, s^r du Verbois, 1585.
* ALLEGAMBE, sire *Louis*, s^r de Bassenghien, 1576-1599.
ANDRÉ, *Antoine*, 1694-1698.
ANDRÉ, *Jean*, 1696.
ANDRÉ, *Michel*, 1634-1641.
ARGENT, *Augustin*, 1567-1572.
AUPATIN, *Pierre*, 1607-1635.
BACHELIER, *Jean*, 1627.
BACLAN, *Antoine*, 1641-1663.
BACLAN, *Ignace*, 1651-1665.
BACQUELANT, *Pierre*, 1541-1546.
BARRET, *Jean*, 1583-1591.
BATAILLE, *Nicolas*, 1570-1581.
BAUDECHON, *Jean-Baptiste*, 1709.
BAUDECHON, *Jean-François*, banquier, 1721.
BAUDELET, *Michel*, 1558-1570.
BAUDRY, *Pierre*, 1635-1638.
BAUDUIN, *Bartholomé*, 1646-1649.
BAUWINS, *François*, 1631.
BEGHIN, *Jacques*, 1639-1652.
BELIER, *Chrétien*, 1526-1542.
* BERNARD, *Simon*, 1522-1534.
BERNARD, *Eleuthère*, 1326.

BERNARD, sire *Michel*, s^r^ d'Esquermes, 1544-1548.
BERNARD, *Gérard*, s^r^ de Luchin, 1544-1546.
BERNARD, sire *Philippe*, s^r^ de Baudegnies, 1574-1578.
BERNARD, *Gérard*, 1578.
BERNARD, *Florent*, écuyer, s^r^ d'Esquermes, 1578.
BERNARD (de), *Pierre*, éc., s^r^ de Bourbecque, 1611-1612.
BERNARD, *Nicolas*, 1618.
BERNARD, *Ferdinand*, s^r^ de Lannoy, 1623.
BERNARD, *Arnould*, écuyer, 1555.
BERNARD, *Guillaume*, écuyer, 1555-1556.
BERNARD, *Charles*, chevalier, s^r^ de Bercourt, 1629-1639.
* BERNARD, *Nicolas*, écuyer, s^r^ des Allœux, 1633-1656.
BERNARD *Nicolas*, 1643-1656.
BERNARD, *Sébastien*, 1685-1699.
BERT, *Hubert*, 1572.
BERVOET, *Juste*, licencié ès-lois, 1675.
BINOY, *Pierre*, 1578.
BLAUWET, *Jacques*, 1587-1595.
BLONDEL, *Ghislain*, 1572.
BOITEAU, *Jean*, 1583-1598.
BONAERT, *François-Ignace*, 1752-1789.
BONDIFFLART, *Éloi*, 1524-1529.
BONNET, *Claude*, 1681.
BONNIER, *Quentin*, 1532-1542.
BONNIER, *Josse*, 1552-1578.
BOURDEAU, *Jacques*, 1614-1622.
BOURGEOIS, *Nicolas*, s^r^ de le Becque, 1581-1590.
BOURGEOIS, *Charles*, 1621-1626.
BOURGEOIS, *Allard*, s^r^ de le Becque, 1546-1568.
BOURLA, *Jean*, 1556.
BOUTON, *Jacques*, 1535-1557.
BOYEN, *Sévérin*, 1567-1574.
BRASSART, *Auguste*, 1652.

Brisseau, *Jacques*, 1679-1694.
Brisseau, *Nicolas*, fils, avocat, 1731.
Brugman, *Jean*, 1605-1608.
Bruneau, *Gilles*, 1527.
Bruneau, *Charles*, 1544-1548.
Bulteau, *Philippe*, 1545-1560.
Buyet, *Guillaume*, 1705.
Cagnot, *Salomon*, 1688.
Caignot, *Nicaise*, 1686-1689.
Cambier, *Maximilien*, fils de Nicaise, 1627-1636.
Cambier, *Maximilien*, 1650-1654.
Cambier, *Maximilien*, 1678-1696.
Cambier, *Michel-Dominique*, 1689-1694.
Cambier, *Nicaise*, 1631-1636.
Caneau, *Charles-Joseph*, écuyer, sr des Cramel, 1709-1736.
Caniot, *Nicaise*, 1657-1672.
Caniot, *Pierre-François*, 1724.
Cantaloup, *Charles*, 1664.
Capelier, *Jean*, 1633.
Capelier (le), *Philippe-Dominique*, sr des Ruisseaux, 1699.
Cappelier, *Charles*, 1560.
Cappelier, *Frédéric*, sr du Maret, 1565-1590.
Cappelier (le), *Gilles*, écuyer, sr de Frise, 1653-1669.
Cappelier (le), *Nicolas*, sr de Frise, 1625.
Cappelier (le), *Pierre*, sr du Maret, 1655-1656.
Carels, Me *Jean*, licencié ès-lois, 1635.
Carette, *Philippe*, 1640.
Carlier, *Charles*, 1551-1553.
Carlier, *Jehan*, 1566-1577.
Carlier, *Jean*, 1627.
Carpentier, *Henri*, sr de Marquain, 1665.
Caters, *Guillaume-Ernest*, banquier, 1731.
Caters, *Jean-Laurent*, négociant, 1752.

CATERS, *Jean-Pierre-Ernest*, écuyer, sr de Caduel, 1759.
CAUVIN, *Jean*, 1651-1663.
CAZIER, *Adrien*, sr du Brœucq, 1664-1696.
CAZIER, *François*, 1646-1649.
CAZIER, *François-Réné*, sr du Brœucq, 1736-1749.
CAZIER, *Jean-Baptiste*, avocat, 1724.
CAZIER, *Jehan*, 1617-1620.
CAZIER, *Nicolas*, sr de Camphin, 1636-1640.
CAZIER, *Nicolas-François*, sr de Wasbergue, 1664-1672.
CAZIER, *Philippe-Albert*, fils, sr du Brœucq, 1698-1715.
* CAZIER, *Phil.-Alb.*, chevalr, sr de la Fontaine, 1749-1789.
CAZIER, *Pierre*, licencié ès-lois, 1638.
CHARLEZ DE VREQUEM, *Charles-Albert*, 1728.
CLAU, *Noël*, 1559-1560.
COCQUEAU DE WEESTEBROUCK, *Pierre-Jos.-Alb.*, 1742-1749.
COCQUIEL, *Antoine*, 1619.
COCQUIEL, *Caron*, 1523.
COCQUIEL, *Caron*, fils de feu Mahieu, 1536-1545.
COCQUIEL, *Caron*, 1578.
COCQUIEL, *Caron*, fils d'Antoine, 1640.
COCQUIEL, *Charles*, licencié ès-lois, 1632.
COCQUIEL, *Denis*, licencié ès-lois, 1609-1610.
COCQUIEL, *Gilles*, 1581-1620.
COCQUIEL, *Gilles*, le jeune, 1614.
COCQUIEL, *Jacques*, 1548.
COCQUIEL, *Louis*, licencié ès-lois, 1634-1649.
COCQUIEL, *Nicolas*, 1538-1545.
COCQUIEL, *Paul*, 1615-1619 (1).

---

(1) Les *Cocquiel*, établis à Tournai dès le XIVe siècle, y occupèrent un rang très-élevé, ainsi que le prouvent leurs fonctions dans la magistrature et les nombreux documents que possèdent nos archives com-

Cocquiel, *Thiéry*, 1534-1537.
Coene, *Philippe*, 1568-1599.
Coppin, *Jehan*, l'aîné, 1614-1649.
Coppin, *Jean*, le jeune, 1639-1651.
Coppin, *Louis*, 1643-1645.
Corbion (dit De le Rue), *Jehan*, 1524-1525.
Cossée, *Jacques-François-Joseph*, 1743.
Cotrel, *Jehan*, écuyer, sr de Rinnal, 1617.
Cousart, *Arnould*, 1524-1538.
Coustelier, *Jacques*, 1614-1629.
Couteau, *François*, licencié ès-lois, 1711-1714.
Couvin, *Jean*, 1651-1663.
Couvin, *Noël*, 1652.
Couvreur, *François*, 1684.
Couvreur, *François-Mathieu*, avocat, 1697-1698.
Cresteau, *Charles-Joseph*, 1753-1774.
Crudenaire, *Jehan*, 1525-1527.
Damas, *Pierre*, écuyer, 1607-1614.
* Damman, *Louis-Joseph*, écuyer, sr d'Ennequin, 1672-1675.

---

munales sur cette famille. Ils s'allièrent aux Localin, Scorion, des Maistres, de Viscre, etc. Leur noblesse était ancienne; elle fut constatée longtemps avant les lettres patentes délivrées, en 1521 et en 1539, par Charles-Quint et Christiern II, roi de Danemarck, aux deux frères Michel et Nicolas Cocquiel, fils de Caron et de Jehenne Carpentier (dit du Bos). Le premier de ces souverains leur reconnut une *ascendance noble de quatre ayeux paternels et maternels ;* le second, *une noblesse fort reculée et le titre de chevalier*. Au XVIe siècle, la famille Cocquiel se divisait en trois branches : l'une resta à Tournai, les deux autres se fixèrent à Anvers. Le dernier descendant reçut, en 1822, du roi Guillaume, des lettres de reconnaissance de noblesse, sous le nom de *Eugène-Arnold, chevalier de Cocquiel de Ter Heirleire ;* il mourut, en 1844, au château de Stabroeck, près d'Anvers, laissant deux fils, dont l'aîné, *Eugène de Cocquiel*, est aujourd'hui notaire à Bruxelles.

* Damman, *Antoine-Louis*, vicomte d'Hérines, 1709-1715.
Darre, *Jacques*, 1534-1553.
Dassigny, *Nicolas*, 1697.
* D'Aubermont, *Charles*, sr du Quesnoy, 1605-1624.
* D'Aubermont, Mre *Pierre*, chev., sr du Quesnoy, 1658-1674.
D'Aubermont, *Jacques*, écuyer, sr du Quesnoy, 1679-1688.
D'Aubermont, *Ponthus*, 1556.
D'Aust, *Jean-François*, écuyer, sr de Fransière, 1676-1677.
Dauthies, *Antoine*, 1539-1544.
David, *Nicolas*, 1529-1539.
Dayasasa, comte *François-Gaston*, 1743-1757.
De Bachy (dit de Vezon), *Jehan*, 1549-1551.
De Bachy, *Gilles*, 1570-1582.
De Bachy, *Jehan*, 1600-1636.
De Bachy, *Jean*, licencié ès lois, 1634-1636.
De Bachy, *Guillaume*, 1643.
De Bambecque, *Jacques*, 1553-1566.
* De Barbaize, *Robert*, sr de Huiville, 1601-1606.
De Bargibant, *François*, 1528-1547.
De Bargibant, *Philippe*, 1569.
De Bargibant, *François*, 1574-1613.
De Bargibant, *Louis*, 1611-1624.
De Bargibant, *Jean*, fils de Louis, 1632.
De Bargibant, *Marc-Antoine*, éc., sr de Chin, 1667-1702.
De Bary, *Jacques*, 1526-1540.
De Bary, *Antoine*, 1547.
De Bary, *Pierre*, 1567-1572.
De Bary, *Pierre*, 1618-1634.
De Berlo, *Jean*, 1524-1526.
De Berlo, *Pierre*, 1547-1566.
De Berlo, *Jaspart*, 1578.
De Berlo, *Jean*, 1639-1665.
De Berlo, *Antoine*, 1655-1664.

De Bernemicourt, Messire *Jean*, chev., sr de Fernain, 1583.
De Bonnières, *Louis-Joseph*, éc., sr de Florimont, 1746-1764.
De Boulogne, *Claude*, écuyer, 1605-1610.
De Brabant, *Jehan*, 1522.
De Brabant, *Jehan*, 1544-1561.
De Brabant, *Guillaume*, fils de Jehan, 1566-1570.
De Braux, *Louis*, 1682-1685.
De Brienne, *Nicolas*, 1622-1626.
De Brienne, *Silas*, 1626-1630.
De Bruges, sire *Guillaume*, 1527-1535.
De Brune, *Josse*, 1583.
De Bungnies, *Élie*, sr d'Armegnies, 1628-1632.
De Calonne, *Denis*, licencié ès-lois, 1650-1656.
De Calonne, *François-Louis*, sr de Merchin, 1655-1690.
De Calonne, *Jean*, 1627-1631.
De Calonne, *Jean-François*, 1683-1692.
De Calonne, *Jean-François*, fils du précédent, 1690-1706.
De Calonne, *Georges*, 1531.
De Calonne, *Jacques*, sr de Montifaut, 1586-1596.
De Calonne, *Jacques* (à la Galère), 1621-1645.
De Calonne, *Jacques*, licencié ès-lois, 1675.
De Calonne, sire *Jacques*, 1544-1575.
De Calonne, sire *Jehan*, 1528-1557.
* De Calonne, sire *Louis*, 1527-1532.
* De Calonne, sire *Louis*, 1611-1628.
De Calonne, *Max.-Dom.*, écuyer, sr de Beaufait, 1692-1706.
De Calonne, *Nicolas*, sr de Montifaut, 1563-1588.
* De Cambry, *Gabriël*, sr du Bus, 1550-1563.
De Cambry, sire *Gervais*, 1522-1531.
De Cambry, *Gervais*, 1607-1608.
De Cambry, sire *Guillaume*, 1526-1549.
* De Cambry, Messire *Guillaume*, fils de Michel, 1542-1555.
De Cambry, *Guillaume*, le jeune, 1555-1559.

De Cambry, *Jacques*, 1564-1578.
* De Cambry, sire *Jehan*, 1531-1547.
De Cambry, *Jehan*, fils de sire Gervais, s^r de Montifaut, 1549-1572.
* De Cambry, sire *Michel*, 1522-1524.
De Cambry, *Michel*, fils de Guillaume, 1576-1577.
De Cambry, *Pierre*, 1616-1633.
De Carnin, *Ph.-Franç.*, écuyer, s^r de Buscailles, 1655-1672.
De Castillon, *Michel*, 1715.
De Candele, *Maximilien*, s^r de Herbaumez, 1546-1547.
* De Chastillon, *Charles*, écuyer, s^r de Malaise, 1605-1648.
De Chastillon, *Charles*, écuyer, s^r de Malaise, du Pleumont, etc., 1657-1662,
De Chastillon, *Éleuthère*, écuyer, s^r de Malaise, 1652-1655.
De Chastillon, *Jean*, 1578.
* De Chastillon, sire *Nicolas*, 1546-1556.
De Clermés, sire *Guillaume*, 1522-1551.
De Clermés, *Louis*, 1526-1548.
De Cocq, *Pierre*, licencié ès-lois, 1675-1696.
De Cordes, Me *Galtère*, écuyer, s^r de Barisœul, 1588-1605.
De Cordes, *Charles*, fils du précédent, 1635-1639.
* De Cordes, *Jean*, écuyer, s^r de la Barre et de Ghisegnies. 1605-1614.
De Cordes, *Pierre*, 1546-1556.
* De Cordes, *Alexandre*, écuyer, s^r de la Barre et de Ghisegnies, 1638-1649.
De Crehem, *Jehan*, 1546-1565.
De Croux, *Paul*, s^r de Ramegnies, 1587-1611.
Dedel, *Jacques*, 1737-1739.
De Douay, *Guillaume*, 1628-1663.
De Douay, *Jean*, 1635-1654.
De Failly, *Jacques*, 1603.
Deffarvacques, *Antoine*, fils de Me Nicole, 1553-1576.

Deffarvacques, *Jehan*, 1526-1529.
Deffarvacques, *Hermès*, sr du Maret, 1545.
* Deffarvacques, sire *Nicolas*, 1522-1528.
Deffarvacques, *Nicolas*, le jeune, 1529-1531.
De Flines, *Jehan*, licencié ès-lois, 1615.
De Flines, *Robert*, licencié ès-lois, 1639-1641.
De Flines, *Guillaume*, 1650-1657.
De Flines, *Noël-François*, 1672.
De Flines, *Séraphin*, 1678-1681.
De Flines, *Pierre-Joseph*, avocat, 1687-1706.
De Flines, *Jean-François*, 1703.
Dl Flines, *Gilles-Procope*, écuyer, sr Destombes, 1764.
* De Formanoir, *Pierre*, écuyer, sr de Merlin, 1605-1630.
De Formanoir, *Jean-François-Bernard*, écuyer, sr des Alloeux, 1759-1774.
De Formanoir de la Cazerie, *Nicolas-Bernard*, écuyer, 1731-1748.
*De Gand a Villain, Messire *François-Guilbert*, marquis d'Hem, 1700-1702.
De Gaste, *Jean*, 1585-1587.
De Gaste, *Michel*, écuyer, sr de Warcoubiel, 1630-1649.
D'Eghewiet, *Georges*, avocat, 1709.
Deglas, *Liévin*, 1569-1583.
De Gouy, *Michel*, 1702-1711.
De Gouy-Dubroquet, *Michel-Dominique*, 1752.
*De Harchies, sire *Arnould*, 1567.
*De Harchies, messire *Louis-Joseph*, comte d'Halennes, 1684-1696.
*De Haudion, *Pierre*, sr de Ghibrechies, 1588-1601.
De Haultighem, *Nicolas*, 1551-1562.
De Helchouwez, *Nicolas*, 1525.
De Heulle, *Guillaume*, sr du Verdbois, 1538-1540.
De Hollain, *Nicolas*, 1574-1576.

De Hollain, *Nicolas*, s^r du Moncheau, 1623-1654.
De Hollain, *Jean-Nicolas*, éc., s^r du Moncheau, 1679-1686.
De Hornut, sire *Simon*, 1522-1533.
*De Hornut, *Pierre*, 1551-1564.
De Hornut, *Simon*, 1564-1570.
De Houde, *Jacques*, fils de Me Martin, 1622.
De Hurges, *Philippe*, le jeune, 1609-1622.
De Hurtebise, *Nicolas*, 1522.
De Hurtebise, *Jacques*, 1605-1613.
De Jeumont, *Géry*, 1574-1593.
De Jeumont, *Robert*, 1594-1628.
De Kerpen, *François-Joseph*, 1744.
De Kulberg, *Jean-François*, écuyer, 1736-1739.
De la Court, *Jean*, 1596-1603.
De la Croix, *Jean-François*, éc., s^r de Maubray, 1674-1682.
De la Croix, *Chrétien-Alexandre*, s^r de Maubray, 1758-1764.
De la Fosse, *Antoine*, 1559-1564.
De la Fosse, *Philippe*, écuyer, s^r de Robersart, 1633-1638.
*De la Hamayde, *Nicolas*, s^r de Haudion, 1555-1567.
De la Hamayde, *Pierre*, 1575.
De la Hamayde, *Louis*, écuyer, s^r de Haudion, 1586-1614.
De la Hamayde, *Charles*, écuyer, 1591-1613.
De la Hamayde, *Jehan*, s^r de Haudion, 1594-1638.
*De la Hamayde, *Jean*, écuyer, s^r de la Grurie, 1641-1650.
De la Hamayde, *Jean*, s^r de Warnave, 1641-1648.
De la Hamayde, *Jean-Baptiste*, licencié ès-lois, 1664-1668.
De la Hamayde, *Pierre*, s^r de Gamarage, 1669-1698.
De la Hamayde, *Franç.-Jos.*, s^r de Soubrechies, 1681-1694.
*De la Hamayde, *Jean-Franç.-Jos.-Théry*, éc^r, 1728-1767.
*De la Hamayde, *J.-Ch.*, éc^r, s^r de Soubrechies, 1759-1789.
De la Haye, *Jehan*, le jeune, 1618-1625.
De la Haye, *Philippe*, éc., s^r de Rabecque, 1616-1619.
De la Motte, *Louis*, 1553-1556.

De la Motte Baraffe, *André-Lamorald*, écuyer, sr de Bourquembray, 1688.
De la Motte Baraffe, *François*, chevalier, 1615-1622.
De la Motte Baraffe, *François-Joseph*, sr de Bourquembray, 1728-1737.
De Landas, *Arnould*, 1523-1525.
De Landas, *Jacques*, 1523-1550.
De Landas, sire *Guillaume*, 1530.
De Landas, *Jehan*, 1534-1545.
De Landas, *Simon*, 1536-1537.
De Landas, *Arnould*, écuyer, sr de Péronne, 1558-1559.
De Landas, *Antoine*, sr de Buissy, 1600-1610.
De Landas, Me *Jacques*, 1605-1606.
De Landas, *Guillaume*, chev. du St-Sepulcre, 1611-1621.
De Landas, *Roland*, écuyer, sr de Villeroy, 1611-1625.
De Landas, *Pierre*, écuyer, 1614-1618.
De Landas, *Walerand*, écuyer, 1618-1645.
De Landas, *Otho*, sr de Monnes, 1650-1656.
De Landas, *Pierre-Franç.*, éc., sr de Leverghem, 1676-1684.
De Landas, *Jean*, écuyer, sr Delwale, 1685-1700.
De Langre, *Michel*, 1574-1575.
De Lannoy, *Jehan*, 1532-1533.
* De Lannoy, *Nicolas*, écuyer, sr de Lesdain, 1578.
* De Lannoy, *Louis*, chevalier, sr du Haulport, 1609-1622.
De Laoultre, *Jehan*, 1525-1540.
De la Place, *André-Joseph*, avocat, 1699.
Delattre, *Etienne*, 1568-1574.
Delau, *Guillaume*, 1525-1527.
Delaunay, *François*, 1625-1627.
Delaunay, *François*, 1689.
De la Woestine, *Jacques-François*, sr du Plouy, 1711-1714.
Delayde, *Gérard*, 1655-1660.
Delcourt, *François*, 1674.

DELCROIX, *Jean*, 1655-1664.
DE LE CAPPELLE, *Jacques*, 1522.
DELECOURT, *Antoine*, 1583-1594.
DELEFORGE, *Jacques*, 1523-1526.
DELEFORGE, *Luc*, 1542-1545.
DELEFOSSE, *Eustache*, 1522-1523.
DELEFOSSE, *Jehan*, 1533-1537.
DELEHAYE, *Jacques*, 1541-1544.
DELEHAYE, *Jehan*, 1524.
DELEMOTTE, *Jean*, écuyer, 1585-1597.
DELEMOTTE, *Jehan*, 1522-1539.
DELEMOTTE, *Nicaise*, 1566-1577.
DELEMOTTE, *Roland*, 1569-1575.
DE LENGAIGNE, *Jehan*, 1594-1609.
DE LE PLANQUE, *Jehan*, sr Dantrœulles, 1540.
DELERUE, *Claude-Albert*, licencié ès-lois, 1676-1681.
DELERUE, *Jehan*, 1550-1551.
DELERUE, *Pierre*, licencié ès-lois, 1674-1675.
DELESAUCH, *Jacques-François*, 1687-1690.
DE LESPIERRE, *Arnould*, docteur en médecine, 1632-1647.
DE LESPIERRE, *Jacques*, fils d'Arnould, 1636-1641.
DELESTRÉE, *Georges*, 1529-1554.
DE LE VINGNE D'ANGY, *Henri-Louis-Joseph-Ignace*, 1770-1789.
DE LE VINGNE, *Gaspar*, négociant, 1744-1749.
DE LE VINGNE, *Bon*, négociant, 1714.
DE LE VINGNE, *Hiérosme-François*, 1685-1688.
DE LE VINGNE, *Jean-Charles*, 1703 (1).

---

(1) Les De le Vingne tirent leur nom de la seigneurie *de le Vingne*, qui était vicomtière et située en dehors des murs de l'enceinte romaine, près de la porte de le Vingne. Une partie de cette seigneurie, ainsi que le manoir, fut enclavée dans la ville lors de la construction des nouveaux murs, à la fin du XIIIe siècle.

De le Vingne, *Jérôme,* 1643-1662.
De le Vingne de Mortange, *Louis-François*, écuyer et avocat, 1736-1746.
De le Vingne de Warden, *Jean-Baptiste-Joseph-Ignace*, écuyer et avocat, 1731.
Delfosse d'Espierres, *Antoine-François*, 1743-1746.
De Limander, Me *Jean*, 1594-1608.
De Lionnes, *Jacques-François*, avocat, 1702.
De Lorthioir, *Jehan*, 1567-1591.
De Lossy, *Jean-Baptiste*, sr de Froyennes, 1739-1759.
De Lossy de Warmée, *Jean-Baptiste-Charles*, 1789.
Delvigne, *François*, licencié ès-lois, 1663.
Delvigne, *Nicolas*, licencié en droit, 1664.
Delvigne, *Nicolas-François*, écuyer, 1722-1728.
De Madre, *Gaspard-François*, 1700.
* De Maisières, *Louis-Joseph*, sr de Templeuve, 1739-1759.
De Maisières, *Claude*, 1605-1636.
De Male, *Jean*, licencié ès-lois, 1636-1640.
De Male, *Martin*, 1645-1665.
De Marbaix, *Jean-Louis*, 1686-1690.
De Marotte, *Philippe*, écuyer, sr de Parfonville, 1674.
* De Maulde, Messire *Jehan*, 1537-1553.
* De Maulde, Messire *Guillaume*, chev., sr de Mansart, 1561.
De Maulde, *François*, baron de Condet, 1674-1687.
De Maulde, *Jacques-Alexandre*, chevalier, 1724.
De Miraulmont, *François*, écuyer, 1588-1597.
De Monstreul, *André*, 1652-1654.
De Montoye, *Adrien*, écuyer de Doorent, 1595-1597.
De Moulembaix, *Jacques*, avocat, 1663-1669.
D'Enghien, *Jacq.*, sr d'Astregatte, Bruielle, etc., 1591-1592.
D'Enghien, *Jean-Bapt.*, éc., sr de Wembroucq, 1685-1702.
Denis, *Jehan*, 1611-1629.
* D'Ennetières, sire *Jérôme*, 1522-1535.

D'Ennetières, *Jacques*, 1522-1524.
D'Ennetières, *Arnould*, sr de la Plaigne, fils de Jérôme, 1527-1542.
D'Ennetières, *François*, 1534-1538.
D'Ennetières, *Jacques*, écuyer, 1560-1561.
D'Ennetières, *Pierre*, écuyer, 1561-1564.
*D'Ennetières, *Jaspart*, chev., sr de Beaumez, 1589-1608,
D'Ennetières, *Gérard*, écuyer, 1600-1614.
*D'Ennetières, *Jean*, chev., sr du Maisnil, 1621-1636.
D'Ennetières, *Pierre*, chr, sr de la Grusonnerie, 1634-1639.
D'Ennetières, *Antoine*, chev., sr du Don, 1634-1640.
D'Ennetières, *Jacques-François*, écuyer, sr de Monpinchon, 1665-1668.
*D'Ennetières, *Arnould-Jean*, chevalier, sr de Watine, 1675-1682.
* D'Ennetières, Messire *Gaspar*, sr de la Plaigne, 1697-1709.
D'Ennetières, *Charles-Joseph*, écuyer, sr d'Aubernes, 1709.
De Pape, *Guillaume-Dominique*, sr d'Hallebast, Lokerem, du Vivier, 1711-1715.
De Polinchove, *Pierre*, 1567-1606.
De Polinchove, *Nicolas*, 1585-1613.
De Polinchove, Me *Pierre*, fils de Nicolas, 1586-1626.
De Polinchove, *Georges*, 1617-1623.
De Polinchove, Me *Jean*, docteur en médecine, 1631-1643.
De Polinchove, *Pierre*, licencié ès-lois, 1657-1672.
De Polinchove, *Jacques-Martin*, avocat, 1663-1664.
De Polinchove, *Charles-Joseph*, 1699.
De Poucqs, *Arnould*, 1599-1600.
De Poucqs, *Guillaume*, 1686-1697.
De Preys, *Antoine*, fils de Me Laurent, 1569-1595.
*De Preys, *Denis*, sr d'Ecleppes, 1569-1575.
De Preys, *François*, 1572-1612.
De Preys, *François*, 1624-1631.

De Preys, *Jehan*, fils de Me Laurent, 1563-1603.
De Preys, *Louis*, écuyer, 1652-1664.
* De Preys, sire *Nicole*, 1522-1536.
De Preys, sire *Pierre*, 1534-1538.
* De Quarmont, sire *Henri*, 1523-1544.
De Rasse, *Denis-Joseph*, 1721.
De Rasse, *Gaspard-Joseph*, 1752.
De Rasse, *Jacques-Henri*, 1759-1764 (1).
De Rasse, *Denis-Charles-Joseph*, 1785.
* De Roisin, *Baudry-François*, baron de Selle, sr de Rongy, 1686-1696.
De Roos, *Adrien*, 1638.
De Roubaix, *Allard-François*, avocat, 1702.
De Roullon, *Nicolas*, 1537-1564.
De Ruttere, *Pierre*, 1648-1649.
De Saint-Genois, *Jean*, sr de Clerieu, 1574-1575.
* De Saint-Genois, *Arnould*, sr de Grand-Breucq et du Petit-Hollay, 1576-1582.
De Saint-Genois, *Jean*, écuyer, sr de Clerieu, 1591.
* De Saint-Genois, messire *Hiérosme-Albert*, comte de Grand-Breucq, 1721-1749.
De Saint-Vaast, *Pierre*, sr de Bugnies, 1596-1600.
Descarat de le Val, *Michel-Louis*, 1702-1706.
Deschamps, *Guillaume*, fils, 1681-1690.
Deschamps, *Pierre*, avocat, 1665-1668.
De Schynckele, *Charles-Dominique*, écuyer, sr de Westebrouck, 1676-1699.

---

(1) Frère du précédent. Son fils, *Charles-Henri* de Rasse, fut Maire-adjoint, puis Maire et Bourgmestre de Tournai, de 1800 à 1818; son petit-fils, *Alphonse* de Rasse, entré au conseil en 1839, fut Échevin et Bourgmestre, de 1841 à 1866.

De Schynckele, *Charles-Joseph*, écuyer, sr de Westebrouck, 1709-1724.
Desespringalles, *Gilles*, 1548-1560.
Desmaisières, *Jehan*, 1613-1615.
Desmaistres, *Denis*, 1544-1553.
Desmartin, *Guillaume*, écuyer, sr du Foresteau, 1665.
Desmartin, *Guillaume-François*, éc., sr de Cazau, 1706.
Desmartin, *Jacques*, 1599.
* Desmartin, *Jean*, écuyer, sr du Foresteau, 1605-1654.
Desmittre, *Jehan*, 1547-1548.
Desmonchaulx, *Martin*, 1609-1616.
De Solebroecq, *David*, sr de Francmanteau, 1541.
De Soria, *Jean-Chrysostôme*, baron Amor, 1774.
D'Espiennes, *Guillaume*, éc., sr de Surselles, 1619-1635.
* D'Espiennes, *Jean*, sr de la Barre, 1624-1639.
D'Espiennes, *Charles*, chevalier, sr du Vivier, 1665-1668.
De Spierincq, *Jacques*, 1600-1609.
Desrenaulx, *Léon*, 1567-1568.
Destraïelles, *Jacques*, sr de Mouchin, 1581-1582.
De Surmont, *Gaspard*, 1672.
De Surmont, *Jacques*, 1651-1682.
De Surmont, *Maximilien-Louis*, avocat, 1706-1714.
Deswatines, *Jacques*, 1583-1601.
Deswatines, *Simon*, 1609-1610.
* De Tenremonde, Messire *Philippe*, ch., sr de Bachy, 1585.
* De Tenremonde, *Pierre*, écr, sr de Monbrechain, 1590-1591.
De Tenremonde, *Henri*, écuyer, sr de la Haulte, 1641-1652.
De Thouars, *Loys*, écuyer, 1561-1601.
De Thouars, *Jacq.*, le jeune, éc., sr de Cartegnies, 1603-1612.
* De Thouroult, sire *Jehan*, 1522-1524.
De Touwart, *Jehan*, 1528-1535.
De Venduille, *Pierre*, 1528.
De Vergelo, *Denis*, sr de Montifaut, 1542-1577.

De Veson, *Jehan*, 1523-1525.
De Villers, *Nicolas*, 1616.
De Villers, *Louis*, 1617-1663.
De Villers, *Pierre*, 1689.
De Vincq, *Pierre*, 1635-1639.
De Vischère, *Arnould*, 1561-1568.
De Vischère, Me *Charles*, 1576.
De Vissery, 1698-1714.
De Wailly, 1525-1528.
De Waregnies, *Jacques*, 1609-1613.
De Wattripont, 1598-1599.
De Waudripont, *Gabriël*, 1522-1523.
De Wiffliet, *Adrien*, écuyer, 1608-1636.
De Wilde, *Pierre-François*, 1686.
De Wilde, *Pierre-François*, fils, avocat, 1709-1711.
Dillies, *Adrien*, 1653-1654.
Dismal, *Jean*, 1650-1652.
Dismal, *Philippe*, marchand, 1724.
Doison, *Marc*, médecin, 1697-1715.
Doison, *Philippe-Joseph*, avocat, 1731-1741.
Driscart, *Jacques*, 1600-1622.
Drogart, *Louis-Bernard-Joseph*, 1789.
Dubois, *Jehan*, 1540-1541.
Dubois, sire *Jacques*, 1544-1554.
Dubois, Me *Loys*, 1569-1577.
Du Bois de Harnes, *Antoine-Guillaume*, éc., 1731-1736.
*Du Bois de Hoves, *Robert*, écuyer, sr de Grand-Manin, 1731-1749.
Du Bois de Wadelincourt, *J.-B.-Ignace*, 1689-1698.
Du Bosquel, *François*, sr de Stradin, 1627-1638.
Du Bucquet, *Rasse*, 1564-1565.
Du Casteler, *Guillaume*, 1547-1548.
Du Casteler, *Rasse*, 1534-1546.

Du Chambge, *Bernard*, licencié ès-lois, 1672.
Du Chambge, *Charles*, fils de Laurent, 1633-1651.
Du Chambge, *Charles*, éc., s^r de la Saulderie, 1667-1668.
Du Chambge, *Charles-Joseph*, 1688-1706.
Du Chambge, *Denis*, 1620-1625.
Du Chambge, *François*, 1639-1645.
Du Chambge, *Gérard*, 1577-1578.
Du Chambge, *Jean*, 1581-1599.
Du Chambge, *Jean*, fils de Jean, 1592-1598.
Du Chambge, *Nicolas*, 1556-1565.
Du Chambge, *Nicolas*, 1658-1664.
Du Chambge, *Philippe*, 1618-1637.
Du Chambge, *Sébastien*, 1609-1630.
Du Chastel, *Jean-François*, éc., s^r de Courcelette, 1702.
Du Chastelet, *Philippe*, éc., s^r de Milleville, 1613-1620.
Du Fay, *Philippe*, 1646-1656.
Du Fief, *Artus*, 1638.
Du Fief, *Louis*, 1616-1618.
Du Fresnoy, *Antoine*, 1536-1544.
Dugardin, *François*, 1650-1675.
Dugardin, *Jacques*, 1583-1598.
Dugardin, *Melchior*, 1574-1582.
Dugardin, *Pierre*, 1603-1608.
Du Havron, *Jehan*, 1531-1551.
Du Havron, *Jehan*, le jeune, 1550-1553.
Dujardin, *Louis*, 1640.
Dujardin, *Philippe*, 1639.
Dujardin, *Pierre*, 1639-1651.
Dujardin, *Robert*, avocat, 1665.
Dumont, *Guillaume*, 1616-1623.
Dumont, *Michel*, 1539-1560.
Dumont, *Toussaint*, 1526-1531.
Du Mortier, *Fréderic*, 1565.

Du Mortier, *Jean*, fils de Quentin, 1643-1645.
Du Mortier, *Jehan*, 1527-1542.
Du Mortier, *Jehan*, fils de Simon, 1547-1578.
Du Mortier, *Jehan*, 1609-1624.
Du Mortier, *Jehan*, fils de Pasquier, 1621.
Du Mortier, *Pasquier*, 1607-1619.
Du Mortier, *Philippe-Alexandre*, 1743.
Du Poncheau, *Nicolas*, 1596-1603.
Du Pré, *Gaspard-Joseph*, éc., licencié en droit, 1743-1759.
Dupret, *Léon*, 1559-1565.
Dupret, *Noël*, 1655.
Du Ray, *Jacques-Philippe*, avocat, 1702-1715.
Du Rieu, *Étienne*, 1625-1641.
Du Rieu, *Gilles*, 1527-1553.
Du Rieu, *Gilles*, le jeune, fils de Gilles, 1552-1565.
Du Rieu, *Guillaume*, 1664.
Du Rieu, *Hugues*, 1567.
Du Rieu, sire *Jehan*, 1523.
Du Rieu, *Nicolas*, 1664.
Du Roisin, *Louis*, 1622-1625.
Du Roisin, *Louis*, 1646-1647.
Du Roisin, *Rogier*, 1643-1645.
Du Rys, sire *Gilles*, 1522.
Du Saulchoit, *Charles*, 1651-1660.
Dutrieu, *Victor*, 1551-1552.
Duwault, *Pierre*, 1614.
D'Ysembart, *Charles-Joseph*, s^r de Wreichem, 1724-1728.
Errembault, Messire *Antoine-Joseph-Gaston*, écuyer, s^r de Dudzeele, 1764.
Errembault, *Gilles*, licencié ès-lois, 1663.
Errembault, *Gilles-François*, fils, écuyer, 1681-1684.
Errembault, *Louis*, licencié ès-lois, 1648-1649.
Errembault, *Louis-Philippe*, éc., s^r de Dudzeele, 1724.

ERREMBAULT DE BEAUREPAIRE, *Thiéry-Franç.*, écuyer, 1724.
ERREMBAULT DU COUTRE, *Denis-Joseph*, écuyer, 1731-1774.
ERREMBAULT DU COUTRE, *Laurent-Joseph*, 1669.
ÉVRARD, *Jean*, 1629-1633.
FARINART, *Jean*, 1623-1640.
FLAMENG, *Gilles*, 1544-1551.
FLAMENG (le), *Jehan*, 1522-1532.
FLATRÉ, *Pierre*, 1590-1610.
FOURNIER, *Gilles*, 1539.
FOURNIER, *Jehan*, 1522.
FRAPPET, *Jehan*, 1559-1578.
* FRAYÈRE, *Jacques*, s[r] de Beuzin, 1550-1585.
FRAYÈRE, *Jehan*, 1546-1548.
FRAYÈRE, *Nicolas*, 1526-1544.
FRIGHEM, *Jacques*, marchand, 1682-1698.
FROIDURE, *Simon*, 1534-1538.
FRUICTIER, *Denis*, 1623.
GAILLIET, *Jean-Baptiste*, 1676-1677.
GAUDT, *Jacques*, 1571-1576.
GAUDT, *Jean*, 1647.
GAUDT, *Martin*, 1583-1616.
GEET, *Jaspart*, 1613-1616.
GENERY *ou* GENTRY, *Jehan*, 1562-1565.
GÉRARD, *Jean*, 1626-1631.
GÉRARD, *Paul*, 1641-1658.
GÉRARD, *Philippe-Henri*, 1664.
GILLES, *Hiérosme*, 1631-1639.
GOBERT, *Arnould*, 1633-1654.
GOBERT, *Jacques*, 1614-1639.
GODEBRIE, *Jehan*, 1560-1561.
GODEBRIE, *Jehan*, 1613.
GODEBRIE, *Rogier*, 1561-1571.
GOMBAULT, *Jehan*, s[r] de Harchimont, 1558.

Gombault, Mᵉ *Jacques*, 1577-1585.
Goudt, *Henri*, 1557-1558.
Goudt, *Michel*, écuyer, 1620-1645.
Grau, *Jacques*, 1650-1652.
Grenut, *Antoine*, 1629-1631.
Grenut, *Charles*, écuyer, sʳ du Fay, 1609-1613.
Grenut, *Jacques*, 1529-1537.
Grenut, *Jean*, 1679-1694.
* Grenut, Messire *Jehan*, chev., sʳ de Marques, 1562-1572.
Grenut, *Simon*, sʳ du Fay, 1564-1603.
Grenut, *Philippe*, sʳ de Rouchy, 1627-1650.
Haccart, *Jacques*, 1549-1553.
Haccart, *Jacques*, chev., sʳ de Malsons, 1588-1618.
* Haccart, *Jean*, fils de Jacques, sʳ du Carnoy, 1575-1594.
Haccart, *Jehan*, fils de Jacques, 1605-1608.
* Haccart, *Jehan*, écuyer, sʳ du Ponthois, 1611-1651.
Haccart, sire *Léon*, 1523-1528.
Haccart, *Louis*, 1586.
Hannart, *Gervais*, écuyer, sʳ de Bisselinghe, 1627-1663.
Hannoteau, *Gaspar*, 1636-1654.
Hannoteau, *Jehan*, 1593-1626.
Hardy, *Michel*, 1627-1636.
Hardy, *François*, 1650.
Harmare, sire *Jehan*, 1522-1536.
Haroult, *Philippe*, 1611-1612.
Haroult, *Simon*, 1621-1632.
Hattu, *Jean-Baptiste*, écuyer, sʳ de Cordes, 1721-1724.
Hattu, *Pierre-François*, 1685.
Hauvarlet, *Caron*, 1560-1572.
Havet, *Jacques*, marchand, 1702.
Havet, *Jean-Baptiste*, 1749.
Havet, *Noël*, 1655-1656.
avet, *Noël-Joseph*, 1724-1739.

Havet, *Pierre-François*, 1703-1722.
Havet, *Quentin*, 1618-1645.
Helle, *Pierre*, 1523.
Hennebert, *Charles*, 1583.
Hennebert, *Jacques*, 1555-1558.
*Hennebert, sire *Jehan*, 1524-1535.
Hennebicq, *Melchior*, 1583-1600.
Hennefrère, *Michel*, 1559-1566.
Hennequin, *Charles*, 1570-1575.
Henneton, *Jehan*, 1557-1561.
Hennyart, *Charles*, 1554.
Hersecap, *Guillaume-Bruno*, fils, 1700.
Hersecap, *Joseph-François*, 1759-1764.
Hespel, *Luc*, 1526-1536.
Houfflin, *Christophe*, 1657-1660.
Hoverlant, *Erasme-Pierre*, 1662-1679.
Hoverlant, *Gabriël-Joseph*, marchand, 1702.
Hoverlant, *Jean-Baptiste*, 1623-1626.
Hoverlant, *Louis*, 1650-1660.
Hoverlant, *Louis*, le jeune, 1657-1663.
Hoverlant, *Jean-Franç.*, avocat, s^r du Carnoy, 1709-1711.
Hoverlant de la Gruière, *Jacques-Gabriël*, 1749.
Hoverlant du Carnoy, *Michel-Gabriël-Joseph*, 1764-1774.
Hovine, *Adrien*, 1583-1608.
Hovine, *Antoine*, écuyer, s^r de Bossuyt, 1655-1663.
Hovine, *Jean-Dominique*, éc., s^r de Pasquendal, 1653-1654.
* Hovine, *Louis*, écuyer, s^r de Bossut, 1614-1632.
Hovine, *Mahieu*, 1566.
*Hovine, *Maximilien*, écuyer, s^r des Ruisseaux, 1615-1645.
Huberlant, *Philippe-Antoine*, 1684.
Hudsebaut, *Jacques-Hyacinthe*, 1685-1697.
Hudsebaut, *Jacques-Félix-Gaspard*, 1722.
Hughes, *Hubert*, 1569-1576.

HUGHES, Me *Gilles*, 1591-1620.
HULLAND, sire *Jehan*, 1522.
HULLAND, *Gilles*, vicomte de Roulers, 1527-1556.
HURÉ, *Théodore-Joseph*, marchand, 1728.
JACQUERIE, *Gilles*, 1621-1636.
JACQUERIE, *Louis-François*, licencié en droit, 1664-1665.
JACQUERIE, *Michel-Baudry*, 1679-1684.
JACQUERIE, *Pierre*, 1540.
JACQUERIE, *Pierre*, 1643-1652.
JACQUERIE DE LA BATELIÈRE, *Denis-Joseph*, éc., 1721-1724.
JANART, *Michel-Quentin*, avocat, 1744-1746.
JARDEZ, *Robert*, 1603-1625.
JENNART, *Jacques*, fils, 1687-1696.
JOLY, *Gilles*, 1524-1561.
JOSEPH, *Antoine*, 1548-1557.
JOSEPH, *Antoine*, 1527.
* JOSEPH, sire *Jehan*, 1522-1558.
JOSEPH, *Michel*, 1532-1578,
JOSEPH, *Nicolas*, 1529.
JOSEPH, *Philippe-Ernest*, 1640-1654.
JOVENEAU, *Nicolas*, 1538-1542.
JOVENEAU, *Louis*, docteur en médecine, 1639-1641.
JOVENEL, *Nicolas*, 1523.
LACQUEMAN, *Nicolas-Joseph*, 1728-1745.
LADAM, *Ghislain-François*, 1669-1703.
LADERRIÈRE, *Antoine-Noël*, 1699.
LAITBURET, *Jehan*, 1548-1555.
LAMBERT, *Jean*, 1655-1656.
LAMY, *Jehan*, 1530-1536.
LANDRE, *Michel*, 1638.
LAPORTE, Me *Jean*, docteur en médecine, 1635.
LAPPARELLIER, *Léon*, 1568-1572.
* LAURENT *ou* LAURIN, *Damien*, sr du Bus, 1607-1626.

Laurent, *Jean-Baptiste*, 1689-1698.
Le Bon, *Noël*, 1574-1615.
Le Bon, *Noël*, le jeune, 1602-1639.
Leclercq, *Alexandre*, écuyer, sr de Pasquendal, 1618-1622.
Leclercq, *François*, 1608-1609.
Leclercq, *Gabriël-Maxim.*, éc., sr des Noyelles, 1635-1641.
Leclercq, *Hermès*, 1581-1606.
Leclercq, *Jacques*, 1536.
Leclercq, Me *Jacques*, licencié en droit, 1602-1608.
Leclercq, Me *Jacques*, fils de Michel, 1614-1624.
Leclercq, Me *Michel*, 1586-1623.
Leclercq, *Michel*, 1625-1630.
* Leclercq, sire *Nicolas*, 1522-1550.
Leclercq, sire *Nicolas*, le jeune, 1542-1560.
Leclercq, Me *Nicolas*, 1554-1568.
Leclercq, Me *Nicolas*, 1581-1582.
Leclercq, *Philippe*, sr des Noyelles, 1605-1626.
Leclercq, *Philippe*, sr de la Chuyelle, 1620-1636.
Lecocq, *Adam*, 1557-1564.
Lecocq, *Jehan*, 1559-1566.
Lecocq, *Samuël*, 1623.
Le Couvreur, *Noël-Joseph*, éc., sr du Sart, 1722-1746.
Lecucq, *Jehan*, 1536-1542.
Lecupré, *François*, 1591.
Lefebvre, *Gaspard*, 1703.
Lefebvre, *Jacques*, 1554-1555.
Lefebvre, *Pierre*, docteur en médecine, 1647-1674.
Leflo, *Jacques*, écuyer, sr de Léaucourt, 1619-1649.
Legay de Cantigny, *Charles-Jacques*, licencié ès-lois, 1678.
Legrand, *Jean*, fils de Robert, 1581-1582.
Legry, *Jehan*, 1616-1628.
* Le Louchier, *Jean-Franç.*, éc., sr de Popuelles, 1676-1692.
Le Louchier, *Nicolas*, 1587.

Lemaire, *Thomas*, 1563-1572.
Lempereur, *Paul*, 1542.
Le Prévost, *Jean-François*, avocat, 1690-1699.
Le Prévost, *Pierre*, éc., s^r de Villers, Plouy, 1630-1654.
Le Prévost de Basserode, *Louis-François-Alexandre*, chev. s^r de Buisse, 1759-1774.
Lericque, *Jacques*, fils de Nicolas, 1586-1620.
Lericque, *Jacques*, le jeune, 1622-1629.
Lericque, *Jean*, 1651-1665.
Lericque, *Louis*, 1585-1587.
Lericque, *Nicolas*, 1569-1582.
Lericque, *Nicolas*, fils de Jacques, 1611-1615.
Lericque, *Pierre*, 1585-1608.
Leroy, *Eleuthère*, 1552-1553.
Lesaige, *Toussaint*, 1560-1566.
Le Sceultre, *Paul-Joseph*, 1703-1714.
Leschevin, *Nicolas*, 1571-1578.
Le Sueur, Me *Guillaume*, 1596-1603.
Le Sueur, *Jean*, 1597-1611.
Le Soeur, *Philippe*, 1563-1566.
Le Tellier, *Alexandre-Joseph*, 1774.
Le Vaillant, *Nicolas-François*, seigneur de la Bassardrie, 1675-1681.
Le Vaillant, Messire *Philippe*, chevalier, s^r de Watripont, 1626-1635.
*Le Vaillant, *Pierre-François*, s^r de Watripont, baron de Bousbecq, 1709-1711.
Leveau, *Christophe*, 1621-1623.
Le Wieuwarier, *Charles*, 1619.
Le Wistre, *Bertrand*, 1526-1536.
Liébart, sire *Jehan*, 1522-1527.
Liébart, *Simon*, 1522-1524.
Liébart, *Michel*, fils de Me Nicole, 1568-1587.

LIÉBART, *Gérard*, chev., s[r] de Merlin, 1583-1628.
LIÉBART, *Michel*, 1609-1618.
LIÉBART, M[e] *Nicolas*, 1602-1603.
LIÉBART, *Simon*, fils de feu M[e] Nicolas, 1588-1597.
LIÉGEOIS, *Georges*, 1614.
LIÉGEOIS, *Louis*, 1617.
LIÉTART, *Charles*, négociant, 1743-1753.
LIÉVOU, *Ignace*, fils, 1688-1694.
LIÉVOU, *Jacques*, 1669-1685.
LOCALIN, *Jehan*, 1559-1577.
LONGUEVILLE, *Adrien-François*, négociant, 1721.
LONGUEVILLE, *Nicolas-Alexandre-Joseph*, négociant, 1789.
LONGUEVILLE, *Nicolas-Joseph*, avocat, 1731-1746.
LOZÉ, *Georges*, 1685.
LOZÉ, *Jean*, avocat, 1699.
LUYTENS, M[e] *Jean*, s[r] des Parquaux, 1616-1634.
LUYTENS, *Philippe-Joseph*, id., 1697-1698.
MACQUET, *Jehan*, l'aîné, 1560-1563.
MALDEURÉE, *Jacques*, 1522-1528.
MALDEURÉE, *Simon*, 1555-1556.
MAMUCHET, *Jean*, 1569.
MAMUCHET, *Marc*, 1563-1577.
MAMUCHET, *Pierre*, 1583-1607.
MAMUCHET, *Simon*, 1591-1592.
MANNART, M[e] *Charles*, 1576-1598.
MANNART, *Maximilien*, 1601-1608.
MANNART, *Pierre*, 1614-1626.
MARISSAL, *Jacques*, 1655-1658.
MARISSAL, *Pierre*, 1643-1650.
MARLIER, *Hubert-Géry*, 1774-1789.
MARTIN, *Antoine*, s[r] de Mesplon, 1542.
MARTIN, *Guillaume*, 1559-1560.
MARTIN, *Jacques*, 1530-1537.

MARTIN, *Jacques*, s^r de Caseau, fils de Jacques, 1564-1578.
MARTIN, *Jacques*, fils de Laurent, 1565.
MARTIN, *Jehan*, 1544-1545.
MARTIN, sire *Laurent*, 1538-1546.
MARTIN, *Thiéry*, 1525.
MEULEMAN, *Pierre*, 1599.
MEURISSE, *Adrien*, chevalier, s^r de la Havrie, Ronneville, St-Hilaire et Moncheau, 1644-1664.
MEURISSE, Me *Jean*, écuyer, s^r de la Havrie, 1589-1633.
MEURISSE, *Nicolas*, le jeune, 1528-1558.
MEURISSE, Me *Nicolas*, écuyer, s^r du Moncheau, la Havrie, 1615-1649.
MICHAU, *Guillaume*, 1652-1656.
MICHEL, *Antoine*, avocat, 1692-1696.
MICHEL, *Odot*, 1588.
MOENENS, Me *Jean*, 1581-1582.
MONNART, *Jean*, 1583-1592.
MONNART, *Nicolas*, 1638-1640.
MONNEL, Me *Antoine*, écuyer, s^r de Bouvrye, 1599-1631.
MONNEL, *Charles*, écuyer, s^r de Lespinois, 1636-1664.
MONNEL, Me *Jean*, 1577-1602.
MONNEL, *Michel*, écuyer, s^r de Ruel, 1641-1646.
MONNEL, *Pierre-Alexis*, écuyer, s^r des Rosières, 1686-1706.
MONNIER, *Sébastien*, 1676-1684.
MOREAU, *Jacques*, 1535.
MOREAU, *Jehan*, 1535-1550.
MOREAU, *Simon*, avocat, 1633-1637.
MOREL, *Charles-Ernest-Joseph*, 1789.
MOREL, *Jacques*, 1525-1530.
MOREL, *Jehan*, 1527-1534.
MOUTON, *Jean*, 1578.
MUIDAVAINE, *Gilles*, négociant, 1688-1692.
MUISSART, *Bauduin*, 1686.

MUISSART, *Henri*, écuyer, 1684-1721.
MULLET, *Albert*, licencié ès-lois, 1675.
MULLET, *Jacques-Louis*, écuyer, 1682-1689.
MULLET, *Jean-Baptiste*, 1700.
ODOLF, *Jean*, 1650-1656.
OLIVIER, *Michel*, 1587-1617.
OLIVIER, *Philippe*, 1549-1552.
OPALFENS, *Pierre*, 1639.
OUDE, *Jacques*, fils de Me Martin, 1624-1626.
PARMENTIER, *Nicolas*, 1585-1586.
PASSET, *Quentin*, 1628.
PEPIN, *Albert-Honoré-Joseph*, 1789.
PERDU DE LESPINOIS, *Benoît*, 1774-1789.
PERIER, *Jean-Baptiste*, banquier, 1789.
PETIT, *Guillaume*, 1553-1572.
PETIT, *Jean*, 1571-1572.
PETIT, *Léon*, écuyer, sr de Bethomez, 1583-1593.
* PETIT, *Léon*, sr de Bethomez, 1544-1557.
PETIT, *Nicaise*, 1539-1562.
PETIT, *Pierre*, 1522 (décédé en mars 1523).
PETIT, *Quentin*, 1589 (1).

---

(1) La famille *Petit*, une des plus anciennes de Tournai, a fourni plusieurs magistrats en notre cité, soit comme prévôt, soit comme échevin ou mayeur. — Nous la trouvons, au XVIe siècle, divisée en trois branches portant pour armoiries : 1° de gueules au pal d'hermine, 2° d'or au massacre de cerf de sable, et 3° écartelé : au 1° et 4° d'or à trois tonnelets d'azur cerclés d'or; au 2e et 3°, burellé d'argent et d'azur. — Les Petit furent seigneurs de Bethomé, de Libersart, de Berthel et de la Marilière, et ils s'allièrent aux familles Le Clercq, de Calonne, du Hornoy, de Hurtebise, de Halluin, de Moulembais, de Brabant, de Roisin, de Frayère, de la Chapelle, Taffin, Meurisse, du Bar, Van Damme d'Eccloo, et aussi Van Damme, sr de Dammendaele, etc., en Flandre.

PLANCHON, *Jacques*, 1616-1625.
PLATEAU, Me *Jacques*, 1591-1594.
PLATEAU, *Jehan*, 1524.
PLATIEL, *Jehan*, 1523-1529.
POLLET, *Jacques*, 1676-1677.
PORTOIS, *Gabriël*, 1664-1698.
PORTOIS, *Charles*, avocat, 1697-1709.
PORTOIS, *Nicolas-Joseph*, 1728.
POULEREAU, *Adrien*, 1643-1645.
POULEREAU, *Jean*, 1681.
POULEREAU, *Michel*, 1596-1613.
POULIN, *Pierre*, 1620-1623.
POUPÉ, *Pierre-Abraham*, 1703.
POURET, *Raphaël*, 1568-1574.
POURIER, *Guillaume*, 1569-1576.
PRAYÉ, *Louis-Bruno-Joseph*, 1763-1774.
PRESIN, *Pierre*, 1664-1674,
PREUD'HOMME, *Charles*, écuyer, 1607-1641.
PREUD'HOMME, *Charles*, écuyer, 1686-1714.
PREUD'HOMME, *Nicolas*, écuyer, s^{r} de Pleumont, 1639-1657.
QUERQUEFOEILLE, *Michel-Joseph*, 1524-1541.
QUINET, *Jean*, 1646-1654.
RENUYT, *Jacques*, avocat, 1706.
REVERSEUR, *Nicolas*, 1602-1612.
RICHARD, *Jean*, 1625.
RICHARD, *Pierre*, marchand, 1696.
ROBERT, *Nicolas*, 1561-1570.
ROBERT, *Simon*, 1546.
ROCHA, *Joseph*, écuyer, 1714-1728.
ROGIER, *Louis*, 1607-1621.
ROGIER, *Nicaise*, 1639-1651.
ROGIER, *Thiéry*, l'aîné, 1614-1665.
ROGIER, *Thiéry*, le jeune, 1655-1674.

RONDELIUS, *Fréderic*, docteur, 1633-1641.
ROSE, *Jean-François*, 1664.
ROTY, *Artus*, 1578.
ROTY, *Artus*, 1664-1665.
ROTY, *Jacques*, 1655-1679.
ROTY, *Nicolas*, 1527-1557.
ROUPIN, *Michel*, 1633-1665.
SANE, *Antoine*, 1641.
SAVARY, *Nicolas*, 1552.
SAYS, *Jehan*, 1556-1559.
SCAPCOMAN, *Jean*, l'aîné, 1687-1706.
SCORION, *Antoine*, 1651-1657.
SCORION, *François*, 1624-1626.
SCORION, *Jean*, s^r de Léaucourt, 1646-1657.
SCORION, *Jean*, le cadet, 1689.
SCORION, *Léon*, s^r de Longparois, 1728-1736.
SCORION, *Robert*, 1638-1658.
SCORION, *Robert*, s^r de Léaucourt, 1683-1700.
SEPA, *Antoine*, docteur en médecine, 1646-1681.
SERRÉ, *Gérard*, marchand, 1711-1714.
SERRURIER, *Melchior*, 1528.
SIMON, *Simon*, 1555-1603.
SIMONEAU, *Jean-Baptiste*, 1736-1757.
SORRY, *Josse*, 1614-1615.
SOURDEAU, *Jacques*, 1650.
SOURDEAU, *Nicolas*, 1564-1572.
SPICQ, *Arnould*, 1640.
SPICQ, *Liévin*, 1621.
SPRIENT, *Léon*, 1613.
STEENE, *Hugues*, 1562-1563.
SUCCA, *Mathieu-Benoît*, écuyer, 1715.
TAFFIN, *Denis*, 1536-1557.
TAFFIN, *Jehan*, 1536-1544.

TASSE, *Jehan*, 1522.
TERNOIS, *François*, licencié ès-lois, 1646-1649.
TERNOIS, *Jacques-Joseph*, marchand, 1711-1715.
TINEHANS (*dit* SENONCQ), *Philippe*, 1535-1548.
TRANCHE, *Jean*, 1621-1641.
TRANNOY, *Antoine*, 1650-1669.
TRANNOY, *Pierre*, 1626-1654.
UTEEN EECOUTHEN, *Nicolas*, 1592-1612.
VANBIESBROUCK, *Michel*, avocat, 1696-1709.
VANDALE, *Denis-Joseph*, négociant, 1739.
VANDERDONCK, *Charles*, 1583-1591.
VAN DER GRACHT, *Antoine-Ignace*, sr de Fretin, 1697-1703.
VAN DER GRAGHT, *Idesbalde-Marie-Louis*, sr de Grand-Rieu, 1767-1789.
VAN DER GRACHT, *Louis-Franç.*, sr de Grand-Rieu, 1721-1728.
VAN DER HEYDEN, *Charles*, 1746-1759.
VAN DER HOOCK, *Albert*, 1624.
VANDERMEULEN, *Guillebert*, 1652.
VAN EEDEN, *Henri*, 1625-1641.
VANGERMEZ, *Jehan*, 1557-1564.
VANLINTH, *Daniel*, 1620.
VANONCLE, *Henri*, 1605-1622.
VAN RODE, *Denis*, 1662-1668.
VAN RODE, *Ignace*, 1687-1692.
VAN RODE, *Ignace*, licencié ès-lois, 1711-1715.
VAN RODE, *Ignace-Séraphin-Joseph*, 1721.
VAN ROSE, *Michel-Archange*, avocat, 1714-1715.
VARLO, *Galien*, 1578.
VARLUT, *Jaspard*, 1636-1674.
VERGELOIS, *Nicolas*, 1536-1539.
VERTEGANS DE LEVREGHEM, *Charles-François*, 1741-1770.
* VILAIN, *Antoine*, sr de la Bouchardrie, 1541-1546.
VILAIN, *Jacques*, 1553-1565.

Vilain, *Jehan*, 1540-1566.
Vincquière, *Mathieu*, 1576-1602.
Visart, *Jacques-Joseph*, 1665.
Visart, *Jean-François*, 1697.
Visart, *Michel*, 1657-1663.
Visart, *Robert*, 1650-1672.
Vranx, *Antoine-François-Joseph*, 1752-1764.
Vranx, *François-Daniel*, 1711.
Vranx, *Ignace-François*, avocat, 1744-1749.
Warin, *Claude*, 1569.
Wattecamps, *Gaspard*, 1646-1649.
Wattecamps, *Jehan*, 1618-1635.
Wattecamps, *Louis*, 1614-1617.
Wattecamps, *Pierre*, 1616.
Wattecamps, *Thomas*, 1619-1623.
Waymel, *Joseph-Gabriël*, 1703.
Wibault, *Marc-Antoine*, avocat, 1665.
Wibault, *Noël*, 1629-1641.
Willocqueau, *Chrétien*, 1578.
Willocqueau, *Jehan*, 1537-1545.
Winocq, *Arnould*, 1532-1556.
Ysebrant de Lindonck (de Douvrin), 1789.
Ysebrant de Lindonck, *Charles-Nicolas-Joseph*, 1752.
Ysebrant de Lindonck, *Jean-Philippe*, écuyer, 1731-1744.
Yterot, *Jean*, 1578.
Zègre, *Gilles*, 1589.
Zivert, *Adrien-François*, 1700-1706.
Zivert, *Jean*, 1650.



MÉMOIRE PRÉSENTÉ, EN 1589,

PAR

Jean VENDVILLE, évêque de Tournai,

AU SOUVERAIN PONTIFE SIXTE V,

POUR L'ENGAGER A ÉTABLIR DES SÉMINAIRES DESTINÉS A FORMER DES OUVRIERS APOSTOLIQUES POUR LES MISSIONS ÉTRANGÈRES,

communiqué à la Société historique et littéraire de Tournai
par M. **REUSENS**,
professeur et bibliothécaire de l'Université catholique de Louvain.

Jean Vendville, qui occupa le siége épiscopal de Tournai de 1587 à 1592 (1), porta pendant toute sa vie un vif intérêt à ce qui pouvait contribuer au développement des études ecclésiastiques. Par ses largesses et les démarches

---

(1) Voyez sur ce saint évêque : 1° Zoes, *D. Joannis Vendvillii, episcopi Tornacensis, juris utriusque doctoris et consiliarii Regis catholici in concilio privato, vita.* Duaci, 1598, in-12 ; 2° Mgr Voisin, *Notice sur Jean Vendeville, évêque de Tournai*, dans les *Bulletins de la Société historique et littéraire de Tournai*, t. VI; et 3° Possoz, *Mgr Jean Vendeville*, *évêque de Tournai*, 1587-1592. Lille, 1862, in-8°. Ce dernier ouvrage n'est qu'une traduction libre de la biographie de Zoës, augmentée de quelques appendices.

qu'il fit auprès auprès de personnes fortunées, il sauva d'une ruine certaine le collége du Faucon, une des quatre pédagogies de la Faculté des Arts, à l'Université de Louvain. Il eut également une large part dans la fondation de l'Université de Douai, dont il fut l'un des premiers professeurs.

Le trait principal qui caractérise la vie du vertueux prélat, c'est, sans contredit, le zèle extraordinaire qu'il montra pour la conversion des âmes par la formation de bons ouvriers évangéliques. Ce saint zèle s'était manifesté lorsque, jeune encore et engagé dans les liens du mariage, il enseignait le droit à Louvain. « Dès cette époque, un attrait particulier, dit un de ses biographes, le portait à réfléchir sur les moyens de combattre avec succès les hérésies et de ramener les catholiques à une vie plus conforme aux enseignements de l'Evangile. Il y revenait sans cesse et autant que ses autres occupations le lui permettaient, il en faisait l'objet de ses profondes méditations. S'il trouvait dans ses lectures quelque trait qui s'y rapportât, il l'annotait avec soin, et ses entretiens avec les hommes instruits qu'il fréquentait, ne roulaient guère sur un autre sujet. Après deux ou trois ans d'une étude approfondie, il lui parut que le remède le plus efficace aux maux qui affligeaient l'Église était l'établissement des colléges et des séminaires. Il communiqua ses vues aux princes qui gouvernaient la Belgique; il en parla souvent aux hommes influents avec lesquels il était en rapport, et composa un mémoire qu'il envoya à Viglius, président du conseil privé, après l'avoir soumis à Maximilien de Berghes, archevêque de Cambrai, dont il estimait singulièrement la sagesse et la science profonde. Ce mémoire fit impression sur Viglius, et, en 1569, il fondait à Louvain le collége qui porte son nom. Peu d'années après, le roi d'Espagne ouvrit pour les jeunes gens, qui

suivaient les cours de théologie, deux séminaires dits *du Roi*, l'un à Louvain, l'autre à Douai. Un peu plus tard encore, le concile provincial de Cambrai, réuni à Mons sous le pontificat de Maximilien de Berghes, décidait l'érection d'un autre séminaire dans la ville de Douai, et les règles concernant son administration étaient arrêtées par les Pères du concile. Il fut définitivement fondé en 1586, et appelé le Séminaire des évêques. On ne peut guère douter que les autres séminaires institués vers la même époque à Douai et à Louvain n'aient été dus en grande partie au zèle avec lequel Jean Vendeville travaillait à étendre ces établissements si nécessaires pour assurer à l'Église des prêtres pieux et instruits (1). »

Vendville ne borna pas son zèle à la conversion des peuples civilisés de l'Europe ; il provoqua et favorisa aussi, et même principalement, la propagation de la foi catholique parmi les infidèles. Pendant la majeure partie de sa vie, ses pensées et ses aspirations furent constamment tournées vers l'œuvre des missions étrangères qu'il désirait voir s'organiser par la fondation de séminaires destinés à former des ouvriers évangéliques. Il serait impossible de faire connaître, même sommairement, tous les généreux efforts tentés par Vendville pour obtenir la réalisation de ses plus chers désirs; nous devons nous contenter de les esquisser à grands traits.

La préface du *Mémoire* que nous livrons à la publicité renferme quelques indications précieuses, confirmant et complétant les détails que fournit à ce sujet Nicolas Zoes, le principal biographe du pieux prélat. Ce fut en 1561, que celui-ci ressentit en lui les premiers élans de cette

(1) Possoz, *Mgr. Jean Vendeville*, p. 46.

ardente charité qui le poussa, pendant plus de trente ans, à désirer si vivement le salut des âmes. Après avoir mûri ses idées pendant plusieurs années, il partit pour Rome, en 1567, afin d'entretenir le Souverain Pontife, saint Pie V, du projet qu'il avait conçu, et lui présenter un mémoire sur cet objet. « Il était heureux, dit le P. Possoz, de converser avec les hauts dignitaires de l'Église Romaine des affaires de la religion; il tenait surtout à communiquer au Pontife un projet qu'il appelait lui-même *le principal*. C'était le plan d'un séminaire où l'on formerait un grand nombre d'ouvriers apostoliques, destinés à travailler à la conversion des Grecs, des Maronites et même des nations infidèles. Pie V chargea le cardinal de Clairvaux d'examiner ce mémoire et de lui en rendre compte. La mauvaise santé du cardinal l'empêcha de s'occuper activement de ce travail, et la mort le surprit avant qu'il eût pu remettre son rapport au Souverain Pontife. Vendeville ne crut pas devoir faire alors aucune démarche pour que Pie V nommât un autre examinateur; car il savait que le Saint Père était surchargé par les préoccupations que lui donnait la guerre contre les Turcs. Mais sous le pontificat de Grégoire XIII (1), il revit son mémoire, qu'il corrobora d'observations nouvelles, et le fit remettre au Pape. Lorsqu'il en entendit la lecture, Grégoire XIII ne put retenir ses larmes; il approuva le projet et exprima l'intention d'y donner suite. Il ordonna au P. Possevin, jésuite, de faire un résumé exact et concis des plans proposés par Jean Vendeville, et il les suivit à quelques modifications près, pour instituer les colléges destinés à l'éducation des jeunes gens maronites, grecs et dalmates.

---

(1) Vers l'année 1578, comme il résulte de la préface du *Mémoire*.

..... Cependant ce n'était là qu'un commencement d'exécution du vaste plan proposé par Jean Vendeville (1). »

En 1589, Vendville, alors évêque de Tournai, se rendit à Rome sur les instances du Pape Sixte V, pour s'acquitter de la visite *ad limina Apostolorum* prescrite par les saints canons, et rendre en même temps compte de l'état de la religion dans le diocèse de Tournai. Il ne voulut pas quitter Rome, sans entretenir la pape de son projet favori, et lui présenta le mémoire que nous publions ci-dessous. « Sixte V, dit le P. Possoz, renvoya l'écrit aux cardinaux chargés de ce qui concernait les réguliers. Tous applaudirent à la sagesse des vues exposées par l'évêque de Tournai, et n'exprimèrent qu'un désir : ce fut que le Souverain Pontife appliquât à tous les ordres religieux les mesures proposées seulement pour les deux ordres mendiants de Saint-François et de Saint-Dominique. Mais rien n'aboutit alors, parce que les soins du Souverain Pontife étaient absorbés par les affaires de France. Parmi les cardinaux chargés d'examiner le mémoire de Jean Vendeville, se trouvait le cardinal de Santi-Quatro, Jean-Antoine Facchinetti, élevé plus tard sur le Saint-Siége sous le nom d'Innocent IX. Il admira le zèle que respirait cet écrit, et en conçut pour l'évêque de Tournai une profonde vénération. Lorsque Jean Vendeville vint lui faire son salut d'adieu, on remarqua que le cardinal baisa respectueusement la tête chauve de l'évêque, et comme on lui demanda pourquoi il en avait agi de la sorte : *Ah!* répondit-il, *vous ne savez donc pas que cette tête est le chef d'un saint* (2). »

L'année suivante, lorsque, de retour à Tournai, Vend-

(1) *Mgr Jean Vandeville,* p. 38.
(2) *Ibidem,* p. 131.

ville eut appris la mort de Sixte V et l'élévation au suprême pontificat de Grégoire XIV, qu'il avait connu particulièrement à Rome, il envoya à celui-ci une lettre de félicitation et profita de cette occasion pour revenir sur le mémoire adressé à Sixte V. Le Souverain Pontife répondit par deux lettres autographes qui nous ont été conservées par Nicolas Zoes (1), et dont voici la dernière :

« Reddidere nobis literas tuas dilecti filii cardinalis Alanus et doctor Vossius, una cum scriptis et commentariis tuis de insignibus operariis comparandis et mittendis in messem Domini, magna cum spe lucri spiritalis : ex quibus certe cogitationibus et desideriis, praesertim tam diuturno tempore animo tuo infixis, pietas tua declaratur, quam valde in Domino commendamus. Quae vero a te proponuntur, et pro nostra pastorali solicitudine lubenter cognovimus, et quantum ea generatim atque universim contemplari licuit, etiam probamus; sed quae sit hujus calamitosi seculi conditio, et quam multis implicata impedimentis, vides. Tum res ipsae graves et novae natura sua magnam molitionem magnasque adferunt difficultates. Verumtamen scimus in eo confidendum esse, qui potens est et cujus gloriam quaerimus. Quare, ut tota res concoquatur, dilectis cardinalibus multo zelo et prudentia praeditis mandavimus, ut omnia considerent, et ad nos referant, qui certe benignas huic negocio aures praebebimus. Tu interea gregem illum (quod facis) pasce in omni sanctitate et doctrina; et Deum ora, ut, ejus gratia adjutrice, quae illi placita sunt, semper efficiamus. »

Grégoire XIV ne se contenta pas de louer le zèle de

(1) *D. Joannis Vendvillii vita*, p. 115 et suiv.

Vendville; il institua aussi une congrégation spéciale chargée de l'examen du projet que celui-ci avait soumis au Saint-Siége. Cette congrégation, qui reçut le nom de *Congrégation de l'évêque de Tournai*, était composée des cardinaux Paleottus, Asculanus, Alan et Frédéric Borromée, auxquels on adjoignit deux docteurs Sylvius Antonianus, et Gérard Vossius, l'ami de Vendville. Elle tint plusieurs séances, mais ne prit aucune décision. Alors l'évêque de Tournai adressa une nouvelle supplique au Saint-Père pour le prier de presser l'affaire, se montrant disposé, dans l'intérêt de l'érection des séminaires projetés, à résigner son évêché et à entrer lui-même comme élève dans un des établissements qui seraient fondés. Il alla jusqu'à joindre à sa demande un acte authentique par lequel il résignait son évêché et se mettait à la disposition du Souverain Pontife. Grégoire XIV n'accepta pas la résignation malgré les instances réitérées de l'évêque de Tournai.

Grégoire XIV n'occupa pas longtemps la chaire pontificale; élu le 5 décembre 1590, il mourut le 15 octobre de l'année suivante. Il eut pour successeur le cardinal Facchinetti, qui prit le nom d'Innocent IX. « Deux jours avant son exaltation, dit le P. Possoz, il avait rencontré Vossius, et lui avait demandé à quel point en était l'affaire dont ce docteur poursuivait l'exécution au nom de l'évêque de Tournai. Peu de temps après son élection, il chargea le cardinal Paleottus d'achever l'examen du mémoire de Vendeville, et y joignit l'écrit qu'il avait composé lui-même sur la réforme des réguliers, se réservant de donner son avis en temps et lieu. Dès que l'évêque de Tournai fut informé de l'élévation du cardinal Facchinetti au suprême pontificat, il se réjouit que Dieu eût appelé sur le trône de Saint-Pierre un homme qui partageait ses vues ; toutes ses espérances se réveillèrent, et il manifesta l'intention de retour-

ner à Rome, malgré son grand âge et la rigoureuse saison où l'on se trouvait. En vain lui représentait-on les dangers qu'il allait courir, la désolation que son départ causerait à ses diocésains, les inconvénients d'une longue absence loin de son troupeau. « Je partirai malgré tout cela, dit-il; Grégoire XIV m'en a donné la permission; l'affaire qui sollicite mon départ me paraît beaucoup plus importante que la bonne administration de plusieurs diocèses, et le succès que j'espère apportera bien plus d'avantages à mon troupeau que ne lui en procurerait ma présence de quelques mois. » On le pria, si sa résolution était tout à fait arrêtée, de différer au moins dans l'intérêt de sa santé, et d'attendre jusqu'au printemps prochain. « Mais, répondit-il, qui nous assurera qu'au printemps prochain ma santé ou celle du Souverain Pontife ne viendra pas mettre obstacle à mon départ? pouvons-nous seulement compter sur le jour de demain? Lorsque saint Amand et saint Éleuthère se rendirent à Rome pour la troisième fois, je ne crois pas que leur voyage eût un motif plus pressant que le mien. Saint Malachie n'est-il pas retourné à Rome, quoique des personnes fort prudentes l'en dissuadassent? et dans quel but faisait-il ce nouveau voyage? Uniquement pour demander au pape le pallium. »

..... On était au mois de novembre 1591; quelque temps auparavant il avait publié son *Manuel des Pasteurs*, composé de ce qu'il avait trouvé de plus convenable dans différents rituels, et spécialement dans ceux de Rythovius, évêque d'Ypres, et de Corneille Jansénius, évêque de Gand. Avant son départ il donna ses avis à son vicaire général et à son official, sur la sagesse desquels il pouvait se reposer, et prit toutes les mesures nécessaires pour que son troupeau ne souffrît pas de son absence. Il recommanda aux doyens de chrétienté d'avoir les yeux ouverts sur les


IOANNES VENDVILLIVS EPISCOPVS TORNACENSIS I.V.D. CONSILIARIVS CONSILII PRIVATI ÆTAT. LXVI. AN. M. D. XCII.

paroisses et les pasteurs placés sous leur surveillance ; il n'omit rien de ce qui concernait l'intérêt de son diocèse ; mais il s'oublia lui-même, et, sans souci pour les fatigues et les dangers d'un si long voyage, il se mit en route. Après avoir franchi les hautes montagnes et bravé les frimas et les neiges, il arriva à Bologne ; ce fut là qu'il apprit la mort du saint pape Innocent IX. Ceux qui l'accompagnaient craignirent que cette nouvelle n'accablât le pieux prélat, frustré dans ses espérances après s'être exposé à tant de fatigues et avoir bravé tant de périls. Sans doute, ce coup qui plongeait dans le deuil l'Eglise tout entière à cause de la capacité et des vertus éminentes du pontife que l'on venait de perdre, dut être surtout douloureux pour Jean Vendeville; mais il n'ébranla pas sa constance et ne troubla point sa paix. Il le reçut comme venant de la main de Dieu : « Le Seigneur, disait-il, j'en ai la ferme confiance, donnera pour le remplacer un homme de sa droite, et il manifestera une fois de plus la providence paternelle qu'il étend sur son Église. » Arrivé à Rome, il s'empressa d'aller offrir ses félicitations au successeur d'Innocent, Clément VIII, et lui recommanda l'affaire pour laquelle il avait entrepris son voyage. Clément VIII ordonna immédiatement aux cardinaux qui en avaient été chargés, de terminer leur examen, de conclure et de l'informer de leur décision. Après une mûre délibération, ils approuvèrent le projet, et en limitèrent pourtant l'exécution au seul ordre de Saint-François de la stricte observance. Le pape fit appeler immédiatement le cardinal protecteur des Franciscains, qui, d'après la règle, exerce sur cette famille religieuse une grande autorité; il lui enjoignit de se mettre à l'œuvre, et de régler toutes choses, autant qu'il le pourrait, à la satisfaction de l'évêque de Tournai. C'était le cardinal Mathieu, homme singulièrement vénérable ; il approuvait

le plan proposé par Jean Vendeville, et il le communiqua immédiatement au procureur-général de l'ordre (1). »

Vendville, heureux de voir son projet recevoir un commencement d'exécution, retourna à Tournai, mais ne survécut pas longtemps à son voyage; il mourut dans sa ville épiscopale le 15 octobre 1592.

L'idée conçue et fécondée pendant environ trente ans par Vendville ne mourut pas avec son auteur. La fondation du collége de *la Propagande*, qui eut lieu en 1627 sous le pontificat d'Urbain VIII, ne fut que la réalisation du projet de l'évêque de Tournai. C'est à celui-ci que revient l'honneur d'avoir eu la première idée de cette institution si éminemment catholique. Et, chose digne de remarque, ce fut encore un prélat que des liens intimes unissaient à la Belgique qui fut le premier bienfaiteur du collége de la *Propagande*. « Après que l'immortel Grégoire XV, Ludovisi, dit Moroni, eut institué définitivement, par sa bulle du 22 juin 1622, la congrégation des cardinaux de la *Propagande*, monseigneur Jean-Baptiste Vivès, espagnol de Valence, référendaire des deux signatures, qui avait été mis par Grégoire XV lui-même au nombre des prélats dont il composa sa congrégation, et fut depuis prélat domestique d'Urbain VIII, conçut le vaste dessein de cette fondation à laquelle on prétend que Grégoire XV lui-même aurait pensé, si la mort ne l'eût enlevé le 8 juillet 1623 (2). Monseigneur Vivès qui, à ses autres emplois, ajoutait la dignité de Ministre résidant pour la Gouvernante des Flandres, Isabelle-Claire-Eugénie, Infante d'Espagne, fit l'acquisition, en 1606, du palais qui avait été construit récemment

(1) *Mgr Jean Vendeville*, p. 146 et suiv.

(2) Moroni se trompe évidemment en cet endroit. Le dessein fut conçu par Vendville, et examiné par S. Pie V et ses successeurs.

par le cardinal Barth. Ferratini d'Amelia, dans le quartier Colonna, à l'extrémité de la place d'Espagne, c'est-à-dire dans un lieu qui se trouvait alors à l'extrémité de la ville habitée, et qui en occupe maintenant presque le centre.

Pendant qu'il habitait ce palais, monseigneur Vivès, en ecclésiastique animé d'un zèle généreux pour la propagation de la foi, conçut le noble projet d'y ériger un collége, où seraient élevés et instruits des jeunes gens de diverses nations étrangères, afin que, retournant ensuite dans leur patrie, ou envoyés ailleurs par la congrégation de la propagande, ils travaillassent à confirmer les catholiques dans la foi, à propager le christianisme parmi les infidèles, et à ramener au sein de l'Église les hérétiques et les schismatiques. Le père Michel Ghislieri, religieux Théatin et confesseur de Vivès, l'encouragea beaucoup dans cette entreprise, si bien que Mgr Vivès se décida à y consacrer sa fortune et chargea le père Ghislieri de dresser un plan et un règlement, et d'adapter le palais à sa nouvelle destination. C'est dans ces sentiments que Vivès fit don de son palais et de tous ses biens à Urbain VIII Barberini. L'illustre pontife approuva le dessein du vertueux prélat et par sa bulle *Immortalis Dei*, des Kalendes d'août 1627, il institua canoniquement dans ledit palais le collége ou séminaire pour des jeunes gens de toute nation. La donation qui lui était faite par Mgr Vivès montait à un revenu d'environ 700 écus, sans compter ce qu'il lui laissait par testament.

L'inscription qu'on lit sur le monument que lui fit ériger plus tard la congrégation de la propagande dans l'église du collége, porte qu'avec ses revenus ont été créées des bourses pour dix élèves » (1).

---

(1) Moroni, *Dizionario di erudizione*, etc., cité par Mgr Voisin dans les *Bulletins de la Société historique de Tournai*, VI, p. 150.

L'épître dédicatoire que le docteur Gérard Vossius plaça en tête de l'édition du traité ***De Consideratione ad Eugenium papam*** de S. Bernard, publiée à Rome en 1594, fournit la preuve évidente que le projet soumis au Saint-Siége par le pieux évêque de Tournai ne fut pas oublié après la mort de celui-ci. Nous reproduisons ici cette préface qui renferme un des plus beaux éloges qu'on puisse faire de Vendville.

Smo D. N. Clementi octavo, Pontifici Maximo, Gerardus Vossius cuncta in Domino salutaria.

Annus jam tertius tui Pontificatus feliciter, Beatissime Pater, inchoatur, et tertius laborum meorum foetus denuo ad te revertitur; quolibet anno quilibet hucusque a me editus, tibique oblatus, atque dicatus : duo quidem illi priores multa tibi cum aliis utilia atque communia continentes : at praesens hic tertius magis tibi ut Summo Pontifici proprius. Nosce cupis, quonam partus iste meus appelletur nomine? ***De Consideratione*** vocatur, appellatione forte, ut videbitur, nova atque inusitata; sed tamen pulchra et rebus suis accommodata : multo quidem antea ab alio longe digniore auctore primum in lucem productus, sed nostra modo qualicunque industria excultus et illustratus, tuisque ac aliorum inferiorum Ecclesiae procerum atque pastorum usibus magis accomodatus. Quaeris, quis sit hic? Ne parabolam texere videar, palam et aperte magis eloquar. Devotissimus hic est S. Bernardus, abbas Claraevallensis ejusque ***de Consideratione ad Eugenium Papam tertium libri quinque*** : quos, ut post secundum Ephraemiticum meum tomum nuper a me Romae editum, et S. V. dicatum, ad veritatem manuscriptorum codicum

tam Vaticanae vestrae Bibliothecae, quam aliorum aliunde suppeditatorum recognoscerem et emendarem, argumentisque suis ac notis, necnon capitum distinctionibus pro commoditate legentium ornarem et illustrarem; cum multi pii viri atque praelati hortatores mihi fuerint : unus tamen inter alios praecipuus extitit auctor reverendissimus Joannes Vandevillius, episcopus Tornacensis Belga, vir magnorum desideriorum, dum viveret, in negotiis religionis praeclare juvandis ac promovendis. Quem si multis de causis laudare post ejus vitam, et magnificare post consummationem mihi fas sit; in hoc sane vel potissimum commendari ac celebrari promerebitur, quod insigni religionis totiusque christianitatis juvandae zelo accensus, tertium diversis temporibus ex Belgica ad Sedem Apostolicam venerit, ut nimirum medium, quod juvandis per orbem animabus opportunissimum fore censuerat, multoque antea excogitarat, aliquando executioni auctoritate Apostolica mandaretur : hoc est, ut sicut laudabiliter ex praescripto oecumenici Tridentini concilii, non ita pridem juvenum seminaria excitata erant; ita et virorum, ac maxime religiosorum collegia Romae, aliisque locis magis opportunis erigerentur : qui studio atque ardore lucrandi animas inflammati, beneque prius in moribus et variis linguis praeparati atque instructi, ad conversionem haereticorum, et schismaticorum, infideliumque destinari quocumque tempore a Summo Pontifice vellent ac possent. Eratque, illius ergo, specialis Congregatio a Gregorio XIIII, quattuor praestantissimorum cardinalium instituta, quae et postea sub Innocentio IX. fel. : rec. : ac deinde sub S. V. fuit continuata, et ad satis felicem terminum producta. Sed eheu, dum initium rei inchoandae serio cogitatur, fructusque aliquis expectatur, inopinato moritur episcopus, hujus tanti negotii inventor atque director, ad suam ex Urbe

Ecclesiam reversus : conciditque cum eo negotium illud magnorum operariorum in messem Domini mittendorum, adeo diu ab ipso desideratum, et sollicite curatum, ac sine intermissione ad finem usque vitae suae continuatum : in quo et moriens suum testatum desiderium reliquit, et S. V. commendatum illud cupivit, exoptans, ut vel idem illud, si fieri possit, executioni aliquando mandetur; vel aliud huic non dissimile medium lucrifaciendis per orbem animabus aeque opportunum adhibeatur : aut saltem (quod adhuc Romae existens pro multorum consolatione etiam peroptabat) Congregatio aliqua apud Sanctam Sedem ex selectis aliquot cardinalibus cordatisque aliis viris instituatur, in qua serio, et ex instituto magis de juvandis tot animabus per mundum pereuntibus, ac de conversione eorum, qui extra Ecclesiam sunt, et ad eam venire vel redire cupiunt, tractetur; et ad Summum Pontificem de omnibus semper referatur : ut, quod magis in Domino expedire videbitur, agatur. Illud summopere bonus ille Tornacensis praelatus desiderabat, et frequens ad hoc illa melliflui Bernardi nostri verba, ex *tertio de Consideratione libro ad Papam Eugenium* (quae et in Congregatione, sicut ego ibi praesens audivi, legenda sollicite curabat) in medium adducebat : *Recordare nunc, o Eugeni, vocis illius : Sapientibus et insipientibus debitor sum.* Subditque Bernardus sic inferendo ibidem postea : *Ergo si te agnoscis sapientibus et insipientibus non dominatorem sed debitorem; curandum summopere tibi, et tota vigilantia considerandum, quomodo et qui non sapiunt, sapiant; et qui sapiunt, non desipiant; et qui desipuere, resipiscant. At nullum genus insipientiae infidelitate (ut sic loquar) insipientius est. Ergo et infidelibus debitor es, Iudaeis, Graecis, et gentibus. Interest proinde tua, dare operam quam possis, ut increduli convertantur ad fidem, et conversi non avertantur, aversi rever-*

tantur : perversi ordinentur ad rectitudinem; subversi ad veritatem revocentur; et subversores invictis rationibus convincantur; haereticique ac schismatici aut emendentur, ne pereant, aut coerceantur, ne perimant, etc. Quae vir ille Deum timens, et saluti animarum ex animo consultum cupiens, crebris vocibus usurpabat, repetebat, et inculcabat; ipsumque *de Consideratione* Bernardum semper quasi in manu habebat, legebat, et circumferebat, una cum charta cosmographica, in qua quae partes orbis sub infidelibus, haereticis ac schismaticis essent, et de quibus major conversionis ad Catholicam et Apostolicam nostram Ecclesiam, orthodoxamque fidem spes foret, si boni ad eos operarii mitterentur, internoscebat, aliisque demonstrabat. Ad haec vero, et alia similia melius consideranda, atque curanda, pastoraliaque munia sincerius obeunda, quia plurimum profuturam lectionem quinque librorum S. Bernardi *de Consideratione ad Papam Eugenium* censebat, coepit urgere et rogare me (tunc edendo secundo tomo operum S. Ephraem Syri occupatum), ut, post illius editionem, hisce recognoscendis, atque illustrandis, seorsimque edendis, ac per capita distinguendis, pro publico Ecclesiae bono majorique legentium commoditate, operam meam navarem. Cui tam pio illius desiderio atque instituto, vel eo libentius animum accommodavi meum, quod viri zelum cognoscerem, et me in hoc opere aggrediendo ac persolvendo, rem Deo gratam, Ecclesiaeque utilem praestiturum plane confiderem. Quid enim in illis Bernardi nostri libris, de quibus agitur, aliud tractatur, quam ut quae pro honore Dei, et totius Ecclesiae bono, animarumque salute consideranda sunt, debite ab his, qui praesunt, considerentur? quam ut pro zelo ac decoro domus Domini, recte in Ecclesia cuncta gerantur? quam ut praelati, et quibus animarum credita cura est, suo gregi advigilent, munusque

pastorale sibi incumbens impigre exerceant? quam ut jam diu extorris variis in locis ecclesiastica restituatur disciplina, vigilet morum censura, reviviscat bona legum custodia atque observantia, improborum hominum coerceatur audacia, lascivorum reprimatur petulantia, postliminio revocetur exul probitas, vigeat pietas, vitaeque adsit integritas : ecclesiasticus ordo reliquis se virtutis et disciplinae exhibeat speculum : quique aliis in Ecclesia praesunt, ita sibi commissis praesint, ut vere illis prosint verbo, doctrina et exemplo. Haec sunt, quae hisce quinque libris continentur, et a Bernardo traduntur, considerandaque proponuntur. Quibus quantum inter alios Summos Pontifices tribuerit Nicolaus Papa V, reipsa ostendit, dum libros eosdem ante usum typographicum introductum, adeo magnifico et insigni charactere separatim pro suo aliorumque usu describendos curavit : cujus ego in capitum distinctionibus exemplar hic sum secutus. Quorum etiam amore ac studio flagrans Pius V, re et nomine pius, eorundem lectionem suae mensae lubens adhibebat, ponderabat, et magni faciebat; sicut et ab ejus in Pontificatum successore Gregorio Papa tertiodecimo factum intelligo : cui cum a quodam sibi charo hi ipsi libri seorsim eleganter descripti offerrentur, respondisse fertur, se illis non carere, sed separatim impressos habere, et interdum eorumdem lectione frui. Quos et Urbanus VII, in episcopatu, ac post in cardinalatu multum sibi familiares habuisse dicitur, secumque ad conclave tulisse, in quo et Summus postea Pontifex renunciatus est. Quem brevi in Pontificatu secutus Gregorius XIIII plurimum quoque iisdem Bernardi libris tribuere, eosque frequenter in ore habere solebat, et seorsim (ut ab omnibus ecclesiasticis, maxime autem praelatis, commodius circumferri legique possent) extare peroptabat : sicut a fide dignissimis de eo adhuc cardinale accepi, ipseque ex ejus-

met ore tunc ipsum Romae domi suae honoris ergo subinde visitans, audivi. Quae cum ita sint, in magnam spem adducor, Beatissime Pater, quod eosdem Bernardi libros a me juxta priorum desiderium modo recognitos, illustratos, et in capita distinctos, ac seorsim editos grate benigneque amplecteris : et saepe, dum per graviora licebit, amanter libenterque eorundem lectione perfrueris. Quod si feceris, comperies in illis cum Eugenio Bernardum optimum tibi in gravissima pastorali tua cura adjutorem et directorem, monitorem ac consultorem : in adversis consolatorem, in dubiis atque incertis fidelissimum ductorem, in arduis ac difficilibus promptissimum opitulatorem, et in Apostolico regimine consiliarium sapientissimum. Quare tantum hunc virum prompte in tuum consilium abhibe : et quae adeo utiliter quinque hisce suis *de Consideratione* libris consideranda proponit, ea penitius tecum sepositis arbitris considera, amplectere, ac sequere; et uberrimum considerationis fructum sine dubio referes. Vale, et elucubrationibus hisce meis patrocinare : quas sicut sub Sanctitatis Vestrae auspiciis, una cum aliis monumentis in lucem edo : ita ejusdem censurae, ac sanctae Matris Ecclesiae correctioni atque auctoritati in omnibus humiliter submitto; sine quibus, si vel iota unum sit positum, pro non posito, et dictum pro non dicto habeatur.

Datum Romae, kalendis Februariis : ipso die S. Ephraem Syri, ad cujus tertium et ultimum adhuc restantem tomum, quem pollicitus sum, prosequendum, me deinceps accingo atque converto.

Anno CIϽ. IϽ. LXXXXIV.

La première partie du *Mémoire* renferme d'abord quelques considérations générales sur l'utilité et la nécessité des

séminaires destinés à la formation des missionnaires, et traite ensuite de l'organisation intérieure de ces établissements.

La seconde partie trace les règles qui doivent présider au choix à faire des missionnaires ayant achevé leur éducation pour les envoyer dans les différents pays du monde civilisé et non civilisé.

Enfin, dans la troisième et dernière partie, Vendville s'efforce de démontrer que ces séminaires ne peuvent manquer de produire en peu de temps les plus heureux résultats.

Scriptum D. Joannis Vendevellii, episcopi Tornacensis, regii senatoris, ad Pontificem Maximum de medio quodam permagni, ut videtur, momenti, quodque efficacissimum fore videtur ad insigniter propagandam religionem christianam et revocandum plurimos ab haeresi et schismate, tam in orbe christiano quam extra eum, plurimosque eorum, qui christiani quidem sunt et catholici, sed parum christiane vivunt, adducendum ad vitam emendatiorem, et brevi praeparandos permultos atque adeo satis multos praestantes operarios, valdeque idoneos ad illa, Deo juvante, praestanda. — Cum appendice, quae inter alia proponit medium quoddam expeditissimum ad obtinendum, ut in orbe christiano sint perbrevi multi boni et praestantes concionatores et confessarii, qui episcopis et rectoribus ecclesiarum parochialium sint magno auxilio ad vehementer promovendum salutem animarum ipsis commissarum.

PRAEFATIO.

Beatissime Pater. Quum ante 27 aut 28 annos, mihi, tunc temporis juris professori in Academia Lovaniensi, in mentem venisset medium quoddam permagni, ut videbatur, momenti ad vehementer promovendum honorem Dei et

salutem animarum, annis proxime sequentibus saepenumero ea de re diligentissime cogitavi, diligenter etiam annotans, quae legebam et a viris in Christo prudentibus audiebam, quaeque observabam eodem pertinentia; et quum magis ac magis in sententia confirmatus, et in illis cogitationibus utcumque exercitatus, in urbem venissem tempore Pii V, bonae memoriae, abhinc annos unum et viginti, nactus aliquid otii, scripto medium illud mandavi, et uno aut altero die antequam ex urbe recederem summatim verbo communicavi, et in scriptis dedi sanctissimo domino nostro Pio V; eique supplicavi, ut dignaretur illud committere examinandum alicui viro pio et docto ac magni zeli, qui deinde de re tota fideliter referret Suae Sanctitati, ut, ejus relatione audita, hoc faceret, quod ipsi videretur in Domino. Quod factum meum visum est ipsi fuisse pergratum; et scriptum illud examinandum commisit illustrissimo domino cardinali Claraevallensi, piae memoriae, mihique mandavit, ut in hoc scriptum illud meum ei traderem; quod et feci. Sed is non multo post defunctus est; neque postea, intellecta ejus morte, institi apud sanctissimum dominum nostrum Pium V, ut dignaretur scriptum illud meum alii committere examinandum; tum quia audieram eum vehementer occupatum esse in negotio conciliandi sanctum foedus contra Turcam, tum quia, etsi remedium a me suggestum in summa magis ac magis placeret, tamen mihi videbatur modus illud exequendi a me propositus habiturus difficultatem.

Sed cum, iisdem cogitationibus saepissime in animum meum recurrentibus, aliquamdiu post venisset in mentem modus alius commodissimus illud exequendi et permulta ad illud consilium pertinentia, septem aut octo annis post scriptum illud meum in manus resumpsi, et, recognitis schedis meis scriptum quoddam satis accuratum satisque plenum



ea de re confeci, illudque ex consilio quorumdam doctissimorum piissimorumque virorum (quibus illud secreto communicaveram, ut eorum judicium audirem, ne meo solius judi cio fidens facile fallerer) misi Gregorio XIII, piae memoriae, abhinc annos 12 aut 13, et petii, ut dignaretur scriptum illud meum committere examinandum duobus viris doctis et piis, ac magni zeli, iisdemque prudentibus. Quod et facere dignatus est; sibique officium illud meum gratissimum fuisse mihi significari jussit. Atque adeo mihi rescripsit ille, per quem curaveram scriptum meum cum litteris ipsi tradi, me non frustra laborasse; velle enim Suam Sanctitatem inde aliquid fieri. Et certe non multo post quaedam ad eumdem finem instituit, quamvis non ad eum plane modum, quem suggesseram; neque in ordine sancti Francisci et sancti Dominici (de quibus in primis egeram) quicquam instituit, quod tamen fieri summopere expediebat. Neque aliter ex medio a me suggesto provenire poterat maximus ille fructus, qui alioquin provenisset. Ideoque quum annis sequentibus magis ac magis in sententia confirmatus essem, multumque rursus ad idem medium pertinentia cogitassem et annotassem, ante triennium mihi jam tum seni et sexagenario et nonnullis doctissimis et piissimis viris visum fuit vehementer expedire, ut scriptum illud meum iterum in manus resumerem, et ex illis, quae postremis annis eodem pertinentia cogitaveram et annotaveram, nonnihil limarem, et appendiculam ejus conficerem, eaque Sanctitati Vestrae communicarem. Itaque in eam rem tum temporis incubui, et appendiculam quandam illius scripti confeci, eaque huc veniens (ut obsequerer mandato Sanctitatis Vestrae) mecum attuli, et hic existens recognovi, et indicavi me nullo modo debere praetermittere, quin illa communicarem Sanctitati Vestrae, atque adeo me Deum graviter

offensurum esse, si id non facerem, cum sint res tanti momenti et tantopere pertinentes ad vehementer promovendum honorem Dei et salutem animarum et ad exaltationem sanctissimae nostrae religionis et Sedis Apostolicae, summaeque sint oportunitates medium illud exequendi; neque ad illud instituendum magno sumptu opus sit (qui tamen nullo modo recusandus esset ad rem tanti momenti); sintque cogitationes non leves aut recentes, vel etiam duntaxat 9 aut 10, sed 27 aut 28 annorum, eaeque a me saepenumero diligenter examinatae; et saepissime post oblatum sacrificium mihi visum fuerit me nullo modo debere praetermittere, quin illud medium communicarem Sanctitati Vestrae. Idque eo magis mihi hic existenti faciendum esse duxi, quia, si quid in scripto a me dictum fuerit obscurius vel minus plene, posset a me elucidari vel suppleri; et si examinatores a Sanctitate Vestra deputandi difficultates aliquas invenirent, possem, Deo juvante, hic existens eas tollere. Ideoque, Beatissime Pater, scriptum illud meum, ejusque appendicem postremum a me recognitum offero Sanctitati Vestrae, eamque humillime rogo, ut dignetur illa examinanda committere alicui congregationi illustrissimorum cardinalium, quae medium in illo suggesta diligenter examinet, ut, audita relatione, Sanctitas Vestra faciat, quod ipsi videbitur in Domino magis expedire ad promovendam Dei gloriam et salutem animarum sibi a Domino Deo commissarum. Magna quidem res est et minime vulgaris, quam propono; sed digna Sanctitatis Vestrae animi magnitudine et eruditione. Planeque videtur non fore ipsi difficile ad optatum effectum eam perducere, si ipsi placuerit. Satis magnum est scriptum ea de re a me confectum; sed visum est non debere contrahi, quia omnino expediebat exponi fundamenta mea, et qua ratione satis commode effici possint nonnulla, quae prima facie illis,

qui rem non diligenter expenderint, fortassis videbuntur effici non posse, vel non sine magna difficultate. Et tamen tandem confeci brevem quandam ejus epitomem praesertim primae partis, quae praecipua est, quia non videbantur reliquae duae partes satis commode in epitomen contrahi posse.

Partes hujus scripti. — Hujus scripti sunt tres partes : quarum prima continet proemium ad praesens argumentum omnino pertinens, et summariam propositionem universi remedii ; ac, indicatis ejus praecipuis partibus, agit de priore, eaque praecipua ejus parte, quaeque est alterius velut basis et fundamentum. Item de medio, quo certissime utilissimeque obtineri posse videtur, ut intra paucissimos annos sint permulti, atque adeo satis multi praestantes operarii in Ecclesia ad insigniter promovendum honorem Dei et salutem animarum, et semper inter eos aliquot praestantissimi vereque excellentes.

Secunda parte agitur de secunda hujus remedii parte, nempe de prudenti et fructuosa missione operariorum jam collectorum et bene praeparatorum animo, beneque instructorum rerum et linguarum cognitione necessaria ad dextre magnoque fructu et successu obeundum munus sibi injunctum ; et obiter de eorum directione ; ubi etiam breviter attinguntur nonnulla pertinentia ad commodius et fructuosius per eos obeundum munus sibi mandatum.

Tertia parte agitur de certitudine hujus remedii, et praesertim prioris partis ejus ; item de aliquot insignibus ejus utilitatibus, praeter illam praecipuam, cujus causa institueretur principaliter; deque aliquot summis oportunitatibus medium illud nunc instituendi, summoque fructu et successu exequendi ; et ad extremum de facilitate remedium illud instituendi, quamque exiguo sumptu ad eam rem opus esset.

PARS PRIMA.

Proemium. — Beatissime Pater. Si quis diligenter et attenter consideraverit, altiusque in animum suum demiserit, quot animarum millia atque adeo centena millia, pro quibus Filius Dei etiam mortuus est, quotannis aeternum pereant, tam in orbe christiano quam extra eum, tum propter infidelitatem, tum propter haereses et schismata, tum etiam propter vitae impuritatem et injustitiam, vehementer obstupescet. Quod si idem diligenter expenderit, quam sit pretiosa in conspectu Domini vel anima una, quamque sit miserandus vel unius animae aeternus interitus; et cum animo suo reputaverit charitatem proximi, a Christo nobis tantopere commendatam et inculcatam, tum verbo tum exemplo adeo excellenti, postulare, ut animam proximi plus diligamus quam vitam nostram, libentissimeque vitam et sanguinem profundamus (nedum quosvis labores, aerumnas, famem, sitim, verbera, contumelias, et quaevis pericula libentissime subeamus) ut animam proximi lucrifaciamus, non obstupescet tantum, sed et si, charitatem vel mediocrem habuerit, vehementer uretur mireque commovebitur, simulque nostram catholicorum ignaviam et torporem cum beato Chrysostomo, *Hom.* 47, *in Matth.*, *in opere perfecto*, et S. Bernardo, sub initium *lib.* 3, *De consideratione ad Eugenium papam*, detestabitur, quod non longe majori studio et conatu in id incumbamus, ut longe plures animas, ob eas, quas dixi, causas aeternum pereuntes, quantum in nobis est, adjuvemus et Domino lucrifaciamus.

Quot enim, proh dolor! animarum centena millia quotannis extra orbem christianum pereunt propter infidelitatem, quae salutiferam Christi doctrinam vel adhuc ignorant

vel nondum receperunt. Et quam multa millia quotannis pereunt, qui christiani quidem sunt, sed schismatici vel haeretici, tam in orbe christiano quam extra eum. Item quot millia quotannis pereunt eorum, qui christiani quidem sunt et catholici, sed valde impure injusteque vivunt, suaque vocatione nimium indigne; neque ante mortem veram contritionem habent (quae prima praecipuaque pars est sacramenti poenitentiae, et reliquarum partium basis et fundamentum), neque talem attritionem, qualis ultra confessionem et absolutionem sacramentalem necessaria est ad obtinendam remissionem peccati mortalis commissi post susceptum baptismum, nempe quae excludat peccandi voluntatem, ut etiam docet sanctissimum concilium Tridentinum, *sess.* XIV, *cap.* 4.

Nam etsi patres Societatis Jesu Dei beneficio jam inde ab anno Domini 1542 strenuam et perutilem operam navarunt extra orbem christianum in conversione infidelium, et in Europa jam inde ab initio suae Societatis permultos adduxerint et quotidie adducunt ad vitam longe emendatiorem, et tam fratres ordinis sancti Dominici quam sancti Francisci et alii nonnulli, tam seculares quam regulares, in utroque etiam laborarunt non sine fructu; et tam hi quam patres praedictae Societatis nonnullos ab haeresi et schismate ad fidem orthodoxam reduxerunt; tamen profecto adhuc nimis multi, nimis inquam multi, atque adeo nimis multa centena animarum millia quotannis aeternum pereunt. Quod si fierent, quod videtur fieri posse, et quidem non incommode, plane videntur, Deo juvante, (sine quo ut nihil possumus vere bonum, ita sanctos conatus adjuvat) servari posse; atque adeo jam inde ab aliquot annis, post diligentem hac de re cogitationem, mihi plane visum est, et etiamnum magis ac magis videtur non fieri in lucrifaciendis animabus pene innumerabilibus quotannis pereun-

tibus quartam vel certe tertiam partem ejus fructus, qui fieri posset, si ardenter, invocato Dei optimi maximi auxilio, id faceremus, quod a nobis postulat charitas proximis debita propter Deum, quodque videtur non incommode fieri posse. Remque ita se habere per Dei gratiam satis evidenter intelligi poterit vel hoc scripto.

Quibus de rebus saepissime cogitans jam inde a 27 vel 28 annis, et identidem nonnulla legens et audiens, quae cogitationes illas mihi renovabant (inter quae certe fuerunt preces illae, quas Ecclesia quotannis ipso die Parasceves fundit peculiariter pro conversione infidelium, schismaticorum, haereticorum et judaeorum) fui saepenumero vehementer contristatus, et interdum non parum commotus, praesertim cum considerarem cum quanto studio et quanto ardore haeresiarchae nostrae aetatis, eorumque ministri et alii haeretici, etiam cum evidentissimo vitae suae et fortunarum omnium periculo, in hoc incubuerint, ut suum venenum spargerent, persuaderent ac propagarent, nihil ad omnem diligentiam et industriam facientes reliqui; et viderem, quantum ad perdendas animas illa sua diligentia et labore indefesso effecerint. Quae a catholicis paria non adhiberi ad salvandas animas est sane indignissimum valdeque pudendum. Habuerunt quidem illi sathanam incitatorem et adjutorem, sed catholici in ea, quae dixi, magno studio incumbentes, haud dubie, Deum ipsum (qui utique sathana tanto potentior est) adjutorem haberent, si facerent, quod in se est, idque ardenter invocato Dei auxilio.

Atque identidem cogitanti mihi diligenter et attente ecquod efficax remedium adhiberi posset ad vehementer imminuendum tantam, tantam inquam, calamitatem veram, et interdum legenti et relegenti historiam ecclesiasticam et prophanam, et in hac quidem ea diligenter notanti, quae sunt de conversione hujus vel illius gentis ad fidem, et conversionis

modo, et quorum ministerio ad eam rem usus fuerit Dominus, quaeque interdum inseruntur de causis et occasionibus exortarum quarumdam haereseon, et viis ac modis, quibus illae fuerunt extirpatae aut vehementer diminutae; itemque epistolas Indicas et Japonicas patrum Societatis Jesu ; item non infrequenter relegenti aureum illum locum beati Chrysostomi *in Mattheum*, et beati Bernardi, lib. 3, *De consideratione*, quorum supra mentionem feci, et alia nonnulla, quae tum ad zelum salutis animarum excitandum et augendum, et ad inveniendum aliquid remedii tantis malis, tantaeque calamitati videbantur conducere, tandem venit in mentem medium quoddam haud dubie Dei beneficio (si vere bonum est ac solidum, sine quo neque sancta desiderare, neque bonum cogitare possumus), quod efficacissimum valdeque solidum fore visum est, et etiamnum videtur magis ac magis : et tamen valde practicabile atque adeo tale, ut ejus institutio in manu Sanctitatis Vestrae posita esse videatur, quodque ut Sanctitas Vestra primo quoque tempore, ardenter invocato Dei auxilio, instituat, incredibiliter expedire videtur. Est enim hujusmodi, ut, si instituatur et executioni mandetur, plane allaturum sit fructus incredibiles, mireque propagaturum religionem christianam et catholicam, et mirè promoturum honorem Dei et salutem animarum pene innumerabilium, tam in orbe christiano quam extra eum, et vero vehementer excitaturum duos praecipuos ordines religiosorum mendicantium, et alios etiam ordines religiosorum, reliquumque clerum, itemque populum catholicum ad vitam longe emendatiorem. Suntque nunc magnae oportunitates illud instituendi, et sine magno sumptu institui potest.

I. — *Propositio et ordo dicendorum toto hoc scripto.* — Quod medium a me saepenumero diligenter expensum,

et saepenumero valdè diligenter examinatum, paulatimque limatum et auctum, et valdè probatum doctissimis quibusdam viris magnae pietatis et prudentiae, quibus illud secreto communicavi, ut de eo ipsorum judicium audirem, ne meo judicio fidens facile fallerer, hic subjiciam, dicturus deinde satis plene de singulis ejus partibus, et ostensurus, quomodo haec et illa ad idem medium pertinentia fieri possint, et quidem satis commodè. Et ad extremum ostendam ejus certitudinem, et incredibiles utilitates, summasque oportunitates illud instituendi, et summo cum fructu exequendi; neque ad illud instituendum opus esse magno sumptu.

II. — *Remedium in genere propositum.* — Beatissime Pater, dubium non est, quin tantae calamitatis perquam efficax remedium esset, si institui posset et institueretur aliqua ratio certa et solida, qua brevi existant in Ecclesia Dei permulti atque adeo satis multi praestantes operarii, quibus Sanctitas Vestra et successores uti possitis ad lucrifaciendas quotannis longe plures animas, ex iis, quas dixi, causis quotannis aeternum pereuntes, insigniterque proficiendum, et longe magis quam hactenus, in conversione infidelium et plurimorum haereticorum et schismaticorum, itemque judaeorum, et adducendos longe plures quam hactenus, tum clericos tum laicos catholicos, ad vitam longe emendatiorem; satis multi, inquam, praestantes operarii longeque plures quam hactenus, et quorum plurimi sint longe praestantiores atque instructiores ad bene et dextre magnoque successu obeundum munus sibi delegatum quam hactenus. Nempe qui sint imprimis vehementer inflammati amore Dei et proximi, et praesertim zelo salutis animarum, et proinde summo studio in hoc incubituri, ut animas lucrifaciant, nihilque ad omnem diligentiam videantur facturi

reliqui; atque adeo, si res ita postulaverit, libentissime vitam et sanguinem sint profusuri, ut id assequantur (nedum quosvis labores, famem, sitim, aliasque aerumnas libentissime passuri), quique etiam haec temporalia et fluxa summopere contemnant, (ardenti amore Dei et proximi, ardentique zelo salutis animarum, alios amores aliaque desideria superantes) et exemplo vitae vehementer aedificent; et sint praeterea instructi rerum et linguarum cognitione necessaria, ad bene et erudite dextreque et industrie faciendum opus, in quod missi essent. Ac deinde illi operarii sic animo praeparati et instructi illa cognitione necessaria prudenter mittantur, quo ipsos mitti maxime expediret plures vel pauciores; idque acto eo delectu, ut ad illa loca, in quibus esset plus difficultatis aut periculi, mittantur ardentissimi atque fortissimi, omnibusque ad feliciter exequendum illud, ad quod missi essent, instructissimi; et denique missi prudenter dirigantur.

Nam si brevi existerent permulti tales operarii in Ecclesia Dei, et deinde mitterentur quo maxime expediret, dubium non est, quin vel intra paucos annos facturi essent fructum admirabilem, admirabilem inquam, magnasque, ut ita dicam, edituri strages et ruinas in regno sathanae, nempe in infidelitate, haeresi, judaismo et vitae impuritate ac injustitia; praesertim quia inter illos permultos haud dubie essent aliquot non praestantes modo, sed praestantissimi et valde excellentes, iisque non inferiores, qui vel superioribus seculis, vel nostra et avorum nostrorum memoria, in illa ipsa summa cum laude summoque successu incubuerunt. Quorum singuli interdum totam pene gentem ad fidem converterunt, vel a schismate et haeresi revocarunt, vel in aliqua gente jam christiana et catholica pene innumerabiles ad vitam longe emendatiorem adduxerunt. Quales fuerunt (ne quid impraesentiarum altius repetam ex

Ecclesia primitiva vel media) S. Amandus, S. Eligius, S. Audomarus, S. Willibrordus, S. Bonifacius, qui in Superiore et Inferiore Germania et Frisia res maximas effecerunt. Et sanctus Anscharius, qui in conversionem gentium aquilonarium primus magno successu incubuit, tempore Lodovici Pii, et eximius vir Bartholomaeus Bononiensis, Dominicanus, qui non parvam Armeniae Majoris partem a schismate et haeresi ad unionem cum Ecclesiae capite et corpore fidemque catholicam revocavit ante annos circiter 250; et beatus Vincentius, etiam Dominicanus, qui non tantum innumerabiles pene catholicos ad vitam emendatiorem adduxit, sed et in Hispania multa millia judaeorum et sarracenorum ad fidem convertit, ut testatur historia et ejus vita, quae est apud Surium. Item beatus Bernardinus, ordinis sancti Francisci, et ejusdem ordinis Martinus a Valentia, qui tot hominum millia ad fidem convertit in regno Mexicano; et novissime eximius vir P. Franciscus Xavier, Societatis Jesu, qui in India, Japonia et alibi insigniter promovit salutem animarum. Messis enim procul dubio magna est, sed operarii pauci, saltem boni et tales, quales necessarii sunt ad efficiendum magnum quid. Essent, inquam, inter illos permultos operarios haud dubie aliquot excellentes, et illis, quos modo dixi, aliisque similibus non inferiores; qui prae ceteris non tantum ipsi per se incredibilem fructum facerent in illo sancto negotio, sed et verbo et exemplo reliquos cooperarios excitarent et valde incitarent, atque etiam dirigerent quasi praestantes quidam et strenui duces. Quid! quod tum illi eximii vereque excellentes, tum reliqui praestantes operarii illa sua ardenti charitate Dei et proximi, et flagrante zelo salutis animarum, et vita sancta valdeque exemplari clerum et populum catholicum vehementer commoverent et adducerent ad permagnam vitae emendationem, cum ad eam rem vix quicquam efficacius esse posse videatur.

III. —*Partes remedii.* —Sed cum remedium illud duabus partibus primariis constet, quarum prior continet talium operariorum collectionem, diligentemque eorum praeparationem, institutionem, et exercitationem; posterior autem eorumdem prudentem missionem; tota pene difficultas esse videtur in priore parte, nempe ut inveniatur aliquod solidum medium et bene practicabile (ut ita loquar), per quod obtineri possit, ut brevi in Ecclesia Dei existant permulti atque adeo satis multi tales operarii, quales dixi, et inter eos non pauci valde eximii et excellentes. Qua de re saepe numero attente et diligenter cogitanti mihi jam inde a 27 vel 28 annis paulatim venit in mentem medium quoddam a me aliquot annis post diligenter limatum, quod plane videtur fore certissimum ad illud plene cumulateque consequendum; quod hic subjiciam.

IV. —*De priore parte remedii.* —Solidum certissimumque ac brevissimum et commodissimum medium illud consequendi fore videtur, si Sanctitas Vestra ad augendum vehementer numerum eorum, qui nunc ex ordine B. Dominici et B. Francisci et Societate Jesu (ne quid de aliis ordinibus nunc dicam) strenue incumbunt in conversionem infidelium, reductionem haereticorum et judaeorum, et ut adducant catholicos ad vitam longe emendatiorem, curet in Europa institui in illis duobus ordinibus praecipuis latissimeque patentibus (quique olim tantopere floruerunt pietate et eruditione sacra, et etiamnum habent permulta praeclara ingenia, maximaeque indolis et spei religiosos, et non paucos viros pios et doctos), et in Societate nominis Jesu, excellentia quaedam seminaria praestantium et magnorum operariorum, longeque praestantiorum quam sunt plerique omnes, qui hodie in illa incumbunt; et initio quidem singulis illorum trium ordi-

num unum seminarium institui curet sive Romae, sive Bononiae, sive Perusii, vel partim uno, partim alio illorum locorum; quorum exemplo haud dubie intra paucos annos instituerentur et alia similia, in aliis praecipuis provinciis catholicis orbis christiani, ut postea dicetur, unum inquam, in singulis illorum trium ordinum, nisi Sanctitas Vestra ob aliquam causam judicet expedire, ut in ordine B. Francisci, qui adeo late patet, et in tres congregationes seu ordines divisus est, instituantur duo talia seminaria; quo casu instituenda essent quatuor.

Quae seminaria praecipue constent religiosis magnae indolis et spei, et probis, habentibus aliquem zelum salutis animarum; quique non tantum philosophiam didicerint, sed et non contemnendos progressus fecerint in studio theologico, et sint aetatis adhuc integrae et idoneae ad discendas res et linguas necessarias ad bene obeundum munus ad quod destinarentur, ut puta 23 aut 24 annorum vel paulo plurium; qui tamen non sint majores 30, vel ad summum 33 annis. Illi autem sic collecti per magistros idoneos in illis seminariis primum quidem animo diligenter praeparentur, et, Deo juvante, efficacibus mediis inflammentur amore Dei et proximi, ac praecipue zelo salutis animarum (ex quo veluti fonte plurima et maxima sequerentur); deinde vero diligenter instituantur et exerceantur in rebus et linguis necessariis, ad bene dextreque et maximo fructu ac successu obeundum munus sibi delegandum.

Sed deberent illis junioribus religiosis adjungi aliquot aetate provectiores et qui interdum mittantur cum junioribus ad obeundas aliquas ex illis functionibus arduis et difficilioribus; item illorum seminariorum moderationi et directioni praefici deberent aliquot seniores patres eorumdem ordinum, iique viri gravissimi, et pietate et zelo salutis animarum insignes, atque inter eos nonnulli egregiè docti

et prudentes, qui juniores illos in pietate forment, exemploque suo ad vitam sanctam, ardentemque charitatem Dei et proximi, et contemptum rerum istarum fluxarum, profundamque humilitatem vehementer incitent, consilioque suo dirigant, ut illae nobiles plantae et operarii ac tyrones, adeo excellentibus et arduis functionibus destinati, hoc etiam insigni adminiculo adjuti, Deo juvante, in valde praestantes operarios et Christi milites evadant.

Qua de causa ex singulis illis tribus ordinibus, ad id, quod modo dixi, deligendi essent aliquot insignes patres, et in illa seminaria saltem ad tempus mittendi; quia nihil haberent praedicti ordines seminariis illis excellentius aut pretiosius, quodque magis videatur insigniter promoturum Dei gloriam et salutem innumerabilium pene animarum. Essentque illa seminaria velut excellens quidam thesaurus illorum ordinum, continens gemmas pretiosissimas. Et quia seminaria illa semel bene instituta et ordinata valde commoverent plurimos sui ordinis ubivis agentes, essentque velut excellentia quaedam exemplaria reliquorum coenobiorum, domorum vel collegiorum eorumdem ordinum; sicque quod ad tempus decessisset nonnullis conventibus, domibus vel collegiis, per absentiam brevem illorum praestantium virorum, qui fuissent evocati ad insigniter formandos in pietate et ardenti charitate Dei et proximi, atque humilitate, et dirigendos tyrones illos magnae indolis et spei, ad ea redirent magno cum foenore. Quid! quod illi ipsi seniores possent interdum scribendo ad suos confratres de profectu illorum tyronum, deque aliis rebus ad eos inflammandos oportunis, plus eis prodesse, quam si semper cum eis mansissent. Et vero plane videtur a Sanctitate Vestra institui posse medium certissimum, quo perbrevi consequi possit, ut in plerisque omnibus provinciis ordinum mendicantium sint longe plures aetatis provectae vel

constantis, valde pii, et qui aliis magno sint exemplo; quod proponam in Appendice hujus scripti, cap. 2.

V.—*Ratio eorum, quae dicta sunt in propositione medii; et primum cur in illis tribus ordinibus illa seminaria institui deberent.* — Dixi de seminariis illis potissimum instituendis in ordinibus beati Dominici et beati Francisci (sub quo etiam comprehendo ordinem Capucinorum) et Societate Jesu. In duobus quidem illis ordinibus, tum quia omnium latissime patent, et etiamnum habent permulta praeclara ingenia, magnaeque indolis et spei religiosos juvenes, vel adhuc aetatis integrae et florentis, et bene institutos, qui, si bene excolantur ad magnam charitatem Dei et proximi, ac luculenter instituantur cognitione ad lucrifaciendas animas necessaria, evadere poterunt in valde praestantes operarios. Et vero (quod ad rem praesentem valde pertinet) sese devoverunt institutioni populi in fide et religione ac pietate et promovendae saluti animarum verbo et exemplo. Et semper habuerunt aliquos jam inde a sui exordio, qui incubuerunt in conversionem gentium, judaeorum ac haereticorum, et etiamnum habent non paucos, tam extra orbem christianum quam in eo, qui in illis bonam operam navant. Ideoque facillimum esset in illis potissimum ordinibus invenire aliquot religiosos magnae indolis et spei, eosque aetatis integrae, a quibus sumatur initium illorum excellentium seminariorum. Et ex illis ipsis ordinibus poterunt se adjungere permulti temporis progressu. Item poterunt illi duo ordines religiosorum confestim commode ex suo ordine suppeditare magistros idoneos tam linguarum quam rerum; longeque majores habent oportunitates dirigendi missos quam ordines alii.

Quod attinet ad Societatem Jesu, prima facie videri posset eam institutione talis seminarii in Europa non indigere,

cum nunc habeat in India, et Japonia, et Europa, multa insignia seminaria operariorum, qui iisdem functionibus destinantur. Tamen, si res diligenter expendatur, animadvertetur vehementer expedire, ut Societas praedicta etiam in Europa habeat tale excellens seminarium magnorum operariorum; in quo diligenter instituerentur et exercerentur in rebus et linguis necessariis ad commodam conversionem infidelium, haereticorum, schismaticorum et judaeorum. Nam, si id fiat, poterit dicta Societas mittere ad conversionem gentium, et ad alia, quae dixi, multo plures operarios multoque praestantiores et instructiores ad bene magnoque successu obeundum munus suum quam hactetenus, atque adeo per Dei gratiam intra annos non multos aliquot patri Francisco Xavier non inferiores. Quod si tamen Societas judicaret se non indigere tali seminario, et mallet sibi non institui, minimo sumptu institui possent a Sanctitate Vestra reliqua duo seminaria, ut intelligetur ex iis, quae dicuntur sub finem hujus scripti.

Ut autem omnia fiant sancte, et non exoriatur inter eos aliqua aemulatio humana et vitiosa, sed tantum certamen sanctum, posset Sanctitas Vestra inter illa tria seminaria, illosque operarios, qui ad easdem functiones destinarentur, eidemque Domino sub ejusdem Domini vicario in eodem genere functionis et ministerii difficilis et ardui militarent, instituere quandam peculiarem societatem et amicitiam ac veluti fraternitatem, ut sese mutuo diligant et juvent, praesertim cum in opus Domini missi essent in regiones longinquas. Quid! quod vera charitas et humilitas (quae sicubi certè in illis seminariis essent) omnem invidiam aliosque humanos affectus excluderent.

Quod autem attinet ad reliquos ordines Mendicantium et Eremitarum sancti Augustini, et Carmelitarum, item Benedictinorum et Praemonstratensium, et aliorum, quorum

singuli vel non videntur hodie satis instructi ad instituendum et habendum tale excellens seminarium, vel non habent illas oportunitates id faciendi, quas illi tres ordines; qui ex illis tenerentur magno desiderio operandi suam et aliorum salutem in iisdem illis pulcherrimis et difficilioribus functionibus, possent petere sibi fieri potestatem sese dedendi in unum ex illis tribus seminariis, vel si temporis progressu multi ex illis ordinibus hoc cuperent, petere possent a Sede Apostolica sibi permitti, ut ipsi conjuncti quartum quoddam seminarium simile instituere possint.

VI. — *Cur in Europa.* — Porro, ut illa excellentia seminaria in Europa potius quam in India Orientali vel Occidua instituantur, multis gravissimis de causis vehementer expedit. Nam et sic multo plura nobilissima ingenia sese in illa offerrent, ut in illis praeparentur, instituantur, et exerceantur, et deinde mittantur.

Et institutio illorum seminariorum facta in Europa, illorumque operariorum praeparatio, institutio, et exercitatio in rebus et linguis necessariis ibidem facta, afferret toti orbi christiano fructum plane incredibilem tam ad insignem vitae emendationem cleri et populi catholici, mnltorumque corda vehementer commovenda, quam ad vehementer praeparandos animos multorum, qui ab haereticis seducti sunt, ad faciliorem reditum ad orthodoxam fidem et Ecclesiam catholicam. Commoveret enim vehementer tam populum catholicum quam clerum ad vitam longe emendatiorem magnamque cordis compunctionem illorum operariorum spontanea ad illud excellens et arduum institutum oblatio, et praeparatio talis, qualis fieret in illis seminariis, illorumque sic praeparatorum missio et muneris injuncti diligens et strenua executio, etiam cum vitae periculo, eorumque ardens charitas Dei et proximi. Quid! quod plerique

eorum sic praeparati et inflammati charitate Dei et proximi ac zelo salutis animarum possent aliquoties concionari aliquibus in locis orbis christiani catholici, in quibus viderentur id facturi maximo fructu. Quae fieri non possent, si in India ipsa, vel alibi extra orbem christianum, primum praepararentur et instituerentur in rebus et linguis necessariis. Itaque videmus hactenus non ita multum commotum fuisse clerum et populum catholicum ad vitam longe emendatiorem ex missione eorum, qui in Indiam Occiduam vel Orientalem missi sunt, et ea praeparatione, quae illic facta est. Huc accedit, quod, si in ipsa praeparatione, quae fieret in Europa, deprehenderentur aliqui minus idonei ad illas functiones, sive quia invenirentur non satis apti ad discendas linguas peregrinas, sive quia illorum valetudo non ferret labores necessarios, sive qua alia de causa, possent hic retineri; neque frustra longinquam navigationem magna cum temporis et valetudinis jactura suscepissent.

VII. — *Ea seminaria debere a paucis initium sumere.* — Expediret autem ea seminaria initium sumere a paucis sed praestantibus et magnae indolis. Primum, quia illi pauci, magnaeque indolis et spei, formati ac directi ab aliquot eximiis patribus sui ordinis, aetatis provectioris et vitae exemplaris, inchoarent in illis seminariis excellentem disciplinam et vitae rationem instituto suo tam excellenti convenientem, illosque, qui deinde in illa seminaria se dederent, maximo exemplo essent, et disciplinae vitaeque ratione excellente semel illic constituta, eos in suos mores transformarent; sicque possent illa seminaria dare praestantissimos operarios, et quia ad illas congregationes inchoandas facilius invenirentur aliquot valde idonei magnaeque indolis et spei quamplures.

Videturque suffecturum esse, si singula illa seminaria

habeant initio 30 vel 40 adhuc integrae aetatis, forte annorum 23 aut 24, vel certe qui annum aetatis trigesimum vel trigesimum tertium non excedant, quos haud dubie nullo negotio suppeditarent illi tres ordines ex Italia, Hispania, Gallia, Belgio, aliisque provinciis orbis christiani, si a Sanctitate Vestra mandaretur generalibus illorum ordinum, ut curent per provinciales suos mitti tot religiosos magnae indolis et spei, ac probos et habentes zelum salutis animarum saltem mediocrem, quot sufficeret (posset enim hic zelus insigniter augeri in seminariis illis tum praeparatione illa, quae in illis fieret, tum aliis modis), neque excedentes aetatem supradictam; qui, re sibi a suo provinciali proposita, parati essent sese in illa seminaria dedere, et cum eis unum aut alterum aetate provectiorem, qui cum aliis praefici posset directioni seminarii, vel etiam interdiu mitti cum aliquibus ex illis junioribus ad aliquam ex illis arduis functionibus.

VIII.—*De illorum seminariorum incrementis certissimis.* —Sed seminariis illis semel bene institutis et ordinatis, ipsa brevi susciperent magna incrementa, tum ex illis ipsis ordinibus et Societate Jesu, tum aliunde. Plurimi enim ex illis duobus ordinibus, qui etiamnum adeo multos habent religiosos in Hispania, Italia, Lusitania, Gallia, Belgio, et ex Societate, excitati illius sanctissimi instituti praestantia et dignitate sese offerrent, et a suo generali per litteras peterent in ea admitti, si probati invenirentur idonei. Et quidem dubium non est, quin multi Capucini et multi Fratres Minores, qui Recollecti vocantur, sese offerrent in seminaria sui ordinis. Aliunde etiam multi clerici, tam seculares quam regulares, nobilissimi ingenii et animi generosi, in quibus esset zelus salutis animarum et aetas adhuc integra, sese etiam offerrent uni ex illis tribus semi-

nariis, et quidem illi potissimum, quod maxime floreret; sicque (nisi vehementer fallor) vel ante sesquiannum a prima institutione illorum seminariorum constarent singula facile 100 operariis maximae indolis et spei, et ante 3 aut 4 annos excrescerent singula facile ad 200 vel 300. Cum videamus jam inde ab aliquot annis sacerdotes Anglos, aliquamdiu in suo seminario institutos et exercitatos, non recusasse in Angliam mitti, ut illic magno cum vitae suae periculo agerent negotium religionis catholicae; et congregationem Capucinorum, quae adeo rigida et severa est, intra non multos annos adeo crevisse, quamvis in frigore Christianorum et summopere grassantibus haeresibus, et ipsum ordinem S. Francisci, quamvis initio valde austerum et difficilem, confestim adeo mirifice crevisse.

Eoque magis cresceret numerus operariorum in illis seminariis, quia haberent institutum omnium praestantissimum vereque apostolicum, et ardentem charitatem habentibus valde suave; ut etiam satis declarant epistolae Indicae P. Francisci Xavier et aliorum, qui scripserunt se in illis laboribus et periculis expertos fuisse miras consolationes mirumque gaudium spiritus; et convincit ratio illud verissimum esse. Nam, cum verum animi gaudium ex virtute ac sanctis actionibus oriatur, et tum nostro, tum aliorum fructu spirituali; quod animi gaudium comparari potest cum illorum gaudio, qui in illis adeo excellentibus charitatis ardentis actionibus versarentur aut versantur? Et vero sunt certissimae quaedam rationes efficiendi, ut illorum operariorum numerus valde crescat, quarum unam certissimam maximique, ut videtur, momenti paulo post oportuniore loco proponam. Atque adeo intra aliquot annos plus, ut opinor, laboraretur in recusandis multis, qui sese offerrent, quam in aliquibus invitandis. Et sane vehementer expediret in admittendis ad illa seminaria agi summum de-

lectum, neque alios admitti, quam qui essent magnae indolis, et viderentur futuri magni operarii, postquam essent diligenter praeparati et instituti; et si, qui admissi ad probationem non invenirentur idonei, valde expediret eos primo quoque tempore remitti ade am functionem obeundam, quam antea obibant.

IX. — *De multiplicando tandem illorum seminariorum numero.* — Expediret autem, ut dixi, in singulis illorum trium ordinum principio unicum seminarium talium operariorum a Sanctitate Vestra institui eo in loco, quem eadem Sanctitas Vestra judicaret esse oportunissimum, sive Romae, ubi omnium commodissime utilissimeque hoc incboari posse videtur, et Sedis Apostolicae dignitati convenientissime, sive Bononiae, sive Perusii, sive unum uno, aliud alio loco, tum quia, ut paulo ante dictum est, valde expedit a paucis incipere, tum quia facilius haberi possent idonei magistri, qui eos insigniter praepararent et in pietate formarent, et diligenter instituerent et exercerent in linguis et rebus necessariis. Sed quum crevisset numerus operariorum, et esset satis magistrorum, qui novitios bene instituere possent, valde expediret singulos illorum trium ordinum habere plura hujusmodi seminaria, quae ex illis primis et, ut ita dicam, primitivis derivarentur et velut coloniae quaedam deducerentur. Primum quidem duo aut tria vel etiam quatuor aut quinque, nempe unum in Italia, unum in Hispania, unum in Gallia, unum in Belgio, unum in Lusitania, et tandem etiam unum in Germania et unum in regno Poloniae; idque in universitatibus praecipuis, quia hoc valde conduceret ad tanto facilius colligendos satis multos praestantes operarios et multa praestantia ingenia. Multi enim studiosi earum universitatum nobilissimi ingenii et animi generosi, impulsi et excitati illius instituti

praestantia et dignitate, procul dubio sese offerrent in unum illorum excellentium seminariorum; eo magis, quod nonnulli ex sanctissimis viris, qui in illis seminariis essent, possent interdum concionari; quod etiam mirifice conduceret ad emendandam vitam professorum et studiosorum, qui in iisdem universitatibus essent, et ad illas universitates reddendas valde florentes religione catholica et pietate. Ex quo dimanaret temporis progressu fructus incredibilis in omnes pene partes illius regni vel provinciae; cum ad universitates praecipuas alicujus regni ex omnibus ejus partibus, et etiam aliunde confluere soleat juventus, quae inde una cum litteris et doctrina fidem vere catholicam et firmissimam atque pietatem in suam patriam reportaret. Certe vehementer optarem Belgium, quod habet duas claras universitates, et Dei beneficio valde catholicas, et in quibus non professores tantum sed et multi studiosi cum studiis litterarum, ac philosophiae, et disciplinarum superiorum, pietatis christianae studium conjungunt, ejusmodi seminariis non carere. Et, nisi vehementer fallor et parum novi Belgarum nostrorum ingenia, Belgium daret permultos tales operarios, eosque strenuos, et vero ad discendas linguas peregrinas aptissimos. Et mirifice conduceret illorum seminariorum institutio, etiam in Belgio facta, ad facilius ab errore revocandos illos, qui in Belgio et provinciis vicinis seducti fuerunt ab haereticis, et mirum in modum confirmandos in fide catholica eos, qui nutant, et ad reddendum Belgium florentissimum religione et pietate christiana.

Neque tamen deberet Sanctitas Vestra laborare de instituendis aliis seminariis quam illis 3 primis in aliqua vel aliquibus universitatum ditionis Pontificiae; sed post illa primitiva seminaria bene inchoata hortari posset Regem catholicum et alios aliquot pios principes post 2 aut 3 annos, ad suppeditandos sumptus necessarios ad instituenda

similia seminaria in aliquibus locis suarum ditionum, quae judicarent ad id commodissima. Quod tamen verisimiliter facerent ultro, vel hoc sollicitantibus provincialibus illorum trium ordinum, aut aliis aliquibus viris piis, ecclesiasticis aut laicis; praesertim quia, ut ostendetur suo loco, ad eam rem exiguo sumptu opus esset, quique perfacile inveniri posset. Certe si Sanctitas Vestra institueret illa tria prima excellentia seminaria in terris Ecclesiae, pro certissimo habeo Regem catholicum, pro sua eximia pietate et in religionem catholicam summo studio, libentissime suppeditaturum esse sumptum necessarium ad similia seminaria instituenda in Hispania, Lusitania et Belgio. Neque deessent episcopi et alii habentes zelum honoris Dei et salutis animarum, qui ipsum ad hoc faciendum summopere hortarentur.

X. — *De praeparatione operariorum in illis seminariis facienda ejusque necessitate.*—Hactenus dixi de tribus excellentibus seminariis talium operariorum instituendis in illis tribus ordinibus in Europa, et cur in illis potissimum, et cur Europa; itemque a paucis incipiendum esse, sed fore deinde certissima incrementa, et de tandem multiplicando numero seminariorum, postquam creverit numerus operariorum; item quibus in locis utilissime institui posse videantur. Quae omnia praecipue pertinent ad rationem colligendi permultos atque adeo satis multos, qui evadant in operarios minime vulgares. Sequitur, ut aliquid dicam de animi praeparatione ad finem et scopum illorum operariorum accommodata : deinde dicturus de ipsorum tyronum institutione in rebus et linguis necessariis.

Certe, quia isti operarii destinarentur excellentissimae functioni et ad quam bene fructuoseque obeundam ardenti charitate opus esset, magnaque constantia et animi fortitu-

diae, et laborum et aerumnarum et contumeliarum, itemque famis ac sitis tolerantia, mortis denique contemptu, si quando id postularet lucrum animarum; qui in seminaria illa retinerentur, essent ad illa diligenter praeparandi, et praecipue efficacibus quibusdam mediis ardenti charitate Dei ac proximi et zelo salutis animarum inflammandi, quantum, Deo juvante, commode fieri posset, cum ardens charitas Dei et proximi sit adeo efficax ad praestanda etiam ardua fortiter et constanter, idque etiam cum alacritate et animi gaudio.

Ut ergo de illa animi praeparatione et inflammatione cordis aliquid dicam : imprimis curandum esset, ut illi, qui sese offerrent in aliquod illorum seminariorum, et ab ejusdem praefecto reciperentur probandi, confestim per 2 aut 3 menses efficacissimis aliquibus mediis et exercitiis spiritualibus, omnibus aliis cogitationibus et studiis tantisper sepositis, vehementer inflammarentur amore Dei et proximi, ac praesertim zelo salutis animarum, ut adducantur in magnum contemptum istarum rerum fluxarum, ut ipsi in se experiantur verissimum illud esse ardenter amanti nihil esse difficile aut molestum, ardente amore Dei aliarum rerum amores superante et expellente; et ut etiam adducantur ad profundam humilitatem, quae mater est et custos aliarum virtutum.

Possent autem generales trium ordinum sancti Francisci, simul adjuncto sibi uno aut altero insigniter pio et docto religioso suo, communicato inter se consilio, vel singuli seorsum dispicere, quae media quaeque meditationes essent ad illa efficacissima (quam ad rem haud dubie multum adjuvari possent quibusdam opusculis S. Bonaventurae et Dionysii Carthusiani); et similiter generalis ordinis S. Dominici, adjunctis sibi 3 aut 4 insigniter piis et doctis religiosis sui ordinis. Certe meditationes quaedam cum oratione

conjunctae et aliquot diebus continuatae essent ad eam rem valde efficaces; cum, ut pulchre tradit B. Thomas, 2ª 2ªe, q. 82, art. 3, meditatio causet devotionem et potenter moveat voluntatem, praesertim si illas sanctas meditationes praecederet vel unius septimanae jejunium conjunctum cum oratione et lectione quorumdam librorum valde conducentium ad aliquam animi praeparationem, ad majori devotione majoreque fructu meditandum. Cujusmodi meditationibus et exercitiis spiritualibus valde verisimile est usos fuisse ordines S. Benedicti, S. Francisci et S. Dominici, quum tantopere florerent pietate et sanctitate vitae, ut novitios suos brevi tempore ad magnam pietatem et charitatem Dei et proximi, profundamque humilitatem, et magnum istarum fluxarum rerum contemptum, Deo juvante, adducerent. Certe pro compertissimo habeo vel duobus mensibus ejusmodi mediis plurimum in illis proficí posse. Plurimum inquam, cum et aliquot illustribus exemplis, eisque recentibus, hoc comprobari possit. Et existimo sacerdotes Anglos, qui in Angliam missi fuerunt, et illic egregiam operam navarunt cum vitae suae periculo, simili aliqua ratione brevi tempore concepisse flammas illas ardentis charitatis, quae eos impulit ad facienda ea, quae fecerunt. Quod attinet ad societatem Jesu, ea jam inde ab initio habuit et habet suas meditationes suaque exercitia spiritualia valde efficacia, quibus per 3 aut 4 septimanas continuatis suos novitios et etiam externos adducere solent ad magnam immutationem voluntatis magnamque vitae novitatem.

Sic vero praeparatis animis tyronum spatio 2 aut 3 mensium, vehementer expediret toto tempore, quo in seminario agerent, quotidie aliquid legi distincte et intelligenter omnibus praesentibus, etiam extra mensam, ut diligenter attendatur, saltem per mediam horam, ex aliquo sacro vel

certe docto et pio libello ; quod esset perutile et efficax ad fovendas et augendas charitatis flammas conceptas 2 illis aut 3 primis mensibus, puta ex Actibus Apostolorum et vitis quorundam sanctissimorum virorum scriptis a summis viris, eorum praesertim, qui in conversione infidelium vel reductione schismaticorum et haereticorum res arduas et magnas gesserunt, fueruntque ardentissimi operarii, et sanctissimae vitae. Quibus audiendis et legendis non tantum vehementer augerent illas charitatis flammas ante conceptas, sed et multa discerent magno auxilio futura, ad bene et industrie obeundum munus sibi delegandum; et interdum ex historia ecclesiastica et iis, quae habet B. Antoninus sub finem suae historiae de initio et progressu ordinum sancti Francisci et S. Dominici, vel aliunde.

Non parum etiam flammas illas augeret eosque in proposito confirmaret recordatio illius excellentissimi instituti vereque apostolici, quod jam amplexi essent; itemque recordatio et auditio eorum, quae nonnulli ardentes operarii sui ordinis suique seminarii, Deo juvante, jam effecissent in conversione infidelium et haereticorum, aut schismaticorum. Quid? quod cum essent in ipso negotio seu praxi sui instituti, multo etiam magis inflammarentur; praesertim quia Dominus Deus pro inexhausta sua bonitate procul dubio flammas charitatis in eis augeret, in eisque gratiam, quae in ipsis frustra non fuisset, valde adaugeret, quemadmodum adauxit viris sanctis, et omnibus, qui in vitam vere christianam magno studio incubuerunt.

XI. — *De quarto quodam voto.* — Cum autem isti operarii praeparandi sint ad obeunda etiam ardua et difficilia, vehementer expediret eos, postquam essent probati, et ipsi etiam se satis probassent, antequam instituerentur in lin-

guis peregrinis, quarto quodam voto quasi sacramento aliquo militari obstringi, ultra tria substantialia vota vitae regularis, castitatis, paupertatis et obedientiae. Quarto, inquam, quodam voto non absimili illi, quo se obstringunt professi societatis Jesu, vel etiam expressiore et specialiore, ut judicaret Sanctitas Vestra, et generales ordinum magis expedire, veluti de eundo quocumque a Summo Pontifice vel generali sui ordinis mittentur ad lucrifaciendas animas, et, Deo juvante, graviter ac constanter illic faciendo officium, etiamsi ea res haberet magnum aerumnarum aut etiam vitae periculum. Tale enim votum valde eos confirmaret in sancto proposito semel concepto, et ad graviter, constanter ac fortiter obeundum munus sibi injunctum vehementer eos impelleret. Nam, cum videamus quantum a militibus armatae militiae impetret sacramentum militare, quo obstricti evidentissimis periculis sese objiciunt, sive oppugnandum sit oppidum aliquod firmo praesidio munitum, sive cum hoste iniquissimo etiam loco sit praelio decertandum; quantam vim haberet quartum illud votum apud viros summe timentes Deum? Certe quartum hoc votum conjunctum cum illa diligenti animi praeparatione facta duobus aut tribus primis mensibus, et quadantenus reliquo etiam tempore, daturum videtur acerrimos fortissimosque Christi milites, et nulla difficultate superabiles.

XII. — *De disciplina et vitae ratione instituenda fini et scopo illorum seminariorum accommodata brevissime* — Et quamquam videntur illa posse sufficere ad dandos non tantum ardentissimos fortissimosque operarios, sed et vitae valde exemplaris vel etiam sanctae, tamen quo ea praestentur exactius et facilius, vehementer expediret in illis seminariis institui valde praestantem disciplinam vitaeque rationem eorum fini et scopo tamque excellenti et arduae

functioni accommodatam, ut in illis sive seminariis sive gymnasiis paulatim assuescant operarii vitae valde exemplari, quam ad magnam aedificationem omnino praestare deberent, quum essent missi in vineam Domini. Et quidem inter alia (quamvis non austero et eremitico vitae generi essent assuefaciendi, quia destinarentur actioni et inter homines essent versaturi), valde tamen expediret eos assuefieri magnae et exemplari sobrietati, qualem praestiterunt non tantum apostoli sed et alii viri sancti, etiam qui vitam communem duxerunt, ut B. Ambrosius, B. Augustinus et alii, cum ea tantopere aedificet. Itemque valde exactis jejuniis, iis saltem diebus, quibus Ecclesia, vel ipsorum regula jejunium indixit. Praesertim, cum, ut non semel audivi, ex iis, quibus id compertum erat, et legi apud eos, qui de rebus turcicis et orientalibus accurate scripserunt, christiani graeci, et alii schismatici, qui inter infideles habitant, jejunent admodum exacte; ideoque, nisi ab illis operariis idem fieret saltem aeque exacte, hoc valde imminueret illorum aedificationem. Et cum in oratione fervente et frequente tantum sit positum momenti, eique tantopere dediti fuerint non apostoli tantum sed et omnes viri sancti, eaque res etiam vehementer aedificet, valde etiam expediret eos in illis seminariis orationi frequenti et ardenti diligenter assuefieri.

XIII. — *De institutione.* — Proximum est, ut aliquid dicam de institutione et exercitatione illorum tyronum in rebus et linguis necessariis. Quod antequam faciam, operae pretium fuerit primum indicare, quibus partibus constare deberent singula seminaria. Nam, etsi partibus omnibus conveniret eadem animi praeparatio, et inflammatio cordis, idemque quartum votum, et eadem vitae ratio et disciplina (de quibus modo dixi), singulis tamen par-

tibus accommodanda esset peculiaris quaedam institutio et exercitatio in rebus et linguis necessariis, apposita fini et operi, in quod quaeque pars destinaretur.

XIV. — *De partibus, quibus constare deberent singula illorum trium seminariorum.* — Expediret, ut videtur, singula istorum primorum seminariorum quinque partes habere; quarum una constet iis, qui destinarentur conversioni infidelium tam mahumetanorum quam idololatrorum; altera conversioni judaeorum, qui vel in orbe christiano vel extra eum habitant; tertia conversioni schismaticorum et haereticorum, qui extra orbem christianum degunt inter infideles magno numero, non tantum in imperio turcico, sed et in Perside et in India, et in regno Cathay, et in aliis regnis et provinciis Asiae extremique Orientis, ut testatur M. Paulus Venetus, et epistolae Indicae, itemque diligentes et accurati geographi et historici; quarta vero constet aliquot praestantibus operariis, qui destinentur obeundis functionibus quibusdam difficilioribus, et nonnullis etiam periculosioribus ad conversionem haereticorum Occidentis, ut in Saxonia, Dania, et canthonibus Helvetiorum haereticis, aliisque provinciis habentibus principem haereticum vel magistratus haereticos, et ad facienda prudenter, dextre et circumspecte quaedam maximi momenti ad vehementer imminuendas haereses, quae, proh dolor! tantopere grassantur in orbe christiano. Ante aliquot annos mihi visum fuit nullam partem horum seminariorum peculiariter et ex professo deputandam esse seriae emendationi vitae cleri et populi catholici orbis christiani, eorumque diligenti institutioni in fide et religione christiana et catholica; tum quia plurimi sunt operarii, qui in hoc ex professo incumbunt in orbe christiano, ut episcopi, pastores et concionatores, tam saeculares quam

regulares, tum quia universa illa seminaria et singulae illorum partes, atque inflammata charitas operariorum, qui destinarentur functionibus illis arduis, quamvis non in hoc peculiariter instituta, tamen mirum in modum commoverent clerum et populum catholicum, plurimosque ad insignem vitae emendationem efficacissime impellerent illi operarii exemplo suo quamvis tacentes. Nam firmissima illa fides catholica et ardens charitas, quae in ipsis relucerent, longe magis moverent quam plurimae aliorum conciones. Item quia, ut supra dictum est, possent etiam aliqui eorum, qui mittendi essent ad conversionem gentium (illi praesertim, qui valerent gratia et efficacia verbi) paulo antequam mitterentur, aliquoties concionari iis in locis, in quibus viderentur plurimum fructus facturi, populumque efficacissime hortari utilissimeque admonere de aliquot articulis praecipui momenti, ad vivendum vere christiane; et nonnulla ab eis dici valde pertinentia ad vehementer magis ac magis confirmandos catholicos in fide catholica et orthodoxa, et ad stabiliendos eos, qui nutant.

Sed ab octo aut novem annis, re maturius expensa, et animadverso quam parum per concionatores et confessarios proficiatur in emendatione vitae catholicorum et reductione haereticorum, vel eorum, qui ab haereticis seducti sunt, mihi visum est summopere expedire, ut ad obtinendam brevi emendationem vitae plurimorum catholicorum et reductionem multorum, ex iis, qui seducti ab haereticis habitant in provinciis catholicis, praeparentur etiam non pauci operarii, qui in illa ex professo incumbant, ideoque in appendice mei scripti quintam partem adjeci, ibique de illa agam.

XV.—*De institutione singularum partium in rebus et linguis necessariis. Et primum de institutione eorum, qui desti-*

narentur conversioni infidelium. — His dictis de partibus istorum excellentium seminariorum, sequitur ut, quemadmodum propositum erat, dicam de institutione et exercitatione in rebus et linguis necessariis, cuique parti seu cujusque partis fini et scopo accommodata (quod ipsum elegantem et jucundam inspectionem habet). Certe, ut longe commodius et dexterius majorique fructu et successu isti operarii exequi possint munus sibi delegatum, valde expediret eos post illam diligentem animi praeparationem et inflammationem cordis (quae tamquam fundamentum ante omnia poni deberet), diligenter institui et exerceri in cognitione rerum et linguarum ad id necessaria. De qua dicam nonnulla ex iis, quae his de rebus saepenumero cogitanti paulatim in mentem venerunt, ut vel ex illis paucis, quae sum dicturus, sit evidens commode fieri posse, ut illi operarii intra biennium, aut certe duos annos cum dimidio sic instituantur et exerceantur in rebus et linguis necessariis ad bene magnoque fructu exequendum suum munus, ut abunde atque adeo insigniter sint instructi ad magnum quid efficiendum. Neque enim video, qui possim hoc melius vel utilius ostendere quam indicatis quibusdam mediis, quibus id non incommode obtineri possit. Nam, si moveat Dominus Deus cor Sanctitatis Vestrae, ut haec excellentia seminaria institutui curet, poterunt generales illorum trium ordinum longe exactiorem et solidiorem praescribere rationem institutionis et exercitationis in rebus et linguis necessariis. Et primum quidem agam breviter, quantum quidem res ipsa patietur, de eorum in rebus et linguis necessariis institutione et exercitatione, qui destinantur conversioni infidelium, et indicabo unde commode haberi possent linguarum et rerum magistri.

XVI. — *De institutione in rebus ipsis.* — Quod attinet

ad institutionem in rebus ipsis, valde expediret eos, qui destinarentur conversioni gentium, praeter illam mediocrem cognitionem philosophiae, quae in adolescentia comparari solet, ac illam competentem cognitionem litterarum sacrarum, quae esse debet in omnibus iis, qui alios in fide et religione docent, diligenter institui et exerceri ab aliquo viro doctissimo ejusdem ordinis eoque didactico, in iis, quae scripta sunt a summis viris contra falsas religiones, deque veritate fidei christianae, ut a B. Thoma in aurea illa *Summa contra gentes*, et aliis nonnullis, qui post eum brevius et popularius idem argumentum tractarunt; itemque a veteribus, ut B. Augustino in libris *de Civitate Dei*, Cyrillo, Theodoreto, et ante hos Eusebio in pulcherrimis illis libris *de Praeparatione evangelica*, et aliis.

Haec enim istis operariis essent summo auxilio ad perspicue confutandas falsas religiones, quibus occupati sunt infidelium animi, et erudite solideque ea diluenda, quae a theologis et sapientibus illarum gentium objicerentur veritati fidei christianae, ut, perspicue ostensa falsitate religionis, qua tenentur occupati illarum gentium animi, facilius amplectantur lucem evangelicae doctrinae, videntes solide et perspicue responderi iis, quae veritati christianae objicerent eorum theologi ac philosophi. Valde etiam conduceret hoc ad facilius perveniendum ad conversionem regum et principum, itemque nonnullorum ex illis theologis aut philosophis, qui valde confunderentur, et raperentur in admirationem quandam istorum operariorum, quorum sapientiae vel potius Spiritui sancto, qui per eos loqueretur, resistere non possent. Ad illorum autem conversionem sequeretur conversio multorum aliorum, sicque multum conduceret ea res ad conversionis compendium.

Eos autem, qui destinarentur conversioni mahumetanorum (qui sunt idololatris conversu difficiliores) omnino

expediret etiam diligenter institui et exerceri in iis, quae a doctissimis viris tam graecis quam latinis accurate scripta sunt, peculiariter contra Alcoranum religionemque mahumetanam, ut illi operarii possint solidissime valdeque perspicue religionis illius, vel potius impietatis, falsitatem et imposturas detegere ac demonstrare, iis omnibus, qui claudere nollent suae mentis oculos.

At dicet aliquis : Non videntur apostoli et apostolici viri, itemque alii, qui saeculis superioribus maximo successu incubuerunt in conversionem gentium sibi adjunxisse illud adjumentum non vulgaris cognitionis eorum, quae scripta erant contra falsas religiones; ideoque hoc fore nimium quaerere humana praesidia, cum Dei gratia et auxilio maxime nitendum sit. Certe, quod attinet ad apostolos eorumque in fidei praedicatione et gentium conversione proximos successores, uberrima et extraordinaria illa gratia tum temporis necessaria (neque enim tum temporis extabat tale auxilium), quam eis infuderat Dominus, efficiebat, ut ejusmodi praesidio non indigerent; sed, cum nunc sit in promptu illud insigne auxilium et Deus optimus maximus impulerit doctissimos sanctissimosque viros, ut illa scripto mandarent, certe valde expediret uti illo Dei munere ad eam rem tam apposito et efficaci; praesertim cum non soleat Dominus uti illa gratia extraordinaria et miraculosa veluti dono linguarum, nisi cum ordinaria via non possumus idem consequi. Neque vero puto eos, qui justo aliquo temporis intervallo post apostolos in conversionem gentium incubuerunt, ut Panthaenum, Clementis Alexandrini praeceptorem, et alios, ejusmodi praesidia (quae suo tempore quadantenus extabant) neglexisse. Quo etiam pertinet, quod praestantissimus vir P. Franciscus Xavier, strenuus et praestans Christi miles et athleta, in epistola Japonica optat, ut mittendi ex Europa ad conversionem Japonensium (qui



sunt ingeniosi et habent academias et philosophos suos) sint bene instituti et exercitati in dialectica et physica, ut eorum quaestionibus et argutiis cum aedificatione respondere possint.

XVII. — *De institutione in linguis necessariis.* — Quod attinet ad linguas, cum ignoratio linguae illius gentis, cui annuntiandum est evangelium, sit procul dubio maximum impedimentum, longeque aliud sit posse per se agere cum gentibus quam per interpretem ; ideoque Christus Dominus missurus apostolos in universum orbem annuntiaturos evangelium omni creaturae, instruxit eos dono linguarum, quod hodie cessat in totum vel ex parte maxima, eamque etiam ob causam voluit concilium Viennense in praecipuis quatuor Europae universitatibus, quae tum erant, doceri linguam arabicam, chaldaeam et hebraeam, ad conversionem sarracenorum et judaeorum, ut habet insignis Clementina, *de Magistris;* cum, inquam, haec ita sint, valde expediret eos, qui destinarentur tali missioni, diligenter institui et exerceri in cognitione linguae illius gentis, ad cujus conversionem essent mittendi, tum ad multo commodius et sine interprete annuntiandum evangelium, tum etiam ad expedite et perspicue disserendum cum illarum gentium sapientibus et theologis, idque interdum in praesentia regum et principum, vel certe magistratuum et populorum. Quae linguae cognitio et ad alia multa perutilis esset.

Quin etiam, vehementer expediret mittendos ad eas gentes, quae aliam linguam habent vulgarem, aliam eruditam, qua scriptam habent suam religionem et disciplinas, ut sunt mahumetani, qui religionem suam et disciplinas perscriptas habent lingua arabica vetere (ad eum modum, quo nos lingua latina illa perscripta habemus), cum ipsi vulgares

linguas habeant diversas (aliique utantur lingua arabica vulgari, ut qui in Ægypto et Africa mari Mediterraneo viciniore habitant, alii lingua turcica, alii tartarica, alii alia); vehementer, inquam, expediret mittendos ad illas gentes in utraque lingua diligenter institui et exerceri, saltem eos, qui inter ipsos viderentur ad discendas linguas praecipue idonei, ut et possint cum vulgo agere lingua vulgari, et beneficio cognitionis alterius linguae libros de ipsorum religione lingua erudita conscriptos bene intelligere, et illa ipsa lingua cum eruditis disserere, quando judicarent id expedire, eosque solide confutare.

XVIII.—*Posse eam cognitionem linguarum necessariam vel biennio comparari.* — Neque vero difficile fuerit, ut videtur, post illam animi praeparationem ultra rerum cognitionem necessariam duas linguas duobus annis sic discere, ut eas non tantum prompte intelligant, sed et tam loquendo quam scribendo mediocriter eis uti possint, triennio vero satis commode et luculenter, si haberentur linguarum magistri, iique non tantum aliquos libellos conscriptos illis linguis ad verbum interpretarentur, et bene legere beneque pronuntiare docerent (unde haud dubie sumendum esset initium), sed et suos diligenter exercerent vertendo ex ea lingua in linguam ipsis notam et converso; itemque loquendo et scribendo. Possint enim ea ratione brevissimo tempore plurimum, atque adeo supra fidem proficere homines, qui bonam diei partem illi studio impenderent, et vel anno uno magnam cujusvis linguae cognitionem consequi, non tantum ad bene intelligendum sed et loquendum. Praesertim si, cum aliquousque profecissent, vix aliis linguis loquerentur inter se et cum suis linguarum magistris, sicut constat certissimis experimentis, ut in praesentiarum alias probationes

omittam. Essent fortassis illi linguarum magistri amethodi et docendi imperiti; sed ab aliquo perito eis praescribi posset, quid quoque ordine facere deberent. Et vero posset illa institutio sic ordinari, ut illis linguis discendis etiam paulatim cognoscerent religionem illius gentis, cujus conversioni destinarentur, et quam tandem refellere deberent; ut si illis, qui conversioni mahumetanorum destinarentur, ad verbum exponeretur Alcoranus.

Et tamen sufficeret vel mediocrem cognitionem unius linguae vel duarum hic in Europa consequi; reliquum autem comparari posset partim in navigatione, partim cum venissent in eam regionem, ad quam essent missi, vel in regionem aliquam illi proximam (cum in populis vicinis soleant esse non pauci, qui populi proximi linguam mediocriter vel bene teneant propter mutua commercia) tantisper, dum illic certius exactiusque cognoscerent mores et ingenium illius gentis, ad quam essent missi, et rei bene gerendae occasiones explorarent.

Praeceptores autem linguarum peregrinarum non difficile haberentur cujusvis pene gentis; nam multarum linguarum peritos suppeditare posset Rex catholicus, idemque nunc Lusitaniae rex; idque haud dubie, pro sua singulari pietate summoque studio propagandi religionem christianam, faceret libentissime ad rem tam sanctam, praesertim rogatus a Sanctitate Vestra; quin etiam, tres illi ordines, in quibus instituerentur illa seminaria, cum jam habeant non paucos linguarum peritos, tam in orientali India quam occidua, suppeditare possent suo quisque seminario multarum linguarum magistros idoneos, tam a se conversos quam sui ordinis religiosos et alios, quorum aliquos in illa seminaria evocare expediret saltem ad tempus, tum ad plenius exponendum mittendis illarum gentium et regionum ingenium et religionem (in quo etiam esset maximum

momentum), iisque injungere, ut certos libros ea lingua conscriptos secum afferant.

Valde etiam expediret eos secum adducere aliquos viros vel adolescentes illarum gentium, a se conversos, praesertim jam mediocriter scientes italice, hispanice vel lusitanice vel latine, ut mittendi cum illis colloquendo facilius et exactius linguas illas addiscant, meliusque eas pronuntiare assuescant, itemque gentium illarum ingenium exactius cognoscere incipiant, qui in seminario illo vel ministrare possent, vel aliud aliquid facere, quod sibi praescriberetur, simulque in religione et pietate christiana similiter proficere et reddi idonei, qui etiam incumbant in conversionem aliorum hominum suae gentis.

Quin etiam linguae regni Sinarum, itemque tartaricae et arabicae, tam vulgaris quam eruditae, peritos aliquos consequi non esset difficile, tum quia, ut paulo ante dixi, in regionibus alicui populo proximis semper sunt non pauci periti linguae illius populi propter mutua commercia, tum quod, cum inter populos vicinos exoriri soleant bella, sint utrimque captivi, quorum aliqui redimi possent et in Europam adduci. Quin etiam, videtur esse via quaedam et ratio, eaque perelegans, et ad insigniter propagandam religionem appositissima, qua haberi possent periti linguae cujusvis gentis, quantumvis remotae et incognitae ac barbarae, ut earum gentium, quae habitant in terra illa Australi nondum lustrata ; de qua nihil hic dicam.

Ceterum, ad commodius et brevius peragendam universam hanc institutionem et exercitationem in rebus et linguis necessariis ad insigniter propagandum evangelium, valde expediret eos, qui essent instituendi et exercendi in eisdem linguis, simul habitare in eadem parte seminarii a reliquis ejus partibus separata aliquo pariete, ut ipsi tantum inter se et cum suarum linguarum magistris, et illis,

qui una cum eis venissent, colloquantur illis ipsis linguis, quas vellent addiscere; idque, postquam in eis intelligendis et bene legendis ac pronuntiandis fecissent aliquem progressum, ut omnia fiant commode et ordine.

Porro longe utilius esset hoc tempore linguas illas peregrinas doceri tantum in seminariis, neque alios ad eas discendas admitti quam jam animo bene praeparatos et quarto illo voto obstrictos, quam publice eas doceri in academiis; ne earum linguarum cognitio ad haereticos perveniat, qui deinde iis abuti possent ad perniciem animarum. Quod periculum non suberat tempore concilii Viennensis, quod, ut dictum est, linguam arabicam, chaldaeam et hebraeam doceri voluit publice in quatuor praecipuis academiis Europae, ut linguis illis instructi possent incumbere in conversionem sarracenorum et judaeorum.

Egi satis copiose de illorum institutione in rebus et linguis necessariis, qui destinarentur conversioni infidelium, tum quia longe plures operarii eorum conversioni destinari deberent quam judaeorum et schismaticorum ac haereticorum, tum quia, illis satis plene expositis, pertinentia ad institutionem reliquorum, breviter perstringi possunt, cum sint ejusdem fere rationis. Et quidem, quae de linguis peregrinis commode et brevi addiscendis dixi, sunt reliquis etiam communia. Itaque deinceps dicam brevissime de institutione et exercitatione reliquarum partium cujusque seminarii.

XIX. — *De institutione eorum, qui destinarentur conversioni schismaticorum et haereticorum habitantium extra orbem christianum.* — Qui destinarentur conversioni schismaticorum et haereticorum, qui habitant extra orbem christianum, similiter essent diligenter instituendi et exercendi in rebus et linguis necessariis. Et, quod

attinet ad res ipsas, dubium non est, quin deberent esse diligenter versati in universa Scriptura sacra, praesertim novo Testamento, et in iis, quae solide scripta sunt a summis viris tam veteribus quam recentioribus, tum in universum contra haereses omnes et schismata, tum in iis, quae solidissime scripta sunt contra eas haereses, quibus infecti sunt animi illorum christianorum, ad quos mitterentur; ut sunt, quae scripta sunt contra haereses Nestorii et Eutychetis, et contra errores Graecorum.

Quod autem attinet ad linguas, similiter institui deberent et exerceri in lingua vulgari illorum christianorum, et etiam in lingua eorum erudita, qua libros sacros, eorumque interpretes, et divina officia scripta habent; ut est Graecis lingua graeca vetus, et plurimis christianorum Asiae nationibus lingua syriaca. Cujus discendae longe major hodie est commoditas, quam fuit ante aliquot annos; cum exstet novum Testamentum ea lingua typis excusum beneficio piae memoriae imperatoris Ferdinandi, piissimi principis, item grammatica et lexicon ejus linguae. Nonnullae autem habent litteras sacras scriptas lingua arabica; posselque, ut supra attigi, sic ordinari ea institutio, ut hi operarii ad illas linguas discendas vix quicquam legant vel audiant frustra. Nam ad linguam syriacam discendam eis proponi posset praecipue novum Testamentum syriacum, et multa ex eo ipsis ad verbum exponi; et ipsi etiam exerceri in textu latino novi Testamenti convertendo in illam linguam.

XX. — *De ea parte, quae destinaretur conversioni judaeorum.* — Ut autem breviter aliquid attingam de institutione et exercitatione ejus partis, quae destinaretur conversioni judaeorum, procul dubio ad faciendum magnum fructum deberent esse egregie versati in veteri Testamento,

quemadmodum illi, qui destinarentur conversioni schismaticorum et haereticorum, tam Orientis quam Occidentis, in novo, et praecipue in iis libris, quos solos pro canonicis habent judaei, cum ex illis solis urgeri possint; itemque in iis, quae tum a vetustissimis Patribus, et ab Apostolis ipsis, tum a recentioribus et mediae aetatis viris doctis ex judaismo ad religionem christianam conversis, et aliis, quae contra iudaeos erudite et solide scripta sunt, acto eorum delectu, cum permulta exstent in eo genere. Ad linguas autem quod attinet, certissimum est esse necessarium, ut linguae hebraicae (quae judaeorum est lingua erudita, et omnibus judaeis ubivis terrarum habitantibus communis) habeant cognitionem magnam, in eaque ipsos diligentissime institui et exerceri expediret, ut ex ipsis fontibus possint cum eis disserere, qui versiones contemnunt. Quin etiam expediret eos non tantum diligentissime exerceri, ut vetus Testamentum ea lingua exactissime intelligant, sed et ut quadantenus scribere ea lingua possint, quia hoc ad exactius intelligendum non parum adjuvaret, et apud judaeos maximam authoritatem eis compararet. Quod non difficile consequerentur, si illi rei sese dederent, vel ea via et ratione, quam supra indicavi, cum agerem de institutione eorum, qui destinarentur conversioni gentium. Et vero, cum lingua hebraea vetus ex libris veteris Testamenti praecipue discenda sit, dum eos libros linguae discendae causa legerent et relegerent, eos sibi valde familiares redderent, et in re ipsa non parum proficerent. Item deberent habere cognitionem saltem mediocrem linguae vulgaris illius gentis, in qua habitant judaei, ad quos mitterentur, cum eadem sit ipsis lingua vulgaris.

XXI. — *De ea parte, quae destinaretur conversioni haereticorum Occidentis.* — Quod autem attinet ad diligentem

institutionem et exercitationem eorum, qui destinarentur conversioni haereticorum Occidentis seu orbis christiani, appositam ad insignem fructum faciendum, Deo juvante, saepenumero diligenter ea de re cogitavi, cum viderem tam paucos eorum converti, videanturque illi ceteris omnibus ad convertendum difficiliores, multaque paulatim jam inde a compluribus annis eo pertinentia annotavi, quorum nonnulla fortassis usui esse possent; sed hoc tantum impraesentiarum dicam, mihi post frequentem et valde diligentem cogitationem plane visum esse, et etiamnum magis ac magis videri, cum a nobis stet veritas, ab illis falsitas et mendacium, et tam multa scripta sint a doctissimis theologis catholicis ad solide respondendum illis Scripturae locis, quibus in alienum sensum detortis haeretici pertraxerunt in errorem tot homines imperitos sacrarum litterarum, et ad veritatem solide et perspicue satisque evidenter demonstrandam, ita ut jam vix alio opus sit, quam ut agatur magnus scriptorum , solutionum et argumentorum delectus a doctissimis aliquibus theologis , viris magni judicii iisque egregie exercitatis in illis controversiis (quales essent istorum operariorum praeceptores), qui ipsi deinde ea suis discipulis fideliter et perspicue traderent, eosque diligenter exercerent in solide et perspicue ac graviter disserendo illis de rebus; mihi, inquam, plane videri et quidem magis ac magis sic posse fieri et ordinari in illis excellentibus seminariis diligentem institutionem et exercitationem eorum operariorum, qui illi functioni destinarentur, ut ipsi intra breve tempus ab illa insigni praeparatione animi et inflammatione cordis (de qua supra dixi, et in quam imprimis incumbendum esset) consequantur insignem cognitionem rerum necessariarum ad revocandum ab errore eos, qui ab haereticis sunt seducti, et magnam facultatem efficacissime disserendi, quum opus esset, idque

circumspecte, prudenter et dextre de iis, quae haeretici nostrae aetatis in controversiam vocant, atque solide et perspicue haeretica dogmata refellendi, et solide et perspicue contraria catholica dogmata adstruendi et probandi, et ut plerique omnes operarii illi functioni destinati, exacto diligenter illo institutionis exercitationisque curriculo, sint in eo genere longe exercitatiores et peritiores doctissimis quibusque praedicantibus seu ministris haereticorum ; ne quid dicam de illis, qui inter illos operarios ceteris ingenio et judicio praestarent. Multo magis autem essent plus quam satis instructi ad reducendum in viam eos, qui ab haereticis seducti sunt.

Quid ergo, cum post tempus illud in seminario exactum cognitionem et facultatem in seminario adeptam aliquot annorum studio non parum confirmassent et auxissent! Et non infrequenter fuissent cum haereticis iisque, quos illi seduxerunt, congressi (qua ex re valde cresceret eorum illa exercitatio et facultas lucrifaciendis et ab erroribus revocandis animabus appositissima). Quid! quod et vehementer aedificarent illa sua ardenti charitate Dei et proximi, et illa sua vita exemplari, atque adeo sancta. Quid! quod propter illam orthodoxam fidem firmissimam, et ardentem charitatem Dei et proximi, et sanctum propositum haud dubie eos valde adjuvaret Dominus suo spiritu in illo sancto opere facientes, quod in se esset, ejusque opem ardentibus precibus implorantes.

XXII. — *Quaedam communia institutioni omnium partium.* — Addam iis, quae supra dixi, verbum unum pertinens ad institutionem in rebus necessariis, quod omnibus partibus illorum seminariorum esset commune, et videtur fore non parvi momenti, vehementer expedire illos, qui destinarentur conversioni gentium vel haereticorum a suis

praeceptoribus, vel ab iis, qui aliquandiu simili negotio incubuissent, paucis quibusdam praeceptis instrui, quae ipsis maxime usui esse possint ad prudenter et dextre aggrediendum et prosequendum hoc conversionis negotium. Quae tamen magna ex parte discerent legendis vitis et rebus gestis eorum, qui in simili negotio dextre versati sunt; quanquam et Spiritus sanctus haud dubie eos etiam magisterio suo dirigeret et gratia, donoque consilii suppleret, quod deesset institutioni.

Esset etiam utilissimum et permagni momenti illos mittendos ad conversionem gentium ac schismaticorum et haereticorum etiam diligenter exerceri in disserendo solide et perspicue, et, cum opus esset, breviter de illis rebus maximis, cum in disserendi modo sit non parum momenti, praesertim ad efficiendum aliquid in eorum animis, qui ab haereticis seducti sunt.

XXIII. — *De certitudine medii propositi aliquid.* — Ut autem huic loco de diligenti praeparatione et institutione ac exercitatione istorum operariorum in illis seminariis finem imponam, spero vel ex iis, quae dixi de praeparatione animi et inflammatione cordis eorum operariorum, qui ad seminaria adferrent bonam indolem, bonumque ingenium, et vel mediocrem charitatem Dei et proximi, itemque de quarto quodam voto, et iis, quae attigi de eorum institutione et exercitatione in rebus et linguis necessariis, utcunque intelligi tyrones illos, qui in seminaria essent admissi, posse intra duos annos cum dimidio evadere in valde praestantes operarios, et quales hodie paucissimi sunt eorum, qui ad similes functiones mittuntur, nempe valde inflammatos charitate Dei et proximi, et zelo salutis animarum, et insigniter instructos cognitione rerum et linguarum necessaria ad bene magnoque fructu et successu

prudenterque et dextre obeundum munus sibi delegatum, tales denique quales quaerimus, et quibus opus est ad efficiendum magnum quid in lucrifaciendis animabus, et nonnullos eorum evadere in operarios praestantissimos. Multo autem magis hoc ipsum fieri posset per ea, quae vel singuli generales, adjunctis sibi tribus aut quatuor praestantibus viris sui ordinis, vel ipsi tres generales, communicato inter se consilio, instituere possent exquisitissime et efficacissime ad insignem praeparationem animi et inflammationem cordis illorum tyronum, et eorundem insignem institutionem in rebus et linguis ad bene maximoque successu, Deo juvante, obeundum munus sibi delegatum necessariis. Quibus accederent etiam illa domestica exempla seniorum illorum virorum praestantium, qui, ut supra dictum est, praeficiendi essent directioni et moderationi illorum seminariorum.

Puto etiam satis evidens esse medium a me propositum fore valde certum ad commode colligendum multos tyrones, eosque magnae indolis et spei, si Sanctitas Vestra curet in tribus illis ordinibus institui illa tria excellentia seminaria praestantium operariorum, destinandorum ad excellentes illas functiones et arduas; atque adeo, nisi vehementer fallor, si illa tria excellentia seminaria semel instituta essent, plures quotannis, partim ex illis ipsis ordinibus, partim aliunde, sese in ea offerrent praeparandos et exercendos, et deinde mittendos, quam essent necessarii, ut etiam supra dixi. Plurimi enim et viri doctissimi et juvenes nobilissimi ingenii et animi generosi, illius instituti praestantia excitati et incitati, ad illud raperentur.

Itaque mihi magis ac magis videtur illam institutionem trium seminariorum talium operariorum in ordine B. Dominici, B. Francisci, et societate Jesu, idque in Europa, fore certissimum medium, quo Sanctitas Vestra ejusque

successores consequi possitis, ut intra perpaucos annos sint permulti, atque adeo satis multi praestantes operarii ad mirum in modum promovendam Dei gloriam et salutem animarum, et lucrifaciendas pene innumerabiles animas. Sed tamen subjiciam viam certissimam, qua Sanctitas Vestra consequi possit, ut semper offerant sese illis seminariis abunde multi, iique valde idonei, subjecturus deinde pauca quaedam eo pertinentia, ut ea seminaria insigniter floreant, et diu floreant.

XXIV. — *De illorum seminariorum incrementis rursus, et viis quibusdam certissimis obtinendi maxima eorum incrementa.* — Via est, si Sanctitas Vestra aliqua sua constitutione permitteret religiosis cujuscunque ordinis, ut, qui ardenti charitate Dei et proximi, et salutis animarum zelo impulsi magno desiderio tenerentur salutem suam multorumque aliorum operandi in illo excellenti vitae genere, et essent aetate adhuc integra, sese uni illorum seminariorum possint offerre probandos, et, si probati idonei judicarentur, in eadem seminaria transire secundum formam cap. licet, *de Regular.* Quod tamen fortassis etiam jure communi et sine constitutione nova liceret propter illud quartum votum, et functionum, quibus illi operarii destinarentur, seseque ex magna charitate devoverent, praestantiam et arduitatem; ita ut, si illi, qui sese obtulissent probandos et ad hoc admissi essent, ex probatione judicarentur minus idonei, remittantur ad sua monasteria, suumque ordinem, quem non mutassent ante emissionem quarti voti.

Idque a Sanctitate Vestra permitti sive constitutione aliqua declaratoria juris veteris, sive novi juris constitutoria valde expediret, ut videtur, tum quia hoc mire conduceret ad habendos permultos praestantes operarios ex illis semi-



nariis, tum quia, si id fieret, institutio illorum trium excellentium seminariorum tanto magis excitaret religiosos omnium aliorum ordinum ad vitam longe emendatiorem diligentemque observationem regulae, quam essent professi, quum viderent etiam religiosi aliorum ordinum se habere ex suo corpore, qui ardenti charitate Dei et proximi accensi illud vitae genus excellentius longeque magis arduum essent amplexi. Sed tamen in ea permissione adhibenda esset ea cautio, ut nullus religiosus unius ex illis tribus ordinibus alii seminario quam sui ordinis se offerre possit, ne suum ordinem suive ordinis seminarium contemnere videatur (1).

XXV. — *Quaedam eo pertinentia, ut cito floreant illa seminaria valdeque prudenter et sancte gubernentur.* — Porro ut cito deprehendatur, an illi religiosi vel clerici seculares, qui sese offerrent alicui illorum seminariorum, videantur futuri idonei operarii, et habeant vel habituri videantur illam ardentem charitatem Dei et proximi (quae deberet esse universae hujus structurae basis et fundamentum), et ob alias causas valde expediret confestim eos admoveri exercitiis spiritualibus, quae instituta et ordinata essent ad insignem animi praeparationem et cordis inflammationem, idque tanto tempore, quanto generalibus illorum ordinum visum esset sufficere; vehementer, inquam, expediret id omnino fieri, et quidem diligenter, et antequam inciperent institui in rebus et linguis necessariis ad obeundam hanc vel illam functionem, cui destinarentur.

---

(1) Additur in *Appendice* alia via, eaque maximi momenti, consequendi, ut permulti praestantis ingenii sese offerant in haec excellentia seminaria sine ullo incommodo conventuum (*num.* 2.).

Sic enim vix ulli frustra instituerentur in illis. Et qui probati et bene cogniti remitterentur tamquam minus idonei, nihil temporis perdidissent discendis illis, quae non essent ipsis usui futura. Qua in probatione illud etiam bene se haberet, quod illi ipsi, qui tamquam minus idonei remitterentur, non parum ex illis exercitiis a se factis commodi sentirent reliquo vitae suae tempore, et ad seriam cordis compunctionem vitaeque suae magnam emendationem. Qui autem tanquam bene idonei retinerentur, judicio praefecti seminarii huic vel illi functioni destinarentur, nempe vel conversioni gentium vel alii, ad quam viderentur fore aptiores, illisque adjungerentur, qui ad eandem functionem in seminario illo praepararentur.

Et quia, quo praestantiora erunt illa seminaria, magisque in illis vigebit ardens charitas Dei et proximi, itemque humilitas, et cetera, quae requiruntur ad bene magnoque fructu obeundas illas excellentes et arduas functiones, eo praestantiores operarii in illis formabuntur, valde expediret Sanctitatem Vestram, communicato consilio cum generalibus illorum trium ordinum, studiose curare, ut illa seminaria valde bene ordinentur, praestantibusque legibus seu statutis fundentur et stabiliantur, pertinentibus ad praecipua capita illius instituti, veluti ad probationem admittendorum, praeparationem animi, institutionem et exercitationem in rebus et linguis necessariis, et eorundem operariorum praeparatorum et institutorum missionem.

Item ad meliorem exactioremque directionem et moderationem illorum excellentium seminariorum, utque ea sancta sit, et, quoad ejus fieri potest, imperfectionibus humanorum affectuum careat, vehementer expediret, ut videtur, singula eorum gubernari per generalem sui ordinis, si praesens esset, et seminarii praefectum, sive is esset prior, sive guardianus, sive rector seminarii, et tres aut

quatuor consiliarios, qui essent ex corpore ejusdem seminarii, viri gravissimi, insignes pietate et zelo domus Domini, ac prudentia singulari; sic enim, ut videtur, optime sanctissimeque, et valde prudenter gubernari et dirigi possent. Quod autem attinet ad reliqua seminaria ejusdem instituti, quae intra duos aut tres annos, non parum aucto numero operariorum, in aliquot orbis christiani regnis vel rebuspublicis institui expediret, ut supra dixi, ea similiter per suum praefectum et tres aut quatuor consiliarios ex eodem corpore gubernari expediret et per suum generalem ac praefectum et consiliarios primi supremique seminarii illius ordinis, quod esset in urbe Bononiae vel Perusii, et a quo cetera manassent; quod eo commodius esset, quia de maximis quibusque rebus commode referre possent ad Sanctitatem Vestram ejusque successores.

PARS SECUNDA.

I. — *De secunda parte remedii propositi.* — Hactenus satis dictum est de priore, eaque longe praecipua parte remedii propositi, nempe de commodissima utilissimaque via intra perpaucos annos colligendi satis multos praestantes operarios, eosque insigniter praeparandi, et instituendi, ac exercendi. Proximum est, ut nunc agam de prudenti missione illorum operariorum sic praeparatorum, beneque instructorum cognitione rerum et linguarum necessaria (quae erat secunda pars remedii). Ubi primum et praecipue tractabo, ad quae loca mitti expediret, et ad quae primum, ad quae deinde, et quae sit spes fructus, si ad haec vel ad illa loca mittantur, obiter etiam dicturus nonnulla magni, ut videtur, momenti, quae mihi his de

rebus saepenumero cogitanti paulatim in mentem venerunt, pertinentia ad commode magnoque fructu, minoreque periculo exequendum id, ad quod missi essent. Habet autem haec pars secunda etiam quaedam permagni momenti et dignissima consideratione, ut videtur.

II. — *De missione ad conversionem infidelium etiam mahumetanorum.* — Primum ergo videamus, ad quae loca mitti expediret ad conversionem infidelium praestantes illos operarios; an ad ea etiam regna et respublicas, in quibus evangelium palam annuntiari non potest sine summo atque adeo pene certo vitae periculo; et an etiam ad mahumetanos mittendi essent aliqui; et quae sit futura spes fructus, si ad ea etiam loca mittantur.

Certe praecipue mittendi essent, ut videtur, operarii, iique multi ad conversionem earum gentium, quibus evangelium vel nullo vel exiguo vitae periculo etiam palam annuntiari potest. Cujusmodi fere sunt ea omnia loca, in quibus jam inde ab institutis illis praeclaris navigationibus Castellanorum et Lusitanorum annuntiatum fuit evangelium, tam in India orientali (seu vera) et Japonia, quam in India occidua (quae novus orbis dicitur) ; cum illis in locis longe major sit spes intra paucos annos lucrifaciendi plurimas animas quam aliis in locis; et tam sint pretiosae in conspectu Domini illarum gentium animae, quam aliarum. Sed tamen ad ea etiam regna et respublicas mittendi essent operarii, iique insignes et fortissimi, atque acerrimi, nempe vehementer inflammati charitate Dei et proximi, ac zelo salutis animarum, simulque etiam bene instructi cognitione rerum et linguarum necessaria, ad ea, inquam, etiam regna et respublicas infidelium, in quibus evangelium nunc palam annuntiari non potest sine summo atque adeo pene certo et praesenti vitae periculo, ut sunt regna



et respublicae mahumetanorum, et dicitur esse amplissimum illud regnum Sinarum, et fortassis etiam imperium illud longe amplissimum magni Cham, imperatoris Tartarorum, qui jam inde a Moscoviae finibus ad extremum usque orientem et oceanum Eoum regnumque Sinarum imperat; sicut fecisse videmus Apostolos et apostolicos viros, qui sine discrimine rerumpublicarum intra non multos annos tam longe lateque salutiferum Dei verbum disseminarunt et in plurimorum cordibus plantarunt, exorsi a Judaea, ut eis praeceperat Dominus; et quidem sic plantarunt, ut illud in plurimorum cordibus altissimas radices ageret. Itaque videmus non tantum Apostolos omnes (si excipiatur S. Joannes evangelista, qui tamen et in exilium actus et Romae dira passus est) sed et pene omnes apostolicos viros, qui vel Apostolorum temporibus vel non multo post eos in gentium conversionem et evangelii propagationem magno studio incubuerunt, illam immarcessibilem martyrii coronam reportasse. Et hoc sane postulat, quam proximis debemus propter Deum charitas, cum debeamus eorum animas plus diligere quam vitam nostram.

III. — *An sit spes successus, si mittantur praestantes operarii ad ea etiam loca, in quibus evangelium sine certo vitae periculo palam annuntiari non potest.* — At dicet aliquis : Quid illi operarii proficient illis in regnis et rebuspublicis, et praesertim in regnis et rebuspublicis mahumetanorum, ubi capitale est vel de religione disputare? Confestim enim capientur ad supplicium. Quid effecerunt non Apostoli tantum, sed et apostolici viri, qui Apostolorum vestigiis insistentes praecipue quidem usque ad tempus imperatoris Commodi (ad quod usque tempus diligenter fuit incubitum in conversionem gentium, ut tradit Eusebius, lib. V, cap. 10, *Historiae ecclesiasticae*, et satis indi-

cat Irenaeus, lib. 5 sui operis *Contra haereses*, qui tempore imperatoris Commodi floruit). Quanquam et postca identidem evangelium annuntiarunt sancti viri illis in locis, in quibus hoc sine summo vitae periculo palam annuntiari non poterat, tum in imperio Romano sub illis etiam principibus, sub quibus erat capitale se profiteri christianum, tum alibi. Item quid nostra patrumque nostrorum memoria effecerunt Lutheri, Zwinglii et Calvini ministri, eo etiam tempore, quo severissime exquisitisque suppliciis animadvertebatur non tantum in praedicantes seu ministros, sed et in simplices haereticos eorumque receptatores, in eosque etiam diligenter inquirebatur, qui clanculum aliquid tentabant, vel conventicula habebant.

Neque enim isti operarii confestim in suggestum prodirent, vel palam evangelium docerent, et illius gentis, ad quam missi essent, religionem palam damnarent ac refellerent; sed primum secreto tentarent animos aliquorum, qui viderentur ad hoc esse magis opportuni, fusis ad Deum ardentibus precibus, sicut fecerunt Apostoli et apostolici viri, qui non videntur ab initio statim palam praedicasse evangelium, et illius gentis, ad quam convertendam erant profecti vel missi, religionem palam damnasse. Confestim enim per reges et magistratus prohibiti fuissent, vel etiam interfecti, praesertim id agentibus earum gentium sacerdotibus et theologis. Sed videntur plerique Apostoli primum quidem Christum palam annuntiasse in synagogis judaeorum (quae jam tum erant plurimis in locis et regnis ac rebuspublicis non tantum in imperio Romano, sed et in Perside et aliis ditionibus regni Parthorum) et aliis, item in regnis et provinciis, ubi Christum annuntiare poterant sine prohibitione magistratuum civilium et regum, sub quibus tributarii vivebant judaei; et interea temporis, dum hoc palam agebant inter judaeos, aliquibus ethnicis Christum annuntiabant, eosque lucrifaciebant Domino.



Converso autem per istos operarios uno vel duobus, tentarent et ipsi ad Christum adducere eos, quos haberent charissimos et conjunctissimos, ut uxorem et liberos, et nonnullos sanguine vel amicitia sibi conjunctissimos, illisque operariis in suis domibus secreto hospitium praeberent, et paulatim ad eos adducerent aliquos ad audiendum verbum Dei et salutiferam Christi doctrinam, sicut olim non tantum Apostolis et viris apostolicis usu venit, sed et nostrae actatis haeresiarcharum ministris in Belgio, Gallia, Anglia, Scotia, Italia, aliisque in provinciis orbis christiani. Porro, conversis quinque aut sex patribusfamilias, esset res haud dubie longe facilior, et jam aperta esset illic via evangelio.

Quid! quod cum in regnis mahumetanorum, et regno magni Cham, et tota pene Asia, multi sint christiani, qui inter infideles sub tributo vivunt, possent illi operarii principio aliquandiu aliquo praetextu, ut desiderii peregrinandi vel negotiandi, apud eos vivere, dissimulato suo proposito, et apud aliquem eorum hospitari, atque interea temporis gentis ingenium et rei bene gerendae opportunitates explorare, et qui videantur magis dispositi ad suscipiendam veritatem; itemque mediocrem linguae illius gentis cognitionem, quam secum attulissent, augere et valde exemplariter, valde sobrie, valdeque pie et juste vivendo vehementer aedificare, sibique paulatim gratiam et auctoritatem etiam aliquam conciliare, ut fecit illa ancillula, quae conversioni gentis Iberorum causam post Deum praecipuam dedit, ut refert Ruffinus in appendice *Historiae ecclesiasticae* Eusebii, lib. I, cap. 1.

Quid! quod illi operarii, deprehensi (quemadmodum tandem deprehenderentur) et in carcerem atque ad supplicium rapti, tunc vere praecipuum, atque adeo admirabilem fructum per Dei gratiam facerent, praesertim cognitione

linguae vulgaris illius gentis, atque adeo etiam linguae eruditae (si aliam eruditam, aliam vulgarem haberet ea gens) instructi; possent enim petere sibi ostendi veritatem illius religionis per eorum theologos; esse enim se veritatis studiosissimos, neque ullo modo velle se ad veritatem sibi perspicue ostensam oculos claudere. Quod illi theologi audientes cupide conarentur facere spe pertrahendi illos ad suam religionem, deque iis trophaeum reportandi; sicque per eam occasionem ipsos ad disputationem de religione elicerent, et exposita suae fidei summa, quae ab illis theologis objicerentur, valde solide valdeque erudite refellerent, et fidem christianam etiam quadantenus confirmarent, saltem ea, quae naturali lumine percipi et ostendi possunt. Atque adeo, sic aperta sibi via, breviter ac solide, et tamen perspicue religionis illius gentis falsitatem demonstrarent, idque lingua intellecta ab iis, qui essent illius disputationis vel collationis auditores, qui verisimiliter essent permulti, et inter eos non pauci viri magni aut magistratus. Et quia haud dubie illi operarii theologos illos confunderent, in iis, quae contra falsas religiones in universum, et specialiter contra illam scripta sunt, egregie exercitati et Spiritu sancto pleni, quippe ardentes charitate Dei et proximi, ac zelo salutis animarum, non pauci, Deo juvante, per hoc ad Christum converterentur, et Ecclesiae, quae illic inchoata esset, aggregarentur, uti non semel factum est tam in martyrio B. Catharinae, quam alias; idque eo magis, quod illi operarii praestantes doctrinae suae veritatem confirmarent morte sua, quam summa alacritate subirent. Atque sua ardenti charitate, animi fortitudine et constantia, ac patientia, summaque temperantia, et vitae sanctitate mire moverent eam gentem, cum vix ulla sit gens adeo barbara, quae illa non magni faciat, quaeque illos, in quibus illa sunt excellenter, non suspiciat et admiretur.

Quid! quod haud dubie Dominus Deus doctrinam ipsorum juxta promissum suum illustribus miraculis confirmaret pro sua inexhausta bonitate et misericordia ad faciliorem gentium conversionem et plurium animarum salutem; illi autem operarii supplicio affecti haud dubie beatissimi, beatissimi, inquam, essent illa excellenti et immarcessibili martyrii corona donati, et vero Dominum Deum orarent pro conversione persequentium exemplo beati Stephani, protomartyris, ejusdemque exemplo etiam exorarent.

Et vero in locum eorum, qui in illis regnis vel rebuspublicis essent supplicio affecti, simul atque hoc intellectum esset, mittendi essent alii strennui operarii et prioribus nihilo inferiores, qui vel iisdem in oppidis vel in aliis ejusdem regni vel reipublicae idem agerent secreto, quod illi priores, et, quod ab eis bene coeptum esset, prosequerentur. Quibus eo facilius esset aliquid efficere, quod illi priores jam aliquot convertissent, ad quos possent habere receptum, et multorum nondum conversorum animos cum alias tum praecipue illo suo extremo actu et martyrio praeparassent.

Quod si ad eum modum serio magnaque cum instantia et tamen prudenter ac discrete per excellentes operarios tentaretur per aliquot annos conversio gentis alicujus, in qua initio non liceret evangelium palam annuntiare sine certo vitae periculo, haud dubie permultum proficeretur; permultum, inquam, etiamsi esset regnum aliquod mahumetanorum. Etsi non tam cito ad conversionem principis et procerum veniretur (quod in imperio romano primum post annos 280 aut circiter a Passione Domini obtentum est, idque post fusum tantum sanguinis martyrum) tamen haud dubie in plurimorum animis illis in regnis plantaretur fides Christi, et quidem sic plantaretur, ut altissimas radices ageret. Tandem vero, quando ita Domino videretur, etiam

ipsius principis et procerum conversio obtineretur, et deinde paulatim totius gentis, ut in imperio romano paulatim factum est post conversionem Constantini Magni, itemque in regno Francorum, et alibi.

Illud eventurum esse, eumque fore successum pro compertissimo habere possumus. Nam, si quis diligenter observet, quae in historia ecclesiastica et prophana tradita sunt de conversione aliquarum gentium ad fidem, ejusque rei modo et ordine, animadvertet nunquam magno studio magnaque cum instantia et constantia per operarios praestantes tentatam fuisse gentis alicujus conversionem sine summo successu; nunquam, inquam, quod quidem hactenus legere potuerim. Quod sane eos vehementissime animare deberet ad summo studio summaque instantia in hoc idem incumbendum, summoque studio et instantia annuntiandum evangelium per insignes operarios in illis etiam regnis et rebuspublicis, in quibus palam annuntiari non potest sine certo eoque praesenti vitae periculo.

Atque adeo ad conversionis compendium omnino mitti vellem aliquot praestantes operarios ad ipsas urbes regias amplissimorum regnorum, puta Constantinopolim, et etiam ad urbem regiam magni Cham et regni Sinarum, ut citius ad conversionem principis perveniatur, vel aliquorum procerum, vel consiliariorum, et per eos ad principis ipsius vel filiorum ejus conversionem, sicut nimis magno cum successu videmus fecisse haereticos aetatis nostrae in perdendis animabus, qui hac ratione multos reges et principes infecerunt.

Afficerentur quidem supplicio primis annis aliquot operarii excellentes in eo conatu, praesertim in illis urbibus regiis; sed quid tum? Et ipsi beatissimi essent, et tam ante suam mortem, quam in ipsa sua morte facerent fructum maximum, ut dictum est. Et quidem in illis regiis

urbibus etiam longe majorem quam alibi. Essentque in eorum locum confestim submittendi alii ipsis nihilo inferiores, ut illa instantia nostra et ardenti charitate, Deo juvante, vincantur. Nam illa excellentia seminaria in Europa instituta quotannis darent novos operarios praestantes abunde multos. Et quid! etiam si vel centum vel ducenti operarii intra aliquot annos in conversionem unius gentis incumbentes ultimo supplicio afficerentur! Quid illud esset ad obtinendam unius gentis conversionem, vel saltem multorum millium hominum in ea gente, et in consequentiam posteritatis ipsorum? An plantatum fuit evangelium in imperio romano sine plurimis martyriis plurimaque sanguinis effusione? Quot enim millia atque adeo centena millia martyrum fuerunt in imperio romano, antequam Dominus Deus ita respexit Ecclesiam suam, ut ei largiretur conversionem Constantini Magni, per quam contigit Ecclesiae pax, cessaruntque persecutiones imperatorum ethnicorum. Quid! quod ejusdem Constantini Magni tempore tot millia Christianorum in Perside affecta sunt ultimo supplicio a Sapore rege, nempe ad sedecim millia, ut referunt auctores *Historiae tripartitae*, partim episcoporum, sacerdotum aliorumque clericorum, partim laicorum, itemque ab Isigerde, etiam Persarum rege tempore Theodosii junioris, ut referunt iidem auctores; ubi tamen nunquam fuit obtentum, ut evangelium reciperetur a regibus ipsis et republica. Neque tamen ob id desierunt viri habentes zelum domus Domini et salutis animarum illic negotium religionis agere, etiam cum manifesto vitae suae periculo; sed tandem impetrarunt, qui illic ad fidem christianam erant conversi, ut sub tributo viverent pacati, sicut etiamnum vivunt, ut judaei in quibusdam locis orbis christiani. Et vero illa istorum operariorum excellentia martyria, summusque mortis et rerum istarum fluxarum contemptus, ardentissimumque

desiderium lucrifaciendi animas, eos praecipue redderet admirabiles, eorumque fructum inter gentes plus quam duplicaret, summamque etiam vim haberet eorum certa relatio in orbe christiano ad valde commovenda corda catholicorum et etiam aliorum.

Certe pretiosiores sunt animae, quam ut tale periculum nos Christianos et catholicos, et praesertim sacerdotes retrahere debeat ab incumbendo summo studio in conversionem alicujus gentis adhuc diabolo servientis et ambulantis in tenebris et in umbra mortis, in qua sine manifesto vitae periculo evangelium palam annuntiari non potest; idque faciendum esse dictat charitas, quam debemus animabus proximorum, sive ea gens sit mahumetana, sive idolorum cultrix. Nam, etsi mahumetani sint ad convertendum difficiliores quam aliae gentes, praesertim qui sunt Europae viciniores, tum quia sunt vitiorum nostrorum conscii (propter quae blasphematur nomen Domini inter gentes), tum quia sunt nobis hostes capitales, ut fere esse solent populi vicini religione inter se dissidentes, tamen neque sunt ferrei neque stipites, ut si adhibeatur ea instantia, quam dixi, per idoneos operarios moveri non possint, et ad Christum adduci, Deo sanctum conatum juvante. Sed constat Dominum voluisse fidem esse ex auditu, ordinariamque conversionis ad salutiferam fidem viam esse per praedicationem evangelii.

Atque utinam missioni ad respublicas mahumetanas et alias, quibus evangelium sine summo vitae periculo annuntiari non posset, destinarentur etiam aliquot ex nostris Belgis, qui sese dedissent in aliquot illorum seminariorum, et inter ceteros essent praecipue ardentes charitate Dei et proximi. Certe missi et semel opus illud aggressi, Deo juvante, non retrocederent, sed valde viriliter sese gererent, neque ullo mortis periculo ab instituto deterrerentur

aut retraherentur, praesertim memores, quantopere contempserint in Belgio superioribus annis ignes aliaque exquisita supplicia nostri temporis haeretici, praesertim anabaptistae et sacramentarii; indignissimumque esse judicarent non praestari a se parem mortis et suppliciorum contemptum ad lucrifaciendas animas, morteque sua alacri suae doctrinae veritatem confirmandam, ut et fecisse videmus multos sacerdotes superioribus annis in Angliam missos ad agendum negotium religionis catholicae.

IV. — *Magnum auxilium ad commodam conversionem gentium.* — Illud etiam valde adjuvaret commodam conversionem earum gentium, quibus initio non posset evangelium annuntiari sine manifesto vitae periculo, quod, conversis aliquibus, qui essent ingenii praestantioris, capacioris et magni zeli, eisque bene institutis in doctrina christiana, uti possent illis operarii ad aliorum conversionem, et ab eis vehementer adjuvari, sicut fecerunt Apostoli et apostolici viri non tantum in imperio romano, sed et alibi. Qui eo utiliores essent ad hoc, quia nullo modo vel ex lingua, vel ex corporis habitu, aut colore, internosci possent; neque eorum diuturna mora iis in locis, inquam, esset suspecta, quia essent in sua patria vel republica. Eaque re plurimum adjuti fuerunt Apostoli et apostolici viri ad tam longe lateque propagandum evangelium tam paucis annis; et tamen id hactenus vix factum vel certe omnino parcissime factum fuisse videtur ab illis, qui jam inde a 70 aut 80 annis, patefacto in utramque Indiam aditu, evangelium illic annuntiarunt; ob id fortasse, quod illis in locis, ubi evangelium etiam palam annuntiari poterat sine periculo, minus necessarium videbatur esse hoc auxilium, vel quod metuerent, ne fides christiana nondum satis altas radices egisset in cordibus conversorum, ut illud ministerium satis tuto eis communicari posset.

Quod si videretur fore periculosum aliquos ex illis ordinare presbyteros (quamquam ne hoc quidem reformidarunt Apostoli et apostolici viri in iis, quorum fidem et charitatem per aliquot annos jam exploraverant ; quin et ex eis permultos episcopos ordinarunt), possent tamen sine periculo aliqui eorum ordinari diaconi, quo majore gratia et divino auxilio evangelium annuntient, ut fecerunt beatus Stephanus protomartyr et beatus Philippus tanto successu, et alii.

V. — *Dilutio quarumdam objectionum, quae fieri possent.* — Hactenus quidem jam inde, ex quo Castellanorum et Lusitanorum praeclaris navigationibus aperta fuit via commode quoquoversus mittendi operarios ad annuntiandum evangelium cuivis pene genti, vix annuntiatum fuisse videtur illis in regnis et rebuspublicis, in quibus palam annuntiari non potuit sine magno vitae periculo. Quod prudenter factum fuisse videtur in illa paucitate operariorum, praesertim praestantium et bene idoneorum ad tentandum illud magis arduum. Nam cum utrisque eodem tempore succurri non posset, recte prudenterque factum videtur, quod in earum gentium conversionem primum incubitum sit, quibus vel nullo vel exiguo vitae periculo evangelium annuntiari poterat. Nam in illa praestantium operariorum paucitate, si supplicio affecti fuissent praestantissimi et fortissimi quique (quales ad eas regiones fuissent praecipue mittendi, cum in aliis regionibus magno usui esse possint etiam mediocris zeli operarii), si illi, inquam, fuissent affecti supplicio, amissi fuissent, qui erant reliquorum operariorum veluti capitanei et duces excellentiaque exemplaria. Neque potuissent commode in eorum locum mitti, qui quidem essent eis similes, et bene idonei qui ad ea loca mitterentur. Sed institutis illis excellentibus seminariis, quae darent quotannis multos praestantes ope-



rarios, et ex his nonnullos praestantissimos, nihiloque inferiores illis, qui olim et nostra patrumque memoria summo cum successu in conversionem gentium incubuerunt (essent enim illa excellentia seminaria praestantium operariorum et valde idoneorum ad obeundas difficillimas quasque et arduas functiones, ad lucrifaciendas animas, veluti fontes quidam perennes vel officinae praestantissimae), certe ad illa etiam regna et respublicas mitti valde expediret, simul atque essent praeparati aliquot operarii ad eam rem bene idonei. Quod si fieret, mihi magis ac magis videtur maximam esse spem summi successus etiam in imperio turcico aliisque regnis et rebuspublicis mahumetanorum.

Scio beatum Franciscum, virum sanctissimum et charitate Dei et proximi atque zelo salutis animarum admirabili flagrantem, parum profecisse annuntiando evangelium sultano Aegypto, qui tamen ardentem sancti viri charitatem non potuit non diligere et revereri, cum eum non tantum illaesum dimisit, sed et ei munera obtulit (quae tamen merito recusavit), ut refert beatus Bonaventura in ejus vita. Parum etiam profecisse videntur apud infideles illi quinque martyres, qui ex eodem ordine, adhuc superstite beato Francisco, in reguo Marochi evangelium annuntiarunt, et falsitatem mahumetanae religionis, vel potius impietatis, reprehenderunt (quorum memoriam celebrat Ecclesia). Parum etiam profecerunt non multo post aliquot fratres ordinis sancti Dominici, quamvis viri insignes missi ab Innocentio quarto in Persidem ad quemdam Tartariae regem, vel potius magni Cham magnum ducem, qui tamen nondum erat mahumetanus sed idololatra, ut refert beatus Antoninus in *Historia* sua, et ante eum Vincentius Beluacensis in suo *Speculo historiali*, qui illo ipso tempore vixit. Parum etiam Raymundus Lullus, qui conatus est

Bugiae in Africa evangelium plantare ; sed illi omnes studentes compendio, et ardenti charitate succensi, confestim palam et publice evangelium annuntiabant, et gentis illius religionem falsitatis arguebant. Non autem ea via rem aggressi sunt, qua aggressi fuisse videntur illi, qui superioribus seculis summo cum successu in gentium conversionem incubuerunt, atque adeo Apostoli ipsi, ut verisimile est, et proximi eorum successores; de qua supra dixi aliquid, et qua ad perniciem animarum abusi nostrae aetatis haeresiarcharum ministri multa regna et respublicas orbis christiani suis haeresibus impleverunt et perverterunt et reliquos pene omnes suis haeresibus infecerunt.

His de rebus identidem cogitanti mihi in mentem venit eo majorem esse spem conversionis gentium, si in eam summo studio et per praestantes operarios incumbatur, quod videam Mahumeti falsissimam insulsissimamque doctrinam non tantum eo pervenisse, quo pervenerunt arma sarracenorum, quibus illi suam religionem praecipue propagarunt, sed et alias regiones longe dissitas, et ad quas nunquam pervenerunt eorum arma, cum testentur accurati geographi, et qui suas peregrinationes scripto mandarunt, esse etiam in India orientali, et in Molucis insulis, et in regno Cathay et extremo oriente, non paucos mahumetanos, sicut sunt in illis locis multi judaei et Christiani. Quod mahumetanorum antistites effecisse debent missis operariis, qui gentes illas idololatras ad suam religionem traducerent.

VI. — *An satis tutum esset etiam in Turciam et Persidem mittere primis annis.* —Ceterum, cum latissime pateat religio, vel potius impietas mahumetana, multaque regna habeat, videtur de illo non immerito ambigi posse, utrum expediret, vel etiam satis tutum esset, primis annis mittere



operarios ad conversionem Turcarum, aliorumque mahumetanorum, qui sub imperio Turcae vivunt, itemque ad conversionem eorum, quibus imperat rex Persarum, ne Turca, hoc novo belli genere irritatus, summa vi partem aliquam orbis christiani invadat, et Persa etiam irritatus cum eo pacem faciat, vel multorum annorum inducias paciscatur, ut Turca possit secure summis viribus orbem christianum invadere, eoque vires suas pene omnes convertere; et periculosum etiam fore irritare magnum cherifum, Fessae et Marochi regem. Atque adeo propter illud periculum videri potest fore satius summo studio in conversionem earum gentium primum incumbere, quae longius absunt ab orbe christiano, ut in conversionem hominum magni illius et insignis regni Sinarum et omnium amplissimi imperii Tartarorum et mahumetanorum, regni Tunetani, et aliorum mahumetanorum, qui nulli illorum trium potentissimorum principum, quos dixi, parent; et ad ea loca mittere valde praestantes operarios; post aliquot annos autem, negotio conversionis illis in locis aliquousque progresso, vel certe aliqua ratione constabilitis et in tuto collocatis iis regionibus christianis, quae sunt invasioni Turcae expositae (1), etiam in Turciam et regnum Persarum mittere. Sed tamen dispiciendum esset et expendendum diligentius, utrum illius periculi, quod modo dixi, habenda esset ratio, an potius confidendum in Domino, qui vel non pateretur Turcam ob illam causam vires suas in nos convertere, vel, si pateretur, daret vires ad fortiter resistendum. Itaque magis videtur, quod expediret etiam aliquos mittere in Turciam, et quidem potissimum Constantinopolim, et ad aliquot praecipua emporia imperii turcici, quam primum

(1) Hac de re plenius in *Appendice*, num. 4.

essent aliqui bene praeparati, sed paucos, qui saltem occasiones rei bene gerendae explorarent, et sibi atque aliis deinde mittendis viam aperirent annuntiandi illis evangelium magno fructu et successu. Quod eo commodius fieri posset, quia in imperio turcico non tantum sunt innumerabiles pene Christiani latini, tam mercatores quam alii, qui fere Constantinopoli versantur (et pene proxime Constantinopolim habitant vel morantur), et in praecipuis emporiis imperii turcici, Damasci, Alexandriae, et in Cayro AEgypti; atque adeo sunt illis ipsis in locis fratres ordinis beati Francisci, qui christianis illis latinis sacramenta administrant, et missae sacrificium celebrant; quae sane est incredibilis opportunitas rei bene gerendae, beneque explorandi opportunitates magno successu, et agendi negotium evangelicum in imperio turcico.

Et vero in eam etiam rem incumbi eo magis expediret primum quidem per paucos, deinde etiam per multos, eosque valde praestantes operarios, hocque etiam sacri belli genere aggredi imperium turcicum; hoc, inquam, etiam belli genere tam victis quam victoribus adeo salutari. Quia, si Dominus Deus magnum in ea re successum daret (uti haud dubie daret, si in hoc magno studio incumberetur per praestantes operarios), ea res etiam mirifice conduceret ad faciliorem conversionem schismaticorum, qui inter eos vivunt tributarii, et etiam plurimorum aliorum, ut Moscovitarum et Æthiopum, cum quatuor praecipui patriarchae, quorum aliquibus alii parent, ut Æthiopes Alexandrino, et Moscovitae Constantinopolitano, habeant suam sedem in imperio turcico. Sed neque tam utilis neque tam commoda fore videtur missio in Persidem, et habitura plus periculi, ne rex Persarum irritatus pacem faceret cum Turca.

VII. — *Quaedam pertinentia ad commodius minoreque periculo plantandum evangelium illis etiam in regnis, in quibus videtur hoc fore difficilius et periculosius.* — Illud etiam notandum est eo faciliorem fore conversionem illarum gentium, etiam mahumetanarum, in quibus evangelium palam sine certo vitae periculo nunc annuntiari non potest, quod isti operarii essent periti linguae gentis, et mitti possent, mittique eos expediret, non habitu sui ordinis sed saeculari, et praecipue mercatorio, seque mercatores francos, venetos, rhagusinos aut polonos simulare possent, qui in Turciam mitterentur, et revera merces pretiosissimas secum ferrent, pretiosissimas nimirum margaritas, ut et ille Barlaamus, cujus historiam scripsit beatus Damascenus. Nam, qui de rebus turcicis aliisque orientalibus diligenter et accurate scripserunt, suasque peregrinationes scriptis mandarunt, tradunt nulla ratione posse commodius universam Turciam et Persidem, aliaque regna orientalia peragrari quam, si quis se mercatorem esse simulet; putarentur enim lucrum tantum temporarium quaerere, non autem alia de causa venisse. Quanquam possent interdum, sicubi vellent, diutius morari, et morandum esse judicarent ad agendum negotium evangelicum praetextu jam deficientis pecuniae, et quasi ad lucrifaciendum aliquid in viaticum, opificium aliquod exercere, quod ante in Europa didicissent, quodque esset ad discendum facile, et non illiberale. Cujusmodi sunt nonnulla, quae vel tribus mensibus disci possunt, et tamen sunt honesta, satisque quaestuosa; quae in illis seminariis iis horis, quibus ingenium intendi non potest, vel etiam in ipsa navigatione veluti per lusum discere possent nullo negotio; quod fortasse non parum expediret, cum et beatus Paulus Corinthi et alibi, ubi diutius morandum putavit, idem fecerit. Quo artificio, etiamsi se non

multum occuparent, possent tamen sibi facile victum necessarium suppeditare viri temperantissimi et sobrietatis exemplaris.

Profecto ea ratio videtur perquam apposita ad efficiendum magnum quid illis etiam in locis, in quibus non potest palam annuntiari evangelium sine certo periculo capitis. Nam illic morantes aliquandiu praetextu tali (qui tamen non omnino falsus esset, si non multum pecuniae secum detulissent) possent haud dubie nonnullos, atque adeo per Dei gratiam non paucos, secreto ad Christum convertere; aliquot autem conversis sicque aperta via, evangelio res esset longe facilior, ut etiam supra dixi.

Addam et illud, eo fore commodius et facilius operariis missis ad conversionem earum gentium, in quibus sine magno vitae periculo evangelium palam annuntiari non potest, munus sibi mandatum bene exequi, quia mittendi essent bini, iique ambo sacerdotes in unum idemque oppidum vel emporium vel urbem regiam, ut sese mutuo adjuvent non tantum in negotio evangelico, sed et in iis necessitatibus, quibus hoc corpus mortale subjectum est, sicut ab aliis, qui longinquas peregrinationes aliis de causis prudenter instituerunt, factum videmus, ut a Nicolao Paulo, Veneto, Marci patre, qui cum socio unico in extremum orientem profectus est, et imperium tartaricum ante parum notum occidenti patefecit. Et sane vel unus socius sufficeret in eodem quidem oppido, ne, si plures una essent, exoriretur aliqua suspicio; sed mitti possent et alii etiam bini ad quaedam alia oppida praecipua ejusdem regni; qui possent interdum convenire vel per litteras communicare, quas deferre possent aliqui ex ea gente per ipsas conversi, vel mercatores latini, qui ex uno emporio ad aliud se conferrent.

Ut igitur hunc locum de conversione gentium conclu-

dam et ad alia transeam, plane videtur vehementissime expedire, ut, institutis in Europa illis excellentibus seminariis praestantium operariorum et strenuorum Christi militum, omnino mittantur, ut hactenus, ad earum gentium conversionem, quibus evangelium palam annuntiari potest nullo vel exiguo vitae periculo; et quidem mittantur multo plures quam hactenus, iique praestantes. Sed tamen mittantur ad conversionem earum gentium, quibus sine capitis manifesto periculo evangelium palam annuntiari non potest; neque earum tantum, quae sunt idolorum cultrices, sed et mahumetanarum. Et quidem ad eas gentes mittantur praestantissimi, fortissimique et ardentissimi operarii, qui nullo periculo deterriti videantur gnaviter facturi officium. Planeque videtur incredibilem esse spem summi successus, si eam rem magno studio magnaque instantia per praestantes et strennuos operarios (cujusmodi abunde multos darent illa seminaria) prudenter et circumspecte incumbatur, ut spero utcumque intelligi posse vel ex iis, quae ante dixi, quaeque obiter attigi de nonnullis pertinentibus ad bene et fructuose per eos exequendum munus sibi delegatum; quibus tamen multo solidiora et exactiora adjicere possent generales illorum trium ordinum et praefecti seminariorum, iique, quorum consiliis uterentur ad prudenter ordinandas missiones et ea decernenda, quae valde conducerent ad magno successu per illis operarios exequendum munus, ad quod missi essent. Multa etiam doceret usus et praxis hujus sancti negotii, postquam esset inchoatum. Et ut in eam rem magno studio incumbatur, primo quoque tempore praeparatis idoneis operariis, est haud dubie incredibile operae pretium, idque a nobis omnino postulat charitas proximorum, quorum animas tantopere diligere debemus, nullumque laborem aut periculum recusare, quo eas lucrifaciamus.

VIII. — *De continenti australi obiter.* — Quin etiam, postquam non parum crevisset numerus operariorum, valde expediret eorum aliquos mitti cum aliquibus navibus mercatoriis et mercatoribus in illam continentem seu terram australem nondum lustratam, sed quam tradunt geographi recentiores et Lusitani, qui secundum ejus littus longissime navigarunt, latissime patere, et verisimile est habere permultos populos et respublicas, quae adhuc in tenebris et umbra mortis sedent. Posset enim per speciem negotiationis ad eam terram haberi aditus, et cum illis gentibus commercium; et per eam occasionem linguae illorum populorum addisci possent, et illic plantari evangelium, ut factum est a patribus Societatis per navigationes et commercia Lusitanorum in Japania aliisque locis; et fecit olim vir sanctus Menardus, qui, ante 400 annos aut circiter cum mercatoribus lubecensibus in Livoniam profectus, ibique manens, et linguam gentis addiscens, primus Livones coepit ad fidem convertere, ut testatur historia. Quas naves mercatorias eo mitti facile curaret Rex catholicus pro sua singulari pietate, praesertim id petente Sanctitate Vestra. Ea autem ratione patefacta via in illam amplissimam continentem australem, possent tum ea ratione, tum alia praestantiore, haberi linguarum magistri, et, Deo juvante, in religionis negotio illic multum profici. Expediret, inquam, etiam mitti post aliquot annos ad illum continentem australem; nam, cum illa seminaria multiplicata sint quotannis suppeditatura novos operarios satis multos, eosque praestantes, neque illius terrae gentes, pro quibus etiam mortuus est Filius Dei, essent negligendae, sed Domino lucrifaciendae.

IX. — *De missione praestantium operariorum ad conversionem haereticorum et schismaticorum, qui inter in-*

fideles habitant. Et quae sit spes successus, si illud diligenter tentetur. — Hactenus ergo dictum sit de mittendis illis operariis ad conversionem gentium, et quidem permultis, quia messis illa est omnium amplissima et paratissima; et vero mittendis etiam ad ea regna et respublicas, in quibus evangelium annuntiari non potest palam sine manifestissimo vitae periculo; et quanta sit spes successus, si per idoneos operarios in eam rem magno studio incumbatur. Nunc breviter videamus, an sit spes magni fructus et successus, si illis, qui mitterentur ad conversionem gentium, adjungerentur aliqui operarii, qui peculiariter destinarentur ad conversionem schismaticorum et haereticorum, qui maximo numero inter eos habitant, in hac quidem nostra continente divisa in Asiam, Africam et Europam, ut proinde expediat operarios tales adjungere; dicturi deinde etiam aliquid brevissime de judaeis, et postremo de haereticis et schismaticis occidentis nostri satis plene, et ad extremum de Moscovia et Æthyopia uno verbo.

Prima facie videri potest esse parvam spem fruetus aut successus, etiamsi per idoneos operarios magno studio in eam rem incumbatur. Ceterum, etsi longe facilior est conversio paganorum quam reductio schismaticorum et haereticorum, tamen, si et in hoc magno studio et prudenter incumbatur per idoneos operarios, mihi saepenumero plane visum est, re diligenter expensa, et etiamnum videtur magis ac magis spem esse non exiguam bonam partem eorum, praesertim schismaticorum et haereticorum, qui extra orbem christianum habitant, ad fidem orthodoxam et Ecclesiam catholicam adducendi. Quod et ratio et illustria quaedam exempla mihi persuadent. Nam ad exempla quod attinet, ut hic nihil dicam de nonnullis populis, qui jam olim per idoneos operarios reducti fuerunt ab haeresi ad fidem orthodoxam, exemplum habemus nos-

trae memoriae vicinius, et quidem admodum illustre eximii viri F. Bartholomaei Bononiensis, Dominicani, qui ante annos 140 plus minus bonam partem Armeniae Majoris a schismate et haeresi reduxit ad orthodoxam fidem et unionem Ecclesiae catholicae, ut etiam habetur in libro agente de viris illustribus ordinis beati Dominici, et sub initinm hujus scripti attigi.

Quod autem attinet ad rationem, certissimum est longe majorem partem illorum schismaticorum et haeresibus implicitorum non tam veros haereticos esse, id est pertinaces et obstinatos, quam ab haereticis seductos et credentes haereticis. Qui proinde sibi ab illis praestantibus operariis, iisque ad hoc bene idoneis, atque doctissimis, et exercitatissimis in eo genere, et vero viris sanctis perspicue ostensam veritatem amplecterentur, neque clauderent mentis oculos, ante per eosdem operarios solide et perspicue confutatis erroribus, quibus nunc eorum animi occupantur et perspicue dissolutis argumentis, quibus ipsi eorumque parentes fuerunt in errores seducti, et in eis retinentur; quod eo facilius esset, quia illi schismatici et haeretici vix ullos viros doctos habent (ut testantur diligentes geographi moderni, et qui suas peregrinationes et observationes litteris mandarunt aliisque communicarunt). Ex contrario autem doctissimi et exercitatissimi essent illi operarii ad illas haereses perspicue solideque refellendas, et ad adstruendam veritatem catholicam. Ad quod etiam haberent maxima praesidia tum ex concilio Florentino, et argumentis in eo allatis a catholicis contra Graecos, tum ex concilio Ephesino contra Nestorianos, tum ex concilio Chalcedonensi contra Eutychistas, et doctissimis catholicis scriptoribus illius aetatis. Quid! quod a fide dignissimis scriptum est patres Societatis, qui nunc sunt Vilnae in Lithuania, et eos, qui sunt in Russia, non paucos Ruthenos (qui

sunt schismatici et erroribus Graecorum impliciti) ad Ecclesiam et religionem catholicam revocare.

Huc accedit, quod plurimi schismatici, qui inter infideles habitant, non parum haud dubie commoverentur ardentissima charitate nostrorum, qui summo studio, etiam cum magno vitae suae periculo, in gentium conversionem incumberent, et haud dubie magno successu; atque adeo viderent eorum doctrinam interdum a Domino sequentibus signis confirmari secundum promissum suum; quibus hactenus caruisse videntur haeretici et schismatici.

X. — *De judaeis, et quae sit spes successus, si aliquot praestantes operarii destinentur procurandae multorum ex ipsis conversioni.* — Quod autem attinet ad judaeos, tam eos, qui inter infideles, quam qui in orbe christiano habitant, videtur etiam optime sperandum esse de permultorum conversione, si in eam rem diligenter incumberetur per operarios valde idoneos, nempe vitae mire exemplaris, et ardentes charitate Dei et proximi, et exercitatissimos tum in lingua hebraica, tum in iis, quae contra judaeos sunt eruditissime scripta a doctissimis viris, partim ex judaismo conversis, partim aliis. Cui rei argumento est, quod videmus beatum Vincentium, Hispanum, ordinis S. Dominici, multa millia judaeorum a judaismo ad christianam fidem adduxisse, ut refert Marinus Siculus in sua *Historia rerum Hispaniae*, et *Historia virorum illustrium ordinis B. Dominici* et ejus *vita*. Qui verisimiliter non erat tam instructus cognitione ad id commode efficiendum necessaria, quam essent plerique istorum operariorum, qui peculiariter essent destinati conversioni judaeorum, et ad hoc insigniter praeparati. Et alias legi etiam Nicolaum Lyranum, Minoritam, aliquot millia judaeorum convertisse, ut taceam non tantum per Apostolos ipsos, sed et per eos, qui ipsos

secuti sunt, multa millia judaeorum fuisse conversa, ut constat tum ex Actibus Apostolorum, tum aliunde; quamvis difficilius converterentur quam gentes.

Et, cum videamus omnibus saeculis fuisse conversos aliquos judaeos, et hodie etiam converti alios quidem vulgares, alios doctos, atque adeo nonnunquam etiam rabinos; quidni optime sperandum sit de conversione plurimorum, si in eam rem magno studio ardenterque, invocato nomine Dei, incumberetur per illos excellentes operarios, et in illis libris veteris Testamenti, quos judaei recipiunt, et in lingua hebraica, et in iis, quae de veritate fidei christianae contra judaeos doctissime solidissimeque scripta sunt, versatissimos, praesertim quia et hi illa nostrorum operariorum ardenti charitate et successu in conversione gentium haud dubie non parum commoverentur, ut de schismaticis paulo ante dixi. Et quia, ut paulo ante de schismaticis dicebam, verosimillimum est non omnes omnino judaeos pertinaces et obstinatos esse, ideoque ostensam et probatam sibi perspicue veritatem amplexuros esse.

XI. — *De destinandis et mittendis etiam praestantibus aliquot operariis ad conversionem schismaticorum et haereticorum occidentis, et quae sit spes successus, si id fiat. Deque nonnullis eo pertinentibus, ut id fiat commode magnoque successu.* — Superest, ut inquiramus, an etiam bona spes esset multum proficiendi per tales operarios in haereticorum et schismaticorum occidentis reductione, qui sunt duorum generum: nam aut habent respublicas, ut Angli, Scoti, Dani, Norwegi, Sueci et major Helvetiorum pars, vel non habent; ut proinde magnum sit operae pretium etiam partem aliquam eorum illi operi destinari, et bene praeparatos diligenterque institutos et exercitatos in opus illud mittere. Certe judicare videntur plerique etiam doc-

tissimi theologi difficillimum esse reducere in viam haereticos aetatis nostrae, vel etiam ab eis seductos, longeque difficilius quam convertere alios schismaticos et haereticos, sive quod vitia nostra sint illis scandalo, et non parum juvent ad eos retinendos in errore, sive quod abundent libris, iisque industrie et appositissime scriptis ad seducendos et retinendos in errore eos, qui seducti sunt, et habuerunt doctos et ingeniosos, diligentissimosque haeresiarchas, quorum libris et scriptis in errore retinentur, et eorum ministri seu praedicantes instruuntur, et contra veritatem armantur; sive quod diabolus videatur mirum in modum vires omnes intendisse, ut haereses illas firmaret et stabiliret, quoad ejus fieri posset, catechismis, locis communibus, et commentariis, ac scholiis ad Scripturam universam, aliisque plurimis libris, iisque ad inescandum appositissime scriptis. Cujus difficultatis certissimum est etiam illud argumentum his annis 73, ex quo scilicet primum coepit haeresis Lutheri, multorum doctissimorum theologorum et concionatorum scriptis et concionibus eruditissimis tam paucos in viam reductos fuisse (praeterquam in Anglia, ubi, Deo juvante, plurimi ad fidem orthodoxam revocati sunt et revocantur quotidie). Neque mirum, cum ab iis neque audiantur eruditae conciones catholicae, neque legantur doctorum catholicorum scripta, nisi forte ab haeresiarchis et deterrimis haereticis, qui ea legunt animo calumniandi. Et cum illis provinciis orbis christiani praeclare actum judicetur, in quibus diligentia et vigilantia episcoporum, pastorum, et theologorum ac principum effectum est, ut non plurimorum animos occuparent haereses hujus aetatis; nam ubi plurimum effectum est, non plus effectum videtur.

Sed tamen, re saepenumero diligenter expensa, mihi plane visum est et etiamnum videtur magis ac magis etiam

spem esse non exiguam plurimum proficiendi in reductione haereticorum occidentis, si ad eam etiam rem destinaretur pars aliqua illorum operariorum, iique in illis excellentibus seminariis primum insigniter animo praeparati, diligenterque instituti et exercitati in cognitione necessaria ad illud munus bene magnoque cum fructu et dextre obeundum a praeceptoribus insigniter doctis, et in ea praecipue theologiae parte diligenter exercitatis, et, si fieri posset, qui aliquando congressi sunt cum haereticis (cum in hoc non parum sit momenti) prudenter mittantur, quo praecipue et maxime expediret. Neque tantum puto magnam esse spem plurimum proficiendi in iis regnis et rebuspublicis orbis christiani, quae adhuc habent principes catholicos, sed et in iis, quae habent reges ac magistratus haereticos, ut magna ex parte intelligi potest ex iis, quae dixi de conversione schismaticorum, qui inter gentes habitant, et de mittendis etiam operariis ad conversionem etiam earum gentium, quibus evangelium annuntiari non potest sine manifesto vitae periculo; sed tamen ad illud ipsum paulo plenius ostendendum hic quaedam breviter subjiciam.

Et primum quidem non difficulter concedetur, opinor, quod attinet ad eos haereticos, qui habitant in Gallia, Belgio, ditione Venetorum aliisque regnis et provinciis orbis christiani, quae habent principes catholicos, esse spem magnam permultos eorum reducendi in viam per operarios praestantes; hoc, inquam, non difficile mihi concedetur, opinor, cum in confesso sit etiam magnos pastores et concionatores in controversiis bene versatos non parum in hoc posse, et notum sit ex *Historia ecclesiastica* haeresim arianam, pelagianam, aliasque multas magna ex parte fuisse eo modo in imperio romano vehementer imminutas, et tandem tum ea ratione tum aliis quibusdam mediis accedentibus abolitas et extirpatas in illis provinciis,

in quibus plurimorum animos occupaverant. Et ex historia nostrate et ex vita sancti Norberti notum est, quantum olim effecerit in conversione haereticorum oppidi Antwerpiensis, qui erant plurimi. Sed videri potest, ne per tales quidem operarios multum profici posse illis in regnis et provinciis ac rebuspublicis, quorum reges et principes, itemque magistratus sunt haeretici; quia illic non admitterentur concionatores aut doctores catholici. Ceterum in illis etiam locis plurimum profici posse plane existimo, et praesertim in illis Germaniae provinciis et civitatibus, quae principes et magistratus habent haereticos, itemque in regno Daniae, Norwegiae et Sueciae, itemque in Prussia, Livonia, et etiam in pagis Helvetiorum haereticis, per praestantes operarios, cujusmodi darent non paucos illa excellentia seminaria, si eorum aliqua pars huic operi desnaretur; atque adeo plane doctissimos atque exercitatissimos in eo genere dare possent, cum sint hodie tam multa eruditissime solidissimeque scripta contra haereses omnes in universum, et peculiariter contra haereses aetatis nostrae, et habeat Ecclesia nonnullos, qui felicissime possent illos operarios in controversiis illis instituere et exercere. Et, quia illi operarii sese pene totos illi parti theologiae dederent, plurimum, inquam, per tales operarios illis etiam in locis profici posset, quia, ut supra dixi, certissimum est longe majorem partem illorum, qui sunt in illis regnis et provinciis, atque adeo tres quadrantes, opinor, et vero plerumque ipsos reges et principes ac magistratus non vere haereticos esse, nempe obstinatos et pertinaces, sed ab haereticis seductos sive credentes illis. Qui proinde veritatem sibi perspicue ostensam amplecterentur, cum haud dubie et se et liberos suos salvos esse vehementer cupiant. Sed profecto ad id efficiendum opus est viris non tantum insigni pietate, sed et in illis contro-

versiis egregie exercitatis; sicut diligens exercitatio in controversiis parum proficeret, nisi conjuncta esset magna pietas ardensque charitas, magnusque rerum istarum fluxarum contemptus; quae non tantum magnam Dei gratiam provocant, verum etiam magnam fidem apud auditores conciliant agentibus de iis, quae pertinent ad salutem.

Non obstat, quod illis in locis non admitterentur doctores catholici, sed confestim manus eis injicerentur. Neque enim operarii illi confestim palam et publice illis in regnis et provinciis praedicarent doctrinam catholicam, eumque populum vehementer errare clamarent, vel ejus haereses confestim palam et publice refellerent; sed principio secreto et habitu saeculari negotium religionis catholicae agerent, enixeque operam darent, ut aliquos, qui ad eam rem viderentur maxime oportuni, Christo lucrifacerent, ac in viam revocarent; quorum auxilio deinde et commodius latere, et plures in viam reducere possent ad eum fere modum, quo supra dixi in conversione gentium plurimum profici posse in illis etiam regnis, in quibus non potest evangelium annuntiari palam et publice, vel illius gentis religio impugnari sine certo vitae periculo; itemque catholicos, qui in iisdem regnis et provinciis adhuc supersunt (quemadmodum aliquos ubique superesse adhuc verisimile est, quamvis in nonnullis regnis aut provinciis omnino paucissimos), si qui ipsis innotescerent, in fide confirmarent, eisque etiam sacramenta ministrarent secreto, uti nunc summo cum fructu fit in Anglia a nonnullis sacerdotibus anglis magni zeli, quorum plerique sunt etiam docti, et in controversiis non male exercitati. Et vero unus eorum inventus indicaret alios, qui illic adhuc sunt catholici vel in religionem catholicam et avitam valde propensi; quos sibi indicatos possent prudenter tentare illi operarii, atque, Deo juvante, in viam revocare. Porro sive illos sive

alios patresfamiliarum ab errore revocassent, jam esset aperta via ad multo commodius agendum illic negotium religionis catholicae, sicut in Anglia factum est hodieque fit.

Quod si illi operarii deprehenderentur, injicerentur quidem eis manus, et fortassis ad supplicium raperentur; sed quid tum? Ipsi tunc praecipue insignem fructum facerent; redderent enim ipsi, ardentes charitate Dei et proximi, rationem suae fidei coram principe vel magistratu, et magna populi multitudine, ac contrariam doctrinam solide perspicueque refellerent; et commissi cum ministris vel praedicantibus haereticis, et quidem plerumque semidoctis, eos haud dubie confunderent, tum propter singularem eruditionem et in ea parte theologiae summam exercitationem, tum quia procul dubio magnum Dei auxilium experirentur in opere tam sancto, quod multos vehementer aedificaret, multosque ab errore revocaret. Quid quod fortassis alicubi confirmaret Dominus Deus eorum doctrinam illustribus miraculis, ut fecit olim beato Germano, Altissiodorensi episcopo, misso in Angliam a Coelestino pontifice ad extirpandam haeresim pelagianam, ut pulchre refert venerabilis Beda, *Histor. ecclesiast.*, lib. I, cap. 17, 18 et aliquot sequentibus.

Eoque majorem fructum ante mortem suam facere possent, quod haeretici Germaniae, Prussiae et Livoniae, aliique lutherani non soleant catholicos ultimo supplicio afficere, sed tantum in exilium mittere cum gravi interminatione, ne redeant. Et tamen possent illi nihilominus redire exemplo beati Petri et beati Joannis, *Act.*, cap. 5. Et reversi, vel in eodem oppido vel in alio ejusdem regni vel provinciae in idem incumbere. Et quidem tum redirent exercitatiores et instructiores etiam quam ante. Quod si tum ultimo supplicio afficerentur, doctrinae suae morte, quam summa

alacritate subirent, non parum fidei conciliarent; quod principes et magistratus aliosque, non tam haereticos quam ab ipsis seductos et eis credentes, vehementer commoveret. Et illis, in quorum animis nihil amplius efficerent, saltem scrupulos injiceret, ipsosque in non parvam dubitationem adduceret de veritate eorum dogmatum, quae hactenus putarunt esse certissimae veritatis (qui primus est ad conversionem gradus). Vel si videretur satius esse, ne tam cito deprehendantur, possent eorum loco mitti alii non minus praestantes, qui ab illis ipsis essent edocti de oportunitatibus rei bene gerendae, deque hominibus aliquibus occulte catholicis, ad quos possent divertere.

Item eo majore fructu haec fieri possent, quod ad illa regna et provincias mitti possent operarii aliqui, qui essent ejusdem gentis vel vicinae, vel ejusdem linguae; ideoque tanto facilius et diutius latere possent, ut in Angliam Angli, in Scotiam Scoti, in Germaniae provincias haereticas Germani, cujusmodi abunde multi sese dederent in illa seminaria, ut de Anglis, et Scotis, et Hibernis, religionis causa exulantibus, certissimum est; praesertim cum nunc sint permulti Angli praestantis ingenii et magnae indolis, et insigniter in controversiis a doctissimis viris exercitati, itemque aliqui Scoti, etiam praestantis ingenii partim in Belgio, partim Lutetiae et alibi. Germanos etiam non paucos, qui sese in hoc offerrent alicui illorum seminariorum, daret verisimiliter collegium germanicum, quod est in Urbe tam praeclare dotatum a Gregorio XIII, itemque multae scholae catholicae patrum Societatis Jesu, quae nunc sunt in multis Germaniae locis. Quod attinet ad Daniam, Norvegiam, Sueciam, quamvis esset difficile principio ex illis gentibus habere operarios multos, fortassis tamen etiam aliqui haberi possent, et, uno aut altero habito, per eum inveniri possent alii. Et vero, si nulli inve-

Daniam, Norvegiam, Sueciam, quamvis esset difficile principio ex illis gentibus habere operarios multos, fortassis tamen etiam aliqui haberi possent, et, uno aut altero habito, per eum inveniri possent alii. Et vero, si nulli invenirentur, mitti possent eo aliqui Germani, vel alii, qui eorum linguam, suae affinem, ante didicissent mediocriter, eamque illis in locis perdiscerent. Quid! quod lingua germanica in illis regnis a plurimis intelligatur.

Tum autem cum illis in regnis aliqui patresfamiliarum essent reducti ad fidem catholicam, libentissime mitterent suos liberos ad universitates catholicas instituendos, quorum plerique tandem studio juvandae patriae suae sese offerrent alicui illorum seminariorum diligenter praeparandos, et tandem mittendos ad tam excellentem functionem.

Maximo autem esset adjumento ad faciendum per illos operarios insignem fructum in illis regnis et provinciis ac rebuspublicis, quod, cum haeretici persuaserint regibus et principibus, quos in errorem pertraxerunt, eos debere esse judices controversiarum de religione, ipse princeps, vel certe aliqui proceres aut magistratus interessent illi collationi vel disputationi de articulis controversis, quae haberetur inter aliquot praedicantes seu ministros, et operarium illum praestantem, deprehensum et captum, praesertim id petente captivo, qui haud dubie praedicantes illos erudita et solida, gravi ac perspicua disputatione confunderet, ut supra dictum est. Unde magno compendio sequi posset fructus incredibilis.

Quid! quod illi operarii, antequam cuiquam darent aliquam significationem, quod essent catholici, versari possent duos aut tres menses in academia praecipua illius regni vel provinciae, ac praecipuos eorum theologos et praedicantes audire, eorumque libros praecipuos attente legere (ad id

ante accepta facultate a Sede Apostolica); quo instructiores redderentur ad bene solideque refellenda praecipua eorum fundamenta et argumenta, eorumque errores valde solide confutandos; et illic palam quidem nihil aliud habere quam textum Scripturae, et quidem ex ea editione, qua illic praecipue uterentur studiosi, ne intelligatur eos esse catholicos, sed secreto haberent editionem Scripturae catholicam aliosque nonnullos suos libros catholicos. Et tantisper, dum haec facerent, possent explorare oportunitates rei bene gerendae in eo regno vel provincia, et aliquos doctos et magnae spei juvenes, vel etiam professores tam aliarum disciplinarum quam theologiae, quos audirent esse in religionem catholicam propensos, tentare, et per Dei gratiam in viam revocare; quod non esset difficile, si illi ullo modo propenderent, quia illi operarii tales essent viri, in eoque genere adeo docti et exercitati, ut ministri et praedicantes etiam non indocti eorum comparatione pene nihil essent. Porro uno aut altero converso, id posset esse magno auxilio ad alia, ut ante dixi.

Quid! quod, cum aliqui illorum operariorum aliquandiu illis in locis in eo negotio versati fuissent sive deprehensi essent, et in exilium missi sive non, possent a suo generali vel praefecto seminarii in seminarium revocari ad alios instruendos de multis, quae ipsis in simile opus mittendis ad eadem loca, vel alia, summo usui opus essent; sicque essent in illis seminariis non pauci in illis controversiis plane exercitatissimi, valdeque idonei ad disserendum summa cum spe aedificationis auditorum non tantum cum praedicantibus, sed et cum doctissimis haereticis, quique scirent, qua via et methodo cum haereticis vel seductis ab eis disserendum sit, eorumque technas et artes callerent; in quo etiam non parum est momenti.

XII. — *Summam esse spem magni successus, si etiam ad conversionem haereticorum occidentis destinetur pars aliqua illorum seminariorum.* — Quae dum cogito, profecto magis ac magis judico vehementissime expedire, ut etiam pars aliqua illorum excellentium operariorum destinetur conversioni schismaticorum et haereticorum orbis christiani, obeundisque functionibus, quae sunt in eo genere difficiliores et periculosiores, quaeque ad hunc usque diem vix fuerunt tentatae, jam inde ab exorta haeresi Lutheri. Quo factum est, ut hactenus tam parum profectum sit in conversione haereticorum. Mihique magis ac magis plane videtur, si id fiat, summam esse spem permagni successus et fructus ad religionem catholicam instaurandam in illis etiam regnis et provinciis, quae habent principes et magistratus haereticos, si non confestim in totum, certe paulatim et gradatim. Neque video, quid ad eam rem institui possit efficacius. Ceterum ad illas difficiliores et arduas functiones et periculum aerumnarum vel etiam mortis adjunctum habentes, opus est operariis praestantibus et strenuis, ac fortibus et laboriosis, nempe ardentibus charitate Dei et proximi, vitaeque valde exemplaris, iisque egregie exercitatis in controversiis, quales haud dubie darent illa seminaria, eoque ardentiores et fortiores, quod essent astricti illo quarto voto.

XIII. — *Fructus ingens, qui tamen plane secuturus videtur, si id fiat, quod dictum est.* — Atque adeo, nisi vehementer fallor, si fieret, quod dixi, vel ante decem annos exactos ut minimum tertia vel dimidia pars eorum, qui in orbe christiano sunt ab haereticis seducti in viam, rediret; quae tamen tertia pars haud dubie continet aliquot centena millia animarum; magnusque factus esset ad aliorum conversionem gradus; sicque imminutae essent vires haereti-

corum, ut vix possent rem armis tentare, ut fecerunt his annis. Et, si ante annos viginti hoc factum fuisset, ad magnam paucitatem redactus esset haereticorum numerus, nullamque, ut opinor, rempublicam haberent. Quod quantum esset, Deus bone!

Eo etiam magis expediret partem aliquam illorum seminariorum huic operi destinari, quia non pauci et viri et juvenes magnae indolis et spei, animique generosi, jam liberaliter instituti, qui indicarent se per aetatem, vel alias, ad discendas linguas peregrinas parum idoneos, vel ad longas peregrinationes minus aptos esse, et tamen cuperent Domino servire in ardua functione, meritorumque tam sanctarum societatum esse peculiariter participes, sese offerrent uni illorum seminariorum, sperantes fore, ut illi functioni in Europa destinarentur (qua spe perraro eos frustrari expediret, si ad eam rem essent bene idonei; sic enim plures eorum exemplo sese illis seminariis offerrent); ad quam nulla pene lingua peregrina esset addiscenda.

XIV. — *De Moscovia et AEthyopia aliquid.* — Ex iis, quae dixi de conversione schismaticorum et haereticorum, qui extra orbem christianum habitant, et proxime de magna spe fructus etiam summi faciendi in conversione haereticorum orbis christiani, si in eam rem magno studio incumbatur per operarios idoneos, satis intelligitur fore etiam spem magni fructus; si postquam crevisset numerus illorum operariorum, aliqui eorum destinarentur in Moscoviam et AEthyopiam, qui principio secreto agerent negotium religionis catholicae. Sed tamen mihi non semel visum est, esse et aliam quamdam viam, eamque carentem omni periculo, qua in illis duobus regnis amplissimis, christianis quidem sed schismaticis, permultum profici possit ad reductionem non exiguae partis illarum gentium

ad unionem cum Ecclesiae corpore et capite, et ad fidem orthodoxam. Sed ad eam rem exequendam essent longe utilissimi et pene necessarii tales operarii, quales essent isti, qui in illis excellentibus seminariis formarentur.

PARS TERTIA.

I. — *De certitudine hujus remedii universi, et prioris praecipuaeque partis ejus.* — Hactenus ostendi satis plene, et plenius quam initio constitueram, ad quae loca mitti expediret praestantes operarios, qui in illis excellentibus seminariis praepararentur; et quadantenus etiam quo primum, quo deinde mitti expediret; quantaque sit spes summi successus, si id fiat etiam in quibus, prima facie, et re leviter expensa, videri posset exiguam fore spem fructus faciendi. Quod dum facerem, dixi etiam obiter nonnulla pertinentia ad modum fructuose magnoque successu incumbendi in conversionem gentium, et reductionem schismaticorum et haereticorum, non eorum tantum qui inter infideles habitant, sed et occidentis, qui videntur ad convertendum esse omnium difficillimi. Id enim mihi faciendum fuit, ut ostenderem id fieri posse, et quidem non incommode, neque nimium difficile, ut videtur.

Superest, ut aliquid dicam de certitudine hujus remedii, et praesertim prioris ejusdemque praecipuae partis. Et breviter ostendam aliquot miras utilitates praeter illam omnium praecipuam, in quam principaliter institueretur et destinaretur, secuturas ex hoc universo remedio, de quo egi toto hoc scripto, et praesertim ex institutione illorum excellentium seminariorum, quae est prima praecipuaque ejus pars, et alterius fundamentum, ac deinde breviter in-

dicem aliquot summas oportunitates instituendi illud remedium, summoque successu exequendi, a Deo optimo maximo oblatas, quae superioribus saeculis non fuerunt, nulloque modo videntur esse negligendae. Et postremo aliquid dicam de facilitate efficiendi per Sanctitatem Vestram, ut tria illa excellentia seminaria primo quoque tempore instituantur.

Ex iis, quae dicta sunt, evidens esse puto utilissimum efficacissimumque fore remedium, quo Sanctitas Vestra ejusque successores possitis mirum in modum promovere gloriam Dei et salutem animarum, atque illi incredibili et verae orbis calamitati, de qua dixi initio hujus scripti, insigniter mederi, resque maximas consequi, si primo quoque tempore instituatur certa et solida ratio aliqua, qua brevi existant in Ecclesia Dei permulti atque adeo satis multi praestantes operarii ardentes charitate Dei et proximi, et nominatim zelo salutis animarum, et insigniter instructi cognitione necessaria ad magnum quid efficiendum in illis functionibus difficilioribus et arduis, quarum sub initium hujus scripti mentionem feci. Atque deinde praestantes illi operarii sic egregie animo praeparati, atque etiam quarto voto obstricti, et ab idoneis praeceptoribus diligenter instituti et exercitati in rebus et linguis necessariis, prudenter mittantur in vineam Domini, quo judicabitur maxime expedire, esseque incredibilem spem summi atque adeo pene admirabilis successus, si id fiat.

Quam spem summi successus eo etiam certiorem esse intelligetur, si quis consideraverit eam rationem et viam effecturam esse, ut brevi existant in Ecclesia Dei permulti viri sanctissimi, nimirum fide christiana catholica et spe in Deum, itemque ardente actuosaque charitate Dei ac proximi praestantes, summique rerum istarum fluxarum contemptores, atque adeo plurimi ardenter cupientes vitam

et sanguinem profundere pro nomine Domini, et ad lucrifaciendas animas proximorum; quique non solum mirifice aedificarent, atque essent instructissimi omnibus necessariis ad obeundum magno fructu et successu munus sibi delegatum, sed essent etiam potentes deprecatores apud Dominum pro iis, ad quos convertendos aut ad vitae seriam emendationem adducendos essent missi; cum tantum possit apud Deum deprecatio viri justi Deoque valde chari, ut de Helia et aliis testantur Scriptura et historiae.

Quid! quod et qui adhuc praepararentur in illis seminariis, atque adeo universa Ecclesia catholica ardenter oraret Deum optimum maximum pro successu sancti conatus et laboris illorum praestantium operariorum, qui missi essent ad excellentes illas easque difficiliores et arduas functiones, et jam essent in ipso opere. Quid! quod haud dubie adesset eis Dominus summo studio incumbentibus in rem adeo sanctam, et totam spem successus in ejus auxilio ponentibus. Itaque nihil deesset, ut videtur, ad summam et pene certam spem summorum successuum; quia et in eas functiones difficiliores et arduas magno studio incumberetur per operarios valde praestantes valdeque idoneos. Et haud dubie accederet insigne auxilium Dei optimi maximi; quibus duobus concurrentibus, nihil videtur deesse ad summos successus.

II. — *Necessarios esse tales operarios et quidem permultos ad efficiendum magnum quid.* — Ceterum ad functiones illas difficiliores et arduas et magnum quid efficiendum et insigniter proficiendum in propagatione religionis christianae et schismatum et haereseon magna diminutione, vel etiam per Dei gratiam extirpatione, et adducendos longe plures quam hactenus ad insignem vitae emendationem, haud dubie operariis talibus opus est, et vero permultis, cum messis adeo sit multa et copiosa.

Porro spero etiam evidens esse ex iis, quae supra dixi, certissimum commodissimumque fore remedium, quo obtinere posset Sanctitas Vestra, ut brevi sint in Ecclesia Dei permulti, atque adeo satis multi tales operarii praestantes, et quidem valde praestantes, et inter eos semper aliqui praestantissimi, vereque excellentes, si primo quoque tempore curet institui in Europa tria illa excellentia seminaria praestantium operariorum, quae a paucis quidem, sed bene idoneis magnaeque indolis et spei initium sumant, sed quae perbrevi indubie acciperent magna incrementa; eoque facto, per quam utiliter in plura seminaria dividi possent, ut per illorum seminariorum multiplicationem colligantur multi operarii magnaeque indolis et spei, et collecti in eis insigniter praeparentur, diligenterque instituantur ac exerceantur in rebus et linguis necessariis ad lucrifaciendas plurimas animas. Neque hactenus, quamvis frequentissime diligentissimeque ea de re cogitanti, mihi in mentem venit certius solidiusque medium ad finem illum consequendum, neque practicabilius, neque compendiosius.

III. — *Utilitates aliquot insignes hujus universi remedii et prioris partis ejus praeter omnium maximam et praecipuam.* — Unde satis evidens esse opinor admirabiles plane fructus secuturos esse tum ex institutione et executione illius remedii universi, tum ex illa institutione trium excellentium seminariorum (quae prima ac praecipua ejus pars est, quaque bene instituta et ordinata, cetera consequentur); subjiciam tamen et alias aliquot insignes utilitates, quae ex illius remedii universi, illorumque trium excellentium seminariorum institutione provenirent praeter illum summum atque adeo admirabilem fructum, ad quem consequendum essent principaliter et ex professo instituta.

Imprimis, cum tanti referat, ut illi duo latissime patentes

ordines beati scilicet Dominici, et beati Francisci (qui olim tantopere floruerunt insigni pietate et eruditione sacra primis 60 annis a sua origine, nempe usque ad mortem beati Thomae et beati Bonaventurae, ut videtur, et tantopere Ecclesiam Dei adjuverunt) itemque alii ordines mendicantium aliorumque religiosorum insigniter reflorescant, et pristinam praestantiam et dignitatem recipiant, utque Societas Jesu, quae Ecclesiae adeo utilis est, in suo fervore et flore diutissime conservetur, et crescat numero operariorum eorumque praestantium, quia messis est adeo multa et copiosa, et non exigua ejus pars occupatur institutione juventutis in Europa, utilissime quidem, sed tamen occupatur (quamobrem non possunt ex ea tot mitti ad excellentissimas illas functiones, quas dixi, quot alioqui mitti possent et mitti expediret), institutio illorum trium seminariorum praestantium operariorum, qui functionibus illis destinarentur, et ad eas insigniter praepararentur, facta in Europa, idque potissimum in duobus illis ordinibus et Societate Jesu, mirum in modum excitaret duos illos ordines, eosque (nisi vehementer fallor) ante non multos annos redderet florentissimos pietate et eruditione, et, Deo juvante, tam florentes quam unquam fuerunt. Neque video, quid ad eam rem efficacius institui possit; eosque etiam non parum augeret numero religiosorum, itemque Societatem Jesu conservaret in suo fervore, atque adeo eam augeret.

Quid! quod, cum, ut respublica christiana longe melius se habeat, sitque diuturna pax et tranquillitas inter reges et principes christianos, ipsique sua regna gubernent in timore Domini, tanti referat, ut habeant confessarios pietate et eruditione ac prudentia insignes (eo magis quod principum confessarii, qui tales sunt, solent merito apud eos esse summae auctoritatis) omnes pene reges, et princi-

pes catholici orbis christiani confessarios praecipuosque consiliarios spirituales habent vel ex uno illorum duorum ordinum latissime patentium vel ex Societate Jesu.

Neque hoc tantum praestaret institutio illorum seminariorum, sed et religiosorum reliquos omnes ordines, itemque reliquum clerum catholicum valde excitaret et pene cogeret, neque clerum tantum, sed et populum catholicum; et tam eos, qui praesunt, quam qui subsunt, moveret mirum in modum ardens illa charitas Dei et proximi, ardentissimusque ille zelus salutis animarum, vita sancta et animus martyrio paratissimus, qui in plerisque omnibus illis operariis evidenter conspiceretur summusque istarum rerum fluxarum contemptus. Neque video, quid ad eam rem efficacius institui possit.

Quid! quod, cum duo illi ordines latissime patentes, et Societas incumbant in populi institutionem in religione et pietate atque sacramenta Poenitentiae et sacrae Eucharistiae populo catholico ministrent, sintque episcoporum et pastorum adjutores, quo magis florebunt pietate et eruditione sacra, eo majorem fructum facient in populo. Ex quo etiam ultra communem illam utilitatem, peculiarem quemdam fructum, eumque insignem, sentirent ea monasteria sanctimonialium virginum, quae ab illis duobus ordinibus diriguntur, et alia etiam quadantenus.

Item haud dubie ea res catholicos mirifice confirmaret in religione catholica et orthodoxa, atque nutantes firmaret et stabiliret. Quin etiam vel sola institutio illius remedii ejusque diligens executio in conversione infidelium valde praepararet animos plurimorum, qui ab haereticis aetatis nostrae fuerunt seducti, et non tam sunt haeretici, quam credentes haereticis, ut etiam supra attigi. Quae quanta sunt, Deus bone! quanta sunt, inquam, vel eorum singula, et quanti momenti!

Quae insignes utilitates non ita provenirent, si tantum in uno trium illorum ordinum institueretur tale aliquod excellens seminarium, vel illa seminaria non instituerentur in Europa, sed extra eam. Ut taceam, quod in uno tantum ordine instituta, vel extra Europam instituta, non satis praestantium operariorum suppeditarent, ut satis intelligitur et suo loco breviter ostendi, cum tamen permultis operariis opus sit.

Quid! quod, ut etiam supra attigi quodam loco, aliqui illorum operariorum, qui ad eam rem viderentur maxime idonei, antequam mitterentur, concionari possent iis in locis, in quibus viderentur id facturi praecipuo fructu; quibus suis sermonibus, quamvis paucis, fructum facerent incredibilem, valdeque adjuvaret hoc ad ea, quae paulo ante dixi, plenius cumulatiusque praestanda. Quod etiam possent facere illi, qui destinarentur conversioni haereticorum occidentis, et illi, quorum valetudo non ferret longinquas illas navigationes et profectiones.

Tum autem, si intra quatuor aut quinque annos, non parum numero operariorum aucto, sic multiplicarentur illa seminaria, ut singuli illorum trium ordinum haberent quatuor aut quinque vel etiam sex aut septem seminaria : unum in Italia, unum in Hispania, unum in Lusitania, unum in Gallia, unum in Belgio, et tandem unum in Germania, et unum in regno Poloniae; sicque in singulis illarum provinciarum essent tria ejusmodi excellentia seminaria, sicut illae provinciae suppeditarent eis permultos quotannis tyrones et operarios, ita haud dubie singulae illarum provinciarum ab illis suis seminariis incredibilem utilitatem spiritualem acciperent, mireque ab eis salirentur, praesertim illae universitates, in quibus essent; unde fructus maximi dimanarent in omnes partes illius regni vel reipublicae, cum in universitatibus instituantur illi, qui rempublicam sunt administraturi.

Est et alius vere insignis atque adeo admirabilis fructus, notatuque dignissimus, qui ex illorum excellentium seminariorum institutione sequeretur (sed qui proprie pertineret ad eos, qui ab operariis illis Christo Domino extra orbem christianum ad fidem adducerentur), nempe quod, cum non sit satis populum aliquem vel permultos in aliquo regno vel republica convertisse, nisi sint, qui illos in fide pietateque christiana conservent ac confirment, et porro erudiant ac provehant, respublicae ab illis operariis conversae ad fidem accipere possent ex iisdem operariis unum aut alterum praestantem episcopum, et sacerdotes aliquot, qui episcopum adjuvarent in excolendis illis neophytis, et ad extirpandas reliquias paganismi, vel judaismi, aut haeresis, quae illic supercessent, et adducendum populum ad vitam vere christianam, atque dioecesem ac scholas christianas et catholicas bene ordinandas. Id, inquam, fieri posset, et quidem commode, quia illa excellentia seminaria, quae initio tria et intra paucissimos annos multo plura essent, suppeditarent quotannis abunde operariorum ad hoc, et ad nihilominus insigniter progrediendum in conversione gentium aliis in regnis et provinciis.

Et tamen, si hoc fieret, profecto posset in illis regnis et rebuspublicis recenter conversis mirum in modum efflorescere religio pietasque christiana, et ad eum fere modum, quo floruit in primitiva Ecclesia, vel certe in Anglia paucis aliquot annis post ejus conversionem factam ab iis, quos miserat beatus Gregorius, et in Belgio tempore sancti Amandi et regis Dagoberti, et aliquamdiu post; quia haberent illos excellentes et sanctos episcopos, et aliquot sacerdotes praestantissimos, ex illis iisdem seminariis, qui reliquos sacerdotes et clericos, qui paulatim ex illa ipsa gente ordinarentur, sibi similes redderent, diligenti institutione et insigni vitae exemplo. Et non viderent illae res-

publicae nostra vitia. Nam ex nobis vix alios viderent quam viros illos excellentis sanctitatis. Quid! quod etiam essent ab haeresi purissimae, illic plantata religione a catholicissimis operariis. Illa autem quanta sunt, Deus bone!

Sed ea res tanti momenti praestari non potest, nisi existant permulti tales operarii. Porro, ut dictum est, illa excellentia seminaria in Europa instituta in illis ordinibus, et quae deinde ex illis propagarentur, darent haud dubie satis multos, tum ad haec tum ad alia, quae dixi, eosque valde praestantes et valde idoneos ad maxima quaeque praestanda, Deo juvante, atque adeo ad annuntiandum evangelium omni creaturae secundum mandatum Domini.

Quas insignes utilitates proventuras ex institutione illorum excellentium seminariorum in illis tribus ordinibus in Europa facta praeter illam omnium praecipuam, ad quam consequendam principaliter et ex professo instituerentur, si quis nonnihil expenderit, facile, ut opinor, mihi concedet longissime abesse, ut per ea, quae nunc fiunt, proveniant fructus illi immensi vereque admirabiles, quos proventuros esse pene certissimum est, si Sanctitas Vestra curet illa excellentia seminaria in illis tribus ordinibus institui, idque in Europa.

Itaque quo magis ac magis his de rebus cogito, eo magis mihi videtur illorum excellentium seminariorum institutio fore et certissimi et admirabilis plane fructus, et utilitatis incomparabilis, ejusque multiplicis, atque adeo medium quoddam sathanae et haereticis formidabile.

IV.— *Regibus et principibus catholicis longe gratissimam fore illius remedii institutionem.* — Quid! quod universi illius remedii executio illorumque excellentium seminariorum institutio esset haud dubie cum omnibus catholicis timentibus Deum longe gratissima, qui de eorum insti-

tutione Deo optimo maximo et Sanctitati Vestrae summas gratias agerent, tum vero praecipue regibus et principibus catholicis longe esset gratissima, quia ex illis tam efficax haberent auxilium ad repurgandas ab haereticis suas ditiones et obtinendum, ut sui subditi sint vitae longe emendatioris vereque christianae; quin etiam eam ob causam illa mirifice diligerent et lubentissime sumptus necessarios suppeditarent ad ea instituenda in suis regnis.

V. — *Oportunitates summae remedium illud instituendi et summo successu exequendi.* — Et vero est magnum operae pretium animadvertere esse nunc incredibiles plane oportunitates instituendi illa tria excellentia seminaria praestantium operariorum, illisque institutis, et per ea habitis permultis praestantibus operariis, eos mittendi, quo judicaretur maxime expedire, ad eas functiones, quas supra dixi. Quae oportunitates superioribus saeculis defuerunt. Eas autem breviter indicabo, si prius breviter exposuero, quae videantur fuisse verae causae, cur superioribus aliquot saeculis, non magis fuerit incubitum in conversionem gentium et judaeorum, itemque schismaticorum habitantium extra orbem christianum. Quod etiam consideratu dignissimum videtur.

VI. — *Quae sint verae causae, cur superioribus aliquot saeculis parum fuerit incubitum in conversionem gentium a nobis remotiorum; easque hodie cessare.* — Certe cogitanti mihi non semel cum beato Bernardo, sub initium libri III *De consideratione*, et admiranti, quid primum stiterit salutarem illum cursum evangelii a sanctis Apostolis tanto ardore sanctoque successu inchoatum, longissimeque perductum, et a proximis eorum successoribus feliciter aliquamdiu continuatum ; et qui factum sit, ut superioribus

saeculis non magis incubitum sit in conversionem gentium a nobis remotiorum; nam in conversionem gentium reliquo orbi christiano vicinarum fuit non indiligenter incubitum (idque fere per Benedictinos, jam inde a tempore beati Gregorii, qui exemplo suo missis in Angliam Apostolis alios ad hoc efficacissime excitavit), ut in conversionem Germanorum, Danorum, Norwegorum, Suecorum, Polonorum, aliarumque gentium Europae, eo facilius, quod propter vicinitatem eorum populorum linguae nonnullis operariis essent notae, vel esset earum discendarum oportunitas. Saepenumero, inquam, ea de re cogitanti mihi visum est praecipuas ejus rei causas fuisse: imprimis quidem ignorationem linguarum, quibus utebantur gentes illae ab orbe christiano remotiores; secundo, quod ad eas difficillime perveniri possit, et non nisi terra pertranseundo latissimas regiones, quarum lingua etiam ignorabatur, nondum tum temporis notis illis navigationibus, quas incredibili Dei beneficio nobis aperuerunt Hispani et Lusitani; tertio, quod primis post Apostolos saeculis non habuerit Ecclesia sic institutas religiosas societates seu ordines virorum religiosorum simul viventium in coenobiis (quae a sancto Basilio fuerunt primum instituta), multoque minus habentium unum praepositum generalem omnibus monasteriis vel coenobiis ejusdem ordinis; in quibus coenobiis homines tribus illis votis substantialibus obstricti commode institui et exerceri possent in cognitione linguarum et rerum necessaria, ac deinde mitti a suo superiore, quo maxime expediret. Atque adeo ante beatum Dominicum et beatum Franciscum nulli videntur fuisse ordines religiosorum, qui ex professo destinati essent institutioni populi, propagandaeque religioni, et haeresibus extirpandis, ut proinde plerique omnes religiosi ejus ordinis in cognitione ad hoc necessaria instituerentur et exercerentur; ut taceam, quod pene ad Justi-

nianum usque et praesertim usque ad Theodosium Magnum, ejusque filios Arcadium et Honorium, et Theodosium juniorem, in imperio Romano fuerint non tantum permulti haeretici variaeque haereses, ut arianorum, donatistarum, manichaeorum et aliorum, sed et pagani non pauci, in quorum conversionem incumbebant illi, qui erant majoris zeli, eosque tum verbo tum exemplo et sanctitate vitae ad religionem christianam invitabant. Et tamen valde conqueritur et indignatur beatus Chrysostomus in illo aureo loco, *Hom. 47 in Matth.*, in *Opere perfecto*, sua aetate non magis fuisse incubitum in conversionem gentium, cum esset tum temporis christianorum satis ad convertendos mille mundos, ut ipse ait.

Hodie vero magno Dei beneficio cessant omnes illae causae omniaque illa impedimenta. Quin etiam sunt nunc incredibiles oportunitates id efficiendi, quod dixi, atque adeo ad annuntiandum evangelium omni creaturae, idque per excellentes operarios, ea ratione, quam supra exposui, vel alia simili. Nam et linguae peregrinae cujusvis gentis hodie non difficile addisci possunt, haberique earum magistri, ut supra dictum est, beneficio illarum navigationum Castellanorum et Lusitanorum, et earumdem navigationum beneficio quovis perveniri potest, idque facile et celeriter. Et sunt nunc in Ecclesia illi duo praecipui ordines religiosorum mendicantium, itemque alii duo, et Societas Jesu, qui sese devoverunt lucrifaciendis animabus proximorum.

Quid! quod saeculum habemus valde eruditum, et in quo Patrum et omnis antiquitatis Ecclesiae linguarumque primariarum magna cognitio a non paucis habetur, et a multo pluribus haberi posset (quod contra haereticos, schismaticos et judaeos tam esset commodum), et hodie exstant tam multa eruditissime solidissimeque scripta contra falsas religiones, et nominatim etiam contra mahume-



tismum, itemque contra judaeos tam ab iis, qui ex judaismo conversi sunt quam aliis; item contra haereses et schismata, tam in universum quam contra has et illas haereses, ad solide refellendos et detegendos errores schismaticorum et haereticorum per operarios idoneos. Item exstant nunc in Ecclesia Dei ad institutionem rudium tam praestantes catechismi, estque in permultis magnus usus magnaque dexteritas bene catechisandi. Quae sane permagnae sunt occasiones et oportunitates rei bene gerendae, si existant satis multi praestantes operarii.

Itemque beneficio artis typographicae commodissime transmitti possunt libelli continentes summam doctrinae christianae gentibus traditae, ipsorum charactere et lingua impressi. Itemque libri sacri tam pro illis quam pro ipsis operariis. Sunt et aliae permagnae occasiones et oportunitates ad commode efficiendum, quod dixi, a Deo optimo maximo nobis oblatae, certe nullo modo negligendae, si proximorum animas ex animo diligimus eorumque salutem ardenter sitimus. Eoque minus negligendae, quod verisimiliter Deus optimus maximus pro inexhausta sua bonitate et misericordia voluerit per illas Lusitanorum et Hispanorum navigationes viam ad illas gentes aperiri, eorumque linguas addiscendi commode facultatem praeberi, aliasque summas oportunitates in hoc potissimum, ut non difficile, magnoque fructu et successu annuntiari possit evangelium omni creaturae.

VII. — *De facilitate et commoditate instituendi hoc remedium, et aliquid de modo et de sumptu ad eam rem necessario.* — Et tamen profecto institutio illorum excellentium seminariorum in illis ordinibus, quorum professio est promovere salutem animarum, quique illi rei sese devoverunt, perfacilis videtur fore Sanctitati Vestrae, atque

adeo positum esse videtur in ejus manu, ut hoc fiat, tantumque opus esse ut Sanctitas Vestra hoc enixe velit, ad se vocatis illorum trium ordinum generalibus, quibus suum consilium aperiat, suumque desiderium illa instituendi; eisque mandet, ut primo quoque die scribant omnibus provincialibus sui ordinis hoc sanctum Sanctitatis Vestrae desiderium et propositum, eisque injungant, ut primo quoque tempore illud ipsum declarent in omnibus conventibus suae provinciae religiosis capitulariter congregatis, et hortentur eos, ut aliqui eorum, qui sunt aetatis ad hoc idoneae et habent magnum desiderium promovendi honorem Dei et salutem animarum, sese offerant ad inchoandum excellens seminarium sui ordinis. Eoque facto, provincialis cum priore vel guardiano, et aliis, quos adjungendos censeret, eos deligat, qui ex iis, qui sese obtulissent, judicarentur maxime idonei, missis etiam nominibus, aetate et qualitatibus eorum, qui se obtulerunt.

Quod autem attinet ad inveniendos satis multos religiosos illorum trium ordinum bene idoneos ad inchoanda illa tria excellentia seminaria, nihil in eo fore difficultatis puto satis evidens esse ex eo, quod dictum est parte prima hujus scripti; vehementer expedire, ut a paucis sumatur initium, et quod haud dubie singuli illorum trium ordinum facillime suppeditarent sine incommodo suo plures religiosos valde idoneos, quam essent necessarii ad illa seminaria inchoanda. Nam quod attinet ad ordinem Fratrum Minorum, connumeratis Cappucinis et Recollectis, ad illa seminaria inchoanda, facile possent haberi ex Italia 20, ex Gallia 20, ex Hispania 20, ex Belgio autem 10 vel 12, vel etiam quindecim haberi posse pro compertissimo habeo; ex Lusitania vero 9 aut 10 etiam haberi possent, ut opinor. Ordo autem sancti Dominici mitteret quidem pauciores, sed tamen ex omnibus provinciis facile invenirentur 50, ut existimo. Atqui ad

inchoandum sufficerent 30 vel 40 ex singulis ordinibus, ut supra dixi. Societas autem Jesu facile daret tot, quot ordo Minorum, ut videtur. Illis autem semel bene inchoatis et institutis, procul dubio vel ante unum annum essent insignia eorum incrementa, tum ex iisdem ordinibus, tum aliunde. Itemque magistros, non rerum tantum sed et linguarum, illi ipsi tres ordines nonnihil adjuti magna ex parte sibi suppeditare possent, reliquos autem non difficulter eis suppeditaret Sanctitas Vestra, praesertim petitis a Rege catholico illis, qui ex utraque India accersendi essent ; quos haud dubie libentissime mitteret.

VIII. — *De sumptu necessario.* — Ut autem brevissime aliquid dicam de sumptu necessario ad institutionem illorum excellentium seminariorum, eorumque intertentionem (ut sic loquar), certe ea res perquam exiguum sumptum desideraret. Nam quod attinet ad illa duo seminaria, quae instituerentur in ordine beati Dominici et beati Francisci, vel ex eleemosynis vivere possent, quibus haud dubie abundarent illa seminaria instituta in Urbe, vel partim in Urbe, partim Bononiae, partim Perusii. Certissimum enim est semper abundasse eleemosynis monasteria ordinum mendicantium (in quibus insigniter floruit pietas) sita in urbibus catholicis populosis. Atqui in nullis monasteriis vel conventibus magis floreret pietas et ardens charitas Dei et proximi, quam in illis excellentibus seminariis, ut opinor. Sed illa, quae post 2 aut 3 annos instituerentur in aliis universitatibus, dotari possent moderatissime, et sic, ut nullo modo abundent. Dotem autem illam moderatissimam haud dubie libentissime daret Rex catholicus ad instituenda illa seminaria, quae in suis universitatibus praecipuis essent erigenda. Et vero hoc fieri posset sine ullo ejus sumptu, si placeret Sanctitati Vestrae in eum usum appli-

care abbatiam aliquam illius regni, in quo seminarium illud erigeretur, quae jam habet paucissimos religiosos, vel partem bonorum alicujus praedivitis abbatiae, vel prioratus aliquos non conventuales praesertim; et dispensare cum illis seminariis ordinum Minorum, ut possint habere reditus aliquos, quia nondum essent eo in loco, in quo operam navaturi sint Ecclesiae, sed tantum praeparantur.

Et tamen, etiamsi permagno sumptu opus esset ad eam rem, is contemnendus esset; cum illa seminaria futura sint tanti momenti ad lucrifaciendas animas pene innumerabiles; et in res pias et utiles incomparabiliter minoris momenti, quam essent haec, saepenumero multo plus impendatur, et tamen utiliter. Quid! quod vel unius abbatiae opulentae fundatio et dotatio majorem sumptum postularet, quam requireret dotatio mediocris et sufficiens ejusmodi seminariorum. Et tamen 10 vel etiam 100 abbatiarum fructus spiritualis cum illorum seminariorum fructu nullo modo comparari posset; et vero piis locis nunquam defuerunt sui fundatores.

IX. — *Posse utilissime confestim inchoari illa seminaria, antequam advenerint linguarum peregrinarum magistri.* — Ceterum non deberet differri illorum excellentium seminariorum institutio in illud usque tempus, quo advenissent magistri linguarum peregrinarum, sed primo quoque tempore inchoari possent, idque fieri summopere expediret. Nam, tantisper dum illi exspectarentur, posset incumbi in illam praeparationem animi et inflammationem cordis, et in diligentem exercitationem in rebus ipsis, nempe in iis, quae a summis viris scripta sunt contra falsas religiones et haereses; itemque disci mediocriter lingua italica ab illis, qui destinarentur in imperium turcicum, et hispanica vel lusitanica ab iis, qui destinarentur in Indiam

occidentalem vel occiduam, si linguarum illarum essent imperiti; et praeparari operarii quartae et quintae partis, qui nullam linguam peregrinam addiscere deberent; et tantisper dum haec fierent, colligi non pauca ingenia nobilissima, quae sese offerrent uni illorum seminariorum.

Atque adeo, cum tam pretiosa sit vel anima una in conspectu Domini, et valde dolendum sit non posse pluribus confestim succurri; valde expediret vel intra annum unum ab institutione illorum excellentium seminariorum ex illis mitti aliquot jam animo bene praeparatos et in rebus necessariis institutos et exercitatos, qui sic missi linguas illas peregrinas in India orientali vel occidua discerent, et per aliquot menses se pene totos illi studio dederent.

Et vero tres aut quatuor ex illis, qui ceteris essent doctiores ingeniique et judicii praestantioris, possent illic fratres suos, qui jam linguas peregrinas callerent, diligenter instituere et exercere in rebus ipsis, eisque communicare, quae a magnis praeceptoribus in Europa accepissent eo pertinentia, eosque, Deo juvante, inflammare charitate Dei et proximi exercitiis spiritualibus; quibus adjuti non parum in illis profecissent, sicque sibi invicem mutuas operas dare.

Eoque magis expediret vel intra annum aliquot ex illis sic praeparatis eo mitti, quia ea ratione perbrevi abunde compensaretur discessus eorum, qui ex illis locis in Europam essent evocati ad docendas linguas illas peregrinas et alia quaedam. Et vero ea missio aliquorum vel intra annum facta magis ac magis excitaret perbrevi multa praestantia ingenia ad sese offerendum uni illorum seminariorum, et ad brevi colligendos multos, qui in seminario bene praeparati et instituti evaderent in praestantes operarios.

Quae cum ita sint, Beatissime Pater, humillime rogo et per Christum obtestor Sanctitatem Vestram, ut dignetur

primo quoque tempore diligenter hanc rem expendere, et si, re bene expensa, judicaverit ad insigniter promovendum honorem Dei et salutem animarum pene innumerabilium, simulque perbrevi mirum in modum excitandos ordines mendicantium, vehementer expedire, ut illa excellentia seminaria instituantur (uti judicaturum esse spero), velit primo quoque die instituere illa tria aut quatuor prima, et, ut ita dicam, primitiva seminaria, a quibus sumendum esset initium, sive Romae, sive Bononiae, sive Perusii, sive uno illorum locorum. Quod haud dubie non tantum pertineret ad supradicta, sed et ad magnam exaltationem sanctissimae nostrae religionis et Sedis Apostolicae.

APPENDIX SCRIPTI PRAECEDENTIS.

I. — *De quinta parte singulis seminariis adjicienda, in qua praeparentur magni operarii, qui ex professo in hoc incumbant, ut in provinciis orbis christiani habentibus regem vel principem catholicum insigniter promoveant salutem animarum.* — Beatissime Pater. Quum his 12 aut 13 annis post missum S. D. N. Gregorio XIII scriptum, quod nunc limatum offero Sanctitati Vestrae, saepissime in animum meum recurrentibus iisdem cogitationibus, valde frequenter cogitassem, tum de summa calamitatis magnitudine, tum de medio per me suggesto ad calamitatem illam vehementer imminuendam, vehementerque promovendum honorem Dei et salutem animarum; illudque medium et rationem ipsum commode ad effectum perducendi ad examen rationis identidem revocassem, fui in sententia summopere



confirmatus. Nam, cum ad succurrendum tantae, tantae, inquam, miseriae et verae calamitati animarum, opus sit permultis praestantibus et strenuis operariis, ardentibus charitate Dei et proximi ac zelo salutis animarum, fortibus et laboriosis, iisque instructis rerum et linguarum cognitione necessaria ad lucrifaciendas animas; nullum aliud medium solidum et efficax et bene practicabile mihi (quamvis post multorum annorum diligentissimam ea de re cogitationem) hactenus in mentem venit, quam institutio illorum excellentium seminariorum, de quibus egi, in duobus illis praecipuis latissimeque patentibus ordinibus religiosorum mendicantium et Societate Jesu. Praesertim, cum ad efficiendum in illo genere magnum quid, idque constanter, tam extra orbem christianum quam in eo, ubi aggrediendum est aliquid difficilius, et cum periculo vel magna molestia conjunctum, pene necessarii videantur homines religiosi, obstricti illis votis substantialibus vitae regularis. Atque adeo expediat summopere eosdem operarios etiam obstrictos esse illo quarto voto, cujus in prima parte mei scripti mentionem feci; quamvis in regnis et rebuspublicis catholicis, seu habentibus principes et magistratus catholicos plurimum effici possit per bonos episcopos et bonos rectores ecclesiarum parochialium et alios sacerdotes saeculares. Item magis ac magis mihi visum est, et etiamnum videtur, medium illud allaturum esse et alias maximas utilitates, quas attigi in tertia parte ejusdem scripti.

Et cum his 12 aut 13, et praesertim his 9 postremis annis, saepissime illis de rebus rursus cogitanti mihi in mentem venerint non pauca pertinentia ad illud sanctum maximique momenti negotium, eorum nonnulla, quae videntur esse praecipui momenti, hic subjiciam.

Imprimis igitur, cum multis annis mihi visum fuerit suffecturum esse, si singula illorum excellentium seminariorum

riorum constarent quatuor partibus, nulla parte attributa illis, qui ex professo in hoc incumbere deberent, ut in orbe christiano plurimos catholicos adducant ad vitam emendatiorem vereque christianam, et ab errore revocent eos, qui, ab haereticis seducti, habitant in provinciis catholicis, hoc est habentibus regem vel principem catholicum et magistratus catholicos, quasi eam partem adjicere videretur minus necessarium propter eas, quas dixi, causas in prima parte scripti; ea re his annis diligentius expensa, et diligenter considerato, quam parum (proh dolor !) promoveatur in emendatione vitae, in plerisque omnibus regnis et rebuspublicis orbis christiani catholicis, et quot animarum millia tam ex clero quam ex populo quotannis pereant propter impuritatem vitae et injustitiam (quod etiam magno scandalo est infidelibus seductis, et haereticis, apud quos male audit nomen Dei et religionis catholicae propter peccata nostra), et quam parum per concionatores et pastores proficiatur in conversione illorum haereticorum et seductorum ab haereticis, qui habitant in provinciis catholicis sed habentibus multos haereticos et ab haereticis seductos, ut sunt Gallia, Polonia, Belgium, provincia Coloniensis, multaeque aliae provinciae Germaniae habentes principem catholicum, et multis de causis praecipue habenda sit cura provinciarum catholicarum, mihi visum est vehementer expedire, ut illis quatuor singulorum excellentium seminariorum partibus addatur quinta, cujus munus sit in provinciis orbis christiani catholicis, magno studio in hoc incumbere, ut, Deo juvante, plurimos catholicos adducant ad seriam vitae emendationem et non paucos ad vitam emendatissimam vereque christianam utilissimis concionibus et confessionibus valde utiliter audiendis, vitaque sua exemplari et aliis modis. Et in hoc assumantur in illa seminaria etiam aliquot aetatis provectioris, veluti 36 vel 40 annorum, jam



bene docti et concionatores non contemnendi, bonae voluntatis et habentes zelum aliquem salutis animarum, qui in illis etiam diligenter praepararentur, saltem ad aliquot menses, ad bene magnoque fructu deinde obeundum illud munus.

Nam, re diligenter expensa, praecipua causa esse videtur, cur (quamvis tot sint concionatores et confessarii, et inter eos non pauci bene docti) tam parum promoveatur in obtinenda a catholicis male viventibus seria vitae emendatione, quod ad hoc efficiendum opus sit concionatoribus non tantum doctis, sed etiam vitae exemplaris, et qui concionentur valde utiliter et efficaciter, appositeque ad adducendos auditores ad seriam vitae emendationem, et in locis infectioribus apposite ad revocandos in viam eos, qui errant; et confessariis vitae valde bonae, quique sint satis docti, et ea observent, quae observant boni confessarii, suntque ad confessiones valde utiliter audiendas (cujusmodi confessarii plerumque adducunt ad veram contritionem magnamque vitae emendationem sibi ter aut quater confitentes). Et tamen hodie paucissimi inveniuntur concionatores et confessarii, in quibus illa tria occurrant. Quibusdam enim deest eruditio necessaria, plurimis vita exemplaris aut saltem vita valde bona, et multis etiam piis et doctis deest tertium.

Atqui illa quinta pars excellentium seminariorum daret haud dubie permultos tales viros, non tantum bene doctos, ad bene et utiliter concionandum et confessiones magno cum fructu audiendas, sed et vitae valde exemplaris, vel etiam sanctae; et vero ex illis permultis, aliquot viros praestantissimos et sanctissimos, qui vestigiis beati Vincentii Dominicani, et beati Bernardi Franciscani, et aliorum sanctorum concionatorum insistentes, variis in locis fructum facerent admirabilem. Alii autem, qui non tam excellentes

essent, sed tamen docti et vitae exemplaris, summo auxilio essent episcopis variis in locis suae dioecesis, quae praecipue indigerent auxilio; in quibus non tantum concionarentur, sed et cum socio sacerdote sufficienter docto et vitae exemplaris aut valde bonae, praeberent se confiteri volentibus, eisque saluberrima darent consilia ad seriam vitae emendationem; quales fuerunt multi in ordine beati Dominici et beati Francissi primis 50 aut 60 annis, quibus tantopere floruerunt pietate et eruditione sacra. Et in oppidis vel pagis infectioribus haeresi non tantum agerent de moribus, sed etiam de materiis vocatis in controversiam ab haereticis aetatis nostrae, idque solide, perspicue ac discrete et apposite ad retrahendos errantes ab errore et vehementer confirmandum in fide catholica; illisque suis concionibus conjunctis cum vita exemplari, permultos ab haeresi revocarent.

Eoque magis expediret hanc quintam partem adjici illis excellentibus seminariis, quia ejus operarii essent aliorum concionatorum et confessariorum eximia quaedam exemplaria, ad quorum imitationem se suamque vitam componere possent. Et quia, cum tyrones reliquarum quatuor partium fere esse debeant aetatis adhuc florentis et discendis linguis aptae, neque partes illae tam bonos concionatores desiderent quam doctos et bene exercitatos in bene disserendo solide et dextre, ad hanc partem praecipue idonei essent aetate provectiores; sicque in singulis illis seminariis essent tanto plures viri graves et aetatis maturae, et vitae sanctae aut certe valde exemplaris, qui junioribus magno exemplo essent. Praetera aliquot operarii hujus partis possent plerumque concionari diebus festis et dominicis in illis universitatibus, in quibus instituta essent illa excellentia seminaria; sicque populo illius oppidi et professoribus ac studiosis plurimum etiam hac ratione pro-

dessent; ideoque seminario tanto liberalius darentur eleemosynae ad tyrones suos alendos.

Neque vero illa diversitas quinque partium in eodem conventu vel magno collegio pareret confusionem, vel partes illae sese mutuo impedirent; quia, qui essent unius generis, possent habitare in una parte collegii vel conventus, illicque cum suis magistris communem mensam habere, et inter se versari ac colloqui, et tantum certis temporibus in templum ad divina officia convenire, ut faciebant olim monachi Ægyptii; nisi forte expediret eos aliquoties in anno solemnioribus diebus ad mutuam consolationem simul prandere. Et vero fortasse expediret operarios hujus quintae partis ita dividere, ut in singulis reliquarum quatuor partium sint aliquot ex illa quinta parte, qui cum eis vivant ad juniores vitae exemplo vehementer aedificandos ac prudentiae et gravitati morum assuefaciendos; ita tamen ut statim a sumpta refectione illi a reliquis secedant, et inter se colloquantur, et juniores cum suis praeceptoribus ea lingua, quam addiscerent.

Notandum autem est, quod operarii hujus quintae partis non deberent addiscere ullam linguam peregrinam, et plerique omnes, antequam venirent in seminarium, haberent theologiae cognitionem sufficientem ad lucrifaciendas animas in provinciis catholicis orbis christiani. Ideoque tantum deberent diligenter praeparari voluntate, nempe efficacissimis quibusdam mediis, Deo juvante, inflammari ardenti charitate Dei et proximi et zelo salutis animarum, atque adduci in magnum contemptum rerum istarum fluxarum, magnamque mortificationem et profundam humilitatem, et instrui aliquot praeceptis magni momenti, ad concionandum valde utiliter, et valde utiliter confessiones audiendum, et aliquoties secundum illa praecepta exerceri. Quae omnia a plerisque sex mensibus non difficile absolverentur.

II. — *De medio quodam promptissimo ad habendos perbrevi permultos bonos et efficaces concionatores et confessarios.* — Subjiciam hic et aliud superiori affine, sed ab eo diversum, neque proprie pertinens ad illa excellentia seminaria, sed tamen illis etiam subserviturum, si instituantur, et alioqui per se magni momenti. Quum anno superiore diligenter et sollicite cogitarem, quanam ratione possem obtinere, ut in mea dioecesi brevi habeam aliquos bonos efficaces concionatores, multosque bonos et efficaces confessarios, qui, Deo juvante, mutent in melius vitam suorum auditorum et confitentium, mihique sint magno auxilio in promovenda salute animarum mihi commissarum, tandem, post multam ac frequentem ea de re cogitationem, venit in mentem medium quoddam commodissimum et expeditissimum, ut videtur, quo non ego tantum hoc brevi consequi possim, sed et reliqui episcopi Belgii, atque adeo pene omnes episcopi orbis christiani catholici, si placuerit Sanctitati Vestrae eos hac in re auctoritate sua juvare. Quod ut faciat, vehementer expedit. Quamvis enim in permultis provinciis catholicis sit concionatorum et confessariorum satis, tamen summa est inopia bonorum et efficacium concionatorum et confessariorum, quales sunt necessarii ad obtinendam seriam emendationem vitae cleri et populi christiani. Sed, antequam illud proponam, hoc praemittam : hauddubie plurimos esse in singulis quatuor ordinum mendicantium abunde doctos ad bene et utiliter concionandum et ad confessiones utiliter audiendum, et tam in concionando quam in confessionibus audiendis exercitatos, quamvis a paucissimis eorum illa duo sic fiant, ut vehementer emendetur aut mutetur vita multorum auditorum aut confitentium, idque, propter eam causam, quam dixi paulo ante, quum de quinta parte cuique excellenti seminario adjicienda agere inciperem.

Itaque, ut perbrevi sint permulti boni et efficaces concionatores in illis quatuor ordinibus mendicantium (qui ex professo sunt adjutores episcoporum et pastorum ad lucrifaciendas animas), tantum opus est iniri et Sanctitatis Vestrae auctoritate institui rationem aliquam commodam, qua obtineri possit, ut plerique ex confessariis et concionatoribus, qui nunc sunt in illis quatuor ordinibus satis docti et bonae voluntatis, Deo juvante, perbrevi non parum inflammentur charitate Dei et proximi et zelo salutis animarum, et adducantur ad magnam mortificationem et contemptum istarum rerum fluxarum, et instruantur aliquot praeceptis magni momenti ad valde utiliter concionandum et confessiones audiendum, et ut secundum illa praecepta aliquoties exerceantur; quod brevissimo tempore effici posse videtur, ut paulo post dicam.

Commodissima autem ratio hoc efficiendi fore videtur, si in singulis provinciis quatuor ordinum mendicantium deligantur 10 aut 12 religiosi, qui jam sunt concionatores non contemnendi, satis docti ad bene faciendum officium, et bonae voluntatis, sed qui non habent gratiam concionandi vel certe non magnam; iique omnes ad breve tempus congregentur in unum aliquem conventum suae provinciae, et illic per ipsum provincialem, et duos pios et doctos religiosos, quos ex tota provincia judicaret ad eam rem maxime idoneos, imprimis diligenter praeparentur animo seu voluntate, adhibitis efficacibus quibusdam mediis ad eos inflammandos charitate Dei et proximi et zelo salutis animarum, et adducendos ad magnam mortificationem, magnumque contemptum istarum rerum fluxarum, et deinde instruantur paucis aliquot praeceptis magni momenti, ad bene et utiliter concionandum, et ad confessiones audiendum magno cum fructu; postea vero exerceantur aliquoties secundum illa praecepta; semper tamen conjun-

gentes quaedam pertinentia ad voluntatem magis magisque inflammandum amore Dei et proximi, secundum instructionem, quae ad singulos provinciales mitteretur a suo generali.

Quod spatio duorum mensium commode effici posse pro compertissimo habeo, si res bene et prudenter instituatur; tum, quia vidi aliquot hujus rei magna experimenta, tum, quia videor mihi videre causas tanti successus et fructus; spatio duorum mensium, inquam, quorum priore tantum diligenter incumbant in praeparationem voluntatis, omnibus aliis studiis et cogitationibus tantisper sepositis. Nam si id fiat, plurimum haud dubie proficerent vel uno mense, ut satis colligi potest ex iis, quae dixi in scripto majore, parte priore, in cap. *De animi praeparatione*. Quo in loco duplicatum quidem tempus requirebam; sed illic agebam de praeparandis magnis et praestantibus operariis, quorum plerique destinarentur rebus arduis et cum periculo conjunctis. Secundo autem mense tempus ita dividatur, ut parte aliqua diei incumbatur in illa eadem, ad fovendas scilicet et augendas charitatis flammas primo mense conceptas, alia autem parte diei tradantur a provinciali, vel uno ex illis duobus, quos sibi adjunxisset, pauca illa praecepta ad valde utiliter concionandum et confessiones audiendum. Alia vero parte diei exerceantur vicissim concionando secundum illa praecepta, quae illis tradita fuissent, modo de aliquo evangelio vel epistola, modo de parte aliqua catechismi, modo de aliqua materia hodie ab haereticis vocata in controversiam. Et, si quid superest temporis, per modum conferentiae ea tractent de casibus conscientiae, quae confessariis praecipue cognita esse debent.

Universa autem illa ratio eos perbrevi inflammandi charitate Dei et proximi et zelo salutis animarum, et eos instruendi paucis aliquot praeceptis permagni momenti ad



valde utiliter concionandum et confessiones audiendum, utilissimeque eos exercendi, concipi posset a singulis generalibus, adjunctis sibi tribus aut quatuor viris doctis et piis ejusdem ordinis.

Ad multiplicandum autem, atque adeo duplicandum numerum illorum operariorum, reversis in suos conventus primis illis, de quibus modo dixi, per eos absoluto curriculo illius sanctae praeparationis et instructionis ad lucrifaciendas animas, mitti possent in illorum locum totidem, vel pene totidem alii ex reliquis religiosis concionatoribus et confessariis utcunque doctis, qui non recusarent eo ire. Est autem verisimile, quod multi, animadverso insigni profectu priorum, cuperent eodem modo praeparari et exerceri per eosdem directores, qui jam non mediocriter exercitati in eo genere, tanto utilius eos praepararent et exercerent; sed quia plerique ex istis non essent tam docti quam illi priores, possent paulo diutius exerceri, nempe per tres menses loco duorum mensium; quod abunde sufficeret.

Certe hac ratione videtur obtineri posse, ut vel intra duos menses, ex quo coepisset in eam rem incumbi, sint in omnibus provinciis catholicis ex illis quatuor ordinibus mendicantium permulti boni concionatores et confessarii, et quales nunc sunt pauci, qui valde utiliter concionentur et confessiones audiant, maximoque sint auxilio episcopis et pastoribus seu rectoribus ecclesiarum parochialium, ad promovendam salutem animarum. Quid! quod illi sic praeparati evaderent vel intra annum unum multo praestantiores, augerentque non parum charitatis flammas jam conceptas. Et vero alii religiosi eorum confratres ipsorum consuetudine et exemplo ac concionibus non parum proficerent in vita et eruditione ad lucrifaciendas animas necessaria.

Posset autem supradictum medium instituti sine ullo sumptu, et percommode, si ad faciendam illam praepara-

tionem deligerentur in singulis provinciis conventus, qui sunt in majore aliquo oppido populoso, in quo proinde sit eleemosynarum satis; et ex illis conventibus mitterentur ad eos conventus ejusdem provinciae, e quibus venissent aliqui religiosi praeparandi et exercendi, alii eorum loco, servatis tamen illis, qui essent necessarii ad celebranda, ut oportet, illa divina officia; a quibus excusandi essent illi operarii, qui praepararentur, quamdiu illic essent, ut tanto plenius et diligentius incumbere possent in ea, in quibus deberent exerceri.

Neque illibenter provinciali suo obsequerentur plerique concionatores eos in unum locum invitanti ad illam praeparationem et exercitationem, declaranti se hoc facere mandato Sanctitatis Vestrae et sui generalis, idque fieri non tantum ad magnam utilitatem cleri et populi, sed et ipsius ordinis et provinciae; quodque hoc non parum provocabit liberalitatem cleri et populi erga ipsos. Eoque facilius inducerentur, quia viderent se exercendos a suo provinciali et duobus, qui ceteris notabiliter doctiores et instructiores essent; et propter assiduam praesentiam provincialis fieri possent omnia satis exacte.

Et, cum tanti referat, ut provinciales in illo sancto negotio diligenter faciant officium, ad eos vehementer incitandos, et etiam religiosos, qui praeparentur, perutile esset Sanctitatem Vestram ipsis mandare, ut, exacto secundo mense, scribant alicui cardinali, quem ad hoc deputare ipsi placuerit, quis fuerit in ea re successus, et similiter generales eis mandare, ut sibi illud ipsum similiter scribant. Esset enim hoc magnum calcar et ipsis provincialibus et religiosis, qui praepararentur et exercerentur.

III. — *De seminariis provincialibus ordinum mendicantium.* — Et quia fortassis nonnullis prima facie et leviter



tantum rem considerantibus videbitur, quod si in ordine beati Francisci et beati Dominici instituantur illa excellentia seminaria magnorum operariorum, conventus amittant optima et praestantissima quaeque ingenia; quamvis illi, qui rem diligenter expenderint, sint non difficile animadversuri metum illum esse vanum; atque adeo institutionem talium seminariorum fore causam efficacissimam magni incrementi utriusque ordinis (ut etiam satis intelligi potest ex iis, quae a me dicta sunt in illo scripto) proponam hic medium quoddam certissimum (et per se etiam summae utilitatis ad magis ac magis promovendum honorem Dei et salutem animarum), quo Sanctitas Vestra illi periculo non tantum plenissime evidentissimeque occurrere potest, sed et efficere, ut intra paucos annos permulti praestantis ingenii magnaeque indolis religiosi ex illis duobus ordinibus sese offerant in illa excellentia seminaria sui ordinis ad obeundas magnas illas magisque arduas functiones, remanentibus tamen in conventibus multo pluribus praestantibus concionatoribus et confessariis, quam nunc sunt, quique faciant fructum longe majorem, quam nunc fit.

Medium autem illud est hujusmodi: Si placeat Sanctitati Vestrae curare, ut in singulis provinciis, si fieri possit, sin minus in plurimis, ordinis sancti Francisci et beati Dominici, et reliquorum ordinum mendicantium, instituatur gymnasium seu seminarium provinciale in uno conventuum illius provinciae, qui videbitur fore ad id commodissimus; ad quod anno uno aut altero post novitiatum mittantur optima quaeque ingenia, in eoque diligenter instituantur et exerceantur, primum quidem in litteris humanioribus et philosophia, deinde in litteris sacris, et tandem in ratione et modo bene utiliterque concionandi et confessiones audiendi, idque a bonis praeceptoribus, cum in eo sit multum momenti; et sic instituantur illa seminaria provin-

cialia, ut sint non tantum scholae eruditionis et doctrinae, sed et magnae pietatis, charitatis, humilitatis et mortificationis. Quod videtur non difficile obtineri posse, si placuerit Sanctitati Vestrae mandare, ut hoc fiat; cum singulae provinciae etiamnum habeant non paucos viros pios et aliquos bene doctos, qui possint bene et utiliter docere juniores et instituere curriculum quoddam eruditionis necessariae ad rectam et utilem populi institutionem et lucrifaciendas animas. Et vero, si in aliqua provincia essent non satis multi ad hoc idonei, possent a reverendo patre generali mitti ex alia provincia. Hocque annis superioribus insigniter obtentum fuisse in provincia Brabantiae, quae suum seminarium habebat Lovanii in conventu Minorum; idque praecipue per hoc, quod seminarium illud fere habuerit duos insignes professores litterarum sacrarum, non tantum egregie doctos, sed et valde pios (e quorum numero fuerunt Franciscus Titelmannus et F. Adamus Sasbout, doctissimis etiam scriptis clari) et guardianos non tantum prudentes et vigilantes, sed et insigniter pios. Et ut hujusmodi studia sive seminaria theologica habeant in singulis fere provinciis suorum ordinum, enixe operam dant Capucini et Societas Jesu; vel certe, ut duae vel tres provinciae unum tale seminarium theologicum habeant.

Cum autem summopere expediat illa seminaria provincialia esse non tantum scholas eruditionis, sed et virtutis et pietatis, vehementer expediret eos, qui in illa reciperentur, primo mense diligenter exerceri in studio pietatis ab uno aliquo bene idoneo magistro et directore, eadem fere ratione, qua exercendi essent illi concionatores et confessarii, de quibus proxime dixi.

Certe, cum ad habendos religiosos valde pios vitaeque probatissimae et exemplaris tantum positum esse videatur,

ut sint bonae domus novitiorum, in quibus illi formentur ad pietatem, quales habuit ordo sancti Benedicti, qui tamdiu floruit, et Cysterciensis (qui ex illo prodiit), et habet ordo Capucinorum, et Societas Jesu; si fieret, quod modo dixi, et in illis seminariis provincialibus constituerentur professores non tantum docti, sed et pii, itemque guardiani seu priores valde pii illis praeficerentur, illa seminaria magna ex parte supplerent bonas domos novitiorum. Et vero efficerent illa seminaria provincialia, ut multo plures praestantis ingenii magnaeque indolis juvenes, et non pauci etiam jam bene docti et graduati in illos ordines ingrederentur. Quod et evincit ratio, et in ordine Minorum docuit experientia Lovanii a 50 annis nimirum, ex quo provincia Brabantiae habuit illic praestans seminarium theologicum suae provinciae (quemadmodum in alio conventu suae provinciae habebat suam scholam litterarum humaniorum et philosophiae). Nam ex eo tempore ingressa fuerunt eum ordinem, in conventu Lovaniensi, multa ingenia nobilissima, et non pauci etiam sacrae theologiae et aliarum facultatum baccalaurei et licentiati, qui deinde per conventus totius provinciae dispersi magnum fructum fecerunt.

In illis autem regnis et rebuspublicis, in quibus est insigne quoddam seminarium seu collegium commune provinciis omnibus illius regni vel reipublicae, ut est Lutetiae ordinum mendicantium, possent ex illis seminariis provincialibus ad illud mitti optima quaeque ingenia, quae in illo seminario provinciali egregie profecissent, et viderentur consecutura magnam eruditionem, si plenius instituerentur, et a praestantibus professoribus. Sed summopere expediret curare, ut in illis studiis vel seminariis communibus provinciarum unius regni vel reipublicae res ita instituatur, ut non minus proficiatur in pietate, charitate, humilitate et mortificatione, quam in eruditione, ne

scientia sine charitate inflet, non autem aedificet, parumque proficiat ad promovendam salutem animarum, ut in permultis videmus usu venire. In illis autem regnis et rebuspublicis, in quibus nullum est tale seminarium majus seu generale, possent optima quaeque ingenia paulo diutius retineri, pleniusque institui et exerceri in seminario provinciali quam alii. Sed dicet aliquis: Unde suppetent sumptus ad instituendum tale studium provinciale in singulis provinciis illorum ordinum mendicantium? Certe videtur non difficile inveniri posse in iis regionibus, quae non sunt exhaustae longo bello, ut est nunc Belgium, si illa seminaria provincialia instituantur in majoribus oppidis et utcunque opulentis. Nam ex parte ali possent studiosi eleemosynis hominum illius oppidi, et possent conventus, qui aliquos mitterent, aliquid etiam mittere in partem aliquam victus ipsorum; vel juvarentur hi subsidio aliquorum piorum virorum, ut factum fuit in Belgio ante hoc bellum civile. In illis autem regionibus, quae sunt pauperiores vel bello exhaustae, posset Sanctitas Vestra in subsidium talis seminarii provincialis unum aut alterum prioratum non conventualem illius tractus incorporare, vel pensionem aliquam moderatam super fructibus alicujus opulentae abbatiae reservare, saltem ad aliquot annos.

Ut autem hunc locum concludam, de quo egi paulo plenius, quia est permagni momenti, puto evidens esse, quod, si placeret Sanctitati Vestrae curare, ut ejusmodi bona seminaria provincialia instituantur in ordinibus mendicantium, quae sint scholae non tantum eruditionis sed et pietatis et charitatis, ea res non tantum summopere conduceret ad magis promovendum honorem Dei et salutem animarum, verum etiam efficeret, ut singulae provinciae habeant permultos religiosos praestantis ingenii magnaeque indolis, qui sese offerrent in illa excellentia seminaria. Et nihilomi-

nus remanerent in conventibus multo plures boni concionatores et confessarii, et qui docere possent litteras sacras, quam nunc sunt. Nam plerique eorum contenti suam et aliorum salutem operari in sua republica et illo faciliore vitae genere, bono tamen et pio, non amplecterentur illud alterum vitae genus sublimius et magis arduum.

IV. — *Accuratius examen an etiam in imperium Turcicam mittere expediat operarios, simul atque fuerint praeparati.* — In secunda parte scripti vocavi in quaestionem, an expediret brevi mitti operarios ad conversionem illorum etiam mahumetanorum, qui habitant in imperio Turcico, quia prima facie videri poterat hoc fore periculosum reipublicae christianae, ne scilicet Turca hoc novi belli sacri genere vehementer irritatus, pactis cum rege Persarum induciis, vel etiam pacta pace, summis viribus invadat Germaniam, Siciliam, vel ipsam Italiam, aliamve aliquam nobilem provinciam orbis christiani. Quamvis illic concluserim videri expedire, ut eo etiam mittantur aliqui; sed ea re his annis diligenter expensa, mihi multis de causis plane visum est vehementer expedire, ut quam primum praeparati fuerint operarii, ad eam rem bene idonei eo mittantur aliqui; iique vehementer inflammati amore Dei et proximi et zelo salutis animarum, et proinde fortes ac strenui, prudentes tamen et discreti, bini, ad aliquot praecipua loca imperii Turcici. Primum, quia maximae sunt oportunitates illic promovendi religionem christianam, et initio quidem paucos, postea vero multos, Deo juvante, convertendi a mahumetismo ad fidem catholicam. Tum, quia in imperio Turcico habitant tot millia Christianorum, quamvis schismaticorum, cum quibus liceret versari sub specie negotiationis, tum propter commercia, quae Christiani latini illic habent cum Turcis, ideoque possent operarii missi illic

versari sine suspicione. Secundo, quia venerunt in mentem media quaedam magni momenti, ut videtur, apposita ad illic vehementer promovendum ante non longum tempus, atque adeo intra paucos annos etiam perveniendum ad conversionem aliquorum procerum, vel qui magno sunt loco apud regem Turcarum; per quos, Deo juvante, temporis progressu perveniri possit ad conversionem alicujus ex filiis ipsius, vel etiam tandem ad ipsius principis conversionem. Tertio, quia, cum religio mahumetana tam sit insulsa, tamque absurda, tamque solide et perspicue confutari possit, plane videntur mahumetani esse conversu faciliores, quam sunt haeretici, judaei vel schismatici, si in eam rem ardenter, invocato Domino, magno studio incumbatur per idoneos operarios. Nam etsi initio, praesertim aliquibus praesentibus, non admitterent disputationem de sua religione, videntur tamen esse media et viae, quibus eorum aliqui secreto et remotis arbitris adducantur ad admittendam ea de re collationem et modestam disputationem. Quarto, quia Turcae minus addicti videntur suae sectae, quam Persae et illi Africani, qui a fine Cyrenaïcae regionis ad Oceanum usque habitant, eo magis quod a tempore Ismaëlis Sephi contendant Persae suum principem esse ipsum calipham, et ex posteritate Mahumeti. Africani autem non patiuntur Christianos in suis ditionibus sub tributo vivere, ut faciunt Turcae, quamvis aliquos mercatores christianos admittant. Quinto, quia, si Dominus Deus largiretur nobis gratiam convertendi Turcas ad fidem christianam, ejus rei fructus et utilitas esset sine comparatione major utilitate conversionis mahumetanorum, Persarum vel Africanorum, tum quia quatuor illae praecipuae sedes patriarchales sunt in imperio Turcico, quas etiam pro capitibus agnoscunt amplissima quaedam regna Christianorum, ut Moscovitae patriarcham Constantinopolita-

num, AEthiopes Abyssini patriarcham Alexandrinum; tum quia illarum sedium patriarchae, et qui eis non parent, non admodum difficile, ut videtur, a schismate revocari possent per excellentes operarios, quos darent illa excellentia seminaria, si Turcae, qui eis imperant, converterentur ad christianam religionem. Idque eo magis, quod vehementer eos commoveret conversio mahumetanorum, in quorum conversione ipsi nihil hactenus promoverunt, et miracula ac signa, quae verisimiliter Dominus Deus, pro inexhausta sua bonitate et misericordia, operaretur per illos operarios ad confirmandam eorum doctrinam et promovendam conversionem infidelium mahumetanorum. Tum quia, si Dominus Deus largiretur illis operariis gratiam adducendi Turcas ad fidem christianam, pro hostibus nobis infensissimis et periculosissimis haberemus eos amicissimos et fratres charissimos, ut habuerunt Germani Hungaros, postquam hi fuerunt conversi ad fidem christianam, quos ante per aliquot saecula experti fuerant hostes infensissimos; et Franci Normannos, qui ante per annos 70 vel 80 tantopere Galliam, Belgicam et Celticam afflixerant; sicque solide aversum esset summum periculum, quod a Turca imminet nobilissimis aliquibus provinciis orbis christiani, et in consequentiam toti orbi christiano.

V. — *Quantum intersit inter illa excellentia seminaria, de quibus egi, et pleraque omnia seminaria, quae hodie sunt, et illa etiam provincialia, de quibus paulo ante dictum est.* — Superioribus illud adjiciam, multum interesse inter illa tria excellentia seminaria magnorum operariorum, de quibus instituendis egi in scripto meo, et ea, quae hodie sunt multis in locis orbis christiani. Quia in illis, de quibus egi, praepararentur longe alii longeque praestantiores operarii, et praecipue rebus magnis et difficilioribus desti-

nati, quaeque hodie tenuissime attinguntur; item multo breviori tempore praepararentur. Nam ad summum biennio vel duobus annis cum dimidio in seminario versarentur; quia non alii reciperentur quam jam docti et in studiis provecti, et non minores 23 aut 24 annis. Item, cum pleraque omnia seminaria, quae hodie sunt, sint clericorum saecularium, haec essent seminaria sive asceteria religiosorum obstrictorum tribus votis solemnibus, et imprimis quidem duorum praecipuorum ordinum mendicantium; unde et minimo sumptu institui possent, et tamen darent praestantissimos et plurimos operarios. Multum etiam interesset inter illa excellentia seminaria et seminaria provincialia ordinum mendicantium, de quibus egi in 3 cap. hujus *Appendicis*, quaeque etiam institutui optabam, quia seminaria illa provincialia essent religiosorum nondum provectorum in studiis, et fere juniorum illis, qui reciperentur in illa excellentia seminaria, et subvenirent illa seminaria provincialia istis seminariis excellentibus magnorum operariorum. Suppeditarent enim multos praestantis ingenii magnaeque spei religiosos et bene institutos, qui sese tandem offerrent in illa excellentia seminaria, et post aliquot annos etiam conventibus multos bonos concionatores et confessarios, qui in provinciis christianis et catholicis perutilem operam navarent.

VI. — *Quaedam magis ac magis ostendentia summas utilitates remedii propositi ejusque certitudinem.* — Addam et illud, illa excellentia seminaria, de quibus egi, inter alias insignes utilitates illud etiam allaturum esse, quod darent non paucos, quorum alii linguae graecae, alii linguae hebraicae essent adeo periti, ut, qui inter haereticos aetatis nostrae se earum linguarum valde peritos esse jactant, nihil futuri sint eorum comparatione. Nam ex illis, qui

destinarentur conversioni Graecorum schismaticorum, essent aliquot linguae graecae plane peritissimi, atque adeo qui eam linguam tenerent perinde ac maternam (cujusmodi in Anglia non paucos fuisse refert Beda aetate sua *Historia Angliae*). Ex illis autem, qui destinarentur conversioni judaeorum, essent aliquot plane peritissimi linguae hebraicae, quique eam linguam non tantum exactissime intelligerent, et exactius quam moderni judaei, sed et loqui et scribere possent. Quod apud illos, qui ab haereticis seducti sunt, non parum imminueret haeresiarcharum auctoritatem, et eorum animos ad conversionem non parum praepararet. Et vero esset medium certissimum, planeque efficacissimum, et tamen suave, ad mirum in modum excitandos ordines mendicantium, eosque reddendos florentissimos pietate et eruditione necessaria ad lucrifaciendas animas; quod esset incredibilis momenti, multisque de causis maximae consequentiae. Quin etiam, quum alia media magni momenti, quae institui possent, valitura sint vel ad propagandam religionem christianam, vel ad haereses vehementer minuendas, vel ad seriam emendationem vitae catholicorum, institutio illorum excellentium seminariorum valeret ad ea omnia, essetque ad illa omnia plane efficacissimum, ut satis intelligi potest ex iis, quae dicta sunt in tertia parte scripti, ubi ago de insignibus utilitatibus, quas adferret.

VII. — *Longe praestare institui illa excellentia seminaria quam novum ordinem.* — Adjiciam et illud, re per aliquot annos diligentissime expensa, mihi visum fuisse ad colligendos et bene praeparandos permultos atque adeo satis multos insignes operarios beneque idoneos ad ea praestanda, quae dixi sub initium hujus scripti, esse longe satius institui illa tria excellentia seminaria, quam in hoc

instituí novum aliquem ordinem religiosorum; tum quia nunc videntur esse ordines satis multi, potiusque dandam esse operam, ut jam olim instituti refloreant, quam ut instituatur aliquis novus, tum quia haec ratio videtur fore multo utilior ad brevi colligendos multos tales operarios; tum denique, quia haec ratio videtur multo fore efficacior ad vehementer excitandos illos duos ordines mendicantium, et etiam reliquos, quam si institueretur novus ordo hujus instituti.

VIII. — ***Quum multiplicanda sunt seminaria, quomodo ea res commodissime utilissimeque distribui et ordinari posset.*** — Postquam intra sesquiannum vel biennium ita crevisset numerus operariorum, ut multiplicari possit numerus seminariorum, et similia seminaria institui in Hispania, Gallia, Lusitania et Flandria, posset res ita commodissime utilissimeque dividi et ordinari, ut in seminariis pontificiis Italiae ex eo tempore praeparentur operarii mittendi ad conversionem mahumetanorum, judaeorum et schismaticorum, qui in oriente inter eos habitant, et dein judaeorum et mahumetanorum, qui habitant in orbe christiano; et operarii quintae partis, qui in orbe christiano et praesertim in Italia insigniter promoveant honorem Dei et salutem animarum; sed tamen ad illa seminaria mittendi essent novitii sive tyrones ex toto orbe christiano. In Hispania autem et Lusitania praeparari possent operarii mittendi in utramque Indiam, et ad conversionem regni Sinarum, et aliarum provinciarum, ad quas navigant Hispani et Lusitani navigatores; itemque operarii quintae partis. In Flandria vero et Gallia operarii mittendi ad conversionem haereticorum Belgii, Galliae, Germaniae, Daniae, Sueciae, Norwegiae, et operarii quintae partis ad seriam emendationem vitae populi catholici et cleri. Sed ad haec seminaria mittendi

essent etiam operarii ex Germania, Polonia et aliunde, quamdiu in Germania et Polonia non instituerentur similia seminaria.

IX. — *Qua ratione facile haberi possit sumptus faciendus ad dandum viaticum mittendis jam bene praeparatis et instructis.* — Cum sub finem scripti mei satis evidenter ostenderim perquam exiguo sumptu opus fore ad instituenda illa tria prima excellentia seminaria magnorum operariorum, et alendos religiosos, quamdiu in eis praepararentur; et, etiamsi sumptu medioeri ad hoc opus esset, eum facile inveniri posse sine ulla diminutione thesauri Ecclesiae; sed nihil dixerim de sumptu necessario ad dandum viaticum singulis mittendis extra orbem christianum, vel in Saxoniam, Daniam, aliasve provincias orbis christiani habentes principem et magistratus haereticos, judicavi me recte facturum esse, si uno verbo admonerem ad eam rem opus fore sumptu longe minore, quam prima facie videri possit, eumque etiam perfacile inveniri posse. Certe etiam si ex tribus seminariis Sedis Apostolicae quotannis mitterentur ad illa loca 60, vel secundo quoque anno 120 operarii, et singulis darentur in viaticum 100 ducati, tantum opus esset sex millibus ducatis annuis, quos non difficile inveniret Sanctitas Vestra, applicando illi sanctissimo tantique momenti usui unam aut alteram ex illis abbatiis, quae jam inde a multis annis consueverunt dari in commendam. Atqui sufficeret singulis dare 100 ducatos aut circiter, vel aliquibus paulo plus, aliquibus paulo minus, tum quia tenuiter viverent, tum quia, quum anno uno aut altero incubuissent in lucrum animarum, alerentur eleemosynis eorum, quos convertissent, quemadmodum vixerunt Apostoli et alii, qui eorum exemplo incubuerunt in conversionem infidelium, schismatico-

rum et haereticorum. Quid! quod fortassis vehementer expediret plerosque eorum illis horis, quibus ingenium minus intendi potest, addiscere aliquod opificiolum honestum, quod spatio trium aut quatuor mensium addisci potest, veluti texturae caligarum, chirothecarum et indusiorum, aut confectionis nodorum, quibus thoraces et vestes clauduntur, vel simile quid, ut fecerunt olim monachi Aegyptii, Cistercienses et alii, atque adeo etiam Franciscani, ut intelligitur ex eorum regula; et hodie faciunt religiosi novae congregationis Bernardinorum, ut, viatico consumpto et cessantibus aut non sufficientibus eleemosynis, possint inde victitare, ut faciebat beatus Paulus. Quod non difficile facerent homines sobrietatis exemplaris. Et vero eos esse instructos tali opificiolo, eoque interdum uti vehementer expediret ob aliam etiam causam magni momenti, nempe ut sine suspicione praetextu deficientis viatici diutius haerere possint aliquibus in locis, in quibus judicarent diutius haerendum esse, ut fecit beatus Paulus Corinthi et Ephesi, ut etiam attigi in scripto meo, parte secunda, cap. *De missione ad infideles*, sub finem. Possetque ex mercatoribus frequentantibus eas provincias, ad quas essent mittendi, cognosci, quae honesta opificiola essent illis in locis praecipue utilia. Quid! quod si ex quatuor aut sex mittendis ad diversa loca unius provinciae, unus esset bene instructus opificio aliquo quaestuoso, posset non tantum se alere, sed et suos confratres exemplo beati Pauli.

Postremis his tredecim aut duodecim annis, et praesertim his octo annis venerunt in mentem et alia quaedam magni momenti ad idem consilium a me suggestum pertinentia, et nominatim ut illi operarii missi in opus Domini commodius minimoque suo periculo et maximo fructu munus sibi injunctum obire possint, quae libenter scripto mandabo et

communicabo, si Sanctitas Vestra consilium a me suggestum probaverit illudque in praxim deduci voluerit.

Responsio D. episcopi Tornacensis ad articulos exhibitos Congregationi (1).

Illustrissimi reverendissimique in Christo Patres,

Visis articulis exhibitis illustrissimis Dominationibus Vestris, quibus repraesentatae fuerunt aliquae difficultates et dubia circa medium a me suggestum sanctissimo Domino Nostro, quodque mihi post diligentissimam multorum annorum cogitationem visum est fore efficacissimum ad insigniter promovendum honorem Dei et salutem animarum, non tantum in orbe christiano sed et extra eum, et brevi praeparandos permultos atque adeo satis multos praestantes operarios valde idoneos ad hoc, Deo juvante, praestandum; et esse valde practicabile, neque mihi tantum tale visum est, sed et illustrissimae Congregationi Regularium, quae illud examinavit mandato sanctissimi patris nostri Sixti quinti, et viris quibusdam doctissimis, quibus consilium illud communicatum fuit; nolui omittere, quin illis responderem, quamvis per ea, quae sparsim habentur in scripto meo ejusque appendice praecipuis illarum difficultatum et dubiorum abunde satisfactum esse judicaturus sit,

---

(1) La Congrégation des Évêques et Réguliers, chargée, en 1589, de l'examen du *Mémoire* de Vendville, avait présenté des observations au pape Sixte-Quint sur le projet de l'évêque de Tournai. Celui-ci réfuta ces observations par la *Réponse* que nous publions ici.

qui illa utcumque attente legerit. Respondebo autem breviter omnibus illis articulis, excepto primo, cui paulo plenius respondendum fuit, propterea quod videtur in dubium vocare id, quod est in consilio per me suggesto praecipuum et multorum sequentium veluti fundamentum.

Ad primum articulum.

Hic articulus videtur in dubium vocare, an expediat instituere seminaria praestantium operariorum ad conversionem infidelium et alios fines consequendos, de quibus agit scriptum meum; idque propter duas rationes : quarum prior est, quod in primitiva Ecclesia ab Apostolis et aliis patribus, per quos nationes sunt conversae, nihil tale usitatum aut institutum fuisse legamus; secunda, quod fortassis talis collegiorum apparatus dabit adversariis occasionem se muniendi et hujusmodi homines a suis finibus arcendi, aut in eos diligenter inquirendi et serius animadvertendi.

Sed, illis nihil obstantibus, mihi magis ac magis videtur incredibiliter expedire, ut primo quoque tempore illa excellentia seminaria instituantur ad brevi lucrifaciendas innumerabiles pene animas tam in orbe christiano quam extra eum, quae (proh dolor!) quotannis aeternum pereunt. Quot enim, Deus bone, animarum millia quotannis pereunt in Europa partim propter haereses et schismata, partim propter impuritatem vitae eorum, qui catholici quidem sunt, sed inquinate vivunt et Dominum Deum saepissime mortaliter offendunt, neque ante mortem per veram poenitentiam consequuntur remissionem peccatorum mortalium, partim etiam propter infidelitatem. Et quot animarum centena millia quotannis pereunt in Asia et Africa propter infidelitatem, haereses et schismata, et vitae im-



puritatem, et similiter in novo orbe occiduo. Certe horrenda res est et sanguineis lacrymis deploranda, praesertim cum tam pretiosae sint vel singulae animae in conspectu Domini et debeamus plus diligere animam proximi quam vitam nostram, nedum quosvis labores, aerumnas et pericula libenter subire, ut lucrifaciamus aliquot animas.

Cui tantae verae miseriae et calamitati ut solidum remedium adhibeatur, procul dubio opus est permultis praestantibus et strenuis operariis, qui et vehementer sint inflammati charitate Dei et proximi, ac praesertim zelo salutis animarum, vitaeque exemplaris, et praeterea bene instructi cognitione necessaria ad lucrifaciendas animas. Permultis, inquam, opus est et longe pluribus talibus operariis, quam nunc sunt, et ut deinde tales operarii bene animo praeparati et instructi ac exercitati prudenter mittantur, quo maxime expedit.

Porro post diligentissimam multorum annorum cogitationem, quanam ratione obtineri possit, ut intra non multos annos existant permulti tales operarii in orbe christiano, non vidi, neque video aliud medium solidius ac practicabilius, quam si instituantur illa excellentia seminaria, de quibus egi : initio quidem pauca, deinde vero plura; quae quam sint futura efficacia ad lucrifaciendas animas pene innumerabiles tam in orbe christiano quam extra eum, atque adeo triplo plures, quam hodie lucrifiunt, puto satis evidens esse ex iis, quae dixi sub initium mei scripti et ejus tota pene tertia parte, quae est de certitudine et insignibus utilitatibus medii per me suggesti, deque summis oportunitatibus illud instituendi, summoque fructu et successu exequendi; ideoque hic non repetam; possentque illa, et quae sunt initio ejusdem scripti, sufficere ad refellendas illas duas rationes contentas in dicto primo articulo; sed tamen singulis earum jam respondebo.

Responsio particularis ad primam rationem. — Quod igitur attinet ad priorem rationem, illa nihil obstat. Nam Apostoli ipsi et alii. septuaginta duo discipuli fuerunt ab ipso Domino diligenter instituti, et tum verbo tum exemplo excellentissimo edocti viam et modum lucrifaciendi animas, et magna charitate Dei et proximi inflammati, eo tempore, quo cum ipso conversati sunt, et die Pentecostes ardentissima charitate Dei et proximi, omnibus donis Spiritus sancti largissime donati; itemque instructi dono linguarum et scientia ac sapientia necessaria ad lucrifaciendas animas. Et deinde Apostoli ipsi multos ex suis discipulis etiam diligenter instituerunt verbo et exemplo suo, et ad excellentem charitatem vitaeque sanctitatem adduxerunt, eosque in praestantes operarios formarunt. Quid! quod etiam illi fuerunt valde abundanter gratia Spiritus Sancti perfusi et eorum plerique etiam donum linguarum acceperunt, ut constat ex *Actibus Apostolorum*, cap. 8 et 19, et *Historia ecclesiastica* Eusebii. Itaque fuerunt illae scholae Christi Domini et sanctorum Apostolorum ejus praestantissima quaedam seminaria excellentium operariorum, qui evangelium per universum pene orbem praedicarunt, et pene omnes vitam et sanguinem profuderunt pro Christi nomine et ad lucrifaciendas animas. Unde videmus, quantum effecerint brevi tempore, cum etiam illo tempore, quo beatus Paulus scribebat ad Colossenses, fides christiana fuerit pene ubique locorum plantata, ut indicat caput primum ejusdem epistolae.

Post Apostolos autem eorumque discipulos non simili ardore incubitum fuit in conversionem infidelium et judaeorum usque ad tempus beati Gregorii, episcopis tantum incumbentibus in conversionem paganorum (quos etiam in imperio Romano maximo numero fuisse constat usque ad tempora Theodosii et aliquamdiu post), judaeorum et

haereticorum, qui erunt in cujusque dioecesi. De quo valde conqueritur beatus Chrysostomus in aureo illo loco *Homiliae 47 in Matthaeum.* Sed beatus Gregorius, sanctissimus praestantissimusque Summus Pontifex, missis in Angliam aliquot praestantibus operariis sui ordinis ad conversionem Anglo-Saxonum, morem illum apostolicum renovavit; quo exemplo et successu excitati et alii viri sancti etiam monachi, magno studio in idem incubuerunt, ut sanctus Columbanus, sanctus Gallus et sanctus Chylianus, Hyberni, sanctus Amandus Aquitanus, et alii, et tandem sanctus Willibrordus et socii, et sanctus Bonifacius, Benedictini Angli; quorum labores vehementer benedixit Deus.

At dicet aliquis, cur Benedictini non instituerunt talia seminaria, qualia nunc ardentissime institui exoptas? Certe quia per annos fere ducentos et amplius a sua origine ordo ille mirifice floruit sanctitate vitae et eruditione sacra, adeo ut referat Trithemius in libro suo *De scriptoribus ecclesiasticis* (quum agit de sancto Benedicto), fuisse ex illo ordine canonizatos ad multa millia, quorum multi non tantum sanctissimae vitae exemplo sed et utilissimis concionibus et confessionibus valde utiliter audiendis salutem animarum in orbe christiano insigniter promovebant, et Summis Pontificibus et episcopis summo auxilio erant ad lucrifaciendas animas; nonnulli autem bene docti et zelo salutis animarum vehementer inflammati, impetrata venia, sese conferebant ad conversionem infidelium, qui erant in Europa, alii quidem eorum, quorum linguam tenebant, ut sanctus Willibrordus et socii, sanctus Bonifacius; alii vero eorum, quorum linguam ignorabant, sed addiscebant, ut sanctus Amandus Aquitanus, et sanctus Chylianus Hybernus, et alii, qui multa millia Germanorum et Flandrorum converterunt. Sed animadvertendum est illos extra Europam non fuisse progressos ; imo neque ad extremum

Europae, quia deerat illa commoditas quovis navigandi. Ideoque tum temporis non fuisse opus valde multis operariis ad conversionem infidelium; et satis multos bene idoneos suppeditabat ordo sancti Benedicti, qui, ut dictum est, tunc temporis vehementer florebat pietate et eruditione sacra. At, cum Dominus Deus novissimis hisce temporibus nobis aperuerit viam ad omnes gentes, per navigationes illas Lusitanorum et Castellanorum (haud dubie in hoc praecipue, ut evangelium cuivis gentis annuntiari possit), sitque summa oportunitas ad quasvis provincias perveniendi celeriter et sine ullo pene periculo, itemque linguas infidelium et haereticorum et schismaticorum Orientis et Africae addiscendi, aliaeque oportunitates per me magna ex parte indicatae in tertia parte mei scripti, quae olim defuerunt, certo decuplo pluribus bonis et strenuis operariis opus est, quam tunc fuit. Quid! quod jam sunt aggrediendi mahumetani et haeretici ac schismatici, qui tam sunt multi etiam in orbe christiano, adeoque eum perturbant, suntque ad convertendum perdifficiles. Quid! quod vita plurimorum tam clericorum quam laïcorum catholicorum est hodie inquinatissima, ut proinde etiam in rebuspublicis catholicis opus sit permultis bonis concionatoribus et confessariis, qui sint potentes opere et sermone, ut illos, Deo juvante, adducant ad veram poenitentiam seriamque vitae emendationem. Quem effectum, proh dolor! hodie praestant perpauci concionatores et confessarii. Quae cum ita sint, ut solidum remedium adhibeatur tantae verae calamitati et miseriae, necessaria est aliqua ratio, qua brevi colligantur et diligenter praeparentur permulti boni et strenui operarii, qui inflammati sint charitate Dei et proximi et zelo salutis animarum, beneque instructi cognitione et facultate necessaria ad lucrifaciendas animas. Quod qua alia ratione solida et bene practicabili obtineri possit,

quam illa per me proposita, nondum potui intelligere, quamvis post diligentissimam multorum annorum cogitationem, ut supra dixi.

Et vero notissimum est multos Summos Pontifices sapientissime sanctissimeque ad plenius promovendum honorem Dei et salutem animarum quaedam instituisse, quae prius non erant instituta, ut ordines mendicantium et Societatem Jesu; qui ordines ad lucrifaciendas animas sunt ex professo instituti, cum ordo sancti Benedicti et alii non fuissent ad hoc instituti, sed ad orandum, meditandum et contemplandum, neque in summa illa paupertate; neque tamen hic agitur de novo ordine instituendo, sed de instituendis seminariis quibusdam excellentibus in illis praecipuis ordinibus, qui sese devoverunt promovendae saluti animarum, ad colligendos et bene praeparandos permultos atque adeo satis praestantes operarios ad lucrifaciendas innumerabiles pene animas, simulque ordines mendicantium et alios vehementer excitandos et, Deo juvante, restituendos pristino suo flori et dignitati.

Responsio ad secundam rationem. — Nihil etiam obstat secunda ratio. Quia, his seminariis institutis in Europa, difficillime sciretur in utraque India, regno Sinarum et Tartaria, atque adeo etiam apud mahumetanos perdifficile certo sciretur ea instituta esse, vel quid in illis ageretur. Certe multo difficilius hoc sciretur illis in locis, quam sciatur in Sinarum regione aliisque regnis vicinis, quid agatur in seminariis Societatis Jesu, quae sunt in India vel Japonia. Tum autem, etiam si hoc sciretur, nihil esset inde periculi. Nam esto, praeparent se, ut volent, infidelium sacerdotes, theologi et philosophi ad resistendum veritati fidei christianae, cum a nobis stet veritas, ab ipsis autem falsitas et mendacium, resistere non possent sapientiae illorum praestantium operariorum et Spiritui, qui per

os ipsorum loqueretur. Quid! quod haud dubie Dominus Deus, secundum suam promissionem, eorum doctrinam confirmaret sequentibus signis. Item possent perdifficile infideles illos operarios arcere ab ingressu suorum finium, etiamsi hoc eis magno studio esset, cum multae sint rationes illos sancte fallendi, sive sub specie negotiationis, sive aliter; quemadmodum videmus jam inde a multis annis missos fuisse quotannis et etiamnum mitti in Angliam catholicos sacerdotes Anglos ad agendum illic negotium religionis catholicae. Neque vero operariis illis formidanda esset animadversio severa vel etiam extremum supplicium, et quidem crudele, ad lucrifaciendas animas Christi pretioso sanguine redemptas; cum et semel moriendum sit, et talis mortis praemium sit aeterna beatitudo, sitque martyrium magnum compendium ad consequendam aeternam beatitudinem et quidem in magno gradu. Eosque vehementer incitarent ad mortis periculum contemnendum trium illorum puerorum Hebraeorum et septem fratrum Machabaeorum eorumque matris, et sanctissimorum Apostolorum ac innumerabilium pene martyrum exempla; quos certissime scimus esse beatissimos. Quid! quod permulti anabaptistae et calvinistae pro haeresis suae confessione et propagatione mori non dubitaverint! Et vero paucissimis omnino in provinciis plantata fuit religio christiana sine profusione sanguinis Apostolorum. Quid! quod, ut dixi in initio mei scripti, parte II, cap. 3, tunc operarii illi praecipue insignem fructum facerent, quum ipsis injectae essent manus et ad tribunalia tracti essent. Et, institutis illis excellentibus seminariis, quotannis praepararentur alii insignes operarii, qui in illorum martyrii laurea coronatorum locum succederent.

Ad secundum.

Etiamnum mihi videtur omnino expedire, ut illa seminaria ex solis regularibus inchoentur, et quidem potissimum ex illis tribus ordinibus, quos dixi, tum quia ex eis haberi possent permulti boni operarii, cum habeant plurimos religiosos, et inter eos multos praestantis ingenii et bonae voluntatis, qui aliquandiu diligenter praeparati evaderent in praestantes operarios, tum quia ad conversionem infidelium et alia ardua aggredienda vehementer expedit habere viros obstrictos votis, quique sint sub obedientia. Sed, si qui clerici saeculares vellent in eadem illa sanctissima opera incumbere, possent sese dedere in unum illorum seminariorum, quod ipsis maxime probaretur. Quod si tamen sanctissimus Dominus Noster, vel generalis ordinis, aut seminarii praefectus, ejusque consiliarii judicarent permittendum esse aliquibus clericis saecularibus valde piis et magni zeli, ut, non mutato suo statu, et extra seminarium habitantes, una cum religiosis instituantur et exerceantur, et bene praeparati cum religiosis mittantur, hoc fieri posset, saltem ante per eos emisso aliquo voto simplici et promissa fideli societate et assistentia illis, quibus adjungerentur, quemadmodum primis annis fieri expediret ad conversionem haereticorum Saxoniae, Daniae et aliarum provinciarum haereticarum orbis christiani.

Ad tertium.

In aliis ordinibus mendicantium idem fieri vellem post duos aut tres annos, ut etiam satis aperte dixi in meo scripto, parte I, c. 5. Sed mihi visum fuit utilissime posse initium sumi ab his tribus ordinibus, tum propter rationes a me allatas ibidem, tum quia eorum inchoatio esset faci-

lior, et initio paucioribus magistris linguarum opus esset, et tanto praestantiores professores haberi possent. Quod autem attinet ad Benedictinos et alios ordines non mendicantes, qui ex professo non devoverunt sese lucrifaciendis animabus, qui ex illis amplecti vellent hoc sanctissimum vitae genus, possent se dare in unum illorum seminariorum, quemadmodum hodie diversorum ordinum religiosi ingrediuntur ordinem Capuccinorum et Carthusianorum; nisi sanctissimo Domino Nostro placeret hoc tribuere ordini sancti Benedicti, qui olim tantopere floruit et Ecclesiam Dei tantopere juvit, ut etiam confestim seminarium habeat, quod sit commune Cistersiensibus et novis Bernardinis, aliisque, qui ex ordine sancti Benedieti prodierunt; praesertim cum sanctus Bernardus ardentissime desideraverit, ut in conversionem infidelium, haereticorum et schismaticorum ac Judaeorum magno studio incumberetur, ut patet ex initio libri tertii *De Consideratione ad Eugenium Papam*. Videtur hoc fore non inconsultum, quum verisimiliter multos praestantes operarios daret hoc seminarium.

Ad quartum.

Non sentio expedire, ut sanctissimus Dominus Noster praecipiat Societati Jesu, ut hujusmodi seminarium seorsim a reliquo suo ordine instituat; sed hoc relinquendum esse judicio reverendi patris praepositi generalis Societatis, ut etiam satis indicavi in meo scripto, parte I, cap. 5.

Ad quintum.

Cum ordo sancti Francisci adeo late pateat, adeoque multos religiosos babeat, et hodie divisus sit in tres ordines vel certe congregationes, quarum singulae suum generalem

habent, mihi videtur expedire, ut instituantur in hoc ordine duo seminaria, unum quidem illis, qui sunt de observantia, alterum vero Capuccinis; cum Capuccini hodie habeant multos religiosos, et ex illis multos piissimos et magni zeli, summosque contemptores rerum istarum fluxarum. Si qui autem ex conventualibus voluerint idem sanctissimum vitae institutum amplecti, dedant se in alterutrum illorum seminariorum.

Ad sextum.

Non puto alios suscipiendos esse, quam qui se obtulerint, neque omnes, qui sese offerrent; sed qui tales esse judicarentur, ut sit bona spes fore, ut evadant in bonos operarios, si in seminario fuerint aliquandiu diligenter praeparati et instituti.

Ad septimum.

Existimo non minora expectanda esse a multis operariis ordinum mendicantium, qui in seminario sui ordinis fuissent diligenter praeparati, quam ab illis, qui in Societate Jesu praeparantur; cum videamus, quales viros plurimos dederint ordines beati Francisci et beati Dominici primis quinquaginta vel sexaginta annis, quamque ardentes et sanctos; et multo etiam magis ordo sancti Benedicti, qui primis ducentis annis tantopere floruit vitae sanctitate, totque viros sanctos canonizatos dedit, ut supra dictum est; quod cur in his excellentibus seminariis obtineri nequeat, non video. Possent enim adhiberi eadem media, quibus olim usi sunt ordines illi ad formandos suos novitios, et alia quaedam, quae diligenter inquirendo inveniri possent a generalibus ordinum et aliquibus viris doctis et piis cujusque ordinis;

et quaedam etiam ex illis, quae utilissime fiunt a Societate Jesu ad suos tyrones mortificandos et inflammandos amore Dei et proximi. Quod autem attinet ad secundam partem hujus articuli, sentio eos, qui in haec seminaria reciperentur, debere imprimis, omnibus aliis studiis et cogitationibus sepositis, duobus aut tribus mensibus totos sese dedere repurgationi animae suae et inflammationi cordis, utque multum proficiant in contemptu mundi et profunda humilitate, idque tum diebus aliquot jejunando et orando, tum compluribus diebus meditando (quae judicarentur ad eam rem fore efficacissima), et orando, tum etiam attente legendo quaedam, quae utilissime efficacissimeque ad hoc a sanctissimis viris scripta esse judicaret generalis, adjunctis sibi aliquot viris piis et doctis sui ordinis.

Quo fundamento jacto, sese dederent illis discendis, quae scire deberent ad lucrifaciendas animas. Sed tamen quotidie etiam aliquid temporis darent studio pietatis ad alendas et augendas flammas charitatis conceptas illis duobus aut tribus mensibus. Item ordinari posset, ut statis anni temporibus aliquot diebus sese totos dedant studio pietatis, praesertim ante Nativitatem Domini et Pascha; et ut singulis septimanis habeatur semel aut bis concio aliqua efficacissima ad excitandas et augendas flammas illas charitatis Dei et proximi, zelum salutis animarum, timorem Dei, odium peccati, et contemptum mundi, et patientiam incommodorum, et hujus mundi tolerantiam, itemque profundam humilitatem fovenda et augenda. Sicque non tantum duobus aut tribus mensibus, sed et quadantenus toto tempore, quo essent in seminario, in illis exercerentur non parum, ut etiam dixi in meo scripto, parte I, cap. 10, quod est de praeparatione animi. Quibus accederet consideratio illius sanctissimi propositi et instituti, quod amplexi essent, et qua intelligerent fortiter utilissimeque gesta esse



a suis fratribus jam missis in vineam Domini. Itaque plane existimo his mediis et aliis, quae a generalibus ordinum, adjunctis aliquot viris piis et doctis institui possent, obtineri posse, ut plurimi ex illis operariis eo tempore, quo in seminario agerent, Deo juvante, reddantur ardentissimi charitate Dei et proximi, et zelo salutis animarum, et vitae emendatissimae valdeque exemplaris. Quid! quod illae charitatis flammae haud dubie non parum crescerent, quum jam essent occupati in opere Domini. Annotavi et alia nonnulla, quae videntur non parum juvare posse ad finem illum consequendum, quae libentissime communicabo, si placuerit Sanctitàti Suae seminaria illa instituere. Sed non omnia potuerunt dici in ipso scripto.

Ad octavum.

Non videtur esse metuendum, ne illud quartum votum efficiat, ut hacc seminaria in alium ordinem degenerent ab eo distinctum, unde desumpti essent. Primo, quia sicubi certe in his seminariis vigeret charitas, humilitas et obedientia; secundo, quia posset sanctissimus Dominus Noster in illorum seminariorum erectione bona aliqua ratione cavere, ne tale quid eveniat. Tum autem eadem ratione non debuissent Summi Pontifices permittere, ut instituerctur ordo Cluniacensis, ordo Cisterciensis, et conventus Capucinorum, et conventus Minoritarum reformatorum seu Recollectorum, et congregatio novorum Bernardinorum; qui ordines et congregationes fuerunt Ecclesiae perutiles. Et tamen adferrent haec seminaria fructus longe majores. Quid! quod recepti in haec seminaria, excepto uno illo quarto voto, nihil differrent a reliquis sui ordinis. Non videtur etiam reformidandum, ne homines hujus instituti se appellent distinctis nominibus a reliquis, puta Dominicanos

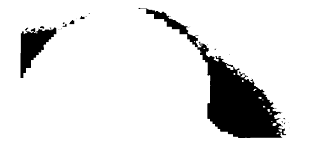
reformatos, propter duas primas causas paulo ante dictas. Et cum in Societate Jesu multo majus discrimen sit inter professos solemniter et non solemniter professos, videmus tamen non sequi illud incommodum. Tum autem, etiamsi illud sequeretur, quid in ea re esset tantum incommodi, cum videamus in ordine Minorum de observantia esse non paucos conventus religiosorum, qui vivunt multo emendatius quam ceteri, et alicubi vocantur reformati, alicubi Recollecti? Itemque in ordine sancti Dominici. An illud tantillum incommodum tanti momenti esse debet, ut averti debeat sanctissimus Dominus Noster ab instituendis illis excellentibus seminariis, quae tantopere promoverent honorem Dei et salutem innumerabilium pene animarum, et ordines ipsos mirum in modum excitarent ad studium vitae sanctae et gnaviter faciendum officium?

Ad nonum.

Huic articulo satisfactum est per ea, quae dixi ad articulum secundum.

Ad decimum.

Videtur initio, puta primis duobus aut tribus annis, posse ipsos in eodem seminario institui, sic tamen ut sint quasi diversae classes, et qui uni officio destinarentur, ut conversioni infidelium, in una parte conventus habitent, et in ea cum suis praeceptoribus ordinarie conversentur ad commodius discendas res et linguas, quas discere deberent. Sed, aucto seminariorum et operariorum numero, expediret eos, qui destinarentur conversioni infidelium, habere peculiare seminarium, vel etiam illos, qui destinarentur conversioni mahumetanorum, habere seminarium proprium,



sive Romae, sive Bononiae, sive alibi; eos autem, qui destinarentur conversioni infidelium Indiae Orientalis, Chinae, Tartariae, in Lusitania; illos, qui destinarentur conversioni infidelium novi orbis christiani, Salmanticae vel Compluti; illos vero, qui destinarentur conversioni haereticorum Germaniae, Daniae, Norwegiae, Sueciae, Helvetiae, in altera universitatum Belgii, vel Coloniae. Sed tamen perutile esset multis de causis in omnibus illis seminariis semper adjungi non paucos operarios quintae partis, nempe qui destinarentur promovendae saluti animarum in provinciis catholicis orbis christiani, ut etiam dixi in appendice, cap. I, versiculo *Neque vero,* et plenius sub finem appendicis; secundum quam rationem singula illa seminaria constarent duabus partibus.

Ad undecimum.

Ut in omnes illos fines, de quibus agit meum scriptum, primo quoque tempore incumbatur, incredibiliter expedit, utque ita fiat (si quo modo fieri possit) omnino postulat charitas, quam debemus animabus proximorum propter Deum; nam si possint brevi haberi satis multi boni operarii, qui distributi in illa omnia incumbant, cur non primo quoque tempore in omnes illos fines incumbatur, cum ex dilatione peritura sint multa millia atque adeo multa centena millia animarum, quae alioqui, Deo juvante, servari potuissent, et vel singulae animae tam sint pretiosae in conspectu Domini. Et vero videtur sanctissimum Dominum Nostrum ex debito sui officii pastoris non tantum Ecclesiae catholicae sed et orbis universi, et vicarii Christi, ad hoc teneri, ut diligenter et graviter monet sanctus Bernardus initio libri tertii *De Consideratione ad Eugenium Papam.* Atqui, si placuerit Suae Sanctitati instituere illa

excellentia seminaria, plane videtur fore, ut brevi habeantur permulti atque adeo satis multi boni operarii ad incumbendum diligenter magnoque successu in omnes illos fines.

Ad duodecimum.

Imo vero vehementer expedit aliquot operarios in hoc peculiariter praeparari, ut incumbant in conversionem judaeorum, quamvis paucos comparatione eorum, qui destinarentur conversioni gentium; quia omnino expedit eos, qui huic functioni destinarentur, esse linguae hebraicae peritissimos et exercitatissimos in prophetis et reliquo veteri Testamento, et in illis, quae solidissime efficacissimeque scripta sunt contra judaeos, tum ab Apostolis ipsis et veteribus, ut Justino martyre *Contra Tryphonem*, Tertulliano, Cypriano, Eusebio in libris *De demonstratione evangelica*, et aliis, tum ab illis, qui ab annis quadringentis aut quingentis ex circumcisione ad fidem christianam conversi erudite judaismum confutarunt, et a nonnullis aliis doctissimis christianis. Cum quibus operariis nullo modo conferri possent, qui hodie interdum tentant conversionem aliquorum judaeorum, qui et sunt omnino paucissimi et multo pauciores, quam oportet, cum permulta sint judaeorum millia vel etiam centena millia, tam in imperio Turcico quam in aliis partibus orientis. Possent tamen, qui ad conversionem judaeorum mitterentur in orientem, etiam quadantenus incumbere in conversionem gentium, vel haereticorum et schismaticorum illius tractus. Et qui in Europa destinarentur eidem functioni, possent etiam incumbere in emendationem vitae catholicorum valde utiliter concionando et confessiones audiendo, ita tamen ut praecipuum eorum studium sit incumbere in conversionem judaeorum. Similiter et qui mitterentur ad

conversionem haereticorum et schismaticorum habitantium in oriente inter infideles, possent etiam quadantenus ibidem incumbere in conversionem infidelium vel judaeorum, praesertim, qui essent magni et capacis ingenii.

Ad decimum tertium et decimum quartum.

Quamvis hodie multi sint concionatores et confessarii et multae novae piae congregationes et aliqui ordines novi, per quos promovetur honor Dei et salus animarum, si quis tamen diligenter consideret praesentem statum orbis christiani, animadvertet eum etiam nunc esse miserrimum et quotannis perire innumerabiles pene animas ex clero et populo catholico propter vitae impuritatem, et injustitiam, et innumerabilia peccata mortalia, quae quotidie passim committuntur, quorum peccatores ipsi ante mortem non consequuntur remissionem propter defectum contritionis, quae sacramenti poenitentiae propria praecipuaque pars est, et reliquarum partium veluti basis ac fundamentum, vel saltem attritionis talis, qualem necessariam esse docet concilium Tridentinum, sess. XIV, cap. 4, itemque defectum diligentis examinis conscientiae ante confessionem, ut etiam inculcant et vehementer deplorant doctissimi sanctissimique viri et in casibus conscientiae valde exercitati, dominus Petrus a Soto in additionibus ad *Methodum confessionis*, ac pater Ludovicus Granatensis initio secundae partis sui *Memorialis vitae christianae*. Atque adeo qui diligenter hanc rem consideraverit, animadvertet tantam esse impuritatem vitae longe majoris partis cleri et populi christiani catholici, ut res sit horrenda; quin etiam summopere metuendum esse, ne Dominus Deus tam multis iisque enormibus peccatis mortalibus offensus patiatur nos venire in potestatem Turcarum, vel haereticorum, vel par-

tim Turcarum, partim haereticorum, sicque rempublicam amittere, nisi perbrevi sequatur longe alia vitae emendatio. Debentque nos terrere, quae ex libris *Judicum et Regum* scimus olim evenisse populo Hebraeorum (qui tamen non acceperant tanta beneficia a Deo quanta nos Christiani), et quae tempore gratiae, imperante Honorio et deinde Valentiniano II, et tempore Heraclii, exorta impietate Mahumeti et regno Saracenorum, videmus evenisse nobilissimis provinciis orbis christiani, Italiae, Galliae, Hispaniae, Britanniae, Aegypto et Africae, quamvis tum temporis essent catholicae, et earum peccata verisimiliter non essent plura vel majora, quam sunt hodie provinciarum catholicarum orbis christiani, vel etiam erant minora et pauciora. Eoque majus est periculum extremae illius miseriae, quia habemus jam nobis proximum Turcam, hostem potentissimum et vere formidabilem, quique totus est in re disciplinaque militari exercenda, et persuasum habet religionem suam armis propagandam esse. Ita ut, nisi Dominus Deus nos miraculose vel gratia extraordinaria conservet, summum sit periculum, ne paulo, postquam pacem habuerit vel longas inducias cum rege Persarum, bonam partem orbis christiani occupet (quod sane dignissimum est consideratione). Et tamen ita vivit longe major pars cleri et populi catholici, ut simus indignissimi illa gratia extraordinaria.

Neque ad assequendum insignem emendationem vitae cleri et populi tantum opus est diligenti executione canonum et restitutione veteris disciplinae (quod tamen ut fiat, quemadmodum studiose elaborandum est, ita obtinere est difficillimum, non magis accenso in plurimorum praelatorum animis illo igne, quem venit Christus Dominus mittere in terram); sed opus est etiam permultis bonis concionatoribus et confessariis potentibus opere et sermone, ut dicit

Innocentius III in concilio generali, qui valde utiliter concionentur et confessiones audiant, ut, Deo juvante, homines adducant ad veram poenitentiam, seriamque vitae emendationem; sintque episcopis et rectoribus ecclesiarum parochialium magno adjumento. Porro quinta pars illorum excellentium seminariorum, de qua egi in appendice, cap. I, daret permultos tales concionatores et confessarios, inter quos verisimiliter ante quinque aut sex annos essent aliquot excellentissimi, et qui facerent fructum longe maximum concionando multis in locis exemplo sancti Vincentii Dominicani, sancti Bernardini Franciscani ordinis Minorum. Et vero praeparatio et missio operariorum reliquorum partium cujusque seminarii, qui magna charitate et zelo salutis animarum inflammati mitterenter ad magis ardua magisque periculosa, vel etiam cum vitae periculo conjuncta, vehementer etiam clerum et populum commoverent et ad vitam longe emendatiorem potenter incitarent.

Ad decimum quintum.

Non volo, reliquis omissis, in conversionem infidelium, sed uno eodemque tempore magno studio incumbi in illud et in conversionem haereticorum orbis christiani, seriamque emendationem vitae cleri et populi catholici, ut apertissime dixi in meo scripto, parte I, cap. 20, et parte II, cap. 12, et in cap. I appendicis. Possentque illa omnia commode eodem tempore fieri, si placeret Suae Sanctitati instituere illa excellentia seminaria, de quibus egi; suppeditarent enim satis multos operarios valde idoneos ad illa omnia uno eodemque tempore praestanda.

Ad decimum sextum.

Imo vero per haec seminaria plurimum profici posset in conversionem haereticorum orbis christiani, idque non tantum in illis provinciis, quarum princeps vel magistratus sunt catholici, sed etiam illis in regnis et provinciis, quarum principes et magistratus sunt haeretici. Primum, quia mitti possent aliqui insignes operarii, in controversiis egregie exercitati vitaeque valde emendatae, ad universitates haereticas Germaniae, Daniae, Helvetiae; qui eo missi, dissimulato suo habitu et proposito, illic aliquandiu versantes, aliquot juvenes studiosos vel etiam viros doctos, atque adeo professores aliquos ad fidem orthodoxam, Deo juvante, adducerent vel reducerent; quorum auxilio deinde et alios aliquot lucrifacerent. Ex quibus etiam nonnulli verisimiliter sese dederent in unum illorum seminariorum. Ad illud autem praestandum in universitatibus haereticis, non alterius linguae cognitio necessaria est quam latinae. Secundo, quia nonnulli religiosi illorum seminariorum, qui adhuc essent aetate apta ad discendas linguas (praesertim Belgae, Lotharingi, Leodienses vel Galli) possent linguam germanicam, danicam vel suecicam addiscere in seminario; nihilo enim difficilius eam addiscerent, quam mittendi ad conversionem infidelium linguam arabicam, turcicam vel indicam. Non obstat, quod eam linguam non exacte loquerentur; sufficeret enim posse loqui mediocriter, et sic ut intelligantur; cum videamus Apostolos ipsos, qui donum linguarum acceperant ad mensuram necessitatis eam cognitionem accepisse, ut etiam tradit beatus Thomas, 2ª 2ªᵉ, q. IX, et de lingua graeca satis constat ex epistolis beati Pauli et aliis libris novi Testamenti lingua graeca scriptis. Sicque olim fecerunt sanctus Columbanus et sanctus Chylianus Hiberni, et sanctus Amandus, qui ex

Aquitania venit in Flandriam ad conversionem Gandensium et aliorum Flandrorum utentium lingua teutonica. Item sanctus Maynardus, apostolus Livonum, et alii multi, et reverendus pater Fransciscus Xavier, aliique nonnulli patres Societatis et aliorum ordinum in utraque India. Tertio, quia haud dubie aliqui Germani catholici in collegio germanico Romae et alibi a patribus Societatis instituti et alii nonnulli zelo salutis animarum juvandique Germaniam, patriam suam, incensi, sese dederent in unum illorum seminariorum; quemadmodum plurimi Angli se dediderunt in seminaria anglicana, ut bene instituti et praeparati mitterentur in Angliam, quamvis illud fieri non posset sine magno vitae periculo; ubi et fructum maximum eos fecisse constat. Quarto, quia, licet non sint multi religiosi ordinum mendicantium in Germania, sunt tamen aliqui in Bavaria, dioecesi Coloniensi, Moguntina et Trevcrensi, et in aliis provinciis et oppidis Germaniae habentibus principem vel magistratum catholicum; verisimile est etiam esse in Germania vel alibi aliquos religiosos danos et suecicos, quamvis omnino paucissimos. Et vero a plurimis in Dania et Suecia intelligitur lingua germanica. Et sunt etiam aliqui Belgae ex ordinibus mendicantium, qui linguam germanicam bene tenent. Quod autem attinet ad operarios necessarios ad multum proficiendum in Anglia, Scotia, Hibernia, seminaria anglicana videntur huic necessitati sufficere posse. Quin etiam verisimillimum est non paucos Anglos, bene doctos et in controversiis bene institutos, aetatis aptae ad discendam aliquam linguam peregrinam, itemque Scotos et Hibernos sese dedituros esse in unum illorum excellentium seminariorum. Et vero, ut ad conversionem haereticorum Germaniae, Daniae, Sueciae, Poloniae, Helvetiae, brevi habeantur plures boni operarii, qui eorum linguam tenent, possent etiam illis adjungi

aliqui sacerdotes saeculares, vel etiam alii clerici sacris ordinibus initiati, docti et pii magnique zeli, qui non recusarent, postquam bene praeparati essent, in idem sanctum opus incumbere, ut etiam dixi supra ad art. 2; et prope seminarium habitantes atque sub uno praeside seu praefecto viventes in ipso seminario cum religiosis illi functioni destinatis praeparari et institui possent, vel seorsum, si hoc Suae Sanctitati videretur magis expedire.

Ad decimum septimum.

Non obstante eo, quod dicitur in hoc articulo, etiamnum judico multum profici posse apud haereticos et schismaticos orientis per aliquot insignes operarios, quos darent illa excellentia seminaria; quia eo missi non deberent agere cum vulgo et populo, sed cum aliquibus viris doctis, haereticis tamen vel schismaticis, qui apud patriarcham, vel episcopum aliquem, vel alios viros primarios magnae essent existimationis, ipsisque, Deo juvante, errorem suum evidenter ostendere. Sic enim tandem perveniri posset ad ipsum patriarcham, vel principem, vel proceres, multique etiam alii eorum conversione moverentur. Quod etiam intelligi potest ex eo, quod ante ducentos et sexaginta annos egit in Armenia insignis vir pater Bartholomaeus Bononiensis, Dominicanus. Idque facere eo magis expediret, quia multis experimentis compertum est viros doctos haeresi infectos facilius adduci vel reduci ad fidem orthodoxam, utque errorem suum agnoscant, quam imperitos, qui convicti plerumque dicunt se quidem respondere non posse, sed magistros suos bene responsuros esse. Itaque videmus Georgium Wicelium, Fredericum Staphylum, Franciscum Balduinum et alios viros doctos, itemque quosdam ministros seu praedicantes sectae lutheranae vel cal-



vinianae in viam rediisse ac deinde fortiter calvinistas et lutheranos scriptis suis oppugnasse. Non obstat, quod in eodem articulo subjicitur potuis tentandam esse legationibus pontificiis apud patriarchas et principes haereticos vel schismaticos eorum conversionem, cum videamus, quam parum hactenus ea ratione profectum fuerit; atque adeo videamus, quod, cum in concilio Lugdunensi habito sub Gregorio X ad unionem cum Ecclesia Romana rediissent patriarcha et imperator Constantinopolitani, clerus tamen et populus imperii Constantinopolitani sequi noluit eorum exemplum, neque eorum factum ratum habuit; quin imo imperatorem Michaëlem Paleologum fuisse ob eam causam suis adeo exosum, ut sepultura ecclesiastica caruerit, et similiter videmus, quid evenerit post concilium Florentinum.

Ad decimum octavum.

Etiamnum pro compertissimo habeo anno uno, vel ad summum sesquianno posse comparari mediocrem cognitionem alicujus linguae peregrinae in illis seminariis, non tantum ut operarii bene legant et intelligant, sed et scribant et loquantur mediocriter, si habuerint magistros idoneos et aliquot homines illius linguae bene peritos, cum quibus colloquantur, ac via et methodo in illa instituantur et exerceantur, de quibus brevissime.

Ici finit le manuscrit. Le dernier feuillet de la Réponse *de Vendville a été perdu.*



NOTICE SUR LA VIE ET LES ŒUVRES

DE

M. LÉONARD DECONINCK,

ANCIEN OFFICIAL DU DIOCÈSE DE TOURNAI,

par J. VOS, Membre titulaire.



Léonard Deconinck n'est mort que depuis un siècle, néanmoins on le prendrait facilement pour un personnage des temps antiques, tant est grande l'obscurité qui règne sur le lieu et la date de sa naissance. On peut seulement conjecturer qu'il naquit dans la châtellenie de Lille, vers la fin du XVII[e] siècle.

Deconinck s'appliqua de bonne heure aux études sérieuses et surtout à celles du droit civil et canonique et de la théologie. Ses succès en ces sciences furent tels, qu'il obtint le grade de licencié en l'un et l'autre droit. Plus tard, il devint aussi docteur en théologie.

A l'exemple des vrais savants, Deconinck avait soin de consigner dans des registres les pensées les plus frappantes des auteurs dont il lisait les œuvres ; il faisait même souvent de ces ouvrages un résumé accompagné de notes ou de réflexions fort judicieuses. Un de ces registres, le 27[me] de la collection, écrit en 1703, est parvenu jusqu'à nous.

Il renferme des extraits de plusieurs ouvrages historiques ou juridiques, comme nous le dirons ci-après. Ce registre appartient aujourd'hui à la bibliothèque de l'église cathédrale de Tournai.

Les doctrines, dites gallicanes, nées au concile de Constance sous l'inspiration de Gerson, avaient grandi à l'ombre du pouvoir civil. Elles prirent une forme précise, sous la plume de Bossuet, lorsque furent rédigés les quatre articles de la déclaration du clergé de France en 1682. Cette déclaration vivement combattue par les uns, fut adoptée, enseignée par d'autres. Léonard Deconinck eut le malheur de compter parmi ses maîtres des hommes imbus de ces doctrines subversives de l'autorité de l'Église. Il sut néanmoins, dans ses actes comme dans son langage, éviter les conséquences extrêmes devant lesquelles ne reculèrent point d'autres savants, d'ailleurs recommandables par leur science comme par leurs vertus. Deconinck fut un gallican fort mitigé et quelquefois même, oubliant les principes si en vogue de son temps, il se constitua intrépidement le défenseur des droits du Siége apostolique.

A peine élevé au sacerdoce, Léonard Deconinck attira les regards de l'évêque de Tournai, René-François de Beauveau. Ce prélat le nomma, le 30 novembre 1708, vice-gérant de l'officialité, et, le 10 décembre suivant, curé de la paroisse de Saint-Jacques, à Tournai. Quoique vice-gérant, Deconinck était le juge ordinaire de tout le diocèse de Tournai, et exerçait les fonctions d'official; mais il n'en portait point le titre, parce que, comme il nous l'apprend lui-même, « les chapitres n'aiment point de voir des officiaux qui ne sont point de leurs corps. En effet le chapitre de l'église cathédrale fait avec son prélat le sénat de l'église particulière d'un diocèse, et il convient fort que l'officialité, le vicariat et tout emploi du gouvernement ecclésiastique

soient confiés aux membres de ce sénat (1). » Il fut pourvu d'un canonicat le 19 mai 1717. Quelques jours après, il reçut le titre d'official; enfin, plus tard, il fut promu à la dignité d'archidiacre et de vicaire-général (2).

Deconinck exerça aussi dans le chapitre de Tournai les fonctions de chanoine hôtelier. Comme tel, il devint seigneur de la terre de la Vacquerie (3), à Velaines, intendant-général de l'hôpital de Tournai, et directeur des religieuses qui le desservaient. A cause de son zèle à procurer la prospérité de cette maison, on conserva, après sa mort, son portrait qui se voit encore aujourd'hui dans la grande salle de l'hopital Notre-Dame.

Quelques mois après sa nomination à la charge de vice-gérant de l'officialité de Tournai, Deconinck put déjà donner des preuves de cette fermeté qu'il déploya pendant toute sa longue carrière de juge ecclésiastique. En 1709, l'armée des alliés, commandée par le prince Eugène, s'empara de Tournai. L'évêque de Beauveau, attaché au roi Louis XIV, résolut de ne point prêter serment à un prince étranger. Aussi s'empressa-t-il de quitter la ville après avoir confié à ses grands vicaires l'administration du diocèse. Les États-Généraux profitèrent de l'absence du prélat pour déclarer l'évêché en régale, et voulurent saisir ses biens et disposer des bénéfices vacants (4). Ils prétendirent même

---

(1) Dans son *Official flamand*, ouvrage manuscrit dont nous donnons plus loin l'analyse.

(2) Voir P. Pruvost, S. J., *Histoire de Watrelos*, p. 231, note.

(3) *Bulletins de la Société historique et littéraire*, tome VII, p. 154, tome XIII, p. 222 et 261.

(4) Le Maistre d'Anstaing, *Recherches sur l'histoire et l'architecture de l'église cathédrale de Tournai*, tome II, p. 130.

détourner à leur profit le droit de seel de l'officialité, quoique les rois de France eussent toujours cru qu'il n'était pas permis d'y toucher, pas même en vertu du droit de régale. Deconinck prouva aux États-Généraux que ce revenu du seel n'appartenait nullement à l'évêque, mais à l'officialité et à la judicature de la cour spirituelle, qui ne cessait de rendre la justice, même pendant la vacance du siége et l'absence des évêques. Les États-Généraux se rendirent à ces observations et ne poussèrent pas plus loin leurs prétentions au sujet des revenus de l'officialité, quoiqu'ils continuassent à confisquer les biens de l'évêché jusqu'à la cession volontaire de l'évêque de Beauveau et la nomination du prince de Lowenstein. Après la mort de ce dernier, en 1731, les ministres de l'empereur Charles VI voulurent aussi, en vertu du même droit de régale, confisquer les revenus du seel. Notre official fit les mêmes représentations qui produisirent les mêmes résultats (1).

Deconinck n'était pas moins zélé à lutter contre la puissance séculière lorsqu'elle voulait empiéter sur les droits de l'autorité ecclésiastique diocésaine. Quelques baillis de village prétendaient avoir le droit de connaître privativement les scandales provenant de certains crimes honteux, sous le prétexte que leurs seigneurs temporels étaient de maison distinguée et partant devaient jouir du droit de senne auquel ils croyaient que leurs prétentions étaient attachées. Deconinck montra clairement que ce droit de senne n'accordait à ces seigneurs ou à leurs baillis que la faculté d'assister aux synodes diocésains, comme les souverains assistaient autrefois par leurs ambassadeurs aux conciles généraux. Ces baillis n'osèrent insister davantage et

(1) *Official flamand*, p. 81.

cessèrent d'inquiéter notre official dans l'exercice de sa juridiction (1).

Par suite des guerres qui désolèrent souvent notre province au commencement du XVIII[e] siècle, la ville de Tournai appartint tantôt à la France, tantôt à l'Autriche. Ces deux puissances se partagèrent aussi le Tournésis et la Flandre. Néanmoins comme la bonne discipline demande qu'un même chef et un même esprit dirige un diocèse, le roi Louis XIV et l'empereur Charles VI permirent à l'official de Tournai d'agir dans tout le diocèse comme s'il fût tout entier sous la domination de celui qui occupait la ville épiscopale. Deux curés, appelant de la constitution *Unigenitus* refusèrent un jour de reconnaître cette convention dans l'espoir d'éviter le jugement de Deconinck ; ils prétextèrent donc son incompétence, parce qu'il n'était point regnicole, et se pourvurent par la voie de recours au prince. L'official de Tournai n'opposa rien autre que la convention faite entre les maisons de France et d'Autriche, et les deux curés furent renvoyés avec dépens (2).

Dans l'exercice de ses fonctions, Deconinck était le type du juge intègre et incorruptible. Il s'est peint au naturel, lorsque, dans son traité de l'*Official flamand*, il retrace les qualités que doit avoir le juge ecclésiastique.... « Il faut que l'official connaisse les règles de la justice et du droit pour s'acquitter bien de son employ, qui est important, puisqu'il ne s'agit point de donner seulement des avis, mais même des sentences décisives où l'ignorance de ce que l'on doit sçavoir n'excuse personne, et qui, dans un official, causeroit des domages et des frais aux parties, que l'on ne repareroit

(1) *Official flamand*, p. 163.
(2) *Ibid*, p. 193.

point aisément ; cette ignorance apporteroit aussi des longueurs préjudiciables aux plaideurs, parce que l'official qui ne sçait point assez ce qu'il convient d'ordonner, tient les causes en avis à la fin des comparutions, pour trouver le temps d'apprendre de ceux qu'il consulte.... au lieu que lorsqu'il sçait ce qui est de droit dans les circonstances où la cause à régler se trouve, il l'ordonne aussitôt, ce qui abrège la procédure, et délivre les plaideurs des frais de consulte.... »

« L'official doit surtout être bien instruit de l'étendue et des bornes de sa juridiction.... Il doit aussi n'oublier jamais que sa charge demande particulièrement qu'il employe ses lumières, et ses talens à réconcilier les cœurs aigris par les procédures, et les engager à s'accommoder sur leurs différends... » Il faut de plus qu'il soit incorruptible, qu'il soit ennemi de tout gain sordide et qu'il n'accepte jamais rien de la part des plaideurs en présent, qu'il soit inébranlable en matière criminelle à une fausse pitié, mais il doit rechercher en toute chose le bien solide de ceux qu'il doit corriger, conformément à ce que dit l'Écriture : *Noli fieri judex nisi virtute valeas irrumpere iniquitates* (1).

Écoutons encore les conseils que, dans le même traité, il donne aux officiaux qui pourront lui succéder. « L'official, dit-il, doit empêcher autant qu'il le peut les frais et longueurs des procédures; et pour cela arrêter les avocats dans les longues verbalités et discours inutiles, qu'ils font quelques fois après les confrontations qui ne font rien à la cause; c'est la preuve qui doit l'établir.

« Les hommes d'aujourd'hui préfèrant souvent leurs intérests à la vérité ne peuvent être crus dans leurs préten-

---

(1) V. *Official flamand*, pp. 29-33.

tions sur leur parole.... et les juges mêmes à qui l'on s'addresse pour posséder ce que l'on prétend, quelque honneur que l'on ait, quelque dignité dont on soit revêtu, quelque rang que l'on tienne dans la république, et quelque probité reconnue que l'on ait de réputation, l'on n'en obtient rien sans preuve.

Il faut faire attention néantmoins qu'il est des preuves qui ne sont point toujours frappantes, et que l'on ne tire que par raisonnement des faits avoués tacitement, et des actes desquels un homme entendu tire conclusion favorable qui établit son bon droit, et dont, par défaut d'attention, l'on ne connoit point toute la force; il ne faut point employer d'autre preuve dans ces cas et le juge qui l'ordonneroit et l'avocat qui l'offriroit pour son client, auroient tort de causer des frais à ce dernier, et en seroient responsables..... » (1)

Lorsque les avocats n'observaient pas les *formalités* requises dans les procès instruits par devant le juge ecclésiastique ou négligeaient de produire certaines pièces en faveur de leurs clients, Deconinck savait détourner du malheureux plaideur les dangers qu'il eût couru par la maladresse de son défenseur. Il raconte dans le traité que nous avons déjà plusieurs fois cité un fait particulier qui lui arriva au commencement de sa judicature.

« Une jeune dame d'une ville de ce diocèse, s'étant adressée à nous par requête sans certificats joints, n'avoit obtenu que préfixion de jour de comparution, sans sterapart, et elle comparut au jour suivant, assistée d'un procureur seulement de ces petits maîtres, qui veulent faire les avocats, et n'aiment point d'en avoir avec eux. Le mary

(1) V. *Official flamand*, p. 301.

assigné étoit un ancien gentilhomme accompagné d'un habile avocat et conseiller de la ville. Il souffrit que son épouse fut de nous entendue sous serment *in secretis,* selon notre stil, sur les griefs qu'elle avoit à alléguer à sa charge; ils étoient grands et suffisans en les supposant vrais pour emporter jugement en sa faveur; ils étoient soutenus de la religion du serment, d'une vie pieuse et irréprochable dans la produisante, d'un air ingénu de sincérité et d'une alarme qui sembloit naturelle, au ton de voix de son mary qui, en aïant ouï la lecture, se fâcha contre elle, nia hautement le tout, et conclut à son tour qu'elle luy fut remise, attendu qu'elle ne pouvoit nier qu'il ne fût son mary, et qu'elle n'avoit aucun sterapart à produire qui l'autorisât à le quitter, s'appuïant sur la loix : *Spoliatus ante omnia restituendus.* La dame s'effraïa alors tout de nouveau, et fut si pénétrée de la crainte d'être rendue à son mary, qu'elle se jeta à mes pieds baignée de larmes, me priant de la faire jetter dans le feu qui étoit là, plutôt que de la remettre à son époux.

» Son conseil néantmoins ne dit rien de bon contre la loi et la raison alléguée par l'adverse partie, mais aïant fait réflection sur la grièveté des faits et des violences, qu'elle avoit affirmés dans l'audition *in secretis*, qui mettoient continuellement sa vie en danger, s'ils étoient vrais; dans cette circonstance, je luy accorday vingt-quatre heures de sterapart provisionnel pour me faire endéans ce temps une preuve sommaire des sévices par elle allégués et suffisants pour autoriser l'octroy d'un plus long sterapart.

» Le mary et son conseil parurent étonnés de n'avoir point obtenu leur fin de non-recevoir, et le conseil de la dame s'en applaudit. Mais je détrompay l'un et l'autre, en faisant voir au conseil de la dame qu'il n'avoit rien dit de bon, et l'avocat de l'assigné par un discours que je luy

ay fait *ad hominem :* « Vous êtes conseiller de ville, luy dis-je; si un enfant tout alarmé et paroissant d'effroy hors de luy-même, venoit à l'hôtel de ville vous dire : Sauvez-moy, Messieurs, sauvez-moy la vie; mon père a voulu me jetter dans le puits ; il me suit et court pour me prendre, et m'y jetter de nouveau; si, un moment après, ce père venant près de vous et niant le fait, redemandoit cet enfant, alléguant pour cela qu'il est à luy comme son fils, le renderiez-vous au moment à ce père? Non, sans doute, vous voudriez avant cela examiner le fait, parce que vous crainderiez, le rendant aussitôt, que l'on vint vous dire, un quart d'heure après, que ce père a jetté son enfant dans le puits; vous vous diriez sans doute : ce père ne souffrira point grand domage d'être privé de son fils durant quelques heures, comme un homme qui auroit semblé vouloir se tuer de son épée, ne souffriroit guère d'en être privé durant un jour, pour s'assurer de ce qui s'est passé. Le mary et son conseil fut content de mon ordonnance, et faisant réflection sur le tout, ils y ont acquiescé (1). »

Ce seul trait nous fait voir comment Deconinck savait concilier dans ses jugements la charité et la justice. En lui se sont réalisées ces paroles du Psalmiste : « La paix et la justice se sont embrassées. » Il fallait pour cela une grande prudence. Aussi cette vertu brillait-elle du plus vif éclat dans Deconinck. Elle apparaît à chaque page du traité qu'il écrivit pour l'usage des officiaux, ses successeurs. Citons-en un seul exemple. Une cause des plus délicates que puisse juger un official, est celle d'un enfant mineur, résolu de se marier, qui réclame contre l'opposition que lui font ses parents. Il est nécessaire dans ce cas de ne pas exposer

---

(1) *Official flamand*, p. 288.

l'enfant à manquer de respect aux auteurs de ses jours, tout en maintenant le droit qu'il a de s'établir convenablement dans le monde lorsqu'il est en âge de le faire, et qu'il se présente une occasion favorable. Deconinck commence par sauvegarder les droits des parents. « Lorsqu'il s'agit, dit-il, du consentement d'un père pour le mariage de son enfant mineur d'ans, il n'est point de l'ordre de mettre en dispute un enfant vis-à-vis de son père ou de sa mère. C'est pourquoi on les entend séparément, l'un sur les causes de son refus, et l'autre sur les raisons qui peuvent justifier sa demande contraire au vouloir de son père, de sa mère, ou de son tuteur; on ne les entend point ensemble, à moins que le juge ne le trouve nécessaire pour éclaircir la contradiction de leurs allégués. »

Un intérêt sordide, le désir de conserver intacts leurs biens, afin d'en jouir plus à leur aise, était souvent le motif de la résistance des parents. Ce vice, que l'on rencontre partout, régnait particulièrement dans le Tournésis, où il s'est perpétué jusqu'à nos jours. Deconinck, qui connaissait les mœurs et les vices de ses administrés, attire sur ce point l'attention de ses successeurs. « L'attention du juge est surtout nécessaire, lorsque le père ou la mère, refusant leur consentement, sont passés dans de secondes noces, parce que la complaisance pour un second époux ou épouse et l'intérêt ordinaire qui se trouve alors dans la nécessité de fournir à l'enfant qui se marie, la jouissance des biens appartenans à cet enfant de premier lit, et autre chose à payer, sont souvent la cause de ce refus. »

Enfin, il rappelle le droit et même le devoir qu'a l'enfant d'embrasser l'état pour lequel il se sent une légitime inclination. « Il faut aussi considérer l'âge avancé de l'enfant, qui se trouveroit près de sa majorité, le besoin où il peut être de cet état pour opérer son salut, parce que chacun

a droit de recevoir les sacremens qui luy sont nécessaires ou fort convenables pour vivre chrétiennement et remplir les commandemens de Dieu, lorsqu'il est en âge du besoin et du remède. C'est contre ce droit naturel que Dieu accorde à un chacun, que d'ordonner le contraire; c'est en quoy souvent un père capricieux ne fait point assez d'attention dans ses refus opiniâtres et non fondés (1). »

Telle était la prudence de Deconinck dans l'exercice de sa judicature. Il n'avait pas une moins grande fermeté, comme nous l'avons déjà dit. Il ne craignait pas même de lancer l'excommunication contre le coupable qui ne voulait pas se soumettre à son jugement. C'est ce qu'il fit un jour à l'égard d'un jeune homme qui, après avoir entraîné au mal une fille sous promesse de mariage, la délaissa aussitôt après. La malheureuse s'adressa à nous, dit Deconinck; ils comparurent tous deux, et le garçon avoua de n'avoir aucun sujet de résilier autre que le changement de *volonté;* reconnoissant néantmoins la vérité de son crime, de telle sorte que la demanderesse ayant conclu absolument au mariage, elle fut adjugée en sa conclusion. Le defendeur fut assez opiniâtre pour souffrir le fléau de l'excommunication. Il en revint néantmoins, me rechercha, se soumit à la pénitence que je luy imposai, et, relevé de la censure, il épousa la demanderesse et vécut paisiblement avec elle (2). »

Deconinck exerça les fonctions d'official pendant plus de cinquante ans. Enfin, il mourut octogénaire, le 28 septembre 1761.

---

(1) *Official flamand*, p. 343.
(2) *Ibid.*, p. 259.



Faisons maintenant connaître les œuvres que Deconinck nous a laissées.

Un seul de ses ouvrages a été publié. Il a pour titre : *Réflexions du voyageur éloigné de sa patrie, et touché des dangers qu'il coure de n'y arriver jamais ; où l'on expose les véritables idées qu'un chrétien doit se faire de sa vie pour assurer son salut*, avec cette épigraphe : *Enfans des hommes, jusques à quand aurez-vous le cœur appesanti? pourquoi aimez-vous la vanité, et cherchez-vous le mensonge?* Psalm. 4, v. 3. — Ce livre, imprimé à Lille, chez L. Danel, en 1763, après la mort de Deconinck, comprend xvi-296 pp. in-12, précédées de 8 pp. non cotées pour le titre, le faux-titre et la dédicace, et suivies de 4 pp. également non cotées ponr l'approbation et le privilége du Roi.

Le petit-neveu de l'auteur, dom Joseph, religieux de l'abbaye de Saint-Martin, qui prit soin de faire paraître ce travail, le dédia à Son Excellence le comte de Salm, évêque de Tournai, « pour entrer, ainsi qu'il le dit lui-même, dans les vues de feu son grand-oncle, et comme un hommage de l'oncle et du neveu. »

L'éditeur, dans un avis placé immédiatement après l'épître dédicatoire, nous apprend, en outre, qu'il s'est décidé à faire imprimer ce livre sur le conseil d'un « censeur éclairé, homme respectable, dont les talens, les mérites et les vertus ont formé les degrés du Thrône Épiscopal sur lequel il est monté depuis près d'un an, et qu'il remplit avec tant de dignité. » Nous n'avons pu découvrir à quel prélat l'éditeur fait allusion.

Une nouvelle édition de l'ouvrage de Deconinck, revue

et corrigée par M. de Lautre, chanoine et vicaire-général de Cambrai, parut en cette ville, en 1835, chez Laisne-Daloin, imprimeur. Ce volume, composé de 20 feuilles in-8°, porte l'approbation de Mgr Louis Belmas, évêque de Cambrai. M. Arthur Dinaux l'avait annoncé dans le *Bulletin bibliographique* de la 1re série des *Archives historiques et littéraires du Nord de la France et du Midi de la Belgique,* tome VI de la série.

Dans son travail, Deconinck, proposant aux réflexions du chrétien les grandes vérités religieuses, fait connaître dans une préface la nécessité et les avantages du recueillement et de la méditation. Quant à l'ouvrage, il renferme quatre chapitres divisés en plusieurs réflexions ou méditations, partagées en divers points ou paragraphes.

Dans le premier chapitre, Deconinck traite de l'homme, de l'excellence de son âme, et de ses misères tant spirituelles que corporelles depuis le péché.

Dans le deuxième, il énumère les bienfaits de Dieu envers l'homme, et surtout celui de la Rédemption par les souffrances et la mort de J.-C.

Dans le troisième, il indique les moyens d'éviter le péché. Se souvenant des paroles de l'Écriture : *Memorare novissima, et in æternum non peccabis,* notre auteur consacre plusieurs réflexions à développer les fins dernières.

Mais il ne suffit pas d'éviter le mal, il faut faire le bien. Aussi Deconinck consacre-t-il son dernier chapitre à traiter de la vertu et des moyens de faire des progrès dans la perfection.

Une récapitulation, en forme de prières, de toutes les vérités exposées dans ces quatre chapitres, termine l'ouvrage.



On conçoit facilement qu'il est inutile d'entrer dans de plus grands détails sur ce travail, d'ailleurs purement ascétique. Néanmoins, afin de se former une idée de la manière dont l'auteur traite son sujet, qu'il nous soit permis de résumer ici succinctement sa *réflexion* sur *l'amitié*.

La solitude, dit-il, a ses dégoûts, ses inquiétudes et ses dangers ; il n'appartient qu'aux personnes pénétrées de la divine Sagesse, de vivre toujours avec joie dans une grande retraite... Il en est peu qui puissent se suffire à eux-mêmes et régler toute leur conduite sur leurs propres lumières (1), sans péril de s'égarer ; rien n'est donc plus avantageux qu'un véritable ami. « Quel plaisir est plus touchant, disait S. Augustin, que de s'entretenir ensemble, que de se rendre et recevoir de bons offices, animer l'union des cœurs, et par une même unanimité de sentiments et d'inclinations, fondre, en quelque façon, les âmes, et des deux n'en faire qu'une (2); d'où il arrive (3) que tout devient commun aux amis, les biens et les maux, les joies et les déplaisirs. Saint Ambroise (4) en excepte les secrets, qu'un troisième aurait confiés à l'un des deux... Mais que de qualités sont nécessaires dans un ami. Deconinck énumère ces qualités d'après les Écritures, et en particulier d'après le livre de l'Ecclésiastique. Il requiert de l'ami la fidélité (5), la constance (6), la science (7), la franchise (8), sans aucune flat-

---

(1) Proverbe, c. 3.
(2) S. Aug., lib. 4, *De confess.*, cap. 8.
(3) S. Gregor. Naz., *Ep.* 182.
(4) S. Ambr., *De excessu fratris sui Satyri.*
(5) Ecclés., c. 22.
(6) Prov., c. 17.
(7) Ecclés., c. 6.
(8) Ecclés., c. 25.

terie, le don de conseil (1), et par-dessus tout la crainte du Seigneur (2). Cependant, continue notre auteur, pour que des amis se donnent réciproquement tous les agréments d'une parfaite et généreuse amitié, il faut qu'ils aient reçu du Ciel des âmes tendres et sensibles. » Deconinck cite les exemples de saint Paul et de saint Jean dont la tendresse de l'amitié se manifeste à chaque page de leurs Epîtres. Il rappelle la tendre amitié de saint Ambroise pour son frère Satyre (3), de saint Jérôme pour Héliodore et Rufin (4), de saint Augustin envers un ami qu'il avait perdu dans sa jeunesse (5), de saint Bernard pour son neveu Robert (6). Les payens eux-mêmes ont reconnu qu'un ami fidèle est un grand trésor; quand on demandait à Alexandre où étaient ses richesses, pour réponse il montrait ses amis. Enfin, Deconinck énumère les avantages de l'amitié; elle est pour nous un rempart contre tous les maux de cette vie; elle est un asile assuré, un port de consolation (7), elle nous protége lorsque toute autre ressource nous manque. Ainsi Abraham, par sa valeur, a tiré Loth d'esclavage, lorsqu'il n'osait plus espérer sa liberté (8). Jonathas a sauvé David des piéges inévitables que lui tendait Saül (9). Chusaï a délivré ce même prince du péril de la vie que lui faisait courir Absalon, son fils (10).

---

(1) Ecclés., c. 37.
(2) Ecclés., c. 25.
(3) S. Ambr., *De excessu fratris sui Satyri.*
(4) S. Hieron., *Ep. ad Heliod., Ep.* 12.
(5) S. Aug., *De confess.*, lib. 4.
(6) S. Bernard, *Ep.* 1 *ad Rob.*
(7) S. Greg. Naz., *Orat.* 6.
(8) Gen., c.
(9) Liv. I, des Rois c. 20.
(10) Liv. II, des Rois, c. 17.

On voit que Deconinck s'était nourri de la lecture des saintes Écritures et des plus illustres Pères de l'Eglise. Il aime surtout à citer saint Chrysostome, saint Augustin, saint Bernard. Il fait aussi plusieurs emprunts à saint Ambroise, saint Paulin, saint Jérôme, saint Grégoire-le-Grand, saint Grégoire de Nazianze, saint Laurent-Justinien, Salvien, etc. Parfois il se contente de reproduire le sens des passages de l'Écriture ou des Pères, mais lorsqu'il traduit il le fait fidèlement. Avec les éditions des Pères grecs et latins, publiées dans ces derniers temps, et surtout avec celles de M. Migne, on peut faire aujourd'hui de l'érudition à bon marché, mais autrefois lorsqu'on n'avait souvent entre les mains que des éditions mal coordonnées, c'était un rude labeur que de recueillir les textes des Pères comme l'a fait Deconinck, pendant les courts loisirs que lui laissait sa charge si importante de vicaire-général et d'official.

Deconinck publia lui-même, en 1705, c'est-à-dire dans sa jeunesse, une brochure de 15 pages, sur la prescription en matière de bénéfices et de dignités ecclésiastiques. Il fait mention de cette publication à la fin des notes sur la prescription qu'il nous a laissées dans son manuscrit intitulé : *Miscellanea.*

Ces Miscellanea que je viens de citer, forment le 27me manuscrit d'une collection dont les autres volumes sont perdus. Voici le titre complet de cette collection : *Magna Miscellanea, extracta, notata et registrata per me L. Deconinck, subd. ad propriam solam meam utilitatem memoriaeque subsidium, ad majorem Dei gloriam.* Ce manuscrit renferme des remarques sur la défense de lire les mauvais livres, sur les priviléges d'exemption, des réflexions sur le célibat, des remarques sur les maximes canoniques de M. Dubois, augmentées des notes de M. Simon, des extraits du traité des études monastiques du P. Mabillon, des notes sur la

prescription et sur diverses matières théologiques, canoniques et historiques,des extraits de différents livres, des notes extraites de la préface de M. Levaillant, avocat à Paris, sur un ouvrage intitulé : *Vindiciae ecclesiasticae jurisdictionis contra Fevretum et alios factae à Dudino altaferia* (*de Hauteferre*) *prof. Tolosano. impressae* 1703. Cette date se trouve inscrite en plusieurs endroits du manuscrit. Il y a donc lieu de croire que tous les ouvrages mentionnés plus haut furent lus et résumés par Deconinck en cette même année 1703.

Mais le travail de Deconinck qui mérite surtout notre attention, est un manuscrit in-4° de 363 pages ayant pour titre : *L'Official flamand*. Ce manuscrit était parvenu entre les mains d'un marchand de tabac qui le marqua de son estampile et le destina à être déchiré. Il échappa néanmoins on ne sait comment à la destruction, et fut cédé à un bouquiniste chez qui Mgr Voisin le découvrit et s'empressa de l'acheter. La perte de ce volume eût été fort regrettable, car il nous fait connaître sur la vie de Deconinck des particularités très-intéressantes ; en même temps il nous fournit les plus curieux renseignements sur l'ancienne officialité du diocèse de Tournai au sujet de laquelle nous n'avions jusqu'aujourd'hui aucune donnée bien certaine. Faire connaître la composition du tribunal de l'ancienne officialité du diocèse de Tournai, le style qu'on y employait dans les procédures et l'étendue de la juridiction de l'official, ce sont des questions qui méritent au plus haut degré l'attention des membres de notre Société historique et littéraire. On nous permettra donc, concernant le travail de Deconinck, d'entrer dans certains détails qui seront lus avec plaisir, j'aime à le croire, par tous ceux qui étudient l'histoire ou le droit.

Dans un *avis au lecteur*, l'auteur indique le motif qui l'a

déterminé à entreprendre son travail. « Comme il n'y a, dit-il, ordinairement qu'un official dans chaque diocèse en cesprovinces, peu de personnes croient se disposer à remplir cet emploi et à se rendre propres et capables de le bien exercer, d'autant moins que la commission d'un official finit à la mort de son évêque, dont l'on ignore aussi le successeur, et encore plus celui à qui il conférera la judicature de sa juridiction contentieuse. Il arrive de là assez souvent que le nouvel official n'est pas tout à fait instruit de ce qu'il aura à faire dans son emploi.

D'ailleurs il ne trouve ordinairement que peu de conseil à prendre de ses prédecesseurs en office, y en ayant peu ou point qui vivent, de sorte qu'il est forcé de se guider lui-même dans cette nouvelle carrière.... C'est pourquoi, après avoir vieilli dans un semblable emploi et l'avoir occupé plus de cinquante années, je crois rendre quelque service à mes successeurs officiaux de leur offrir ces remarques, que j'ai faites dans le long exercice de cet emploi. »

Vient ensuite une réflexion préliminaire sur les procès dans laquelle l'auteur montre combien les procès sont opposés à la vertu divine de charité, quoique l'amour des biens terrestres les ait rendus si fréquents, même parmi les chrétiens des premiers siècles. « La charité, dit Deconinck, est l'âme de la religion chrétienne... J.-C. nous a dit que son dessein est de nous unir ensemble comme il est uni à son Père... Les Apôtres ont bien reconnu que les éblouissantes bagatelles de ce monde auraient pu séduire les hommes et altérer la paix entre eux, et pour les garantir de ce malheur, ils ont excité les premiers chrétiens à abandonner leurs biens à la communauté des fidèles,.... Mais cette communion des avantages temporels ne fut point une barrière assez forte pour empêcher l'amour-propre d'exciter des jalousies et des plaintes; il s'en fit en effet, et Dieu

qui sçoit du mal même tirer sa gloire, les a fait servir dans son église naissante à l'établissement des diacres... »

Saint Paul trouva aussi fort à redire que les fidèles eussent des procès entre eux et s'adressassent aux tribunaux pour y demander leurs prétentions... Mais il blâme surtout les chrétiens d'avoir recouru dans leurs différends à des juges gentils.

Ce n'était pas cependant la règle générale. « En effet les brouilleries d'entre les fidèles se portèrent dès le commencement de l'Église à l'arbitrage des évêques et de leurs archidiacres.... La candeur faisoit exposer les prétentions sans détour, et sans forme judiciaire; on terminoit les différends par des compositions toujours agréables aux parties, parce qu'elles étoient justes et ne faisoient rien perdre de l'amitié fraternelle. »

Plus tard quelque pressant que fut le précepte de la charité chrétienne,... les mots froids de mien et tien entrèrent dans le langage des fidèles et la cupidité croissante dans leurs cœurs y refroidit la charité. Les différends devinrent plus fréquents, plus opiniâtres; on employa même quelquefois la surprise et le mensonge; les plus hardis et les plus forts mirent en œuvre les voies de fait,... pour s'approprier ce qu'ils désiroient posséder. — C'est ce qui rendit nécessaire l'établissement des tribunaux.

Quoique l'on ne puisse disconvenir, continue Deconinck, qu'il soit permis aux chrétiens de s'adresser aux juges, pour y obtenir la jouissance paisible et légitime de leurs biens et de leurs droits, ils doivent néanmoins auparavant exposer par eux-mêmes, ou par personnes interposées, leur prétention à celui dont ils ont à se plaindre pour l'engager à réparer sans procès le dommage que l'on croit avoir souffert, et l'on ne doit ouvrir la triste scène d'une procédure

que par une espèce de contrainte sur le refus que l'on fait de se rendre à ce qui est juste.

Enfin quelque injustice que l'on vous ait faite, il ne vous est point permis de blesser en plaidant la charité du prochain qui fait partie du grand et principal commandement de Dieu ».

Après ces réflexions sur les procès que les plaideurs et les juges ne sauraient trop méditer, Deconinck entre en matière. Il divise son traité en trois parties, lesquelles sont subdivisées en sections et quelques-unes de celles-ci en paragraphes.

Dans la première partie, il parle du lieu nécessaire pour administrer la justice et des personnes qui forment une cour ecclésiastique.

Dans la deuxième, il expose l'etendue de la juridiction épiscopale que l'on exerce dans les officialités.

Dans la troisième, il rapporte le style suivi dans les procès qui s'y instruisent.

PREMIÈRE PARTIE. — SECTION PREMIÈRE.

Du lieu nécessaire pour administrer la justice.

L'official du diocèse de Tournai rendait la justice dans le palais épiscopal ordinairement tous les samedis, ou le vendredi si le samedi était un jour de fête. Le local affecté à l'officialité comprenait plusieurs pièces.

1° Le consistoire ou la place où se tenaient les audiences. Cette salle était partagée aux deux tiers de sa longueur par une balustrade de trois ou quatre pieds de hauteur, avec une entrée au milieu fermée par une barre mobile. Dans le fond, au milieu, était placé le siége de l'official

élevé de trois dégrés ; ce siége était assez large pour contenir deux personnes. De chaque côté du siége de l'official était un banc avec pupitre auquel on arrivait en montant deux marches à chaque coin. Le banc de droite était occupé par le vice-gérant, le promoteur et l'avocat fiscal ; celui de gauche, par les avocats de la cour spirituelle. Deux autres bancs semblables et à la même élévation, étaient placés dans le parquet le long des murailles latérales. On y entrait par le milieu, et ils servaient aux procureurs. Le greffier était au pied du siége de l'official, le dos tourné à ce dernier ; il avait devant lui une table. Au milieu du parquet, près de la balustrade, se tenaient debout les appariteurs. L'un d'eux était chargé d'ouvrir et de fermer l'entrée réservée de l'enceinte. Le reste de la place hors du parquet était pour les plaideurs et le public.

2° L'antigreffe où le greffier et ses commis faisaient leurs écritures et conservaient les archives de l'officialité.

3° Une chambre particulière pour l'official et les officiers de la cour spirituelle.

4° La chapelle où l'official entendait la messe avant d'aller à l'audience. Par ordonnance de l'évêque Maximilien Morillon (1583-1586), cette messe devait se célébrer au premier coup de huit heures depuis le vendredi après le dimanche de Quasimodo jusqu'à la fête de Saint-Remi (1er octobre) et le reste de l'année à neuf heures. L'official y était conduit solennellement, précédé par son appariteur portant la masse. Après quoi, suivant l'ordonnance du même évêque, l'official devait siéger à son tribunal jusqu'à ce qu'il eût expédié toutes les affaires.

A la chapelle avaient aussi lieu « les réparations d'hommages à Dieu par ceux qui étaient condamnés. » C'est ce que nous appelons aujourd'hui faire amende honorable.



SECTION DEUXIÈME.

Des personnes et officiers de la cour spirituelle.

1° *De l'Official.*

L'Official était le juge, le chef de l'officialité; il exerçait la juridiction contentieuse de l'évêque à l'égard des diocésains. Il devait être prêtre, gradué, savant, modéré et incorruptible. Il pouvait assumer des théologiens et des jurisconsultes dans l'examen des procès. Contrairement aux usages de France, dans le diocèse de Tournai l'évêque pouvait juger lui-même les procès instruits par l'official. En Belgique, la charge d'official était inamovible.

2° *Du Vice-Gérant.*

On distinguait deux sortes de vice-gérants : le vice-gérant de l'official et celui de l'officialité. Le vice-gérant de l'official était le vicaire de celui-ci; il ne pouvait que le suppléer et agir par ses ordres. En France les évêques étaient obligés d'établir un official dans chaque partie de leurs diocèses qui ressortissaient à un parlement différent, afin que chaque cour souveraine pût exercer son droit d'appel comme d'abus. Pour satisfaire à cette exigence, les évêques français se contentaient parfois de nommer dans certaines localités des vice-gérants qui, en réalité, remplissaient seuls les fonctions d'official. A Tournai, lorsque l'official n'était pas encore pourvu d'un canonicat, il ne portait que le nom de vice-gérant, quoiqu'il fût le juge ordinaire de tout le diocèse. Dans ce cas, c'était un vice-gérant, non de l'official, mais de l'officialité.

3° *Du Promoteur.*

Le promoteur de l'officialité était chargé de maintenir la discipline, le bon ordre, de voir s'il ne se commettait rien contre la juridiction de l'église, les bonnes mœurs, les statuts du diocèse. Il devait donc surveiller la vie des prêtres séculiers et réguliers, l'état dans lequel on tenait les églises, la manière dont on célébrait les divins offices, la fidélité qu'avaient les personnes religieuses de garder la clôture. Dans ce but, il tenait une correspondance régulière et fréquente avec les doyens de chrétienté et diverses personnes discrètes du diocèse. Quand un procès s'instruisait, il devait prendre des conclusions selon les devoirs de son office. En France la fonction de promoteur était remplie par un chanoine de l'église cathédrale, mais en Belgique elle était confiée même à des avocats laïcs.

4° *De l'Avocat fiscal.*

L'avocat fiscal venait en aide au promoteur dans les procès à intenter ou à soutenir. Il était son conseil et se chargeait des écritures. Il devait être gradué et connaître parfaitement l'étendue de la juridiction de l'église.

5° *Du Greffier.*

Le greffier ou actuaire écrivait sous la dictée de l'official. Il contresignait les actes et leur donnait le cachet de l'authenticité. L'un de ses commis devait être juré pour le suppléer à son défaut. Le greffier devait être assidu, discret, diligent, incorruptible, exact à tenir ses registres, et soigneux à conserver les archives de l'officialité. Lorsque le greffier était gradué, il pouvait être assumé par l'official

comme jurisconsulte dans le jugement des procès. Il ne cessait point ordinairement ses fonctions à la mort de l'évêque, et pouvait être laïque.

Comme l'officialité, à Tournai, était chargée de solliciter les dispenses en cour de Rome, le greffier devait y avoir un agent ou correspondant.

En cas d'appel, le greffier délivrait une grosse du procès, mais toutes les pièces originales demeuraient à Tournai.

6° *Des Avocats.*

Les avocats devaient être admis par l'official. On exigeait d'eux qu'ils fussent habiles dans le style dont on se servait dans l'officialité pour l'instruction des procès, et qu'ils connussent les règles et les ordonnances de l'Église touchant les fiançailles, le mariage, le divorce, la nullité du sacrement, etc.

7° *Des Procureurs.*

Les procureurs jouaient un rôle très-actif dans les procès. Ils étaient le conseil des plaideurs qui réclamaient leurs services. Ils devaient examiner si les plaintes de leur client étaient fondées, si le différend ne pouvait se terminer par voie de conciliation, « ce à quoi, dit Déconinck, le procureur d'une officialité, plus que tout autre, doit toujours incliner son commettant. »

Lorsqu'il était nécessaire de recourir à un avocat, le procureur devait y mener son client « et l'accompagner pour recevoir de l'avocat la requête et la présenter ensuite au juge. »

Le procès étant entamé, le procureur instruisait le plaideur de tout ce qu'il devait faire pour obtenir une sentence

favorable, comme d'amener les témoins, de produire les actes nécessaires à la cause. Il empêchait aussi la partie adverse de prendre des mesures pour retarder le prononcé du jugement. En un mot, il était obligé de faire tout ce qui dépendait de lui pour le succès de la cause de son client comme si elle eût été la sienne propre.

8° *Des Appariteurs.*

Les appariteurs étaient les huissiers de la cour spirituelle. Ils étaient chargés de signifier les actes de justice et de mettre à exécution les jugements portés par l'official. Ils devaient aussi informer le promoteur des abus, des fautes contre la discipline qu'ils découvraient tant chez les membres du clergé que chez les laïques.[1]

L'appariteur résidant près de la cour était le premier de ses collègues. On l'appelait *massier*, parce qu'il devait conduire l'official au tribunal et le ramener ensuite jusqu'à sa demeure portant la masse devant lui.

De l'assistance aux plaids, de l'official et officiers de la cour, de leur habillement en séance.

L'official, le vice-gérant et le promoteur étaient ordinairement attachés à l'église cathédrale par leur bénéfice; ils portaient à l'audience l'habit de chœur.

Les avocats étaient en robe, comme le greffier et les procureurs.

Pendant l'audience, les huissiers rapportaient les assignations qu'ils avaient été chargés de faire; le promoteur priait l'official d'entendre les assignés comparants, pour, sur leurs aveux ou dénégations, conclure, comme il



trouverait selon le droit. Si des assignés ne comparaissaient point, dans les moindres causes où l'assignation se faisait souvent *sub poena convicti*, le promoteur requérait la condamnation et l'amende; dans les autres, il demandait défaut à charge des non comparants et réassignation à nouveau jour.

Le greffier évoquait les causes, et l'état où elles étaient parvenues et les procureurs demandaient, selon ce, les ordonnances qu'exigeaient la matière et l'état de la procédure.

Après l'audience, avant que les officiers de la cour ne se levassent, on prononçait les sentences, s'il y avait lieu. Ces sentences étaient signifiées à la partie adverse et à son procureur. Les procureurs, pourvus d'un mandat de leurs principaux, pouvaient appeler sur-le-champ de la sentence portée en disant : *Cum venia amplissimi Domini judicis appello.* Ils pouvaient aussi appeler endéans les jours fataux par acte notarié.

Ils demandaient aussi au juge de répondre *de apostolis reverentialibus*.

L'appariteur massier se tenait à l'entrée du parquet pour y faire venir ceux que l'official appelait devant lui.

C'était pour honorer et faire respecter la souveraine justice, au nom de laquelle les hommes jugent d'autres hommes, que les officiers de la cour spirituelle portaient à l'audience un costume particulier et que la justice s'exerçait avec grand appareil. « Aussi nous voyons, dit Deconinck, que dans le Vieux Testament le Seigneur a ordonné par Moïse, son organe, des robes et habillements des juges qu'il établit sur son peuple, pour les rendre vénérables et les faire honorer et révérer de ceux qu'ils devaient juger.

» Les païens ont reconnu cette même grandeur dans

ceux qui étaient leurs juges. Les sénateurs romains portaient des robes particulières.... »

Notre auteur ajoute enfin que « l'official et ses officiers, aussy bien que les juges lays, doivent avoir devant les yeux le Seigneur mourant ; c'est pourquoi dans le consistoire, où l'on tient les audiences et où l'on prononce les sentences, il doit, vis-à-vis des juges, y avoir un crucifix en image ou statue. »

SECTION TROISIÈME.

Des dépenses nécessaires pour l'administration de la justice et pensions des officiers.

Les dépenses qu'entraîne l'administration de la justice, sont, on le conçoit facilement, à la charge de celui qui a le droit de l'exercer. Dans les officialités, c'était donc l'évêque qui devait payer les pensions des officiers de sa cour, les frais de bureau, ceux qu'amenaient les causes des personnes misérables, leur incarcération, leur entretien dans la prison. Quand il n'y avait rien de fondé pour subvenir à ces frais, l'évêque était obligé de les couvrir à l'aide de ses propres revenus.

Dans certains diocèses, dont l'érection remontait à une époque assez ancienne, l'officialité possédait des revenus particuliers indépendants de ceux de l'évêché ou de l'évêque. A Tournai, ces revenus étaient tirés du *droit de seel*, dont jouissait l'official de temps immémorial. Ce droit consistait dans la jouissance des fruits des cures vacantes avec la charge pour l'official d'en acquitter la desserte aussi longtemps qu'elles n'étaient point remplies.

Cette jouissance commençait à la mort de chaque curé du diocèse et, pour en fixer la durée, on comptait de la

même manière que dans les années bénéficiales, c'est-à-dire depuis la fête de la Nativité de saint Jean (24 juin) usqu'au jour de la même fête de l'année suivante. Comme, suivant cette manière de compter, les dîmes pastorales étaient perçues, par anticipation, dans le cas de décès d'un curé, les héritiers du défunt devaient fournir à la cour spirituelle la dîme au prorata du temps à écouler jusqu'à la Saint-Jean, en déduisant toutefois, également au prorata, les frais que le défunt avait dû faire pour recueillir la dite dîme.

Ce droit de seel fut toujours regardé par les souverains divers qui possédèrent la Belgique comme un droit constant de l'officialité auquel il n'était point permis de toucher. Les rois de France, comme il a été dit, le respectèrent même lorsque, en vertu de la régale, durant la vacance du siége, ils percevaient tous les revenus de l'évêché et nommaient aux bénéfices qui étaient à la collation épiscopale.

Quoique les revenus du seel dussent régulièrement être employés à payer les dépenses de l'officialité, maintes fois on en fit servir une partie à acquitter les dettes des évêques de Tournai. En outre, au milieu du siècle dernier, les secrétaires de l'évêché tirèrent des revenus du seel les sommes nécessaires pour couvrir les frais du secrétariat qui étaient à leur charge ou à celle du prélat.

Nous ajouterons, d'un autre côté, que l'évêque de Tournai payait sur ses revenus les pensions des officiers de sa cour spirituelle; il donnait annuellement cent soixante florins à son official. Deconinck nous apprend que les vicaires-généraux recevaient aussi chaque année une somme de deuxl cents florins.

DEUXIÈME PARTIE.

De la Juridiction.

SECTION PREMIÈRE.

De la Juridiction en général.

Deconinck traite de l'origine et de la division de la juridiction à la façon des grands théologiens. Pour lui, toute autorité émane non point du peuple, mais de Dieu. « Dieu, dit-il, a établi deux juridictions sur la terre pour gouverner le monde, l'ecclésiastique et la séculière. L'une et l'autre vient de Dieu... *Non est potestas nisi à Deo...* Ce n'est qu'en Dieu que toute puissance se trouve, et l'on ne peut dire, sans une flatterie insoutenable, que la juridiction même spirituelle est éminemment dans le pouvoir des Rois, comme Fevret, autheur célèbre ose le dire, parlant de l'autorité des Rois de France, ce que les ultramontains croient pouvoir dire avec bien plus de raison de la puissance du Souverain Pontife et fonder sur cette proposition le droit de prévention sur les bénéfices, que le Pape exerce en France sur tous les collateurs. » — Ce que Deconinck affirme ici des ultramontains, n'est pas exact. Quelques auteurs seulement ont pensé que le Pape a un pouvoir direct sur le temporel des Rois (1); cette opinion est aujourd'hui abandonnée.

« Ces deux juridictions, continue notre auteur, sont faites pour la conduite des mêmes hommes, sous deux égards; ou on peut regarder les hommes comme habitans

---

(1) V. Bellarmin. *De Summo Pontifice*, lib. V, c. 1.

de ce monde, dans la société de la république..... ou comme passagers icy-bas et destinés à vivre éternellement dans la possession de Dieu... en l'une et l'autre qualité l'homme doit reconnaître un maître.

» C'était au Créateur de l'univers à se donner des représentans par la communication de son pouvoir; c'était à luy seul à soumettre les hommes à d'autres hommes... C'est pourquoy il a donné à l'un l'épée de contrainte, pour, durant cette vie, tenir les hommes dans la tranquillité; à l'autre, il a donné l'Evangile, pour engager les hommes à vivre pour le Ciel. »

Après avoir ainsi exposé l'origine de la juridiction, Deconinck ajoute « ces deux desseins dans la conduite des hommes obligent à des soins si différens, qu'il semble n'être point unis, ni d'exercice, ni de pouvoir. L'auteur de tout bien et de toute puissance nous a marqué cette différence en nous disant : *Reddite quae sunt Cesaris Cesari, et quae sunt Dei Deo*, et établissant sur la terre ces deux juridictions souveraines, il n'a point marqué que l'une dépendît de l'autre, » pourvu que le pouvoir temporel demeure fidèle à sa fin dernière qui est toujours le bonheur spirituel de l'homme, sinon la puissance spirituelle a le droit de diriger et de redresser le pouvoir temporel (1).

Deconinck rejette ensuite « comme ne pouvant être admise par aucun esprit raisonnable » l'opinion de Fevret, qui, au livre IVme de son ouvrage : *De l'abus*, prétend que l'Eglise n'a point de juridiction. Mais il refuse de discuter l'opinion de ceux qui s'appuyant sur le partage de la souveraineté en Amérique par le Saint-Siége, voudraient

(1) V. la bulle *Unam sanctam*, donnée par le pape Boniface VIII, 1302.

faire dépendre le pouvoir royal et séculier de l'autorité de l'Église. -- Quoi qu'il en soit de ce dernier sentiment, on ne peut, pour l'appuyer, alléguer le partage de la souveraineté en Amérique par le Saint-Siége. Ce fait prouve uniquement la grande influence qu'au moyen-âge le Pape exerçait au sein de la république chrétienne. Par sa bulle *Inter cœtera*, Alexandre VI, à la demande des Espagnols et des Portugais, partagea les terres que le génie des découvertes avait données ou pouvait donner à ces deux peuples dans les Indes et dans l'Amérique. Le Pontife traça une ligne sur le globe, et les deux nations consentirent à la prendre pour une limite sacrée que l'ambition respecterait de part et d'autre (1).

Pour éviter toute querelle, Deconinck se borne donc à dire que Dieu a établi deux juridictions souveraines et indépendantes, « que néantmoins dans les choses purement spirituelles, le pouvoir est donné privativement à *l'Église*... mais dans les choses mixtes, mêlées de temporalité, elle dépend de la protection des souverains. » Sous cet air bénin, Deconinck émet ici le principe le plus cher aux gallicans parlementaires. L'Église étant une société visible, *tout* chez elle est *mêlé de temporalité;* l'application du principe de notre auteur amènerait donc la servitude complète de l'Église sous l'autorité temporelle. Ce qu'aucun vrai catholique ne peut admettre.

SECTION DEUXIÈME.

Tout membre de la société peut être honoré de la juridiction séculière.

Dans cette section, Deconinck cite plusieurs faits tirés

---

(1) V. De Maistre, *Du Pape*, liv. II, chap. XIV.

des livres saints pour prouver que « quoique différentes entre elles, » les juridictions séculière et ecclésiastique ne sont pas incompatibles dans une même personne du clergé. « Sous la loi de nature, dit-il, les aînés des familles, recevant la bénédiction de leur père, étaient revêtus de la main de Dieu du sacerdoce et de la domination temporelle sur leurs frères. » *Esto dominus fratrum tuorum.*

Plus tard, le Seigneur donna à Moïse les deux puissances sur tout le peuple d'Israël.

Après la mort de Moïse, la famille d'Aaron fut investie de la puissauce spirituelle, et le pouvoir temporel fut exercé par les Juges; mais ceux-ci devaient souvent consulter le grand-prêtre.

Samuël exerça aussi les deux autorités après la mort dn grand-prêtre Héli, jusqu'à ce que, par ordre du Seigneur, il communiqua la juridiction temporelle et royale à Saül.

Vers la fin du temps de la synagogue, Dieu réunit encore les deux autorités en la personne des Machabées.

Loin donc que le Tout-Puissant ait exclu les ministres de son culte du droit d'exercer son autorité sur les autres hommes en matières temporelles, il les en a, au contraire, souvent revêtus. Nous venons de le voir. On ne peut donc pas dire, comme on l'entend fréquemment, « la chose est temporelle, il est prêtre, donc il ne peut en prendre connaissance. » Plusieurs souverains ont pensé bien autrement; car ils ont préféré à leurs sujets laïques des personnes du clergé pour gouverner leurs états, et ils ont trouvé dans ce choix l'augmentation de leur gloire et de leur puissance. Nous pouvons citer, entre tous les membres du clergé qui ont siégé dans les conseils des rois : en France, Suger, abbé de Saint-Denis, sous Louis VII; le cardinal de Richelieu, sous Louis XIII; en Espagne, Roderic Ximenès, sous Alphonse VIII, roi de Castille; le cardinal Ximenès, sous

Charles-Quint; en Belgique, le cardinal de Granvelle, sous Philippe II.

SECTION TROISIÈME.

Les Juridictions se divisent en gracieuse et contentieuse.

Cette section, qui est très-courte, renferme uniquement la division de la juridiction en gracieuse et contentieuse; l'une est volontaire, et donne le droit d'accorder des grâces; l'autre est nécessaire et règle les différends dans les affaires. Nous ferons remarquer que cette division de la juridiction n'est pas adéquate.

SECTION QUATRIÈME.

De la Juridiction gracieuse de l'Église.

Cette section, qui comprend 26 pages du manuscrit laissé par Deconinck, donne lieu à plusieurs observations.

Notre auteur définit ici la juridiction gracieuse de l'Église et en énumère les actes. Mais il faut remarquer avant tout, dit-il, que l'Église a reçu de Jésus-Christ même une autorité purement spirituelle, avec le droit privatif de l'exercer par ses ministres, tels que celuy de déclarer le sens certain des Saintes Écritures, et ce qu'il faut en croire comme de foy, celuy de choisir et de consacrer les prêtres, d'offrir le sacrifice au Très-Haut, etc.

» L'Église catholique, tenant ces pouvoirs de Dieu même, est indépendante dans l'exercice qu'elle en fait de toute autorité humaine. »

Après ce préambule, Deconinck continue : « La juridiction volontaire et gracieuse de l'Église et des évêques, successeurs des Apôtres, est celle dont l'exercice est laissé à leur prudence, et dont aussi ils ne sont point obligés de

rendre raison pour quoy ils l'ont fait, ou refusé de le faire, et dont aussi on ne peut appeler au juge supérieur ; il y accorde, il y refuse, selon sa conscience, pour le bien de son troupeau, et c'est en quoy il en est particulièrement le pasteur en vertu de la mission qu'il a reçue de Dieu. A cette juridiction gracieuse appartient de donner le pouvoir d'absoudre à ceux qui n'ont ni titre, ni bénéfice pour cela, de permettre à un étranger de célébrer la sainte Messe dans le diocèse, de conférer les saints ordres et les bénéfices de collation libre, de dispenser sur les règles de discipline, les empêchements de mariage, les censures, et autres obstacles, de recevoir les vœux de religion, d'ordonner ou remettre les obligations d'abstinence, d'instituer ou abolir les festes.

» Mais comme en plusieurs de ces cas il peut y entrer le droit ou l'intérest d'un tiers, il est souvent de l'ordre de renvoyer ceux qui se plaignent à contester par devant l'official pour y recevoir droit sur leur opposion, avant que la juridiction gracieuse n'achève l'ouvrage commencé. »

Ce que Deconinck vient de dire de la puissance ecclésiastique et des actes de sa juridiction est loin d'être conforme à la vérité. Nous avons déjà eu l'occasion de faire observer que l'ancien official de Tournai était imbu des doctrines gallicanes ; il le montre encore ici. Sans doute l'Église a reçu de son divin Fondateur une puissance spirituelle, mais elle peut s'exercer sur les choses temporelles. Prétendre, comme le fait notre auteur, que l'autorité de l'Église est restreinte aux choses purement spirituelles, c'est du gallicanisme pur et l'expression de la première proposition de la fameuse Déclaration de 1682 (1).

(1) V. *Revue théologique*, tome IV, p. 375.

La définition de la juridiction gracieuse donnée par Deconinck est également fausse. On peut, en effet, en appeler au juge supérieur des actes de la juridiction gracieuse des évêques, par exemple, si l'évêque refuse soit de conférer à quelqu'un un bénéfice auquel il aurait droit, soit de lever une censure lorsque le coupable promet de remplir les conditions prescrites, soit d'accorder une dispense basée sur un motif légitime. La S. C. des évêques et réguliers a aussi défendu aux évêques de refuser la permission de célébrer au prêtre qui n'a rien à sa charge. On sait que les évêques ne peuvent non plus instituer ou abolir des fêtes.

Notre auteur mentionne ensuite divers actes abusifs, selon lui, qui étaient parfois posés contre la juridiction gracieuse des évêques, mais comme il se trompe sur la nature de cette juridiction il considère souvent comme abus des actes qui sont l'exercice légitime d'un droit. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, il déclare erroné le sentiment de ceux qui prétendent que les évêques « peuvent être *contraints à dire* les causes de leur refus, lorsqu'ils en font, d'accorder les pouvoirs d'absoudre leurs diocésains à des prêtres séculiers ou réguliers, qui n'avaient ni titre, ni bénéfice qui leur rendissent ce pouvoir nécessaire. » Dans ce cas le droit permet de recourir au Pape, à qui l'évêque est alors obligé de faire connaître les motifs de son refus.

SECTION CINQUIÈME.

De la Juridiction contentieuse de l'Église.

Deconinck a mieux compris la nature de la juridiction contentieuse que celle de la juridiction gracieuse. « La juridiction contentieuse, dit-il, est celle par laquelle les évêques ou leurs officiaux font droit aux parties qui deman-



dent justice; elle s'exerce ordinairement dans la forme des procédures et le style judiciaire.

« On l'appelle contentieuse et nécessaire, parce que l'on ne peut la refuser à ceux qui y recourent, en vertu de titre prétenduement juste, et sur lequel il faut décider, par sentence, pour l'un ou pour l'autre, en conséquence de l'instruction sur la validité ou non valeur de ce titre, et l'on peut de ce jugement, interjeter appel au juge supérieur. »

En France, les évêques devaient confier l'exercice de leur juridiction contentieuse à un official; en Belgique au contraire ils pouvaient exercer cette juridiction par eux-mêmes.

Lorsqu'on voulait interjeter appel au juge supérieur, en Belgique comme en France, on ne pouvait le faire qu'après l'instruction de l'instance, et un jugement qui du moins emportait un tort qui ne pouvait se réparer en définitif.

Dans cet appel, en France, il fallait passer par tous les degrés de la juridiction; mais en Belgique, la première instance étant jugée, on pouvait en appeler à Rome, *omisso medio*. Toutefois avant de recourir au Saint-Siége, on devait nécessairement attendre que l'official eût porté sa sentence, sous peine de confiscation des biens pour quiconque habitait les provinces soumises autrefois à l'Espagne. En Lorraine, à Trèves et en quelques autres lieux on pouvait former une première instance par devant un commissaire désigné par la Cour de Rome, où le procès se reportait pour y être jugé.

Les décrétales reconnaissent toutes personnes constituées en dignité ecclésiastique, habiles à recevoir les délégations apostoliques pour exécuter des commissions concernant l'une et l'autre juridiction, gracieuse ou contentieuse. En notre pays ce pouvoir était ordinairement concédé aux seuls officiaux. En France les évêques et leurs officiaux se prétendaient exécuteurs-nés de tous les rescrits apostoliques;

aussi ne souffraient-ils pas qu'ils fussent exécutés par un autre dignitaire ecclésiastique, que l'official de l'impétrant.

SECTION SIXIÈME.

Comment les Officiaux ont exercé la juridiction contentieuse de l'Église.

Au commencement de cette section, notre auteur répète ce qu'il a déjà dit dans sa *Réflexion préliminaire* sur l'origine des procès. Dans les premiers temps de l'Église les chrétiens toujours exposés au martyre, détachés des biens terrestres, et n'ayant qu'un cœur et qu'une âme, avaient entre eux peu de procès; dans les différends apparents qui leur survenaient, ils recouraient le plus souvent aux évêques.

Plus tard, lorsque l'ère des persécutions fut passée et la paix donnée à l'Église, les fidèles purent posséder en toute sécurité leurs biens; ils les recherchèrent alors. et s'y attachèrent. Cet amour des biens de la terre, donna occasion à diverses disputes et les procès devinrent plus fréquents. Toutefois ils s'adressaient encore plus volontiers aux évêques qu'aux juges laïques.

Insensiblement la cupidité poussa les plaideurs à user de fraudes pour triompher à tout prix dans leurs prétentions intéressées. Il fallut dès lors introduire dans les procédures certaines formalités pour empêcher les surprises que l'on voulait faire à la justice. De là le style des procès.

En rendant la justice, les gens d'église servaient les intérêts du prince, et ils ne méritaient point qu'on leur en sût mauvais gré. En effet les gouverneurs, les baillis s'occupaient surtout à faire valoir les finances des rois, à soutenir leurs guerres, à rendre l'état florissant; mais ils étaient peu pro-

pres à juger les procès particuliers. Il en était de même des parlements qui d'abord suivirent fort souvent les souverains dans les diverses villes de leurs états qu'ils visitaient.

Cependant plusieurs personnes portèrent jalousie aux juges d'église et s'étudièrent, surtout en France, à restreindre leur juridiction.

Dans tous les temps, dit Deconinck, l'on a vu des hommes qui étaient chargés des affaires publiques des princes, et ceux qui étaient honorés du ministère des autels se plaindre les uns des autres. Ces plaintes mutuelles donnèrent occasion à des députations pour parler au pape et aux rois, surtout dans les cas graves et importans, pour obtenir que l'on y remédiât. C'est dans une de ces rencontres qu'un pape célèbre dit à l'empereur qui se plaignait d'une emprise : *Nos si incompetenter aliquid egimus, vestro ac vestrorum missorum judicio cuncta volumus emendare* (1). Les empereurs tenaient le même langage au pape et aux évêques. » Mais ces promesses étaient rarement tenues. « C'est pourquoi, continue notre auteur, il semble que fondés sur ce can. 2, qu. 7, *Nos si incompetenter, etc.*, nos princes ont établi la voie de recours à leurs personnes ou à leur conseil privé, le canon ayant dit : *Vestro ac vestrorum missorum judicio...* » Rien dans ces paroles du pape n'autorisait ce recours qui était un véritable empiétement sur l'autorité de l'Eglise. Toutefois, afin de ne point

(1) D'après l'auteur du *Corpus juris*, il s'agirait ici du pape Léon IV et de l'empereur Louis le Pieux, qui ne furent pas contemporains. Ce décret devrait plutôt être attribué à saint Léon III, qui eut quelques démêlés avec le fils de Charlemagne. Le Souverain Pontife, par ce décret, permit de laisser examiner les motifs de la réclamation de l'empereur en présence de ses députés.

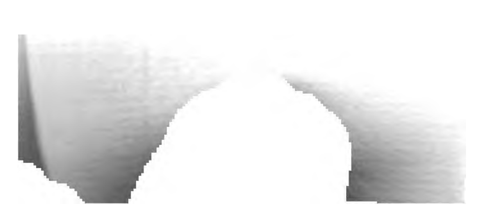
paraître soumettre l'Eglise aux tribunaux séculiers, ce recours n'avait lieu que dans les cas les plus graves, et prenait rarement l'air de procédure.

Cet affaiblissement de l'autorité ecclésiastique ne satisfit point les juges laïques. Leurs plaintes s'augmentèrent encore, surtout en France, contre l'étendue de la judicature; des officiaux. Il fallut donc en venir à une conférence qui eut lieu, en 1329, en présence du roi Philippe VI de Valois. Dans cette assemblée, le cardinal Bertrand, évêque d'Autun, prit la défense des juges d'église, Cugnières, avocat du roi, celle des séculiers.

Deconinck dit « que la dispute fut grande, et quelque chose que le cardinal ait pu avancer pour la juridiction de l'église, sur le pied qu'elle était exercée, il fallut en rabbattre, et Cugnières parut triompher ayant d'ailleurs pour luy le fond de la dispute! » Cette appréciation de la conférence de 1329 est fausse. Notre auteur en convient lui-même. En effet quelques lignes plus bas il s'exprime en *ces termes :* « Si l'on a porté dans les officialités la connaissance des affaires temporelles, on ne l'a fait que de l'autorité des princes, et l'empressement des séculiers qui s'y sont adressés, n'a pas peu contribué à cette extention dont on s'est plaint depuis. »

Puis il ajoute : « il n'y a qu'à ouvrir le code, pour y voir la liberté, que les loix et les princes donnaient à tous leurs sujets de porter leurs différens à la décision des juges d'église. » A l'appui de cette assertion, Deconinck cite le titre *de Episcopali audientia* et plusieurs décrets des empereurs.

Après la conférence de 1329, on commença à soustraire les matières profanes à la connaissance des juges d'église et chose plus déplorable, « à la suite de cette assemblée, l'animosité devint héréditaire dans le cœur des juges séculiers



contre les officiaux, et les uns et les autres ont continué de se regarder comme suspects d'emprise l'un sur l'autre. »

Désirant voir renaître cette bonne harmonie entre les juges ecclésiastiques et les séculiers, Deconinck termine cette section par un appel en faveur de la paix depuis si longtemps troublée. « On devrait, dit-il, du moins faire aujourd'hui ce que l'on ne fit point alors (en 1529), et les juges, se pénétrant de l'esprit de religion, feraient bien de se borner, les layques aux affaires temporelles, en travaillant à tenir en paix les peuples pour la vie de ce monde, et les juges ecclésiastiques aux matières qui concernent la religion et la conduite des âmes pour l'autre vie, les uns et les autres s'étudiant à édifier leur prochain par leur conduite et leur cordiale intelligence. »

SECTION SEPTIÈME.

De la Juridiction de l'official comme ordinaire.

Notre auteur commence ici par faire observer « que l'official étant réputé une même personne avec son évêque dans l'exercice de la juridiction contentieuse, il ne peut en avoir qu'un dans chaque diocèse. Cet official est le juge ordinaire de tout le diocèse, et non un juge délégué; aussi n'est-il point permis d'appeler de ses jugements à l'évêque, mais il faut recourir au métropolitain.

» L'official exerce la juridiction contentieuse de l'Église aussi loin qu'elle s'étend dans le pouvoir épiscopal. »

Après cet aperçu rapide sur la nature de la juridiction de l'official, Deconinck traite des diverses matières au sujet desquelles peuvent naître des différends et des procès. Ces matières sont de trois sortes.

« Les premières, dit-il, sont purement spirituelles; les se-

condes purement temporelles, et les troisièmes sont les mixtes.

» Les purement spirituelles sont celles qui sont privativement de la connaissance et de l'opération des ministres du Seigneur, qui, par leur ordination et mission, ont reçu de Dieu même les pouvoirs sacrés de les faire et donner aux fidèles.

» Les deuxièmes matières sont celles qui n'ont de rapport qu'à la vie de ce monde, aux biens profanes et aux fonctions temporelles; elles dépendent entièrement des souverains de ce monde.

» Les troisièmes matières demandent que nous en parlions avec plus d'étendue. Elles sont particulièrement de la juridiction de l'official comme ordinaire, parce qu'elles sont composées de spiritualité et de temporalité inséparable. »

Après quelques réflexions sur la nature de l'homme, qui est doué d'un corps et d'une âme, après avoir dit « que c'est par le moyen du corps que nous pratiquons les devoirs spirituels de religion, de sorte que le temporel est en ce monde comme le cannevas où Dieu insinue la spiritualité, Deconinck déclare que ce serait ôter à l'Église ses pouvoirs et ses droits, que de prétendre qu'elle ne peut rien ordonner, ni juger de ce qui est corporel ou temporel. »

Vient ensuite l'énumération des matières mixtes. « Nous appelons matières mixtes, dit notre auteur, celles où la spiritualité se trouve tellement de convenance, avec quelque chose de corporelle ou temporelle, sans quoy elle ne pourrait subsister, et dont l'Église devrait avoir connaissance, comme ce qui regarde son ministère, les sacremens, les temples, leur destination et leur usage, leur sacre, le respect qui leur est dû, les choses nécessaires au sacrifice, et comment et quand on doit l'offrir au Très-Haut, la solennité et la pompe de l'office divin et tout son bien-être ; les fu-

néralles et les sépultures, les cimetières, leur bénédiction et leur décence, les rangs et les séances des personnes du clergé dans les temples et l'exercice de leur fonction et de leurs employs, leur obligation et leur résidence, leurs personnes tirées du nombre des laïques et consacrées au Seigneur par leur ordination, leur vie, leur doctrine et leurs mœurs, leurs actions personnelles, leurs meubles qui sont attachés à leurs personnes, en un mot tout ce qui regarde l'exercice de la religion et sans quoy elle ne pourrait être bien remplie. »

En lisant cette énumération des matières mixtes, on ne pourrait plus, semble-t-il, soupçonner Deconinck de gallicanisme; mais notre auteur révèle de nouveau ses opinions contraires aux doctrines de l'Église romaine lorsque, en terminant cette section, il dit : « C'est sous la protection et les yeux de nos souverains que, par un usage immémorial, les juges de l'Église connaissent de beaucoup de choses appartenantes aux Sacremens. « Les sacrements et leur administration dépendent uniquement de l'autorité de l'Église et nullement de la puissance séculière. Pourquoi donc parler d'un *usage* immémorial pratiqué sous la protection des souverains?

SECTION HUITIÈME.

De la Juridiction de l'official comme ordinaire dans les différents cas de judicature.

Après avoir énuméré en général les matières mixtes qui ressortissent au tribunal de l'official, Deconinck expose quelques cas particuliers que nous avons jugé convenable de reproduire.

« L'official comme juge ordinaire, dit notre auteur, con-

naît du divorce et de l'alliance matrimoniale, parce qu'elle est un sacrement; il connaît par conséquent aussi des promesses de mariage, de la cohabitation et union des époux, et de tout ce qui tend à les troubler.

» Comme le mariage des chrétiens prend une obligation particulière avec l'Église, devant qui ils reçoivent le sacrement, de demeurer fidèlement ensemble, quoy que les époux prennent le même engagement comme contractants avec la république, et la communauté des habitants, qui sont en droit par cet engagement de les reprendre et punir des désordres qu'ils y causent, lorsqu'ils se séparent et se brouillent ensemble, cependant considérant le mariage, non-seulement comme contract, mais comme sacrement, c'est l'Église et ses juges qui en connaissent, et comme pareilles instances ne peuvent s'instruire sans qu'il y rentre incidemment et accessoirement des questions temporelles, de pension pour vivre, de dédommagement et de dépenses, l'official en juge aussi incidemment comme de matières mixtes. — Ce droit était dévolu à l'official, pour éviter la multiplication et la réitération des procès par devant différents juges, aux grands frais des parties.

« L'official comme ordinaire connaît aussi des oppositions et obstacles que l'on apporte de recevoir le sacrement de mariage ou autre sacrement. Cependant il ne peut suppléer au consentement des pères et mères ou tuteurs pour le mariage des enfants de familles ou pupilles en-dessous de 25 ans.

« L'official comme ordinaire juge les clercs dans leurs actions personnelles et les condamne à la réparation ou restitution des dommages selon les circonstances.

« L'official porte les peines canoniques contre les délinquants, en ce qui regarde les choses spirituelles qui leur sont prescrites par les ordonnances de l'Église.



« Quant aux clercs, surtout s'ils sont honorés des ordres sacrés, l'official peut seul connaître et les punir de leurs excès dans les délits communs. Dans les cas privilégiés ou royaux, les juges séculiers viennent dans l'officialité instruire la cause de concert avec l'official. Si l'incarcération du prévenu est nécessaire, elle doit se faire dans les prisons de la cour spirituelle; et si, après avoir instruit ensemble le procès, il s'ensuit peine afflictive de mort, ou mutilation, le juge laïque porte séparément cette sentence, tandis que l'official condamne le coupable à des peines ecclésiastiques selon les saints canons. »

SECTION NEUVIÈME.

Des Commissaires délégués par l'official.

L'official étant le juge ordinaire de tout le diocèse, il pouvait charger des commissaires particuliers d'instruire la cause. Ces commissaires étaient ordinairement les doyens de chrétienté. Deconinck donne sur ces délégations quelques détails qu'on nous permettra encore de reproduire.

« Les matières ordinaires dans les délégations sont, dit-il, les informations, les auditions des parties en comparution et compellation, et des témoins en enquette, qui sont à faire dans l'exercice de la juridiction épiscopale tant gracieuse que contentieuse.

» La délégation se fait par ordonnance particulière et écrite, et le commissaire qui n'est point juge reconnu doit faire conster l'acte de sa délégation aux parties et l'énoncer à la tête de son ouvrage.

» Le commissaire accorde ordinairement les défauts à la partie qui les demande contre le défaillant, de préfiger nouveau jour en déans certain terme, et si le défaillant

encoure deux défauts, le commissaire à la demande des parties lui ordonne une troisième fois de venir péremptoirement au jour nouveau qu'il désigne. Si le défaillant encoure le troisième défaut, le commissaire (s'il n'est point spécialement autorisé *ad hoc*) marque un troisième défaut encouru et ordonne seulement que la cause reste en avis et soit remise à l'official pour y faire droit.

» Le délégué par l'official ne peut commettre à un autre l'ouvrage dont il est chargé par sa délégation.

» L'on ne prend de défaut à la charge d'un défaillant s'il n'a été attendu une heure entière après celle qui lui a été fixée pour venir. »

SECTION DIXIÈME.

Juridiction de l'official comme délégué du Saint-Siége.

Les opinions gallicanes de Deconinck se révèlent de nouveau dans cette section. Après avoir énuméré les diverses matières tant gracieuses que contentieuses dont l'official peut être chargé comme délégué du Saint-Siége, il ajoute : « Quelque pouvoir que les brefs apostoliques semblent donner à l'official, il s'y trouve des clauses qu'il ne peut exécuter avec effect ; on appelle ces clauses *vitiatae et non vitiantes*, telles que sont les clauses de pouvoir légitimer les enfants nés ou à naître, des cousins en degrés dirimans, ou autres qui dépendent de l'autorité séculière. » Ce sentiment est tout à fait erroné. La légitimité des enfants dépend de la validité du mariage. Or, l'Église seule a le droit de prononcer sur cette validité ; elle seule peut aussi accorder la dispense qui rende habiles à contracter mariage des personnes entre lesquelles existait quelque empêchement dirimant. Le second exemple qu'apporte notre auteur



n'est pas plus heureux. « Il en est de même, dit-il, des pouvoirs que les brefs de délégation pour conférer bénéfice sur dévoulue donnent d'agir à l'égard de celuy qui doit recevoir le bénéfice ; car l'official ne peut que conférer simplement et non examiner au fond le droit du dévolutaire, quoyqu'en Italie le commissaire puisse le faire. »

Cette prohibitio, nintroduite en France au sujet de la collation des bénéfices sur dévoulue, était une nouvelle application des principes gallicans. Nous avons déjà dit que la question des bénéfices est entièrement soumise à la puissance ecclésiastique, le côté temporel n'étant qu'un pur accessoire.

Deconinck prétend aussi à tort que « la réclamation contre les vœux solennels en religion approuvée du Saint-Siége, et celle contre les ordres sacrés du diaconat et du sous-diaconat est réputée dépendre de l'official comme juge ordinaire quoique assez souvent on ne le fasse qu'après avoir demandé un bref apostolique adressé à quelque official pour en connaître avec le supérieur régulier. » Il se trompe également lorsqu'il assure que l'on doit recourir au métropolitain et non au Saint-Siége, en cas d'appel du jugement rendu en cette matière par l'official du réclamant. La question des vœux solennels, comme celle des ordres sacrés ne peut être décidée que par l'autorité apostolique. Les auteurs gallicans seuls soutiennent « que l'official du réclamant de ses vœux solennels, peut en prendre connaissance, sans le rescrit apostolique, sur la requette à luy présentée. » Et c'est parce que Deconinck était imbu des principes de ces écrivains qu'il les appliqua plusieurs fois dans l'exercice de ses fonctions d'official.

Enfin, quoiqu'en dise notre auteur, l'official délégué du Saint-Siége ne peut subdéléguer pour l'exécution et la fulmination d'une dispense dont le pouvoir lui est commis, à

moins qu'il ne soit fait mention expresse de cette autorisation dans le rescrit apostolique.

Deconinck dit que M. Goulart, official de Cambray, lui a marqué, en 1723, savoir bien des plus célèbres avocats de Paris, qu'il avait consultés sur la matière, qu'il pouvait déléguer non-seulement pour faire l'information préalablement nécessaire, mais aussi pour la fulmination, ce qu'ils lui avaient prouvé par le titre des décrétales : *Si pro debilitate. De officio et potestate judicis delegati.* » On sait que les jurisconsultes d'autrefois étaient souvent initiés aux sciences théologiques, mais ils ne devaient pas être les conseillers d'un official dans les cas plus ou moins difficiles qu'il pouvait rencontrer dans l'exercice de ses fonctions, soit comme juge ordinaire du diocèse, soit comme délégué du Saint-Siége.

SECTION ONZIÈME.

Du Ressort et des Sentences.

Le ressort d'un tribunal est l'étendue du pays où s'étend sa juridiction. Ainsi le ressort de l'officialité est l'étendue du diocèse.

Quelques auteurs français refusaient aux officiaux le droit et la liberté de prononcer leurs sentences hors de leur auditoire, sous prétexte que l'Église n'a pas de territoire. « Ce sentiment outré, dit Deconinck, n'a pas lieu dans les Pays-Bas. L'évêque, étant évêque de tout son diocèse, y fait partout les fonctions et l'exercice de son épiscopat, et l'official, étant juge ordinaire du même diocèse, fait aussi partout, selon les besoins des fidèles, l'exercice de sa judicature, à moins qu'il n'en soit empêché par la domination différente. » Un accord était intervenu à cet égard entre la

gouvernante générale des Pays-Bas et le roi de France. En vertu de cette convention, l'official de Tournay pouvait exercer son autorité sur tout le diocèse, quoique plusieurs villages fussent passés successivement sous la domination française, espagnole et autrichienne par suite des diverses guerres qui désolèrent notre contrée pendant le XVII[e] et le XVIII[e] siècle. Cette convention provisionnelle était pour toute la frontière. Après la paix d'Utrecht (1715) certaines personnes tentèrent de faire cesser cet accord, parce que les villes épiscopales de Tournay et d'Ypres étaient retournées sous l'autorité de l'empereur Charles VI. Mais Louis XIV ordonna que, ce nonobstant, la convention fût maintenue aussi longtemps que la maison d'Autriche n'y ferait point de changement.

« Nos lois, dit encore Deconinck, nous garantissent aussi d'être attraits en procès hors de notre province, nos souverains y ont pourvu par leurs deffenses portées contre ceux qui attenteraient de le faire, de même les juges supérieurs aux officiaux de ce pays ne peuvent évoquer les causes ni les personnes en le pays étranger, mais ils doivent en cas d'appel nommer des commissaires dans la province. »

Notre auteur traite ensuite des sentences et jugements à porter sur les procès instruits au tribunal de l'official. Ce qu'il dit de l'exécution de la sentence mérite à notre avis d'être relaté. « Pour exécuter ultérieurement la sentence, les procureurs n'étant ordinairement établis que pour agir jusqu'à sentence définitive, il faut nouvel établissement, ou mandat du moins pour continuer d'agir pour l'exécution. Et si elle est portée en matières mixtes, comme nous avons dit ci-dessus, avec décision subordonnée et accessoire, comme aussi en exécution d'effets mobiliaires pour satisfaire aux payemens des dépens auxquels le laïque est condamné par sentence, l'appariteur de l'officialité, signi-

fiant au condamné une sommation émanée de l'officialité de payer en déans les jours fixés par la sommation ; s'il ne satisfait pas, et qu'il faille en venir à l'exécution des meubles ou lui faire faire reprises d'enfans à sa charge, il faut pour cela demander et avoir un *pareatis* du supérieur temporel qui doit l'accorder sur la vue de la sentence, et rien de plus de la procédure, et si l'on veut, on peut la recevoir du juge supérieur temporel, subalterne ou souverain.

« Ce *pareatis* est une permission d'exécuter le laïque *cum effectu*, qui se fait ordinairement à l'adjonction d'un huissier ou sergent du juge laïque qui a autorisé l'appariteur de faire l'exploit d'exécution dont il s'agit. »

SECTION DOUZIÈME.

De la Juridiction criminelle de l'Église.

Notre auteur rappelle d'abord, que les ministres des autels doivent retracer la douceur de J.-C. dans toute leur conduite et surtout dans l'exercice de leur autorité. Aussi l'Église n'emploie-t-elle, pour châtier et retenir les pécheurs que des peines propres à les ramener au devoir. Elle s'afflige elle-même pour eux, s'ils ne sont point touchés de leurs maux. L'excommunication que l'on devrait craindre plus que la mort, selon l'expression de Deconinck, est la peine la plus grande qu'inflige la puissance ecclésiastique.

Conformément au droit, Deconinck distingue ensuite dans les officialités, le grand et le petit criminel. Celui-ci se faisait par citation *sub poena convicti*. Si l'accusé comparaissait sans avoir de cause qui l'excusât, il était condamné à quelques œuvres de piété ou amende applicable en œuvres pies et aux dépens de l'office.



La violation des fêtes, le travail scandaleux, la fréquentation du cabaret durant les offices divins, les jours chômés, les querelles dans les églises, étaient des matières du petit criminel; et sur la plupart de ces cas, les souverains ayant porté des ordonnances conformes à celles de l'Église, ils étaient, comme on disait au palais, *mixti fori*, c'est-à-dire que les juges ecclésiastiques, comme les séculiers, pouvaient punir les délinquants.

Le grand criminel, s'instruisait pour les cas considérables par plaintes et informations, par emprisonnement, le cas échéant, jusqu'à sentence définitive.

Les citations, surtout à l'égard des laïques, devaient être libellées et contenir la cause, afin que l'on vît pourquoi l'assigné était appelé par devant le juge d'église. Les ordonnances des princes à ce sujet étaient formelles. Il fallait aussi que les amendes auxquelles le juge ecclésiastique concluait fussent appliquées en œuvres pies, aumônes, entretien des églises, etc.

Dans les procédures du grand criminel, le juge portait trois sortes de décrets pour obliger l'accusé de venir et de répondre. Le décret d'assigné pour être ouï, le décret d'ajournement personnel, et le décret de prise de corps. Le défaut de comparaître et de répondre au jour assigné pour être ouï, emportait l'ajournement personnel, et le défaut de comparaître et de répondre à cet ajournement faisait encourir le décret de prise de corps.

La procédure criminelle étant achevée et communiquée au promoteur, l'official prononçait la sentence et ordonnait à l'accusé de faire la réparation à laquelle il le condamnait, selon la force des preuves et la gravité du scandale causé.

Pour peine, l'official pouvait imposer la prison, la séquestration, le séjour dans une maison de force ou dans un

couvent, des jeûnes à certains jours au pain et à l'eau, des prières vocales ou autres à genoux devant le Saint-Sacrement ou ailleurs, de porter une chemise blanche en public, enfin, à certains jours, d'approcher des sacrements, de fréquenter les églises, d'assister aux saints offices.

SECTION TREIZIÈME.

Des fausses Maximes employées contre la juridiction de l'Église.

L'official de Tournay énonce ici les principales fausses maximes qui circulaient de son temps contre la juridiction de l'Église. Il a soin de les réfuter et dans son argumentation, il oublie, il faut le reconnaître, ses opinions gallicanes pour établir les vrais droits de l'Église catholique et du Saint-Siége.

Plusieurs prétendaient établir comme une vérité et un principe incontestable que les droits des seigneurs dans les paroisses sont imprescriptibles. C'est ce motif qu'opposa à Deconinck le rapporteur d'un procès considérable soutenu par plusieurs curés contre un seigneur. Ces ecclésiastiques avaient prouvé qu'ils étaient en possession immémoriale de signer en chef la présentation des comptes de leurs églises et des pauvres ; nonobstant ce, ils avaient été renvoyés de leurs fins et conclusions.

Pour démontrer que les droits des seigneurs dans les paroisses sont loin d'être imprescriptibles, Deconinck cite la réponse des Consaux des Pays-Bas à la gouvernante générale, relativement à la promulgation du Concile de Trente dans nos provinces. Dans sa 25e session, cette auguste assemblée avait prescrit pour le laïque l'obligation de prouver, par titre obtenu de l'Église, le droit de patro-

nat, ou nomination à un bénéfice qu'il prétendait lui appartenir ; c'était déclarer par là même que la seule possession, quoique immémoriale, n'était pas un titre suffisant pour user de cette faculté. Cependant les Consaux des Pays-Bas firent observer que l'usage immémorial dans nos provinces devait faire pleine preuve du patronat dans le laïque, comme il le faisait pour tout le reste, attendu que, disaient-ils, par suite des guerres fréquentes et des divisions intestines, un grand nombre de titres ont été perdus. En droit ecclésiastique cette réponse n'avait aucune valeur. Sans attaquer cette décision, Deconinck s'en empare pour appuyer sa thèse. « Pourquoi donc, dit-il, cet usage immémorial serait-il sans force pour les curés contre les seigneurs des paroisses, puisqu'il est si puissant pour ceux-ci, jusqu'à suffire pour prouver en eux le droit même spirituel du patronat ? pourquoi cette double balance ? l'équité la dicta-t-elle ? »

Enfin, pour corroborer son sentiment, l'official de Tournay apporte un arrêt de la cour souveraine de Hainaut en date du 21 novembre 1693, après un procès instruit par devant elle, selon toutes les règles, entre les curés de Lens et de Herchies, requérant contre le s[r] Milot, prévôt de ces paroisses. Par cet arrêt la cour souveraine de Hainaut maintenait les curés de Lens et de Herchies dans leur possession d'avoir la présentation et la signature en chef des comptes de leurs églises et des pauvres, loin de regarder comme imprescriptible la prétention du prévôt de leurs paroisses.

Une autre fausse maxime contre la juridiction de l'Église était celle-ci : « l'Église ne peut connaître des faits et possession, car ce qui est de fait ou possession est temporel, et ne peut tomber sous la connaissance des ministres du Seigneur.... » Deconinck réfute victorieusement et avec une

grande énergie ce principe dont l'application rendrait la puissance ecclésiastique véritablement esclave de l'autorité séculière. « Cette maxime, dit-il, réduirait l'autorité de l'Église à rien, et la mettrait hors d'état d'agir, aussi bien que de décider. Elle ne pourrait remplir son ministère, ni même en connaître, si ce paradoxe était tenu pour vrai. Car *tout* est fait ou possession dans les fonctions ecclésiastiques. Selon ce principe outré, l'Église ne pourrait connaître l'administration des sacrements, ni dire si un ministre des autels l'aurait bien ou mal administré. C'est un fait dont on lui refuse la connaissance. De même l'Église ne pourrait décider qu'un tel prêtre a droit de conférer les sacrements à telle personne, *parce qu'il est en possession de le faire par son bénéfice*, puisqu'il s'agirait alors de possession; qui ne voit que ce serait bâtir sur le faux pour contenter la prévention et faire son esprit dupe de son cœur? Il est vrai que les faits et possessions regardent la vie que nous menons dans ce monde, mais s'ensuit-il de là que l'Église ne peut connaître ceux qu'elle doit instruire et conduire? qu'elle ne peut connaître et juger s'ils pratiquent la vertu, s'ils observent les commandements? ne pourra-t-elle pas dire qu'un tel prêtre est en possession légitime de baptiser les enfants? Enfin les enfants de l'Église ne sont-ils point en ce monde, n'y sont-ils rien? sont-ils sans droit et possession? La religion et son ministère confié de Dieu à ses ministres consistent pour l'exercice dans les faits et possessions. Toutes choses sont temporelles; elles se font dans cette vie par le moyen des corps que nous portons, et les choses spirituelles que nous devons administrer et recevoir sont inséparables par l'ordre de Dieu même des faits et possessions temporelles dans lesquelles elles subsistent. Les payens eux-mêmes ont reconnu que les ministres de la divinité doivent juger les matières temporelles annexées

aux spirituelles, au point de révérer les jugements de leurs prêtres dans tout le temporel, dans leur fausse religion, et se seraient cru criminels d'y faire la moindre usurpation. Oserions-nous traiter moins favorablement le sacerdoce de J.-C. ? »

Quelques écrivains ou légistes allaient plus loin encore dans leurs attaques contre la juridiction de l'Église. Ils niaient sans ambages l'existence de cette juridiction, et s'appuyaient pour soutenir leur opinion sur plusieurs textes du code alors en vigueur. Les radicaux de nos jours refusent aussi à l'Église toute juridiction, toute autorité ici-bas; mais les raisonnements sur lesquels ils cherchent à étayer leur système, sont bien différents. Nous n'avons pas, on le conçoit facilement, à nous occuper de ces arguments; il nous suffit de faire connaître ici de quelle manière Deconinck réfute les légistes qui de son temps se déclaraient les adversaires de l'autorité ecclésiastique. « Ceux qui veulent se distinguer, dit-il, en soutenant que l'Église n'a aucune juridiction, tirent raison de ce que le code, parlant du tribunal des évêques, l'appelle *Episcopalis audientia* et ne dit point *jurisdictio*. Faible raisonnement ! puisque le mot d'audience est en usage pour exprimer le tribunal même des parlements, parce que entendre les parties est le premier devoir des juges. Ainsi l'on dit tous les jours, il a été jugé à l'audience que, etc. Mais si leur délicatesse exige le mot de juger pour exprimer une véritable juridiction, qu'ils voient le code Théodosien, au lieu du mot *audientia*, ils y verront de *Episcopali judicio.* »

L'enseignement des fausses maximes dont parle ici Deconinck constituait déjà un état bien humiliant pour l'Église et ses ministres, mais ce qui, en France, avilissait surtout le sacerdoce et l'épiscopat, c'était la honteuse dépendance dans laquelle on tenait le clergé par l'appel comme d'abus.

Sous prétexte d'abus, les juges séculiers constitués pour cet appel étaient établis les réformateurs de tout ce que l'Église et le Saint-Siége, les évêques, leurs vicaires-généraux et officiaux pouvaient ordonner et régler dans toutes les fonctions de leur ministère, et par ce moyen l'Église était entièrement soumise aux laïques.

Dans nos provinces, l'appel comme d'abus n'existait pas. Nos anciens souverains avaient réservé à leur conseil privé les différends à régler par la voie de recours, qui se faisait sans éclat et par conséquent sans causer aucun scandale.

Cependant les officiaux n'étaient pas sans essuyer parfois de pénibles tracasseries dans les affaires de leur judicature, telles que la possession des bénéfices, la portion congrue des prêtres attachés aux paroisses, la dîme destinée à la nourriture du clergé, les logements des curés et des vicaires, sur quoi les juges d'église prononçaient *autrefois*, mais dont les tribunaux séculiers finirent par *prendre seuls* connaissance.

TROISIÈME PARTIE.

DU STYLE DES PROCÉDURES ECCLÉSIASTIQUES.

Du Style en général.

La troisième partie de l'ouvrage de Deconinck ne donnera guère lieu à des observations. Comme le titre l'indique, elle est l'exposé des formalités suivies dans l'officialité de Tournay pour l'instruction des procès et le prononcé des sentences. Ces formalités étaient ordinairement désignées sous le nom de style des procès. Différentes, suivant les diverses contrées, elles variaient aussi dans les mêmes provinces, lorsque celles-ci changeaient de maître. Ainsi, en matière criminelle, on suivit assez longtemps à Tournay



le code de Louis XIV, mais lorsque, par suite du traité d'Utrecht (1713), cette ville passa de nouveau sous la domination autrichienne, le conseil privé de Bruxelles ordonna de faire revivre le style ancien qui, paraît-il, avait été réglé par Charles-Quint et Philippe II.

SECTION PREMIÈRE.

De l'Entrée en cour par requête.

La procédure commençait ordinairement par une requête. La requête comprenait trois parties : la présentation au juge, le corps ou texte, et la conclusion.

La première partie, qui se mettait au haut de la page en papier coupé, s'adressait au juge compétent à décider sur la matière qui était l'objet de la plainte.

La seconde devait exposer nettement et succinctement le dommage dont on avait à se plaindre, et la demande que l'on voulait faire.

La troisième concluait pertinemment sur le fond et sur la provision ou l'interdiction provisionnelle, s'il était nécessaire.

La conclusion devait être rigoureuse, supposé la vérité des prémisses.

On pouvait conclure à moins et non à plus que l'on avait de droit. Ainsi, pour le mariage, on pouvait, en nos provinces, prendre une conclusion absolue au sacrement, ou la prendre subordonnée. Mais pour prendre une conclusion absolue, il devait être constaté qu'il n'y avait d'autre moyen de réparer le tort causé à la partie plaignante qu'en se livrant soi-même.

Pour prendre cette conclusion, l'official tenait compte des usages et des mœurs du pays, non moins que de la condition des personnes entre lesquelles le procès avait lieu.

Lorsque cette décision était prise, pour la faire respecter, on avait quelquefois recours aux comminations et à l'excommunication que l'on appréhendait, avec raison, dans notre province plus qu'en beaucoup d'autres endroits.

Lorsqu'on prenait une conclusion contre une présomption de droit, par exemple, lorsqu'on demandait le divorce, ce qui est contraire à la présomption de droit, qui ordonne aux conjoints de vivre ensemble, le requérant, pour obtenir provisionnellement le *stérapart*, devait joindre à sa requête quelques certificats dressés pardevant notaire et plusieurs témoins, et dans lesquels étaient consignés les faits graves qui formaient l'objet de la plainte. Ces certificats servaient de preuves préparatoires et par là on pouvait contrebalancer la présomption de droit et obtenir le stérapart provisionnel qu'on désirait.

Si une femme était demanderesse en divorce, avant de quitter la maison de son mari, elle devait obtenir *le stérapart* et le signifier à son époux, sinon celui-ci pouvait la faire arrêter et la ramener sous le toit conjugal.

Un simple exposé de plainte, sans preuve, laissait subsister la présomption de droit, et l'official n'accordait point le stérapart.

Les conclusions provisionnelles étaient encore plus réservées à l'égard des enfants contre leurs parents ou tuteurs, surtout quand il s'agissait d'embrasser l'état de mariage. En France, les mineurs ne pouvaient contracter mariage sans le consentement de leurs parents ou de leurs tuteurs, et ceux-ci pouvaient refuser leur consentement sans alléguer même devant le juge autre raison que leur refus. Si les mineurs passaient outre, ils pouvaient être déshérités. Dans nos provinces, nos anciens souverains ont cru qu'il pouvait y avoir des cas, comme il s'en trouve en effet, où les parents sont blâmables et même coupables de persister opiniâ-

trement dans leur refus. Aussi ces princes ont-ils ajouté à leurs ordonnances *que les mineurs souffriraient l'exhérédation s'ils attentaient de se marier malgré leurs père, mère ou tuteurs, à moins qu'il ne soit autrement ordonné par les juges.*

Ce consentement des parents ou tuteurs ne pouvait être suppléé que par le juge séculier; mais si, après que le juge séculier y avait suppléé, il arrivait encore quelque opposition au mariage, il fallait alors, comme dans les autres cas, recourir au droit général.

Le plaideur devait présenter sa requête au juge compétent et solliciter sur elle une ordonnance. Cette ordonnance contenait ordinairement acte de la demande, ordre de communication à partie, et de comparaître à certain jour fixé pour être ouï sur la demande. L'interdiction ou la provision s'accordait après s'il y avait lieu. Le requérant faisait ensuite signifier copie de la requête par un huissier de la cour spirituelle qui dressait son rapport de la signification sur la requête originale. Cet acte devait être produit par le requérant au jour servant.

SECTION DEUXIÈME.

De la Comparution.

Dans les cours spirituelles, la comparution des parties tenait de l'arbitrage des premiers temps de l'Église. On voulait par là empêcher que les procès ne traînassent en longueur. Cette comparution dans les officialités était différente de celle qui avait lieu dans les tribunaux séculiers. Dans l'une, l'audition des parties se faisait sous serment et l'interpellation du juge; dans l'autre, on n'y prêtait point serment; aussi les avocats avaient soin de ne rien avouer qui pût faire condamner leurs clients.

Voici comment, selon Deconinck, les officiaux procédaient dans la comparution. « Lors donc, dit-il, que les parties sont venues en comparution, l'official commence à faire servir le respect qu'elles ont pour luy, à leur inspirer la modération et l'esprit d'accommodement entre elles...

» Si l'official trouve les parties trop résolues à plaider, le greffier reçoit la requette originale de la main du demandeur duement signifiée, et après avoir mis en tête de son papier *Actum coram amplissimo domino officiali*, etc..., à papier coupé, il marque plus bas la comparution des parties, leurs noms, la production qu'elles font de la requette, l'établissement de procureur, avec pouvoir pertinent *ad lites*, et ce que les avocats lui dictent pour appuier et combattre la requette.

» Le demandeur qui manquait de comparaître au jour fixé faisait donner à l'assigné fin de cause et congé de cour.

» Le juge attendait une heure entière; si dans l'intervalle l'assigné ne produisait aucun motif légitime d'excuse, on demandait et l'on obtenait à sa charge le défaut et assignation d'un nouveau jour et heure.

» Si l'assigné négligeait de comparaître au jour nouveau dans les mêmes circonstances, on demandait à sa charge, par dessus le défaut, qu'il fût obligé de comparaître au nouveau jour sous peine de perdre tout droit et d'encourir contumace.

» Lorsque les deux parties comparaissaient, elles pouvaient être assistées de leurs avocats et procureurs respectifs. »

SECTION TROISIÈME.

De l'Audition des parties IN SECRETIS.

L'audition *in secretis* se faisait surtout dans les matières où les propres actes des parties contribuaient beaucoup à

reconnaître de quel côté était le droit. Elle avait lieu sur la demande du requérant qui croyait tirer de grands avantages des aveux que la partie adverse devait y faire.

Lorsque cette audition était ordonnée, les parties et leurs conseils se retiraient, et l'official, accompagné de son greffier, retenait ou rappelait le demandeur au principal direct ou renversail ; il lui exposait la sainteté du serment et l'énormité du parjure, et lui ordonnait de répondre selon l'exacte vérité. Le demandeur prêtait ce serment debout, la tête découverte, la main droite nue et levée vers le ciel; après quoi, l'official lui permettait de s'asseoir.

C'était uniquement sur ses propres actes que le demandeur devait être interrogé et non sur ceux d'autrui, à moins que ces derniers n'eussent quelque rapport avec ceux du demandeur.

Cette audition était très-importante et très-utile dans les officialités pour découvrir la vérité.

Après l'interrogatoire, le greffier lisait le procès-verbal; puis l'official interpellait le demandeur *s'il avait le tout ouï, et si le tout était écrit selon la vérité;* sur sa réponse, il lui faisait signer l'acte ou du moins apposer sa marque, s'il ne savait pas écrire.

Le demandeur se retirait ensuite et l'assigné prenait sa place. Les mêmes formalités avaient lieu dans l'interrogatoire de l'assigné.

Après que les parties avaient été ainsi ouïes, elles rentraient avec leurs conseils et procureurs, et l'on procédait à la confrontation.

SECTION QUATRIÈME.

De la Confrontation.

La confrontation se faisait sous le même serment que celui qui avait été prêté dans l'audition *in secretis.*

Les parties mises en présence pouvaient mieux exposer de quelle manière les choses s'étaient passées entre elles, et se confondre, si l'une ou l'autre avait eu la malice de déguiser ou de nier les faits.

On lisait donc la série des articles posés par le demandeur et les réponses faites par le défendeur dans l'audition. Les deux parties avaient le droit de s'interpeller réciproquement; mais ni les avocats, ni les procureurs, ni les autres personnes présentes à la confrontation ne pouvaient aucunement s'immiscer dans le débat établi entre les deux plaideurs.

Le procès-verbal de la confrontation devait suivre celui de l'audition. A chaque article, le greffier écrivait : concordent ou discordent, ou partim concordent, partim discordent, selon que les parties convenaient ou non des faits auparavant allégués. Si elles continuaient à faire les mêmes déclarations que dans l'audition, le greffier *mettait* ce seul mot : persistent.

Si l'une ou l'autre des parties alléguait dans la confrontation quelque fait, quelque circonstance propre à aggraver ou diminuer notablement les déclarations faites dans l'audition, si elle apportait des faits nouveaux servant considérablement aux fins de la cause, la partie adverse devait nécessairement parler à son tour; puis on actait les faits nouveaux, les réponses, les aveux ou les dénégations et la persistance des parties.

La confrontation achevée, les avocats qui avaient tout ouï, prenaient la parole pour tirer les conséquences de droit en faveur de leur client. C'était la plaidoirie.

SECTION CINQUIÈME.

Du Règlement à preuve.

A plusieurs reprises, nous avons vu Deconinck révéler

dans son traité de l'*Official flamand* ses opinions gallicanes; ici il manifeste son amour de la justice et l'intégrité avec laquelle il exerçait ses fonctions d'official. Il nous apparaît comme le modèle du juge impartial et incorruptible (1).

Deconinck indique aussi les moyens employés dans les officialités pour obtenir les preuves sans lesquelles le juge ne pouvait porter une légitime sentence. Ces moyens étaient la compellation, la production des témoins, l'exhibition des pièces, actes ou écritures authentiques.

SECTION SIXIÈME.

De la Compellation.

Ce mode de découvrir la vérité était emprunté aux usages de la primitive Eglise. Il avait pour but d'amener le plaideur opiniâtre à entrer lui-même en aveu. « Ce moyen, dit Deconinck, s'exécute par l'exhibition des positifs et des interpellations', lesquelles, en vertu des citatoriales, on obtient du juge, et que l'on joint aux dispositifs en signifiant aux parties pour venir y répondre, sous serment de calomnie, au jour désigné par les citatoriales. La partie signifiée doit venir alors répondre sincèrement à chaque article du positif à elle signifié, à péril que, si elle fait défaut sans exoine légitime, les faits qui tomberont sous sa connaissance dans les articles du positif, seront tenus pour avoués et vérifiés. »

La compellation judiciaire exigeait de la part de l'avocat une profonde science et une rare prudence. Dans cet in-

(1) Voir plus haut page 314.

terrogatoire, on ne devait faire entrer aucune question de droit, mais seulement des faits dont la partie pouvait avoir connaissance; on ne questionnait point l'assigné précisément sur les mêmes faits que ceux dont on s'était occupé dans la comparution, mais sur d'autres faits ou du moins sur d'autres circonstances ; il convenait enfin que les faits de la compellation n'eussent aucune liaison ensemble. On voulait par là empêcher le compellé de découvrir le but qu'on se proposait dans l'interrogatoire, et le faire tomber plus facilement en contradiction, s'il eût essayé de céler la vérité.

Au jour fixé, le positif était remis à l'official, et l'assigné jurait de dire la vérité aux réponses qu'il allait faire à chaque article du positif. Il était convenable que l'assigné répondît lui-même dans la compellation. Mais s'il députait un procureur, celui-ci devait être spécialement délégué *ad hoc*, et il jurait de dire la vérité *in animam sui principalis.* Le commettant était également obligé de prêter serment pardevant notaire que ses réponses étaient sincères, vraies, exemptes de calomnies.

SECTION SEPTIÈME.

De la Preuve par témoins.

« Cette sorte de preuve, dit Deconinck, est souvent la principale que l'on ait, et sur laquelle on s'appuye le plus ; elle est aussi bien équivoque, soit par la mauvaise façon de l'employer, que par l'inclination peu réglée des témoins pour l'une ou l'autre des parties, et qu'enfin par la subornation que l'on en fait. »

Avant de produire ses témoins, le demandeur ou son avocat devait conférer avec eux pour former leurs *étiquets*, sans vouloir aucunement les suborner, ni leur faire dire devant le juge la moindre chose contraire à la vérité.



Les étiquets étaient des mémoires dressés par l'avocat sur les déclarations des témoins.

Ils devaient être communiqués à la partie adverse avant la production des témoins, à moins que l'on n'eût pas à prouver d'autres faits que ceux déjà rappelés dans la comparution et l'audition *in secretis*.

Si l'on produisait un mémoire contenant tous les faits que l'on voulait prouver, ce mémoire devait être communiqué à la partie adverse avant l'enquête.

Ces étiquets contenaient par articles clairs et précis les faits sur lesquels on voulait faire ouïr les témoins; on les terminait en demandant au juge d'obliger les déposants à dire les raisons qu'ils avaient de croire à la véracité de leurs déclarations.

Après ces observations sur les étiquets, Deconinck donne le modèle selon lequel était dressé le procès-verbal de l'enquête :

« Après avoir écrit, dit-il, le proême d'enquette à page coupée commençant par ces mots : *Enquête juridique pardevant M. le R^{d}, official de N..., pour N.... demandeur ou demanderesse, deffendeur ou deffenderesse, en matière de N... du .... mois;* le greffier met la production des témoins, leurs noms et qualités, leur assignation pour déposer en la ditte enquette par l'appariteur N..., relatant ou par billiet de mémoires, ou verbal par sa présence.

» La comparution aussi de la partie adverse ou de son procureur qui a consenti à l'audition, etc. ; après quoy, les premiers témoins comparans, le greffier écrit : Comparu N..., âgé de ....., témoin produit par N... demandeur ou deffendeur, qui, après serment prêté de déposer vérité, par nous interrogé sur l'étiquet du produisant, a dit ce qui s'en suit : « Qu'il connaît N... et N..., parties litigantes à la présente cause, etc. »

SECTION HUITIÈME.

De la Preuve par écrit.

Lorsqu'un demandeur avait quelque titre ou acte de convention qui pût servir à faire valoir ses droits, il pouvait le produire en forme d'enquête.

Cette production se faisait ordinairement avec ordre et par *intendit*. On déclarait souvent, à chaque pièce que l'on produisait, à quelle fin on l'exhibait; quand la preuve par écrit n'était point principale et ne démontrait point clairement la justice de la prétention, elle se faisait quelquefois par un écrit appelé *applicat de preuve*.

Lorsque les parties avaient renoncé à faire preuve ultérieure, le juge ordonnait d'ouvrir l'enquête et admettait les plaideurs à faire reproches et salvations.

SECTION NEUVIÈME.

Des Reproches et Salvations.

Le plaideur avait le droit d'examiner l'enquête de son colitigant aussi bien que la sienne, et de peser la valeur des preuves de l'une et de l'autre, pour montrer l'insuffisance de celles de son adversaire, et faire valoir les siennes. C'est pourquoi il pouvait, s'il le désirait, faire un écrit de reproches généraux et particuliers des témoins et des actes produits en forme de preuve, s'il ne leur avait pas reconnu une force probante dans la production qu'on en avait faite.

Le but des reproches était d'annuler ou affaiblir les preuves de la partie adverse, comme le but des salvations était d'établir la légalité et la suffisance de celles qu'on avait apportées.

« Il est assez rare, dit Deconinck, que ceux qui font ces reproches se bornent à alléguer de véritables reproches



qui font poids, et ils rapportent souvent dans un écrit de reproches ceux qu'ils ont regardés eux-mêmes comme importants, et qu'ils ont fait valoir dans un autre procès. D'autres faiseurs d'écrits de reproches sont si diffus, et répètent tant ce qui a déjà été dit dans la procédure, et citent de grands passages d'authorités, et rapportent des dépositions presqu'entières des témoins et de longs passages de faits, qu'ils copient du verbal de comparution, que, les voyant, l'on est tenté de croire que l'on a grossi le volume pour l'honoraire qui doit en revenir. »

Des Salvations.

Un plaideur avait de même un certain délai pour faire et produire son *écrit de salvations*, qui devait avoir pour but, comme le mot l'indique, de *sauver* ses témoins des reproches faits à leur charge par la partie adverse.

L'écrit de salvations renfermait souvent l'applicat de preuve que les avocats faisaient ordinairement par un acte particulier.

SECTION DIXIÈME.

Des Points d'office.

Dans certains cas, l'official pouvait et devait appeler les parties et leur proposer d'office quelques points ou demandes, sur lesquels il convenait qu'il fût éclairci. Il le faisait surtout *ad concordandum* pour insinuer aux parties de terminer l'affaire à l'amiable, ce qui avait lieu particulièrement dans les procès entre les membres d'une même famille, lorsque la matière était grave et de nature à fomenter entre eux la discorde et la rancune.

« C'est dans ces points d'office, dit notre auteur, que l'amour de la paix, la prudence et l'habileté du juge doi-

vent se remarquer, car ils deviennent nécessaires lorsqu'il reste du doute sur les prétentions respectives des parties ou de l'obscurité sur les principales circonstances d'un fait important sur lequel le jugement doit être appuyé. »

SECTION ONZIÈME.

De l'Appel simple au juge supérieur.

Les plaideurs avaient le droit d'appeler des jugements rendus contre eux dans les tribunaux ecclésiastiques jusqu'à ce que l'une des parties eût obtenu dans ces cours spirituelles trois sentences conformes.

L'appel avait lieu ordinairement de l'official d'un évêché au métropolitain. Cependant, dans nos provinces, on pouvait appeler à Rome, *omisso medio*, après jugement rendu en première instance.

On avait le droit d'interjeter appel dès que la sentence était prononcée, et *illico*, en présence même du juge, en disant néanmoins : par respect pour l'autorité judiciaire, *Salva amplmi dni judicis reverentia appello*, et l'on demandait immédiatement les lettres dimissoires, connues sous le nom d'*apostres*. L'official répondait : *Respondebimus infra terminum juris*. Quelquefois on appelait avant l'écoulement des fataux par acte notarié, en vertu d'un mandat spécial.

Deconinck fait remarquer ici que, « selon la discipline ancienne, l'usage des cours ecclésiastiques permettait de porter sa plainte sur un jugement rendu par l'official d'un diocèse au juge supérieur ; non précisément comme à un juge qui avait plus de juridiction et d'autorité, mais comme à un réviseur d'un jugement rendu, et du tort dont on croyait être en droit de se plaindre. » Mais le juge *ad quem*, avant d'accepter l'appel interjeté du juge *a quo*, devait recevoir de celui-ci des lettres dimissoires appelées *apostres*.



SECTION DOUZIÈME.

Des Lettres dimissoires appelées APOSTRES.

Deconinck termine son traité de *l'Official flamand* par quelques observations sur les dimissoires. Rien de plus juste. Après avoir fait connaître le personnel de la cour spirituelle, l'étendue de la juridiction de l'official, le style suivi dans l'instruction des procès, il devait dire quelques mots des formalités à remplir lorsqu'on appelait du jugement de l'official à un tribunal supérieur.

Les lettres dimissoires données par le juge *a quo* au plaideur appelant pour être remises au juge *ad quem* étaient désignées sous le nom d'*apostres*, c'est-à-dire *lettres d'envoi*, parce qu'avec elles le juge inférieur envoyait le plaideur au juge supérieur et l'informait de sa pensée sur le jugement dont était appel. « Ce nom, dit Deconinck, a donné lieu à une illusion grossière aux ignorans, qui croient que demander des apostres après un procès jugé, c'est appeler en cour de Rome, comme si on disait *appellare ad apostolos* ou *ad curiam Romanam.* »

Les apostres étaient peu en usage dans les diocèses de France au temps de Deconinck. On se contentait d'accorder le relief d'appel. Notre auteur explique comment ce point du droit général tomba en désuétude.

« L'empressement des plaideurs à poursuivre leurs affaires, et les juges *ad quem* accelés par eux, et peut-être la négligence des juges *a quo* à y répondre, ont introduit d'accorder le relief d'appel sans attendre les apostres envoyées par les juges *a quo.* Ainsi en ont usé les métropolitains, et les officiaux, par les appels interjettés en la cour de Rome, devenant de temps à autre juges des sentences des métropolitains, en ont usé de même et n'ont plus attendu leurs apostres ou lettres dimissoriales de leur part. »

Dans les officialités des diocèses qui appartenaient à la province ecclésiastique de Cambray, et notamment dans celle de Tournay, l'usage de donner des dimissoires était aussi généralement aboli. Mais dans plusieurs cours spirituelles des Pays-Bas, on suivait encore le droit commun.

En terminant son traité de l'*Official flamand*, Deconinck mentionne un dernier usage qui était particulier aux tribunaux ecclésiastiques de notre pays. « C'est que, dit-il, les procès originaux, quelque appel que l'on fasse des sentences qui les décident, ne sortent du greffe ou des archives, et ne se portent, en cas d'appel, au juge *ad quem*, qu'en copies authentiques de toutes les pièces du procès dont le greffier fait un volume, que l'on nomme grosse et qu'il porte sous salaires raisonnables au juge *ad quem*, qui peut contraindre ce greffier à la faire, lorsqu'il la fait trop attendre. J'ai toujours suivi cet usage dans cette cour spirituelle, et mes prédécesseurs l'ont fait de même sans contradiction. »

Arrivé nous-même à la fin de notre travail sur *la Vie et les OEuvres de Léonard Deconinck*, nous devons exprimer notre gratitude à M. le chanoine Loiseaux, dont les vastes connaissances théologiques et canoniques nous ont été d'un grand secours pour redresser les opinions erronées contenues dans le traité de l'*Official flamand* que nous venons d'analyser. Nous prions donc cet honorable ecclésiastique d'agréer le témoignage public de notre reconnaissance.

Ère, le 2 *Novembre* 1870.

J. V.

MAGISTRATURE TOURNAISIENNE.

ERRATA.

Nous avons à signaler les deux omissions suivantes dans la première partie de cet ouvrage :

1° Page 17, dans la liste des administrateurs provisoires, nommés le 12 novembre 1792, ne figure point le citoyen Houzé, *Denis-François-Joseph*, qui, en sa qualité de *vice-président*, doit être placé le second.

2° Page 107, le mandat de M. Dumon, *Henri*, a été renouvelé le 30 octobre 1866, par un scrutin spécial qui a eu lieu le matin.

SUPPLÉMENT.

Par arrêté royal en date du 2 novembre 1870, sont nommés :

BOURGMESTRE :

M. Crombez, *Louis*, en remplacement de M. le Baron *de Rasse*.

ÉCHEVIN :

M. Wilbaux, *Alphonse*, en remplacement de M. *Louis Delwart*.

N. B. Ces nominations viennent compléter le Collége échevinal.

Voici donc, à partir de l'année 1871, la composition du conseil communal, d'après le rang qu'ils occupent sur le tableau dcrssé en conformité de l'art. 107 de la loi communale.

BOURGMESTRE :

M. Crombez, *Louis*, membre de la Chambre des Représentants.

ÉCHEVINS :

MM. Fontaine, *Léopold*, avocat ;
De Formanoir, *Eugène*, propriétaire ;
Carbonnelle, *Victor*, industriel ;
Wilbaux, *Alphonse*, négociant.

CONSEILLERS :

MM. Du Mortier, *Louis*, négociant ;
Dumon, *Henri*, propriétaire ;
Goblet, *Firmin*, avocat ;
Roger, *Émile*, notaire ;
Delwart, *Louis*, propriétaire ;
Delye, *Charles*, conseiller provincial ;
Macau, *Edmond*, notaire ;
Wattiez, *Philippe*, fabricant de bonneteries ;
De Reine, *Charles*, président du tribunal de première instance ;
Allard-Pecquereau, membre de la Chambre des Représentants ;
Du Bus-Quevauxvillers, brasseur ;
Delvigne, *Laurent*, industriel ;
Dapsens, *Léon*, ingénieur ;
Lefebvre-Rose, industriel ;
Leschevin, *Adolphe*, ancien professeur de mathématiques supérieures (1).

(1) M. Chaffaux, *Constantin*, qui appartenait à la série du conseil dont le mandat a été renouvelé en 1866, est décédé le 8 juin 1870. Il n'a pas encore été pourvu, à ce jour, à son remplacement.



TABLE ALPHABÉTIQUE

DE LA PREMIÈRE PARTIE.

N. B. — Les noms sont suivis de l'année des nominations. Les chiffres placés après le — indiquent les pages où ces noms sont cités.





FIN DE LA TABLE.



TABLE DU MÉMOIRE DE L'ÉVÊQUE J. VENDVILLE.



APPENDIX SCRIPTI PRAECEDENTIS.





